

## **CONSOLIDATION**

*Federal Courts Rules*

*SORS/98-106, amended by SOR/2002-417; SOR/2004-283;  
SOR/2005-340; SOR/2006-219.*

*Updated to September 21, 2006*

*Disclaimer: This document is not the official version.*

## **CODIFICATION**

*Règles des Cours Fédérales*

*DORS/98-106, modifiées par DORS/2002-417;  
DORS/2004-283; DORS/2005-340; DORS/2006-219.*

*À jour jusqu'au 21 septembre 2006*

*Désistement : ce document n'est pas la version officielle*

# **RULES FOR REGULATING THE PRACTICE AND PROCEDURE IN THE FEDERAL COURT OF APPEAL AND THE FEDERAL COURT**

## SHORT TITLE

Short title

**1.** These Rules may be cited as the *Federal Courts Rules*. SOR/2004-283, s. 2.

## PART 1

### APPLICATION AND INTERPRETATION

Application

**1.1** (1) These Rules apply to all proceedings in the Federal Court of Appeal and the Federal Court unless otherwise provided by or under an Act of Parliament.

Inconsistency with Act

(2) In the event of any inconsistency between these Rules and an Act of Parliament or a regulation made under such an Act, that Act or regulation prevails to the extent of the inconsistency. SOR/2004-283, s. 2.

### INTERPRETATION

Definitions

**2.** The following definitions apply in these Rules.

"Act" « Loi »

"Act" means the *Federal Courts Act*.

# **RÈGLES CONCERNANT LA PRATIQUE ET LA PROCÉDURE À LA COUR D'APPEL FÉDÉRALE ET À LA COUR FÉDÉRALE**

## TITRE ABRÉGÉ

**1.** *Règles des Cours fédérales*. DORS/2004-283, art. 2.

## PARTIE 1

### APPLICATION, DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Titre abrégé

**1.1** (1) Sauf disposition contraire d'une loi fédérale ou de ses textes d'application, les présentes règles s'appliquent à toutes les instances devant la Cour d'appel fédérale et la Cour fédérale.

Application

(2) Les dispositions de toute loi fédérale ou de ses textes d'application l'emportent sur les dispositions incompatibles des présentes règles. DORS/2004-283, art. 2.

Dispositions incompatibles

### DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

**2.** Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

Définitions

« acte de procédure » Acte par lequel une instance est introduite, les prétentions des parties sont énoncées ou une réponse est donnée.

« acte de procédure »  
"pleading"

"action" « <i>action</i> »	"action" means a proceeding referred to in rule 169.	« acte introductif d'instance » Acte visé à la règle 63.	« acte introductif d'instance » "originating document"
"address for service" « <i>adresse aux fins de signification</i> »	<p>"address for service" means</p> <p>(a) in respect of a party who has no solicitor of record,</p> <p>(i) the address shown on the last document filed by the party that indicates an address in Canada, or</p> <p>(ii) where the party is the Crown or the Attorney General of Canada, the office of the Deputy Attorney General of Canada in Ottawa; and</p> <p>(b) in respect of a party who has a solicitor of record, the address of the solicitor of record shown on the last filed document that indicates an address.</p>	« action » Instance visée à la règle 169.	« action » "action"
"Administrator" « <i>administrateur</i> »	"Administrator" means the Chief Administrator appointed under section 5 of the <i>Courts Administration Service Act</i> , or a person acting on his or her behalf.	« action en matière d'amirauté » Action pour laquelle la Cour a compétence en vertu de l'article 22 de la Loi.	« action en matière d'amirauté » "Admiralty action"
"Admiralty action" « <i>action en matière d'amirauté</i> »	"Admiralty action" means an action in which the Court exercises jurisdiction under section 22 of the Act.	« action simplifiée » Action visée à la règle 292.	« action simplifiée » "simplified action"
"appeal" « <i>appel</i> »	"appeal" means a proceeding referred to in rule 335.	« administrateur » L'administrateur en chef nommé en vertu de l'article 5 de la <i>Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires</i> , ou son délégué.	« administrateur » "Administrator"
"applicant" « <i>demandeur</i> »	"applicant" means a party bringing an application.	<p>« adresse aux fins de signification »</p> <p>a) Dans le cas d'une partie qui n'a pas d'avocat inscrit au dossier :</p> <p>(i) l'adresse figurant dans le dernier document déposé par elle qui porte une adresse située au Canada,</p> <p>(ii) s'il s'agit de la Couronne ou du procureur général du Canada, l'adresse du bureau du sous-procureur général du Canada, à Ottawa;</p>	« adresse aux fins de signification » "address for service"

b) dans le cas d'une partie qui a un avocat inscrit au dossier, l'adresse de celui-ci indiquée sur le dernier document déposé par lui qui porte cette adresse.

"application" « demande »	"application" means a proceeding referred to in rule 300.	« appel » Instance visée à la règle 335.	« appel » "appeal"
"assessment officer" « officier taxateur »	"assessment officer" means an officer of the Registry designated by an order of the Court, a judge or a prothonotary, and includes, in respect of a reference, the referee presiding in the reference.	« arbitre » Personne à qui une question a été renvoyée en vertu de la règle 153.	« arbitre » "referee"
"business day" « jour ouvrable »	"business day" means a day that is not a holiday.	« association sans personnalité morale » Groupement, à l'exclusion d'une société de personnes, constitué d'au moins deux personnes qui exercent leurs activités sous un nom collectif dans un but commun ou pour une entreprise commune.	« association sans personnalité morale » "unincorporated association"
"case management judge" « juge responsable de la gestion de l'instance »	"case management judge" means a judge assigned under paragraph 383(a) or rule 383.1 and includes a prothonotary assigned under paragraph 383(b).	« audience » Vise notamment une conférence.	« audience » "hearing"
"certified copy" « copie certifiée conforme »	"certified copy", in respect of a document in the custody of the Registry, means a copy of the document certified by an officer of the Registry.	« avocat » Toute personne visée au paragraphe 11(3) de la Loi.	« avocat » "solicitor"
"Christmas recess" « vacances judiciaires de Noël »	"Christmas recess" means the period beginning on December 21 in a year and ending on January 7 in the following year.	« avocat inscrit au dossier » L'avocat qui est réputé être l'avocat inscrit au dossier selon la règle 123.	« avocat inscrit au dossier » "solicitor of record"
"Court" « Cour »	"Court" means, as the circumstances require,  (a) the Federal Court of Appeal, including , in respect of a motion, a single judge of that court; or  (b) the Federal Court, including a prothonotary acting within jurisdiction conferred under these Rules.	« bref d'exécution » S'entend notamment d'un bref de saisie-exécution, d'un bref de mise en possession, d'un bref de délivrance, d'un bref de séquestration et de tout bref complémentaire.	« bref d'exécution » "writ of execution"
"Court file" « dossier de la Cour »	"Court file" means the file maintained pursuant to rule 23 or 24.	« bureau local » Tout bureau du greffe de la Cour établi par l'administrateur autre que le bureau principal.	« bureau local » "local office"

"dispute resolution conference" « conférence de règlement des litiges »	"dispute resolution conference" means a conference ordered under rule 386.	« bureau principal » Le bureau principal du greffe de la Cour établi par l'administrateur.	« bureau principal » "principal office"
"filed" « déposé »	"filed", in respect of a document, means accepted for filing under rule 72.	« conférence de règlement des litiges » Conférence ordonnée par la Cour en vertu de la règle 386.	« conférence de règlement des litiges » "dispute resolution conference"
"garnishee" « tiers saisi »	"garnishee" means a person in respect of whom an order attaching a debt to a judgment debtor has been made under rule 449.	« Convention de La Haye » La <i>Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale</i> , signée à La Haye le 15 novembre 1965.	« Convention de La Haye » "Hague Convention"
"Hague Convention" « Convention de La Haye »	"Hague Convention" means the <i>Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters</i> signed at The Hague on November 15, 1965.	« copie certifiée conforme » Dans le cas d'un document dont le greffe a la garde, s'entend d'une copie de celui-ci certifiée conforme par un fonctionnaire du greffe.	« copie certifiée conforme » "certified copy"
"hearing" « audience »	"hearing" includes a conference held under these Rules.	« Cour » Selon le cas :  a) La Cour d'appel fédérale, à laquelle est assimilé, dans le cas d'une requête, un juge de cette cour siégeant seul;  b) la Cour fédérale, à laquelle est assimilé le protonotaire qui agit dans les limites de la compétence conférée par les présentes règles.	« Cour » "Court"
"holiday" « jour férié »	"holiday" means a Saturday, Sunday or any other day defined as a holiday in subsection 35(1) of the <i>Interpretation Act</i> .	« déclaration » Document par lequel une action est introduite.	« déclaration » "statement of claim"
"intervener" « intervenant »	"intervener" means a person who has been granted status as an intervener under rule 109.	« délivré »  a) Dans le cas d'un acte introductif d'instance, se dit de celui qui est daté, signé et scellé du sceau de la Cour par l'administrateur et qui porte le numéro du dossier de la Cour que celui-ci lui a attribué;  b) dans le cas de tout autre document, se dit de celui qui est daté, signé et scellé du sceau de la Cour par l'administrateur.	« délivré » "issued"

<p>"issued" « délivré »</p>	<p>"issued" means</p> <p>(a) in respect of an originating document, dated, signed, sealed with the seal of the Court and assigned a Court file number by the Administrator; and</p> <p>(b) in respect of any other document, dated, signed and sealed with the seal of the Court by the Administrator.</p>	<p>« demande » Instance visée à la règle 300.</p>	<p>« demande » "application"</p>
<p>"local office" « bureau local »</p>	<p>"local office" means an office of the Registry of the Court established by the Administrator other than the principal office.</p>	<p>« demandeur »</p> <p>a) Dans le cas d'une action autre qu'un recours collectif, est assimilée au demandeur toute personne pour le compte de laquelle l'action est engagée;</p> <p>b) dans le cas d'un recours collectif :</p> <p>(i) à l'égard des points de droit et de fait collectifs, le représentant demandeur,</p> <p>(ii) à l'égard des points individuels, le membre concerné;</p> <p>c) dans le cas d'une demande, la personne qui la présente.</p>	<p>« demandeur » "applicant" or "plaintiff"</p>
<p>"motion" « requête »</p>	<p>"motion" means a request to the Court under, or to enforce, these Rules.</p>	<p>« déposé » À l'égard d'un document, se dit de celui qui est accepté pour dépôt en vertu de la règle 72.</p>	<p>« déposé » "filed"</p>
<p>"oath" « serment »</p>	<p>"oath" includes a solemn affirmation within the meaning of subsection 14(1) of the <i>Canada Evidence Act</i>.</p>	<p>« dossier de la Cour » Dossier tenu conformément aux règles 23 ou 24.</p>	<p>« dossier de la Cour » "Court file"</p>
<p>"order" « ordonnance »</p>	<p>"order" includes</p> <p>(a) a judgment;</p> <p>(b) a decision or other disposition of a tribunal; and</p> <p>(c) a determination of a reference under section 18.3 of the Act.</p>	<p>« greffe » [ Abrogée, DORS/2004-283, art. 3. ]</p>	<p>« greffe » "Registry"</p>
<p>"originating document" « acte introductif d'instance »</p>	<p>"originating document" means a document referred to in rule 63.</p>	<p>« instance à gestion spéciale » Instance gérée conformément aux règles 383 à 385.</p>	<p>« instance à gestion spéciale » "specially managed proceeding"</p>

"party" « parties »	<p>"party" means</p> <p>(a) in respect of an action, a plaintiff, defendant or third party;</p> <p>(b) in respect of an application,</p> <p>(i) where a tribunal brings a reference under section 18.3 of the Act, a person who becomes a party in accordance with rule 323,</p> <p>(ii) where the Attorney General of Canada brings a reference under section 18.3 of the Act, the Attorney General of Canada and any other person who becomes a party in accordance with rule 323, and</p> <p>(iii) in any other case, an applicant or respondent;</p> <p>(c) in respect of an appeal, an appellant or respondent; and</p> <p>(d) in respect of a motion, the person bringing the motion or a respondent thereto.</p>	« intervenant » Personne autorisée à intervenir en vertu de la règle 109.	« intervenant » "intervener"
"person" « personne »	"person" includes a tribunal, an unincorporated association and a partnership.	« jour férié » Le samedi, le dimanche ou tout autre jour férié au sens du paragraphe 35(1) de la <i>Loi d'interprétation</i> .	« jour férié » "holiday"
"plaintiff" « demandeur »	<p>"plaintiff"</p> <p>(a) except in the case of a class action, includes a person on whose behalf an action is commenced; and</p> <p>(b) in the case of a class action, means</p> <p>(i) in respect of the common questions of law or fact, the representative plaintiff, and</p> <p>(ii) in respect of individual questions, the member to whom those questions apply.</p>	« jour ouvrable » Jour autre qu'un jour férié.	« jour ouvrable » "business day"
"pleading" « acte de procédure »	"pleading" means a document in a proceeding in which a claim is initiated, defined, defended or answered.	« juge responsable de la gestion de l'instance » Tout juge affecté à ce titre en vertu de l'alinéa 383a) ou de la règle 383.1; y est assimilé le protonotaire affecté à une instance en vertu de l'alinéa 383b).	« juge responsable de la gestion de l'instance » "case management judge"

<p>"principal office" « bureau principale »</p>	<p>"principal office" means the head office of the Registry of the Court established by the Administrator.</p>	<p>« Loi » La <i>Loi sur les Cours fédérales</i>.</p>	<p>« Loi » "Act"</p>
<p>"referee" « arbitre »</p>	<p>"referee" means a person to whom a matter has been referred under rule 153.</p>	<p>« mise en cause » Procédure visée aux règles 193 à 199.</p>	<p>« Mise en cause » French version only</p>
<p>"Registry" « greffe »</p>	<p>"Registry" [ Repealed, SOR/2004-283, s. 3]</p>	<p>« officier taxateur » Un fonctionnaire du greffe désigné à ce titre par ordonnance de la Cour, un juge ou un protonotaire. Dans le cas d'un renvoi, l'arbitre qui le préside est assimilé à un officier taxateur.</p>	<p>« officier taxateur » "assessment officer"</p>
<p>"sheriff" « shérif »</p>	<p>"sheriff" includes a marshal, peace officer or other person to whom a writ, warrant or other process is directed and, in the Province of Quebec, a member of the Ordre professionnel des huissiers de justice du Québec.</p>	<p>« ordonnance » Sont assimilés à une ordonnance :</p> <p>a) un jugement;</p> <p>b) une décision ou autre mesure prise par un office fédéral;</p> <p>c) une décision rendue dans le cadre d'un renvoi visé à l'article 18.3 de la Loi.</p>	<p>« ordonnance » "order"</p>
<p>"simplified action" « action simplifiée »</p>	<p>"simplified action" means an action referred to in rule 292.</p>	<p>« parties »</p> <p>a) Dans une action, le demandeur, le défendeur et la tierce partie;</p> <p>b) dans une demande :</p> <p>(i) dans le cas d'un renvoi fait par un office fédéral en vertu de l'article 18.3 de la Loi, toute personne qui devient partie au renvoi aux termes de la règle 323,</p> <p>(ii) dans le cas d'un renvoi fait par le procureur général du Canada en vertu de l'article 18.3 de la Loi, le demandeur et toute personne qui devient partie au renvoi aux termes de la règle 323,</p> <p>(iii) dans tout autre cas, le demandeur et le défendeur;</p> <p>c) dans un appel, l'appelant et l'intimé;</p> <p>d) dans une requête, le requérant et l'intimé.</p>	<p>« parties » "party"</p>

"solicitor" « <i>avocat</i> »	"solicitor" means a person referred to in subsection 11(3) of the Act.	« personne » S'entend notamment d'un office fédéral, d'une association sans personnalité morale et d'une société de personnes.	« personne » "person"
"solicitor of record" « <i>avocat inscrit au dossier</i> »	"solicitor of record" means a solicitor determined under rule 123.	« requête » Document par lequel une personne demande à la Cour de se prévaloir des présentes règles ou de les faire appliquer.	« requête » "motion"
"specially managed proceeding" « <i>instance à gestion spéciale</i> »	"specially managed proceeding" means a proceeding managed in accordance with rules 383 to 385.	« serment » Est assimilée au serment l'affirmation solennelle visée au paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur la preuve au Canada</i> .	« serment » "oath"
"statement of claim" « <i>déclaration</i> »	"statement of claim" means a document by which an action is commenced.	« shérif » Sont assimilés au shérif le prévôt, l'agent de la paix et toute autre personne qui exécute un bref ou un mandat ainsi que toute personne qui est membre de l'Ordre professionnel des huissiers de justice du Québec.	« shérif » "sheriff"
"summer recess" « <i>vacances judiciaires d'été</i> »	"summer recess" means the months of July and August in each year.	« tierce partie » Toute personne qui est mise en cause dans une action.	« tierce partie » "third party"
"swear" Version anglaise seulement	"swear", in respect of an oath, includes affirm.	« tiers saisi » Personne qui a une dette envers un débiteur judiciaire et qui fait l'objet d'une saisie-arrêt à cet égard en application d'une ordonnance rendue en vertu de la règle 449.	« tiers saisi » "garnishee"
"third party" « <i>tierce partie</i> »	"third party" includes a fourth or subsequent party.	« vacances judiciaires de Noël » La période commençant le 21 décembre et se terminant le 7 janvier suivant.	« vacances judiciaires de Noël » "Christmas recess"
"tribunal" Version anglaise seulement	"tribunal" has the same meaning as "federal board, commission or other tribunal" in the Act.	« vacances judiciaires d'été » Les mois de juillet et août. DORS/2002-417, art. 1; DORS/2004-283, art. 3.	« vacances judiciaires d'été » "summer recess"
"unincorporated association" « <i>association sans personnalité morale</i> »	"unincorporated association" means an organization of two or more persons, other than a partnership, that operates under a common name for a common purpose or undertaking.		
"writ of execution" « <i>bref d'exécution</i> »	"writ of execution" includes a writ of seizure and sale, a writ of possession, a writ of delivery and a writ of sequestration, and any further writ in aid thereof. SOR/2002-417, s. 1; SOR/2004-283, s. 3.		

General principle	<p><b>3.</b> These Rules shall be interpreted and applied so as to secure the just, most expeditious and least expensive determination of every proceeding on its merits.</p>	<p><b>3.</b> Les présentes règles sont interprétées et appliquées de façon à permettre d'apporter une solution au litige qui soit juste et la plus expéditive et économique possible.</p>	Principe général
Matters not provided for	<p><b>4.</b> On motion, the Court may provide for any procedural matter not provided for in these Rules or in an Act of Parliament by analogy to these Rules or by reference to the practice of the superior court of the province to which the subject-matter of the proceeding most closely relates.</p>	<p><b>4.</b> En cas de silence des présentes règles ou des lois fédérales, la Cour peut, sur requête, déterminer la procédure applicable par analogie avec les présentes règles ou par renvoi à la pratique de la cour supérieure de la province qui est la plus pertinente en l'espèce.</p>	Cas non prévus
Forms	<p><b>5.</b> Where these Rules require that a form be used, the form may incorporate any variations that the circumstances require.</p>	<p><b>5.</b> Les formules prévues par les présentes règles peuvent être adaptées selon les circonstances.</p>	Formules
<p>COMPUTATION, EXTENSION AND ABRIDGEMENT OF TIME</p>		<p>CALCUL ET MODIFICATION DES DÉLAIS</p>	
<i>Interpretation Act</i>	<p><b>6.</b> (1) Subject to subsections (2) and (3), the computation of time under these Rules, or under an order of the Court, is governed by sections 26 to 30 of the <i>Interpretation Act</i>.</p>	<p><b>6.</b> (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le calcul des délais prévus par les présentes règles ou fixés par une ordonnance de la Cour est régi par les articles 26 à 30 de la <i>Loi d'interprétation</i>.</p>	Application de la <i>Loi d'interprétation</i>
Period of less than seven days	<p>(2) Where a period of less than seven days is provided for in these Rules or fixed by an order of the Court, a day that is a holiday shall not be included in computing the period.</p>	<p>(2) Lorsque le délai prévu par les présentes règles ou fixé par une ordonnance de la Cour est de moins de sept jours, les jours fériés n'entrent pas dans le calcul du délai.</p>	Délai de moins de sept jours
Christmas recess	<p>(3) Unless otherwise directed by the Court, a day that falls within the Christmas recess shall not be included in the computation of time under these Rules for filing, amending or serving a document.</p>	<p>(3) Sauf directives contraires de la Cour, les vacances judiciaires de Noël n'entrent pas dans le calcul des délais applicables selon les présentes règles au dépôt, à la modification ou à la signification d'un document.</p>	Vacances judiciaires de Noël
Extension by consent	<p><b>7.</b> (1) Subject to subsections (2) and (3), a period provided by these Rules may be extended once by filing the consent in writing of all parties.</p>	<p><b>7.</b> (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), tout délai prévu par les présentes règles peut être prorogé une seule fois par le dépôt du consentement écrit de toutes les parties.</p>	Délai prorogé par consentement écrit
Limitation	<p>(2) An extension of a period under subsection (1) shall not exceed one half of the period sought to be extended.</p>	<p>(2) La prorogation selon le paragraphe (1) ne peut excéder la moitié du délai en cause.</p>	Limite
Exception	<p>(3) No extension may be made on consent of the parties in respect of a period fixed by an order of the Court or under subsection 203(1), 304(1) or 339(1).</p>	<p>(3) Les délais fixés par une ordonnance de la Cour et ceux prévus aux paragraphes 203(1), 304(1) et 339(1) ne peuvent être prorogés par le consentement des parties.</p>	Exception

Extension or abridgement	<b>8.</b> (1) On motion, the Court may extend or abridge a period provided by these Rules or fixed by an order.	<b>8.</b> (1) La Cour peut, sur requête, proroger ou abréger tout délai prévu par les présentes règles ou fixé par ordonnance.	Délai prorogé ou abrégé
When motion may be brought	(2) A motion for an extension of time may be brought before or after the end of the period sought to be extended.	(2) La requête visant la prorogation d'un délai peut être présentée avant ou après l'expiration du délai.	Moment de la présentation de la requête
Motions for extension in Federal Court of Appeal	(3) Unless the Court directs otherwise, a motion to the Federal Court of Appeal for an extension of time shall be brought in accordance with rule 369. SOR/2004-283, s. 32.	(3) Sauf directives contraires de la Cour, la requête visant la prorogation d'un délai qui est présentée à la Cour d'appel fédérale doit l'être selon la règle 369. DORS/2004-283, art. 32.	Requête présentée à la Cour d'appel

## PART 2

## PARTIE 2

## ADMINISTRATION OF THE COURT

## ADMINISTRATION DE LA COUR

## OFFICERS OF THE COURT

## FONCTIONNAIRES DE LA COUR

**9.** [ Repealed, SOR/2004-283, s. 4. ]

**9.** [ Abrogée, DORS/2004-283, art. 4. ]

**10.** [ Repealed, SOR/2004-283, s. 4. ]

**10.** [ Abrogée, DORS/2004-283, art. 4. ]

**11.** [ Repealed, SOR/2004-283, s. 4. ]

**11.** [ Abrogée, DORS/2004-283, art. 4. ]

Court registrars

**12.** (1) The Administrator shall arrange that there be in attendance at every sitting of the Court a duly qualified person to act as court registrar for the sitting, who shall, subject to the direction of the Court,

**12.** (1) Sous réserve des directives de la Cour, l'administrateur veille à ce qu'une personne qualifiée pour agir à titre de greffier de la Cour soit présente à chacune des séances de la Cour; cette personne :

Greffiers

(a) make all arrangements necessary to conduct the sitting in an orderly, efficient and dignified manner;

a) prend les dispositions nécessaires pour assurer l'ordre, la bonne marche et la dignité de la séance;

(b) keep a record of every material event that transpires during the sitting;

b) enregistre les événements importants de la séance;

(c) keep and be responsible for all books and records of the Court used at the sitting; and

c) a la garde et la responsabilité de tous les livres et registres de la Cour utilisés au cours de la séance;

(d) keep and be responsible for all exhibits filed during the sitting and mark them, record them and indicate by whom they were filed.

d) a la garde et la responsabilité de toutes les pièces déposées au cours de la séance, les marque, les enregistre et indique par qui elles ont été déposées.

Other officers of the Court

(2) The Administrator shall arrange for the attendance at every sitting of the Court of all persons who are necessary for the proper conduct of the Court at the sitting. SOR/2002-417, s. 2.

(2) L'administrateur veille à ce que soient présentes à chaque séance de la Cour les personnes dont la présence est nécessaire au bon déroulement de la séance. DORS/2002-417, art. 2.

Autres fonctionnaires

COURT SEALS

SCEAUX DE LA COUR D'APPEL  
FÉDÉRALE ET DE LA COUR  
FÉDÉRALE

Court seals

**13.** (1) The seal of each court — the Federal Court of Appeal and the Federal Court — shall be approved by its Chief Justice and shall be kept in the principal office.

**13.** (1) Le sceau de chacune des cours — Cour d'appel fédérale et Cour fédérale — est approuvé par son juge en chef, et est conservé au bureau principal.

Sceaux de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale

Facsimiles of seal

(2) The Chief Justice of each court may authorize one or more facsimiles of the seal of their court to be kept at the Registry. SOR/2004-283, s. 5.

(2) Le juge en chef de chacune des cours peut autoriser des fac-similés du sceau de celle-ci, lesquels sont conservés au greffe. DORS/2004-283, art. 5.

Fac-similés

REGISTRY

GREFFE

Registry functions

**14.** Registry functions may be performed by an officer of the Registry at any place and at any time.

**14.** Les fonctionnaires du greffe peuvent exercer leurs fonctions en tout temps et en tout lieu.

Greffe

Hours of operation

**15.** (1) The Registry shall be open for business on every day except holidays from 9:00 a.m. until 5:00 p.m., unless otherwise directed by the Administrator, following consultation with the Chief Justice of each court.

**15.** (1) Le greffe est ouvert tous les jours, sauf les jours fériés, de 9 heures à 17 heures, à moins que l'administrateur n'en décide autrement après consultation du juge en chef de chaque cour.

Heures de service

Special hours of operation

(2) The Registry shall also be open at such other times as may be required for the proper judicial functioning of the Court. SOR/2004-283, s. 6.

(2) Le greffe est également ouvert aux autres moments jugés nécessaires pour l'exercice des fonctions judiciaires de la Cour. DORS/2004-283, art. 6.

Heures de services spéciales

Recommendation boxes

**16.** To provide the public with an opportunity to make comments regarding the administration or rules of the Court, two small locked boxes — one for the Federal Court of Appeal and one for the Federal Court — shall be maintained in every office of the Registry, located and constructed so that members of the public can conveniently insert envelopes into them and identified by a sign indicating

**16.** Afin de permettre au public de faire des commentaires sur l'administration de la Cour ou sur les règles régissant la pratique devant celle-ci, chaque bureau du greffe est pourvu de deux petites boîtes verrouillées — l'une pour la Cour d'appel fédérale et l'autre pour la Cour fédérale — placées et construites de façon que le public puisse commodément y insérer des enveloppes; les boîtes portent les inscriptions suivantes :

Propositions du public

(a) "RECOMMENDATIONS FOR THE FEDERAL COURT OF APPEAL" or "RECOMMENDATIONS FOR THE FEDERAL COURT", as the case may be;

a) « PROPOSITIONS À LA COUR D'APPEL FÉDÉRALE » sur l'une et « PROPOSITIONS À LA COUR FÉDÉRALE » sur l'autre;

(b) that recommendations are invited for amendments to the *Federal Courts Rules* and improvements in the administration of the Court; and

b) la mention que le public est invité à présenter des propositions visant la modification des *Règles des Cours fédérales* ou l'amélioration de l'admini-

		stration de la Cour;	
	(c) that every recommendation will be sent unopened directly to the Chief Justice of the court in question. SOR/2004-283, s. 6.	c) la mention que chaque enveloppe contenant une proposition sera directement remise, sans être ouverte, au juge en chef de la cour visée par la proposition. DORS/2004-283, art. 6.	
Principal office and local offices	<b>17.</b> The principal office is located in Ottawa and local offices are located in Calgary, Charlottetown, Edmonton, Fredericton, Halifax, Iqaluit, Montreal, Quebec City, Regina, Saint John, Saskatoon, St. John's, Toronto, Vancouver, Whitehorse, Winnipeg and Yellowknife. SOR/2006-219, s. 1.	<b>17.</b> Le bureau principal est situé à Ottawa et les bureaux locaux sont situés à Calgary, Charlottetown, Edmonton, Fredericton, Halifax, Iqaluit, Montréal, Québec, Regina, Saint John, Saskatoon, St. John's, Toronto, Vancouver, Whitehorse, Winnipeg et Yellowknife. DORS/2006-219, art. 1.	Bureau principal et bureaux locaux
Requests and requisitions	<b>18.</b> A request or requisition to the Administrator under these Rules shall be made in Form 18.	<b>18.</b> Toute demande de document ou de service qui est adressée à l'administrateur est faite selon la formule 18.	Demandes à l'administrateur
	FEES	DROITS, FRAIS ET HONORAIRES	
Registry fees	<b>19.</b> A party shall pay to the Registry for a service or procedure set out in Tariff A the fees set out in that Tariff.	<b>19.</b> Toute partie est tenue de payer au greffe, relativement aux procédures devant la Cour, les droits payables aux termes du tarif A.	Droits payables au greffe
Sheriff's fees	<b>20.</b> (1) Subject to subsection (2), a sheriff is entitled to the fees for service and disbursements set out in Tariff A.	<b>20.</b> (1) Le shérif a droit au montant correspondant aux honoraires et frais qui lui sont payables selon le tarif A.	Honoraires et frais du shérif
Modification by Court	(2) On motion, the Court may increase or decrease the fee payable to a sheriff on execution.	(2) Malgré le paragraphe (1), la Cour peut, sur requête, augmenter ou diminuer les honoraires payables à un shérif selon le tarif A.	Discrétion de la Cour
	COURT RECORDS	DOSSIERS DE LA COUR	
Books and records	<b>21.</b> The Administrator shall keep, in the National Capital Region, all books and records necessary for recording the proceedings of the Court and shall enter therein all orders, directions, foreign judgments ordered to be registered, pleadings and other documents filed in proceedings	<b>21.</b> L'administrateur tient, dans la région de la capitale nationale, tous les livres et registres nécessaires à l'enregistrement des procédures de la Cour et y inscrit les ordonnances, les directives, les actes de procédure, les jugements étrangers dont la Cour a ordonné l'enregistrement et les autres documents déposés dans une instance.	Livres et registres
Caveat register	<b>22.</b> (1) The Administrator shall keep in the Registry a caveat register, in which all caveats, withdrawals of caveats and orders affecting caveats shall be entered.	<b>22.</b> (1) L'administrateur tient un registre des <i>caveat</i> dans lequel il inscrit tous les <i>caveat</i> ainsi que les retraits de <i>caveat</i> et les ordonnances relatives aux <i>caveat</i> .	Registre des <i>caveat</i>

Entry of caveat	<p>(2) On the filing of a caveat under subsection 493(1), (2) or (3), the Administrator shall enter the caveat in the caveat register.</p>	<p>(2) Lors du dépôt d'un <i>caveat</i> visé aux paragraphes 493(1), (2) ou (3), l'administrateur inscrit un <i>caveat</i> dans le registre des <i>caveats</i>.</p>	Inscription au registre
Court files	<p><b>23.</b> (1) The Administrator shall maintain a file in the National Capital Region in respect of every proceeding in the Court, in which shall be kept, stamped with the date and time of filing and bound permanently in the order of filing,</p> <p>(a) every document filed under these Rules, an order of the Court or an Act of Parliament, other than affidavits or other material filed in support of a motion or as evidence at trial;</p> <p>(b) all correspondence between a party and the Registry;</p> <p>(c) all orders;</p> <p>(d) copies of all writs issued in the proceeding; and</p> <p>(e) such other documents relating to the proceeding as the Court may direct.</p>	<p><b>23.</b> (1) Pour chaque instance devant la Cour, l'administrateur tient, dans la région de la capitale nationale, un dossier dans lequel les documents et les éléments matériels suivants sont conservés, marqués de l'estampille de la date et de l'heure du dépôt et reliés de façon permanente dans l'ordre de leur dépôt :</p> <p>a) tous les documents déposés en application des présentes règles, d'une ordonnance de la Cour ou d'une loi fédérale, à l'exception des affidavits et autres documents et éléments matériels déposés à l'appui d'une requête ou à titre d'éléments de preuve à l'instruction;</p> <p>b) toute la correspondance échangée entre une partie et le greffe;</p> <p>c) toutes les ordonnances;</p> <p>d) des copies de tous les brevets délivrés dans le cadre de l'instance;</p> <p>e) tout autre document relatif à l'instance que la Cour ordonne de conserver.</p>	Dossiers de la Cour
Annexes	<p>(2) An annex to the Court file shall be maintained in respect of every proceeding in the Court, in which shall be kept</p> <p>(a) all affidavits;</p> <p>(b) all exhibits; and</p> <p>(c) all other documents and material in the custody of the Court or the Registry that are not required under subsection (1) to be kept in the Court file.</p>	<p>(2) Il est tenu, pour chaque instance devant la Cour, une annexe au dossier de la Cour dans laquelle sont conservés :</p> <p>a) tous les affidavits;</p> <p>b) toutes les pièces;</p> <p>c) tous les autres documents et éléments matériels dont la Cour ou le greffe a la garde et que le paragraphe (1) n'exige pas de conserver au dossier de la Cour.</p>	Annexes
Files for notices of motion	<p><b>24.</b> (1) Where, in respect of an action, application or appeal that has not yet been commenced, a notice of motion for an extension of time, for leave to appeal or for any other order under a statute, rule or other enactment is filed, the notice of motion, any</p>	<p><b>24.</b> (1) Lorsqu'est déposé, relativement à une action, une demande ou un appel envisagé, un avis de requête visant la prorogation d'un délai, l'autorisation d'interjeter appel ou l'obtention de toute autre ordonnance aux termes d'une loi,</p>	Dossiers sur les avis de requête

affidavits filed in respect thereof and any order made pursuant to the motion shall be kept in Court files maintained for notices of motion of that category.

d'une règle ou d'un autre texte législatif, l'avis de requête, les affidavits déposés relativement à celui-ci et les ordonnances en résultant sont conservés dans les dossiers de la Cour réservés aux avis de requête de ce genre.

Copies on file

(2) Where a proceeding referred to in subsection (1) is subsequently commenced, a copy of the order and related material referred to in that subsection shall be placed in the Court file maintained for the proceeding.

(2) Dans le cas où l'instance qui fait l'objet d'une ordonnance visée au paragraphe (1) est introduite, une copie de l'ordonnance et les documents ou éléments matériels connexes sont versés au dossier de la Cour relatif à l'instance.

Copie versée au dossier

Transmission of documents filed in local office

**25.** A document filed in a local office shall be transmitted forthwith by the Administrator to the principal office of the Registry and a certified copy of all such documents shall be kept at the local office and transmitted to any other local office where a copy is required for the business of the Court.

**25.** Tout document déposé à un bureau local est aussitôt transmis par l'administrateur au bureau principal du greffe. Une copie certifiée conforme du document est conservée au bureau local et est transmise à tout autre bureau local si les travaux de la Cour l'exigent.

Transmission des documents déposés aux bureaux locaux

Inspection of files

**26.** (1) Where the necessary facilities are available, any person may, with supervision and without interfering with the business of the Court, inspect a Court file or annex.

**26.** (1) Lorsque les installations de la Cour le permettent, toute personne peut, sous surveillance, examiner les dossiers de la Cour et leurs annexes d'une manière qui ne nuit pas aux travaux de la Cour.

Examen des dossiers

Removal of documents from file

(2) Nothing shall be removed from a Court file or annex except

(2) Rien ne peut être retiré d'un dossier de la Cour ou de ses annexes sauf :

Retrait de documents

(a) under an order of the Court;

a) sur ordonnance de la Cour;

(b) by an officer of the Registry acting in the course of his or her duties; or

b) par un fonctionnaire du greffe dans l'exercice de ses fonctions;

(c) in accordance with rule 26.1.

c) en conformité avec la règle 26.1.

Removal of files

(3) Unless otherwise ordered by the Court, no Court file or annex to a Court file shall be removed from the Registry by any person other than

(3) Sauf sur ordonnance de la Cour, aucun dossier de la Cour et aucune annexe de celui-ci ne peuvent être retirés du greffe par une personne autre que :

Retrait des dossiers

(a) a judge, prothonotary or referee; or

a) soit un juge, un arbitre ou un protonotaire;

(b) an officer of the Registry acting in the course of his or her duties. SOR/2002-417, s. 3.

b) soit un fonctionnaire du greffe dans l'exercice de ses fonctions. DORS/2002-417, art. 3.

Definition	<p><b>26.1</b> (1) In this rule, “appeal” includes an appeal of an order of a prothonotary, an application for leave to appeal and an appeal to the Supreme Court of Canada.</p>	<p><b>26.1</b> (1) Pour l’application du présent article, « appel » vise également l’appel d’une ordonnance d’un protonotaire ainsi que la demande d’autorisation d’appel et l’appel en Cour suprême.</p>	Définition
Removal of exhibits from file	<p>(2) Subject to subsection (4), exhibits put into evidence shall remain in the Court file either</p> <p>(a) until the time for an appeal has expired, if no appeal has been taken, or</p> <p>(b) until the appeal is disposed of, if an appeal has been taken.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (4), les pièces mises en preuve demeurent au dossier de la Cour, selon le cas :</p> <p>a) jusqu’à l’expiration du délai d’appel, si l’ordonnance n’est pas portée en appel;</p> <p>b) jusqu’à ce que le jugement qui dispose de l’appel soit rendu, si l’ordonnance est portée en appel.</p>	Retrait des pièces
Return of exhibits	<p>(3) On the expiry of the time for appeal or on the disposition of the appeal, the Administrator shall return the exhibits to the respective solicitors or the parties who put the exhibits in evidence.</p>	<p>(3) À l’expiration du délai d’appel ou lorsque le jugement qui dispose de l’appel est rendu, selon le cas, l’administrateur rend les pièces aux avocats des parties ou aux parties qui les ont mises en preuve.</p>	Remise des pièces
Return on consent	<p>(4) At any time following judgment, on requisition by the solicitor or party who put an exhibit in evidence or the person who produced it and on the filing of the consent of all parties, the Administrator shall return the exhibit to the person making the requisition. SOR/2002-417, s. 4.</p>	<p>(4) Après que jugement a été rendu, l’administrateur, sur demande écrite de la partie ou de l’avocat qui a mis des pièces en preuve ou de la personne qui les a produites et sur dépôt du consentement écrit de toutes les parties, rend les pièces à la personne qui a fait la demande. DORS/2002-417, art. 4.</p>	Remise sur consentement
<b>UNCLAIMED EXHIBITS</b>		<b>PIÈCES NON RÉCLAMÉES</b>	
Directions	<p><b>27.</b> (1) If exhibits are not returnable to a party, solicitor or person or have not been claimed by a party, solicitor or person within one year after the expiry of the time for appeal or the disposition of the appeal referred to in subsection 26.1(3), the Administrator may seek directions from the Court as to their disposition.</p>	<p><b>27.</b> (1) Si les pièces ne peuvent être rendues à une partie, un avocat ou une autre personne ou ne sont pas réclamées par l’un de ceux-ci dans l’année suivant l’expiration du délai d’appel ou le jugement qui dispose de l’appel visés au paragraphe 26.1(3), l’administrateur peut demander à la Cour des directives sur leur sort.</p>	Directives
Disposal of exhibits	<p>(2) The Court may, at the request of the Administrator, order that any exhibits not claimed by, or returnable to, a party, solicitor or other person be vested in Her Majesty in right of Canada or be destroyed. SOR/2002-417, s. 5.</p>	<p>(2) La Cour peut, à la demande de l’administrateur, ordonner que les pièces non réclamées par une partie, un avocat ou une autre personne ou qui ne peuvent lui être rendues soient dévolues à Sa Majesté du chef du Canada ou détruites. DORS/2002-417, art. 5.</p>	Sort des pièces

Sitting of Court	<b>28.</b> The Court may sit at any time and at any place.	<b>28.</b> La Cour peut siéger aux dates, heures et lieux qu'elle fixe.	Séances
Public hearings	<b>29.</b> (1) Subject to subsection (2) and rule 30, hearings of the Court, other than pre-trial or dispute resolution conferences, shall be open and accessible to the public.	<b>29.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2) et de la règle 30, les audiences de la Cour, sauf les conférences de règlement des litiges et les conférences préparatoires à l'instruction, sont publiques et les lieux où elles sont tenues sont accessibles à tous.	Audiences publiques
Hearing <i>in camera</i>	(2) On motion, the Court may direct that all or part of a proceeding be heard <i>in camera</i> if it is satisfied that the hearing should not be open to the public.	(2) La Cour peut, sur requête, ordonner que l'instruction d'une instance ou d'une partie de celle-ci se déroule à huis clos, si elle est d'avis qu'elle ne devrait pas être publique.	Huis clos
Orders out of court	<b>30.</b> (1) A judge or prothonotary who is not sitting in court may make an order on a motion if  (a) the judge or prothonotary is satisfied that all parties affected have consented thereto;  (b) the motion was brought in accordance with rule 369; or  (c) for any other reason the judge or prothonotary considers that the order can be made without a hearing without prejudice to any party.	<b>30.</b> (1) Un juge ou un protonotaire ne siégeant pas en cour peut rendre une ordonnance à la suite d'une requête si, selon le cas :  a) il est convaincu que toutes les parties intéressées y ont consenti;  b) la requête a été présentée selon la règle 369;  c) il estime, pour toute autre raison, que l'ordonnance peut être rendue sans audience sans que cela porte préjudice aux parties.	Ordonnance hors Cour
Variance	(2) On motion, the Court may set aside or vary an order made under paragraph (1)(a) on the ground that a party did not consent to it.	(2) La Cour peut, sur requête, annuler ou modifier l'ordonnance rendue en vertu de l'alinéa (1)a) au motif qu'une partie n'y a pas consenti.	Modification
Interpreter	<b>31.</b> A request by a party under the <i>Official Languages Act</i> for an interpreter at a hearing shall be made in writing and be sent to the Administrator as soon as is practicable before the hearing begins.	<b>31.</b> La partie qui demande les services d'un interprète en vertu de la <i>Loi sur les langues officielles</i> pour une audience présente sa demande par écrit à l'administrateur le plus tôt possible avant le début de l'audience.	Service d'interprétation
Remote conferencing	<b>32.</b> The Court may order that a hearing be conducted in whole or in part by means of a telephone conference call, video-conference or any other form of electronic communication.	<b>32.</b> La Cour peut ordonner qu'une audience soit tenue en tout ou en partie par voie de conférence téléphonique ou de vidéo-conférence ou par tout autre moyen de communication électronique.	Communication électronique

Technological assistance	<p><b>33.</b> The Court may give directions to facilitate the conduct of a hearing by the use of any electronic or digital means of communication or storage or retrieval of information, or any other technology it considers appropriate.</p>	<p><b>33.</b> La Cour peut donner des directives visant à faciliter la tenue d’audiences par le recours à des moyens électroniques ou numériques de communication, de stockage ou d’extraction de renseignements, ou à tout autre moyen technique qu’elle juge indiqué.</p>	Aide technique
General Sittings of Federal Court	<p><b>34.</b> (1) General Sittings of the Federal Court for the hearing of motions shall be held, except during the Christmas or summer recess or on a holiday,</p> <p>(a) at Ottawa, every Tuesday and Thursday;</p> <p>(b) at Montreal, Toronto and Vancouver, every Monday; and</p> <p>(c) in every province other than Ontario, Quebec and British Columbia, at least once per month, on a day and in a place fixed by the Chief Justice of the Federal Court.</p>	<p><b>34.</b> (1) Sauf pendant les vacances judiciaires de Noël et d’été et les jours fériés, la Cour fédérale tient des séances générales pour l’audition des requêtes :</p> <p>a) à Ottawa, tous les mardis et jeudis;</p> <p>b) à Montréal, Toronto et Vancouver, tous les lundis;</p> <p>c) dans toute province autre que l’Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique, au moins une fois par mois, aux lieux et jours que fixe le juge en chef de la Cour fédérale.</p>	Séances générales de la Cour fédérale
Cancellation	<p>(2) General Sittings may be cancelled by the Chief Justice of the Federal Court if no notice of a motion to be presented at the Sittings has been filed</p> <p>(a) in Ottawa, Montreal, Toronto or Vancouver, at least two days before the day of the Sittings; and</p> <p>(b) in any other place, at least one week before the day of the Sittings.</p>	<p>(2) Le juge en chef de la Cour fédérale peut annuler une séance générale si aucun avis de requête n’a été déposé pour audition à cette séance :</p> <p>a) à Ottawa, Montréal, Toronto ou Vancouver, au moins deux jours avant la date de la séance;</p> <p>b) ailleurs, au moins une semaine avant la date de la séance.</p>	Annulation
Summer recess	<p>(3) General Sittings during the summer recess will be announced by the Chief Justice of the Federal Court before June 15 each year. SOR/2004-283, ss. 33 and 34.</p>	<p>(3) Le juge en chef de la Cour fédérale annonce avant le 15 juin de chaque année les séances générales qui seront tenues au cours des vacances judiciaires d’été. DORS/2004-283, art. 33 et 34.</p>	Vacances judiciaires d’été
Hearing dates	<p><b>35.</b> (1) Subject to rule 298 and paragraph 385(1)(b), motions that can conveniently be heard at the General Sittings of the Federal Court may be made returnable accordingly.</p>	<p><b>35.</b> (1) Sous réserve de la règle 298 et de l’alinéa 385(1)b), les requêtes qui peuvent être commodément entendues à une séance générale de la Cour fédérale peuvent être présentées à une telle séance.</p>	Présentation des requêtes
Special hearing dates	<p>(2) A request may be made informally to the Judicial Administrator of the Federal Court of Appeal or the Federal Court, as the case may be, for an appointment of a special time and place</p>	<p>(2) Une demande d’audience peut être faite, sans formalité, à l’administrateur judiciaire de la Cour d’appel fédérale ou de la Cour fédérale, selon le cas, pour fixer les date, heure et lieu :</p>	Requêtes non présentées à une séance générale

	<p>(a) for sittings of the Federal Court of Appeal or of a judge of that court to hear a motion; or</p> <p>(b) for sittings of a judge of the Federal Court or of a prothonotary to hear a motion that is likely to be lengthy or a motion to be heard other than at General Sittings. SOR/2004-283, ss. 7 and 33.</p>	<p>a) de l'audition d'une requête par la Cour d'appel fédérale ou l'un de ses juges;</p> <p>b) de l'audition, par un juge de la Cour fédérale ou un protonotaire, d'une requête qui sera vraisemblablement de longue durée ou qu'il est indiqué d'entendre à un autre moment que pendant une séance générale. DORS/2004-283, art. 7 et 33.</p>	
Adjournment	<b>36.</b> (1) A hearing may be adjourned by the Court from time to time on such terms as the Court considers just.	<b>36.</b> (1) La Cour peut ajourner une audience selon les modalités qu'elle juge équitables.	Ajournement
Adjournment to fixed day	(2) Where a hearing is adjourned to a fixed day, a party who appeared at the hearing is deemed to have had notice of the adjournment	(2) Lorsqu'une audience est ajournée pour reprendre à une date déterminée, toutes les parties qui ont comparu à l'audience sont réputées en avoir été avisées.	Date déterminée
Notice dispensed with	(3) Where a party has failed to appear at a hearing, that party need not be served with notice of an adjournment of the hearing.	(3) Nul n'est tenu de donner avis de l'ajournement d'une audience à une partie qui n'a pas comparu à celle-ci.	Dispense de signification
Failure to give notice	<b>37.</b> Where at a hearing the Court considers that any person to whom notice of the hearing has not been given ought to have had such notice, the Court may adjourn the hearing or dismiss the proceeding or motion.	<b>37.</b> Si, à une audience, la Cour estime qu'une personne qui n'a pas reçu un avis de l'audience aurait dû le recevoir, elle peut ajourner l'audience ou rejeter l'instance ou la requête.	Défaut d'avis
Absence of party	<b>38.</b> Where a party fails to appear at a hearing, the Court may proceed in the absence of the party if the Court is satisfied that notice of the hearing was given to that party in accordance with these Rules.	<b>38.</b> Lorsqu'une partie ne comparait pas à une audience, la Cour peut procéder en son absence si elle est convaincue qu'un avis de l'audience lui a été donné en conformité avec les présentes règles.	Absence d'une partie
Inability to continue	<b>39.</b> If a judge or referee of the Federal Court of Appeal or a Judge, prothonotary or referee of the Federal Court is for any reason unable to continue in a proceeding or to render a judgment that has been reserved, the Chief Justice of the court in question may order that the proceeding be reheard or retried, on any terms that the Chief Justice considers just. SOR/2004-283, s. 8.	<b>39.</b> Si un juge ou un arbitre de la Cour d'appel fédérale ou un juge, un protonotaire ou un arbitre de la Cour fédérale est, pour quelque raison que ce soit, incapable de continuer à exercer ses fonctions ou de rendre jugement sur une affaire qu'il a prise en délibéré, le juge en chef de la cour saisie de l'instance peut ordonner une nouvelle audience ou instruction, selon les modalités qu'il estime équitables. DORS/2004-283, art. 8.	Incapacité
Rota of Judges for Vancouver	<b>40.</b> (1) On or before July 1 in each year, the Chief Justice of the Federal Court shall, in consultation with the other judges of that court,	<b>40.</b> (1) Au plus tard le 1er juillet de chaque année, le juge en chef de la Cour fédérale, après consultation des autres juges	Liste de roulement de Vancouver

establish a rota of judges for Vancouver for the twelve months commencing on September 1 of that year, excluding the Christmas recess.

de cette cour, dresse la liste de roulement des juges à Vancouver pour la période de douze mois commençant le 1er septembre de l'année, en excluant les vacances judiciaires de Noël.

Powers of Chief Justice of the Federal Court

(2) The Chief Justice of the Federal Court may make changes to the Vancouver rota, including the substitution of one judge for another during all or part of the judge's period of assignment.

(2) Le juge en chef de la Cour fédérale peut modifier la liste de roulement, notamment remplacer un juge par un autre pour tout ou partie de sa période d'affectation.

Pouvoirs du juge en chef de la Cour fédérale

Responsibilities of judges

(3) A judge assigned to Vancouver shall reside in Vancouver for the period of the assignment and hold sittings and otherwise transact the judicial business of the Federal Court in Vancouver and in such other places as may be required.

(3) Le juge affecté à Vancouver y réside durant sa période d'affectation; il tient des audiences et voit aux travaux de la Cour fédérale à Vancouver et à tout autre endroit requis.

Responsabilités des juges

Assignment period

(4) Except with a judge's consent, the Chief Justice of the Federal Court shall not

(4) Le juge en chef de la Cour fédérale ne peut, à moins d'obtenir le consentement du juge en cause :

Consentement du juge affecté

(a) assign the judge to Vancouver for a period exceeding two months; or

a) l'affecter à Vancouver pour plus de deux mois;

(b) reassign the judge to Vancouver for a second assignment within two months after the end of the first. SOR/2004-283, ss. 9, 33 and 34.

b) le réaffecter à Vancouver avant l'expiration des deux mois suivant la fin de la dernière période d'affectation à Vancouver. DORS/2004-283, art. 9, 33 et 34.

SUMMONING OF WITNESSES OR OTHER PERSONS

ASSIGNATION DE TÉMOINS ET D'AUTRES PERSONNES

Subpoena for witness

**41.** (1) Subject to subsection (4), on receipt of a written request, the Administrator shall issue, in Form 41, a subpoena for the attendance of a witness or the production of a document or other material in a proceeding.

**41.** (1) Sous réserve du paragraphe (4), sur réception d'une demande écrite, l'administrateur délivre un subpoena, selon la formule 41, pour contraindre un témoin à comparaître ou à produire un document ou des éléments matériels dans une instance.

Subpoena

Issuance in blank

(2) A subpoena may be issued in blank and completed by a solicitor or party.

(2) Le subpoena peut être délivré en blanc et rempli par l'avocat ou la partie.

Subpoena en blanc

Multiple names

(3) Any number of names may be included in one subpoena.

(3) Le nombre de noms pouvant être inscrits sur le même subpoena n'est pas limité.

Nombre de noms

Where leave required

(4) No subpoena shall be issued without leave of the Court

(4) Un subpoena ne peut être délivré sans l'autorisation de la Cour dans les cas suivants :

Autorisation de la Cour

	(a) for the production of an original record or of an original document, if the record or document may be proven by a copy in accordance with an Act of Parliament or of the legislature of a province;	a) pour la production de l'original d'un dossier ou d'un document qui peut être prouvé par une copie en vertu d'une loi fédérale ou provinciale;	
	(b) to compel the appearance of a witness who resides more than 800 km from the place where the witness will be required to attend under the subpoena; or	b) pour la comparution d'un témoin qui réside à plus de 800 km du lieu de comparution requis;	
	(c) to compel the attendance of a witness at a hearing other than a trial or a reference under rule 153.	c) pour la comparution d'un témoin à une audience, sauf lors d'une instruction ou lors d'un renvoi ordonné en vertu de la règle 153.	
<i>Ex parte</i> motion	(5) Leave may be granted under subsection (4) on an <i>ex parte</i> motion.	(5) L'autorisation visée au paragraphe (4) peut être accordée sur requête <i>ex parte</i> .	Requête <i>ex parte</i>
Personal service of subpoena	<b>42.</b> No witness is required to attend under a subpoena unless the subpoena has been personally served on the witness in accordance with paragraph 128(1)(a) and witness fees and travel expenses have been paid or tendered to the witness in the amount set out in Tariff A. SOR/2002-417, s. 6.	<b>42.</b> Un témoin ne peut être contraint à comparaître aux termes d'un subpoena que si celui-ci lui a été signifié à personne conformément à l'alinéa 128(1)a) et qu'une somme égale à l'indemnité de témoin et aux frais de déplacement prévus au tarif A lui a été payée ou offerte. DORS/2002-417, art. 6.	Signification à personne
Witness fees	<b>43.</b> Where a witness is required under these Rules to attend a proceeding other than pursuant to a subpoena, the witness is entitled to witness fees and travel expenses in the amount set out in Tariff A.	<b>43.</b> Lorsqu'une disposition des présentes règles oblige un témoin à comparaître dans une instance autrement qu'aux termes d'un subpoena, celui-ci a droit à une indemnité de témoin et aux frais de déplacement selon le montant prévu au tarif A.	Indemnité de témoin
	<b>44.</b> [ Repealed, SOR/2002- 417, s. 7.]	<b>44.</b> [ Abrogé, DORS/2002-417, art. 7. ]	
Compelling attendance of detainee	<b>45.</b> On motion, the Court may make an order in Form 45 requiring that any person who is in the custody of a prison or penitentiary be brought before the Court.	<b>45.</b> La Cour peut, sur requête, rendre une ordonnance, selon la formule 45, exigeant qu'une personne détenue dans une prison ou un pénitencier soit amenée devant elle.	Comparution d'un détenu
Failure to obey	<b>46.</b> Where a witness who is required to attend at a hearing fails to do so, on motion, the Court may, by a warrant in Form 46, order that the witness be apprehended anywhere in Canada, brought before the Court and	<b>46.</b> Lorsqu'un témoin assigné à comparaître à une audience ne se présente pas, la Cour peut, sur requête, ordonner, au moyen d'un mandat établi selon la formule 46, d'appréhender le témoin en tout lieu du Canada, de l'amener devant elle et :	Défaut de comparution
	(a) detained in custody until the witness's presence is no longer required; or	a) soit de le détenir jusqu'à ce que sa présence en qualité de témoin ne soit plus requise;	

(b) released on a recognizance, with or without sureties, on condition that the witness attend to give evidence.

b) soit de le relâcher sur engagement de comparaître, avec ou sans cautionnement.

PART 3

PARTIE 3

RULES APPLICABLE TO ALL PROCEEDINGS

RÈGLES APPLICABLES À TOUTES LES INSTANCES

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Powers*

*Pouvoirs*

Court's discretionary powers

**47.** (1) Unless otherwise provided in these Rules, the discretionary powers of the Court under these Rules may be exercised by the Court of its own initiative or on motion.

**47.** (1) Sauf disposition contraire des présentes règles, la Cour exerce, sur requête ou de sa propre initiative, tout pouvoir discrétionnaire que lui confèrent les présentes règles.

Pouvoir discrétionnaire

Exercise of powers on motion

(2) Where these Rules provide that powers of the Court are to be exercised on motion, they may be exercised only on the bringing of a motion.

(2) Dans les cas où les présentes règles prévoient l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire sur requête, la Cour ne peut exercer ce pouvoir que sur requête.

Pouvoirs exercés sur requête

**48.** [Repealed, SOR/2004-283, s. 10.]

**48.** [ Abrogée, DORS/2004-283, art. 10. ]

Transfer of proceeding

**49.** If a proceeding has been commenced in the Federal Court of Appeal or the Federal Court, a judge of that court may order that the proceeding be transferred to the other court. SOR/2004-283, s. 10.

**49.** Lorsqu'une instance a été introduite en Cour d'appel fédérale ou en Cour fédérale, un juge de la cour saisie peut en ordonner le transfert à l'autre cour. DORS/2004-283, art. 10.

Transfert d'instances

Prothonotaries

**50.** (1) A prothonotary may hear, and make any necessary orders relating to, any motion under these Rules other than a motion

**50.** (1) Le protonotaire peut entendre toute requête présentée en vertu des présentes règles — à l'exception des requêtes suivantes — et rendre les ordonnances nécessaires s'y rapportant :

Protonotaires

(a) in respect of which these Rules or an Act of Parliament has expressly conferred jurisdiction on a judge;

a) une requête pour laquelle un juge a compétence expresse en vertu des présentes règles ou d'une loi fédérale;

(b) in the Federal Court of Appeal;

b) une requête devant la Cour d'appel fédérale;

(c) for summary judgment other than

c) une requête pour obtenir un jugement sommaire, sauf s'il s'agit d'un jugement sommaire :

(i) in an action referred to in subsection (2), or

(i) dans une action visée au paragraphe (2),

- |  |   |
|--|---|
| <p>(ii) in respect of a claim referred to in subsection (3);</p> <p>(d) to hold a person in contempt at a hearing referred to in paragraph 467(1)(a);</p> <p>(e) for an injunction;</p> <p>(f) relating to the liberty of a person;</p> <p>(g) to stay, set aside or vary an order of a judge, other than an order made under paragraph 385(a), (b) or (c);</p> <p>(h) to stay execution of an order of a judge;</p> <p>(i) to appoint a receiver;</p> <p>(j) for an interim order under section 18.2 of the Act;</p> <p>(k) to appeal the findings of a referee under rule 163; or</p> <p>(l) for the certification of an action as a class action.</p> | <p>(ii) à l'égard d'une réclamation visée au paragraphe (3);</p> <p>d) une requête pour obtenir une condamnation pour outrage au tribunal à la suite d'une citation pour comparaître ordonnée en vertu de l'alinéa 467(1)a);</p> <p>e) une requête pour obtenir une injonction;</p> <p>f) une requête concernant la mise en liberté ou l'incarcération d'une personne;</p> <p>g) une requête pour annuler ou modifier l'ordonnance d'un juge ou pour y surseoir, sauf celle rendue aux termes des alinéas 385a), b) ou c);</p> <p>h) une requête pour surseoir à l'exécution de l'ordonnance d'un juge;</p> <p>i) une requête visant la nomination d'un séquestre judiciaire</p> <p>j) une requête pour obtenir des mesures provisoires en vertu de l'article 18.2 de la Loi;</p> <p>k) une requête pour en appeler des conclusions du rapport d'un arbitre visée à la règle 163;</p> <p>l) une requête en autorisation d'une action comme recours collectif.</p> |
|--|---|

Actions not over \$50,000

(2) A prothonotary may hear an action exclusively for monetary relief, or an action *in rem* claiming monetary relief, in which no amount claimed by a party exceeds \$50,000 exclusive of interest and costs.

(2) Le protonotaire peut entendre toute action visant exclusivement une réparation pécuniaire ou toute action réelle visant en outre une réparation pécuniaire dans lesquelles chaque réclamation s'élève à au plus 50 000 \$, à l'exclusion des intérêts et des dépens.

Actions d'au plus 50 000 \$

Class actions

(3) A prothonotary may hear a claim in respect of one or more individual questions in a class action in which the amount claimed by the

(3) Le protonotaire peut entendre toute réclamation à l'égard de points individuels présentée dans un recours collectif si elle

Recours collectif

member of the class does not exceed \$50,000 exclusive of interest and costs. SOR/2002-417, s. 8; SOR/2004-283, s. 32.

visé une réparation pécuniaire qui s'élève à au plus 50 000 \$, à l'exclusion des intérêts et des dépens. DORS/2002-417, art. 8; DORS/2004-283, art. 32.

*Appeals of Prothonotaries' Orders*

*Appel des ordonnances du protonotaire*

Appeal

**51.** (1) An order of a prothonotary may be appealed by a motion to a judge of the Federal Court.

**51.** (1) L'ordonnance du protonotaire peut être portée en appel par voie de requête présentée à un juge de la Cour fédérale.

Appel

Service of appeal

2) Notice of a motion under subsection (1) shall be

(2) L'avis de la requête visée au paragraphe (1) est :

Signification de l'appel

(a) served within 10 days after the day on which the order under appeal was made and at least four days before the day fixed for hearing the motion; and

a) signifié dans les 10 jours suivant la date de l'ordonnance visée par l'appel et au moins quatre jours avant la date prévue pour l'audition de la requête;

(b) filed not later than two days before the day fixed for the hearing of the motion. SOR/2004-283, s. 33.

b) déposé au moins deux jours avant la date de l'audition de la requête. DORS/2004-283, art. 33.

*Assessors*

*Asseseurs*

Role of assessor

**52.** (1) The Court may call on an assessor

**52.** (1) La Cour peut demander à un assesseur :

Services d'un assesseur

(a) to assist the Court in understanding technical evidence; or

a) de l'aider à comprendre des éléments de preuve techniques;

(b) to provide a written opinion in a proceeding.

b) de fournir un avis écrit dans une instance.

Fees and disbursements

(2) An order made under subsection (1) shall provide for payment of the fees and disbursements of the assessor.

(2) L'ordonnance rendue en application du paragraphe (1) doit prévoir le paiement des honoraires et débours de l'assesseur.

Honoraires et débours

Communications with assessor

(3) All communications between the Court and an assessor shall be in open court.

(3) Les communications entre la Cour et l'assesseur se font en audience publique.

Communications avec l'assesseur

Form and content of question

(4) Before requesting a written opinion from an assessor, the Court shall allow the parties to make submissions in respect of the form and content of the question to be asked.

(4) Avant de demander un avis écrit de l'assesseur, la Cour donne aux parties l'occasion de présenter leurs observations sur la forme et le contenu de la question à soumettre.

Forme et contenu de la question

Answer by assessor

(5) Before judgment is rendered, the Court shall provide the parties with the questions asked of, and any opinion given by, an assessor

(5) Avant de rendre jugement, la Cour transmet aux parties la question soumise et l'avis de l'assesseur et leur donne

Réponse de l'assesseur

and give them an opportunity to make submissions thereon. l'occasion de présenter leurs observations à cet égard.

Expert witnesses

(6) A party may call an expert witness to testify notwithstanding that an assessor has been called on under subsection (1).

(6) Une partie peut produire le témoignage d'un témoin expert conformément aux règles 279 et 280, même si les services d'un assesseur ont été retenus en application du paragraphe (1).

Témoins experts

*Orders and Directions**Ordonnances et directives*

Orders on terms

**53.** (1) In making an order under these Rules, the Court may impose such conditions and give such directions as it considers just.

**53.** (1) La Cour peut assortir toute ordonnance qu'elle rend en vertu des présentes règles des conditions et des directives qu'elle juge équitables.

Conditions des ordonnances

Other orders

(2) Where these Rules provide that the Court may make an order of a specified nature, the Court may make any other order that it considers just.

(2) La Cour peut, dans les cas où les présentes règles lui permettent de rendre une ordonnance particulière, rendre toute autre ordonnance qu'elle juge équitable.

Ordonnances équitables

Motion for directions

**54.** A person may at any time bring a motion for directions concerning the procedure to be followed under these Rules.

**54.** Une personne peut présenter une requête à tout moment en vue d'obtenir des directives sur la procédure à suivre dans le cadre des présentes règles.

Requête pour obtenir des directives

*Varying Rules and Dispensing with Compliance**Modification de règles et exemption d'application*

Varying rule and dispensing with compliance

**55.** In special circumstances, in a proceeding, the Court may vary a rule or dispense with compliance with a rule. SOR/2004-283, s. 11.

**55.** Dans des circonstances spéciales, la Cour peut, dans une instance, modifier une règle ou exempter une partie ou une personne de son application. DORS/2004-283, art. 11.

Modification de règles et exemption d'application

*Failure to Comply with Rules**Inobservation des règles*

Effect of non-compliance

**56.** Non-compliance with any of these Rules does not render a proceeding, a step in a proceeding or an order void, but instead constitutes an irregularity, which may be addressed under rules 58 to 60.

**56.** L'inobservation d'une disposition des présentes règles n'entache pas de nullité l'instance, une mesure prise dans l'instance ou l'ordonnance en cause. Elle constitue une irrégularité régie par les règles 58 à 60.

Effet de l'inobservation

Wrong originating document

**57.** An originating document shall not be set aside only on the ground that a different originating document should have been used.

**57.** La Cour n'annule pas un acte introductif d'instance au seul motif que l'instance aurait dû être introduite par un autre acte introductif d'instance.

Non-annulation de l'acte introductif d'instance

Motion to attack irregularity

**58.** (1) A party may by motion challenge any step taken by another party for non-compliance with these Rules.

**58.** (1) Une partie peut, par requête, contester toute mesure prise par une autre partie en invoquant l'inobservation d'une

Requête en contestation d'irrégularités

disposition des présentes règles.

When motion to be brought	(2) A motion under subsection (1) shall be brought as soon as practicable after the moving party obtains knowledge of the irregularity.	(2) La partie doit présenter sa requête aux termes du paragraphe (1) le plus tôt possible après avoir pris connaissance de l'irrégularité.	Exception
---------------------------	---	--	-----------

Orders on motion	<p><b>59.</b> Subject to rule 57, where, on a motion brought under rule 58, the Court finds that a party has not complied with these Rules, the Court may, by order,</p> <p>(a) dismiss the motion, where the motion was not brought within a sufficient time after the moving party became aware of the irregularity to avoid prejudice to the respondent in the motion;</p> <p>(b) grant any amendments required to address the irregularity; or</p> <p>(c) set aside the proceeding, in whole or in part.</p>	<p><b>59.</b> Sous réserve de la règle 57, si la Cour, sur requête présentée en vertu de la règle 58, conclut à l'inobservation des présentes règles par une partie, elle peut, par ordonnance :</p> <p>a) rejeter la requête dans le cas où le requérant ne l'a pas présentée dans un délai suffisant — après avoir pris connaissance de l'irrégularité — pour éviter tout préjudice à l'intimé;</p> <p>b) autoriser les modifications nécessaires pour corriger l'irrégularité;</p> <p>c) annuler l'instance en tout ou en partie.</p>	Requête en correction d'irrégularités
------------------	--	--	---------------------------------------

Non-compliance with Rules or gap in case	<p><b>60.</b> At any time before judgment is given in a proceeding, the Court may draw the attention of a party to any gap in the proof of its case or to any non-compliance with these Rules and permit the party to remedy it on such conditions as the Court considers just.</p>	<p><b>60.</b> La Cour peut, à tout moment avant de rendre jugement dans une instance, signaler à une partie les lacunes que comporte sa preuve ou les règles qui n'ont pas été observées, le cas échéant, et lui permettre d'y remédier selon les modalités qu'elle juge équitables.</p>	Inobservation et lacunes des règles
--	---	--	-------------------------------------

COMMENCEMENT OF PROCEEDINGS

INTRODUCTION DE L'INSTANCE

*Manner of Bringing Proceeding*

*Mode d'introduction*

Actions	<p><b>61.</b> (1) Subject to subsection (4), a proceeding referred to in rule 169 shall be brought as an action.</p>	<p><b>61.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (4), l'instance visée à la règle 169 est introduite par voie d'action.</p>	Actions
---------	--	---	---------

Applications	<p>(2) Subject to subsection (4), a proceeding referred to in rule 300 shall be brought as an application.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (4), l'instance visée à la règle 300 est introduite par voie de demande.</p>	Demandes
--------------	--	--	----------

Appeals	<p>(3) A proceeding referred to in rule 335 shall be brought as an appeal.</p>	<p>(3) L'instance visée à la règle 335 est introduite par voie d'appel.</p>	Appels
---------	--	---	--------

Exception	<p>(4) Where by or under an Act of Parliament a person is given the option of bringing a proceeding referred to in rule 169 or 300 as either an action or an application, the person</p>	<p>(4) Lorsque l'instance visée aux règles 169 ou 300 est engagée sous le régime d'une loi fédérale ou d'un texte d'application de celle-ci qui en permet</p>	Choix du demandeur
-----------	--	---	--------------------

may commence the proceeding as an action or as an application.

l'introduction par voie d'action ou de demande, le demandeur peut l'introduire de l'une ou l'autre de ces façons.

*Originating documents*

*Acte introductif d'instance*

Commencement of proceedings

**62.** (1) Subject to subsection (2), all actions, applications or appeals shall be commenced by the issuance of an originating document.

**62.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), les actions, les demandes et les appels sont introduits par la délivrance d'un acte introductif d'instance.

Introduction de l'instance

Exception

(2) A counterclaim or third party claim in an action brought only against persons who are already parties to the action shall be commenced by the service and filing of the counterclaim or third party claim.

(2) Dans une action, la demande reconventionnelle ou la mise en cause qui vise uniquement des personnes qui sont déjà parties à l'action est introduite par sa signification à celles-ci et son dépôt.

Exception

Types of originating documents

**63.** (1) Unless otherwise provided by or under an Act of Parliament, the originating document for the commencement of

**63.** (1) Sauf disposition contraire d'une loi fédérale ou de ses textes d'application, l'acte introductif d'instance est :

Types d'actes introductifs

(a) an action, including an appeal by way of an action, is a statement of claim;

a) une déclaration, dans le cas d'une action, notamment d'un appel par voie d'action;

(b) a counterclaim against a person who is not yet a party to the action is a statement of defence and counterclaim;

b) une défense et demande reconventionnelle, dans le cas d'une demande reconventionnelle contre une personne qui n'est pas partie à l'action;

(c) a third party claim against a person who is not yet a party to the action is a third party claim;

c) une mise en cause, dans le cas de la mise en cause d'une personne qui n'est pas partie à l'action;

(d) an application is a notice of application; and

d) un avis de demande, dans le cas d'une demande;

(e) an appeal is a notice of appeal.

e) un avis d'appel, dans le cas d'un appel.

Other originating documents

(2) Where by or under an Act of Parliament a proceeding is to be commenced by way of a document different from the originating document required under these Rules, the rules applicable to the originating document apply in respect of that document.

(2) Lorsqu'une loi fédérale ou un texte d'application de celle-ci prévoit l'introduction d'une instance au moyen d'un document autre que l'acte introductif d'instance visé au paragraphe (1), les règles applicables à ce dernier s'appliquent à ce document.

Autre document introductif

Declaratory relief available

**64.** No proceeding is subject to challenge on the ground that only a declaratory order is sought, and the Court may make a binding declaration of right in a proceeding whether or not any consequential relief is or can be

**64.** Il ne peut être fait opposition à une instance au motif qu'elle ne vise que l'obtention d'un jugement déclaratoire, et la Cour peut faire des déclarations de droit qui lient les parties à l'instance, qu'une

Jugement déclaratoire

claimed.

réparation soit ou puisse être demandée ou non en conséquence.

COURT DOCUMENTS

DOCUMENTS DE LA COUR

*Form*

*Forme*

Format of documents on paper

**65.** A document prepared for use in a proceeding shall be printed, typewritten or reproduced legibly, on good quality white or off-white paper measuring 21.5 cm by 28 cm (8½ in. by 11 in.),

**65.** Les documents établis en vue d’être utilisés dans une instance sont imprimés, dactylographiés ou reproduits lisiblement sur du papier blanc ou blanc cassé de bonne qualité de format 21,5 cm sur 28 cm (8½ pouces sur 11 pouces), de la façon suivante :

Présentation sur papier

(a) in respect of a document other than a book of authorities, on one side of the paper only;

a) sur un côté de la feuille seulement, sauf dans le cas du cahier de la jurisprudence et de la doctrine;

(b) in a type not smaller than 12 point;

b) les caractères utilisés sont d’au moins 12 points;

(c) with top and bottom margins of not less than 2.5 cm and left and right margins of not less than 3.5 cm; and

c) les marges du haut et du bas sont d’au moins 2,5 cm et celles de gauche et de droite sont d’au moins 3,5 cm;

(d) with no more than 30 lines per page, exclusive of headings. SOR/2004-283, s. 12.

d) il y a au plus 30 lignes par page, à l’exclusion des titres. DORS/2004-283, art. 12.

Heading

**66.** (1) The first page of a document prepared for use in a proceeding shall have a heading in Form 66 that sets out

**66.** (1) La première page d’un document établi en vue d’être utilisé dans une instance comporte un titre libellé selon la formule 66 et contient les renseignements suivants :

Première page

(a) the name of the court and the Court file number; and

a) le nom de la cour et le numéro du dossier de la Cour;

(b) the style of cause in accordance with rule 67.

b) l’intitulé de la cause conforme à la règle 67.

Content of document

(2) A document prepared for use in a proceeding shall contain

(2) Tout document établi en vue d’être utilisé dans une instance comprend les renseignements suivants :

Autres renseignements

(a) the title of the document;

a) le titre du document;

(b) its date; and

b) la date du document;

(c) the name, address, telephone number and fax number of the solicitor filing the document or, where a party is not represented by a solicitor, the party’s name,

c) les nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l’avocat qui dépose le document, ou ceux de la partie au Canada aux fins de

	an address for service in Canada, a telephone number and any fax number.	signification, si celle-ci n'est pas représentée par un avocat.	
Signature	(3) A document prepared for use in a proceeding shall be signed by the solicitor or party filing it. SOR/2004-283, s. 36.	(3) Tout document établi en vue d'être utilisé dans une instance est signé par l'avocat ou la partie qui le dépose. DORS/2004-283, art. 36.	Signature
Style of cause in originating document	<b>67.</b> (1) An originating document shall contain a style of cause that sets out the names of all parties and the capacity of any party that is not acting in its personal capacity.	<b>67.</b> (1) L'acte introductif d'instance porte un intitulé qui indique le nom des parties et à quel titre elles sont parties à l'instance si elles ne le sont pas à titre personnel.	Intitulé — l'acte introductif d'instance
Style of cause in action	(2) The style of cause in an action shall name each party commencing the action as a plaintiff and each adverse party as a defendant.	(2) L'intitulé d'une action désigne comme demandeur chaque partie qui institue l'action et comme défendeur chaque partie adverse.	Intitulé — Action
Style of cause in application	(3) The style of cause in an application shall name each party commencing the application as an applicant and each adverse party as a respondent and state any legislative provision or rule under which the application is made.	(3) L'intitulé d'une demande désigne comme demandeur chaque partie qui présente la demande et comme défendeur chaque partie adverse, avec mention de la disposition législative ou de la règle en vertu de laquelle la demande est présentée.	Intitulé — Demande
Style of cause in appeal	(4) The style of cause in an appeal shall name each party bringing the appeal as an appellant and each adverse party as a respondent.	(4) L'intitulé d'un appel désigne comme appelant chaque partie qui interjette l'appel et comme intimé chaque partie adverse.	Intitulé — Appel
Short style of cause	(5) In a document other than an originating document or order, where there are more than two parties to the proceeding, a short style of cause may be used, showing the names of the first party on each side followed by the expression "and others".	(5) Lorsqu'il s'agit d'un document autre qu'un acte introductif d'instance ou une ordonnance et qu'il y a plus de deux parties à l'instance, un intitulé abrégé peut être utilisé dans lequel chacune des parties est désignée par le nom de la première personne en cause suivi de la mention « et autres ».	Intitulé abrégé
Motions prior to commencement of proceeding	(6) Subsections (1) to (4) apply, with such modifications as are required, to a motion brought prior to the commencement of an action, application or appeal.	(6) Les paragraphes (1) à (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux requêtes présentées avant le début d'une action, d'une demande ou d'un appel.	Requête avant l'instance
Language of documents	<b>68.</b> (1) Subject to subsection (2), all documents required under these Rules to be filed in a proceeding shall be in English or French or be accompanied by a translation in English or French and an affidavit attesting to the accuracy of the translation.	<b>68.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout document dont les présentes règles exigent le dépôt dans le cadre d'une instance est rédigé en français ou en anglais, ou est accompagné d'une traduction française ou anglaise et d'un affidavit attestant la fidélité de la traduction.	Langue des documents

Language of pleadings, etc.	(2) All pleadings, memoranda of fact and law and written representations on motions shall be in English or French.	(2) Les actes de procédure, les mémoires exposant les faits et le droit et les prétentions écrites relatives aux requêtes doivent être en français ou en anglais.	Actes de procédure et mémoires
Notice of constitutional question	<b>69.</b> A notice of a constitutional question referred to in section 57 of the Act shall be in Form 69.	<b>69.</b> L'avis d'une question constitutionnelle visé à l'article 57 de la Loi est rédigé selon la formule 69.	Avis d'une question constitutionnelle
Memorandum of fact and law	<b>70.</b> (1) A memorandum of fact and law shall contain, in consecutively numbered paragraphs,	<b>70.</b> (1) Le mémoire exposant les faits et le droit est constitué des parties suivantes et comporte des paragraphes numérotés consécutivement :	Mémoire des faits et du droit
	<i>(a)</i> a concise statement of fact, as Part I of the memorandum;	<i>a)</i> partie I : un exposé concis des faits;	
	<i>(b)</i> a statement of the points in issue, as Part II of the memorandum;	<i>b)</i> partie II : les points en litige;	
	<i>(c)</i> a concise statement of submissions, as Part III of the memorandum;	<i>c)</i> partie III : un exposé concis des propositionions;	
	<i>(d)</i> a concise statement of the order sought, including any order concerning costs, as Part IV of the memorandum;	<i>d)</i> partie IV : un énoncé concis de l'ordonnance demandée, y compris toute demande visant les dépens;	
	<i>(e)</i> a list of the authorities to be referred to, as Part V of the memorandum;	<i>e)</i> partie V : la liste de la jurisprudence et de la doctrine qui seront invoquées;	
	<i>(f)</i> in a proceeding other than an appeal, the provisions of any statutes or regulations cited or relied on that have not been reproduced in another party's memorandum, as Appendix A to the memorandum; and	<i>f)</i> sauf dans le cas d'un appel, annexe A : les extraits pertinents des lois ou règlements invoqués, à moins qu'ils ne figurent déjà dans le mémoire d'une autre partie;	
	<i>(g)</i> in a proceeding other than an appeal, a book of the authorities to be referred to that have not been included in another party's book of authorities, as Appendix B to the memorandum.	<i>g)</i> sauf dans le cas d'un appel, annexe B : le cahier de la jurisprudence et la doctrine qui seront invoquées, à moins qu'ils ne figurent déjà dans le cahier d'une autre partie.	
Enactments in both official languages	(2) Extracts of federal statutes and regulations in Appendix A to a memorandum of fact and law shall be reproduced in both official languages.	(2) Les extraits des lois et règlements fédéraux qui sont reproduits dans l'annexe A du mémoire sont dans les deux langues officielles.	Reproduction dans les langues officielles
Appendices	(3) Appendices to a memorandum of fact and law may be bound separately from the rest of the memorandum.	(3) Les annexes du mémoire peuvent être reliées séparément de celui-ci.	Annexes
Length	(4) Unless otherwise ordered by the Court, a memorandum of fact and law, exclusive of Part	(4) Sauf ordonnance contraire de la Cour, le mémoire ne peut contenir plus de trente	Longueur du mémoire

V and appendices, shall not exceed 30 pages in length. SOR/2002-417, s. 9.

pages, abstraction faite de sa partie V et des annexes. DORS/2002-417, art. 9.

*Filing of Documents*

*Dépôt*

How documents may be submitted

**71.** (1) A document may be submitted for filing by being

**71.** (1) Un document peut être présenté pour dépôt de l'une des façons suivantes :

Présentation des documents

(a) delivered to the Registry;

a) par livraison au greffe;

(b) mailed to the Registry; or

b) par envoi par la poste au greffe;

(c) subject to subsection (2), transmitted to the Registry by fax.

c) par transmission par télécopieur au greffe, aux conditions prévues au paragraphe (2).

Limit on documents filed by fax

(2) The following documents may not be filed by fax without the consent of the Administrator:

(2) Les documents suivants ne peuvent être présentés pour dépôt par télécopieur sans le consentement de l'administrateur :

Dépôt par télécopieur

(a) a motion record, application record, trial record, appeal book or book of authorities; or

a) les dossiers de requête, de demande, d'instruction ou d'appel et les cahiers de la jurisprudence et de la doctrine;

(b) any other document that is longer than 20 pages.

b) tout autre document de plus de 20 pages.

Fax cover page

(3) A document that is submitted for filing by fax shall include a cover page in Form 71.

(3) Tout document présenté pour dépôt par télécopieur est accompagné d'une page couverture établie selon la formule 71.

Page couverture

Reception by Registry

(4) A document is not considered to have been submitted until

(4) Un document n'est réputé être présenté pour dépôt que si :

Dépôt effectif

(a) it is received by the Registry and dated by the Administrator; and

a) le greffe le reçoit et que l'administrateur y appose la date de réception;

(b) where a fee for its issuance or filing is payable under Tariff A, the fee is paid.

b) les droits payables pour sa délivrance ou son dépôt aux termes du tarif A sont acquittés.

Irregular documents

**72.** (1) Where a document is submitted for filing, the Administrator shall

**72.** (1) Lorsqu'un document est présenté pour dépôt, l'administrateur, selon le cas :

Documents non conformes

(a) accept the document for filing; or

a) accepte le document pour dépôt;

(b) where the Administrator is of the opinion that the document is not in the form required by these Rules or that other conditions precedent to its filing have not been fulfilled, refer the document without delay to a judge or prothonotary.

b) s'il juge qu'il n'est pas en la forme exigée par les présentes règles ou que d'autres conditions préalables au dépôt n'ont pas été remplies, soumet sans tarder le document à un juge ou à un protonotaire.

Acceptance, rejection or conditional filing	<p>(2) On receipt of a document referred under paragraph (1)(b), the judge or prothonotary may direct the Administrator to</p> <p>(a) accept or reject the document; or</p> <p>(b) accept the document subject to conditions as to the making of any corrections or the fulfilling of any conditions precedent.</p>	<p>(2) Sur réception du document visé à l’alinéa (1)b), le juge ou le protonotaire peut ordonner à l’administrateur :</p> <p>a) d’accepter ou de refuser le document;</p> <p>b) d’accepter le document à la condition que des corrections y soient apportées ou que les conditions préalables au dépôt soient remplies.</p>	Refus ou acceptation
Deemed time of filing	<p>(3) A document that is accepted for filing shall be considered to have been filed at the time the document was submitted for filing, unless the Court orders otherwise.</p>	<p>(3) Sauf ordonnance contraire de la Cour, le document qui est accepté pour dépôt est réputé avoir été déposé à la date où il a été présenté pour dépôt.</p>	Date présumée de dépôt
Proof of service	<p><b>73.</b> No document required to be served, other than an originating document, shall be filed without proof that it has been served within the time and in the manner provided for by these Rules.</p>	<p><b>73.</b> À l’exception de l’acte introductif d’instance, aucun document qui doit être signifié ne peut être déposé à moins d’être accompagné de la preuve qu’il a été signifié dans le délai et de la manière prévus par les présentes règles.</p>	Preuve de signification
Removal of documents improperly filed	<p><b>74.</b> (1) Subject to subsection (2), the Court may, at any time, order that a document that is not filed in accordance with these Rules or pursuant to an order of the Court or an Act of Parliament be removed from the Court file.</p>	<p><b>74.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Cour peut à tout moment ordonner que soient retirés du dossier de la Cour les documents qui n’ont pas été déposés en conformité avec les présentes règles, une ordonnance de la Cour ou une loi fédérale.</p>	Retrait de documents irrégulièrement déposés
Opportunity for interested parties to be heard	<p>(2) An order may be made of the Court’s own initiative under subsection (1) only if all interested parties have been given an opportunity to be heard.</p>	<p>(2) La Cour ne peut rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1) de sa propre initiative que si elle a donné aux parties intéressées l’occasion de se faire entendre.</p>	Condition
<i>Amendments</i>		<i>Modification</i>	
Amendments with leave	<p><b>75.</b> (1) Subject to subsection (2) and rule 76, the Court may, on motion, at any time, allow a party to amend a document, on such terms as will protect the rights of all parties.</p>	<p><b>75.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2) et de la règle 76, la Cour peut à tout moment, sur requête, autoriser une partie à modifier un document, aux conditions qui permettent de protéger les droits de toutes les parties.</p>	Modifications avec autorisation
Limitation	<p>(2) No amendment shall be allowed under subsection (1) during or after a hearing unless</p> <p>(a) the purpose is to make the document accord with the issues at the hearing;</p>	<p>(2) L’autorisation visée au paragraphe (1) ne peut être accordée pendant ou après une audience que si, selon le cas :</p> <p>a) l’objet de la modification est de faire concorder le document avec les questions en litige à l’audience;</p>	Conditions

(b) a new hearing is ordered; or

b) une nouvelle audience est ordonnée;

(c) the other parties are given an opportunity for any preparation necessary to meet any new or amended allegations.

c) les autres parties se voient accorder l'occasion de prendre les mesures préparatoires nécessaires pour donner suite aux prétentions nouvelles ou révisées.

Leave to amend

**76.** With leave of the Court, an amendment may be made

**76.** Un document peut être modifié pour l'un des motifs suivants avec l'autorisation de la Cour, sauf lorsqu'il en résulterait un préjudice à une partie qui ne pourrait être réparé au moyen de dépens ou par un ajournement :

Autorisation de modifier

(a) to correct the name of a party, if the Court is satisfied that the mistake sought to be corrected was not such as to cause a reasonable doubt as to the identity of the party, or

a) corriger le nom d'une partie, si la Cour est convaincue qu'il s'agit d'une erreur qui ne jette pas un doute raisonnable sur l'identité de la partie;

(b) to alter the capacity in which a party is bringing a proceeding, if the party could have commenced the proceeding in its altered capacity at the date of commencement of the proceeding, unless to do so would result in prejudice to a party that would not be compensable by costs or an adjournment.

b) changer la qualité en laquelle la partie introduit l'instance, dans le cas où elle aurait pu introduire l'instance en cette nouvelle qualité à la date du début de celle-ci.

Amendment after expiration of limitation period

**77.** The Court may allow an amendment under rule 76 notwithstanding the expiration of a relevant period of limitation that had not expired at the date of commencement of the proceeding.

**77.** La Cour peut autoriser une modification en vertu de la règle 76 même si le délai de prescription est expiré, pourvu qu'il ne l'ait pas été à la date du début de l'instance.

Autorisation postérieure au délai de prescription

Effect of amendment

**78.** Unless the Court orders otherwise, where these Rules provide for doing an act or taking a step in a proceeding within a prescribed period after the service or filing of a document and that document is subsequently amended in accordance with these Rules, the period shall be calculated from the day of service or filing of the amended document, as the case may be.

**78.** Sauf ordonnance contraire de la Cour, dans les cas où les présentes règles prévoient qu'un acte doit être accompli ou qu'une mesure doit être prise dans un délai déterminé après la signification ou le dépôt d'un document et que ce document est modifié par la suite conformément aux présentes règles, le délai commence à courir à partir du jour de la signification ou du dépôt du document modifié, selon le cas.

Effet de la modification

Manner of amending

**79.** (1) A filed document may be amended

**79.** (1) Lorsque des modifications sont apportées à un document qui a été déposé :

Modification des documents déposés

(a) where the amendment does not require the insertion of more than 10 words in any

a) si elles n'excèdent pas 10 mots par page, elles peuvent être inscrites

one page, by writing the amendment on the document, serving a copy of the amended document on all other parties and filing proof of service thereof; and

directement sur le document;

(b) in any other case, by serving and filing an amended document in which the amendments are underlined.

b) autrement, un document modifié dans lequel les modifications sont soulignées est déposé.

Citation of rule or order

(2) An amendment made under subsection (1) shall indicate the rule or Court order under which the amendment is made.

(2) Le document modifié selon le paragraphe (1) doit indiquer la date de la modification et la règle ou l'ordonnance en vertu de laquelle la modification est apportée et doit être signifié à nouveau.

Signification

**AFFIDAVIT EVIDENCE AND EXAMINATIONS**

**PREUVE PAR AFFIDAVIT ET INTERROGATOIRES**

*Affidavits*

*Affidavits*

Form of affidavits

**80.** (1) Affidavits shall be drawn in the first person, in Form 80A.

**80.** (1) Les affidavits sont rédigés à la première personne et sont établis selon la formule 80A.

Forme

Affidavit by blind or illiterate person

(2) Where an affidavit is made by a deponent who is blind or illiterate, the person before whom the affidavit is sworn shall certify that the affidavit was read to the deponent and that the deponent appeared to understand it.

(2) Lorsqu'un affidavit est fait par un handicapé visuel ou un analphabète, la personne qui reçoit le serment certifie que l'affidavit a été lu au déclarant et que ce dernier semblait en comprendre la teneur.

Affidavit d'un handicapé visuel ou d'un analphabète

Affidavit by deponent who does not understand an official language

(2.1) Where an affidavit is written in an official language for a deponent who does not understand that official language, the affidavit shall

(2.1) Lorsqu'un affidavit est rédigé dans une des langues officielles pour un déclarant qui ne comprend pas cette langue, l'affidavit doit :

Affidavit d'une personne ne comprenant pas une langue officielle

(a) be translated orally for the deponent in the language of the deponent by a competent and independent interpreter who has taken an oath, in Form 80B, as to the performance of his or her duties; and

a) être traduit oralement pour le déclarant dans sa langue par un interprète indépendant et compétent qui a prêté le serment, selon la formule 80B, de bien exercer ses fonctions;

(b) contain a jurat in Form 80C.

b) comporter la formule d'assermentation prévue à la formule 80C.

Exhibits

(3) Where an affidavit refers to an exhibit, the exhibit shall be accurately identified by an endorsement on the exhibit or on a certificate attached to it, signed by the person before whom the affidavit is sworn. SOR/2002-417, s. 10.

(3) Lorsqu'un affidavit fait mention d'une pièce, la désignation précise de celle-ci est inscrite sur la pièce même ou sur un certificat joint à celle-ci, suivie de la signature de la personne qui reçoit le serment. DORS/2002-417, art. 10.

Pièces à l'appui de l'affidavit

Content of affidavits	<p><b>81.</b> (1) Affidavits shall be confined to facts within the personal knowledge of the deponent, except on motions in which statements as to the deponent's belief, with the grounds therefor, may be included.</p>	<p><b>81.</b> (1) Les affidavits se limitent aux faits dont le déclarant a une connaissance personnelle, sauf s'ils sont présentés à l'appui d'une requête, auquel cas ils peuvent contenir des déclarations fondées sur ce que le déclarant croit être les faits, avec motifs à l'appui.</p>	Contenu
Affidavits on belief	<p>(2) Where an affidavit is made on belief, an adverse inference may be drawn from the failure of a party to provide evidence of persons having personal knowledge of material facts.</p>	<p>(2) Lorsqu'un affidavit contient des déclarations fondées sur ce que croit le déclarant, le fait de ne pas offrir le témoignage de personnes ayant une connaissance personnelle des faits substantiels peut donner lieu à des conclusions défavorables.</p>	Poids de l'affidavit
Use of solicitor's affidavit	<p><b>82.</b> Except with leave of the Court, a solicitor shall not both depose to an affidavit and present argument to the Court based on that affidavit.</p>	<p><b>82.</b> Sauf avec l'autorisation de la Cour, un avocat ne peut à la fois être l'auteur d'un affidavit et présenter à la Cour des arguments fondés sur cet affidavit.</p>	Utilisation de l'affidavit d'un avocat
Cross-examination on affidavits	<p><b>83.</b> A party to a motion or application may cross-examine the deponent of an affidavit served by an adverse party to the motion or application.</p>	<p><b>83.</b> Une partie peut contre-interroger l'auteur d'un affidavit qui a été signifié par une partie adverse dans le cadre d'une requête ou d'une demande.</p>	Droit au contre-interrogatoire
When cross-examination may be made	<p><b>84.</b> (1) A party seeking to cross-examine the deponent of an affidavit filed in a motion or application shall not do so until the party has served on all other parties every affidavit on which the party intends to rely in the motion or application, except with the consent of all other parties or with leave of the Court.</p>	<p><b>84.</b> (1) Une partie ne peut contre-interroger l'auteur d'un affidavit déposé dans le cadre d'une requête ou d'une demande à moins d'avoir signifié aux autres parties chaque affidavit qu'elle entend invoquer dans le cadre de celle-ci, sauf avec le consentement des autres parties ou l'autorisation de la Cour.</p>	Contre-interrogatoire de l'auteur d'un affidavit
Filing of affidavit after cross-examination	<p>(2) A party who has cross-examined the deponent of an affidavit filed in a motion or application may not subsequently file an affidavit in that motion or application, except with the consent of all other parties or with leave of the Court.</p>	<p>(2) La partie qui a contre-interrogé l'auteur d'un affidavit déposé dans le cadre d'une requête ou d'une demande ne peut par la suite déposer un affidavit dans le cadre de celle-ci, sauf avec le consentement des autres parties ou l'autorisation de la Cour.</p>	Dépôt d'un affidavit après le contre-interrogatoire
Due diligence	<p><b>85.</b> A party who intends to cross-examine the deponent of an affidavit shall do so with due diligence.</p>	<p><b>85.</b> Le contre-interrogatoire de l'auteur d'un affidavit est effectué avec diligence raisonnable.</p>	Diligence raisonnable
Transcript of cross-examination on affidavit	<p><b>86.</b> Unless the Court orders otherwise, a party who conducts a cross-examination on an affidavit shall order and pay for a transcript thereof and send a copy to each other party.</p>	<p><b>86.</b> Sauf ordonnance contraire de la Cour, la partie qui effectue un contre-interrogatoire concernant un affidavit doit en demander la transcription, en payer les frais et en transmettre une copie aux autres parties.</p>	Transcription d'un contre-interrogatoire

*Examinations out of Court*

*Interrogatoires hors cour*

General

Dispositions générales

Definition of  
“examination”

**87.** In rules 88 to 100, “examination” means

**87.** Dans les règles 88 à 100, « interrogatoire » s’entend, selon le cas :

Définition de  
« interrogatoire »

(a) an examination for discovery;

a) d’un interrogatoire préalable;

(b) the taking of evidence out of court for use at trial;

b) des dépositions recueillies hors cour pour être utilisées à l’instruction;

(c) a cross-examination on an affidavit; or

c) du contre-interrogatoire concernant un affidavit;

(d) an examination in aid of execution.

d) de l’interrogatoire à l’appui d’une exécution forcée.

Manner of  
examination

**88.** (1) Subject to rules 234 and 296, an examination may be conducted orally or in writing.

**88.** (1) Sous réserve des règles 234 et 296, l’interrogatoire se fait soit de vive voix soit par écrit.

Mode  
d’interrogatoire

Electronic  
communications

(2) The Court may order that an examination out of court be recorded by video recording or conducted by video-conference or any other form of electronic communication.

(2) La Cour peut ordonner que l’interrogatoire d’une personne hors cour soit enregistré sur cassette vidéo ou effectué par vidéo-conférence ou par tout autre moyen de communication électronique.

Communication  
électronique

Oral Examinations

Interrogatoire oral

Oral examination

**89.** (1) A party requesting an oral examination shall pay the fees and disbursements related to recording the examination in accordance with Tariff A.

**89.** (1) La partie qui demande un interrogatoire oral paie le montant relatif à l’enregistrement déterminé selon le tarif A.

Interrogatoire oral

Examination in  
Canada

(2) An oral examination that takes place in Canada shall be recorded by a person authorized to record examinations for discovery under the practice and procedure of a superior court in Canada.

(2) L’interrogatoire oral qui a lieu au Canada est enregistré par une personne autorisée à enregistrer des interrogatoires préalables selon la pratique et la procédure d’une cour supérieure au Canada.

Interrogatoire au  
Canada

Examination  
outside Canada

(3) An oral examination that takes place in a jurisdiction outside Canada shall be recorded by a person authorized to record

(3) L’interrogatoire oral qui a lieu à l’étranger est enregistré par une personne autorisée :

Interrogatoire à  
l’étranger

(a) court proceedings in that jurisdiction; or

a) soit à y enregistrer des procédures judiciaires;

(b) examinations for discovery under the practice and procedure of a superior court in Canada, if the parties consent.

b) soit à enregistrer des interrogatoires préalables selon la pratique et la procédure d’une cour supérieure au Canada, si les parties y consentent.

Examination to be recorded	(4) A person who records an oral examination shall record it word for word, including any comment made by a solicitor, other than statements that the attending parties agree to exclude from the record.	(4) La personne chargée d'enregistrer un interrogatoire oral l'enregistre intégralement, y compris les commentaires des avocats, en excluant toutefois les énoncés que les parties présentes consentent à exclure du dossier.	Enregistrement intégral
Place of oral examination	<b>90.</b> (1) Where a person to be examined on an oral examination resides in Canada and the person and the parties cannot agree on where to conduct the oral examination, it shall be conducted in the place closest to the person's residence where a superior court sits.	<b>90.</b> (1) Lorsque la personne devant subir un interrogatoire oral réside au Canada et n'arrive pas à s'entendre avec les parties sur l'endroit où se déroulera l'interrogatoire, celui-ci est tenu à l'endroit où siège une cour supérieure qui est le plus proche de la résidence de la personne.	Endroit de l'interrogatoire
Person residing outside Canada	(2) Where a person to be examined on an oral examination resides outside Canada, the time, place, manner and expenses of the oral examination shall be as agreed on by the person and the parties or, on motion, as ordered by the Court.	(2) Lorsque la personne devant subir un interrogatoire oral réside à l'étranger, l'interrogatoire est tenu aux date, heure et lieu, de la manière et pour les montants au titre des indemnités et dépenses dont conviennent la personne et les parties ou qu'ordonne la Cour sur requête.	Personne résidant à l'étranger
Travel expenses	(3) No person is required to attend an oral examination unless reasonable travel expenses have been paid or tendered to the person.	(3) Nul ne peut être contraint à comparaître aux termes d'une assignation à comparaître pour subir un interrogatoire oral que si des frais de déplacement raisonnables lui ont été payés ou offerts.	Frais de déplacement
Direction to attend	<b>91.</b> (1) A party who intends to conduct an oral examination shall serve a direction to attend, in Form 91, on the person to be examined and a copy thereof on every other party.	<b>91.</b> (1) La partie qui entend tenir un interrogatoire oral signifie une assignation à comparaître selon la formule 91 à la personne à interroger et une copie de cette assignation aux autres parties.	Assignation à comparaître
Production for inspection at examination	(2) A direction to attend may direct the person to be examined to produce for inspection at the examination	(2) L'assignation à comparaître peut préciser que la personne assignée est tenue d'apporter avec elle les documents ou éléments matériels qui :	Production de documents pour examen
	(a) in respect of an examination for discovery, all documents and other material in the possession, power or control of the party on behalf of whom the person is being examined that are relevant to the matters in issue in the action;	a) sont en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de la partie pour le compte de laquelle elle est interrogée et qui sont pertinents aux questions soulevées dans l'action, dans le cas où elle est assignée pour subir un interrogatoire préalable;	
	(b) in respect of the taking of evidence for use at trial, all documents and other material in that person's possession, power or control that are relevant to the matters in issue in the action;	b) sont en sa possession, sous son autorité ou sous sa garde et qui sont pertinents à l'action, dans le cas où elle est assignée pour donner une déposition qui sera utilisée à l'instruction;	
	(c) in respect of a cross-examination on an		

affidavit, all documents and other material in that person’s possession, power or control that are relevant to the application or motion; and

(d) in respect of an examination in aid of execution, all documents and other material in that person’s possession, power or control that are relevant to the person’s ability to satisfy the judgment.

c) sont en sa possession, sous son autorité ou sous sa garde et qui sont pertinents à la requête ou à la demande, dans le cas où elle est assignée pour subir un contre-interrogatoire concernant un affidavit;

d) sont en sa possession, sous son autorité ou sous sa garde et qui fournissent des renseignements sur sa capacité de payer la somme fixée par jugement, dans le cas où elle est assignée pour subir un interrogatoire à l’appui d’une exécution forcée.

Service of direction to attend

(3) A direction to attend an oral examination shall be served

(a) where the person to be examined is an adverse party, at least six days before the day of the proposed examination;

(b) where the person to be examined is not a party to the proceeding, at least 10 days before the day of the proposed examination; or

(c) where the person is to be cross-examined on an affidavit filed in support of a motion, at least 24 hours before the hearing of the motion.

(3) L’assignation à comparaître est signifiée :

a) si elle s’adresse à une partie adverse, au moins six jours avant la date de l’interrogatoire;

b) si elle ne s’adresse pas à une partie à l’instance, au moins 10 jours avant la date de l’interrogatoire;

c) si elle vise le contre-interrogatoire de l’auteur d’un affidavit déposé au soutien d’une requête, au moins 24 heures avant l’audition de celle-ci.

Signification de l’assignation

Swearing

**92.** A person to be examined on an oral examination shall be sworn before being examined.

**92.** La personne soumise à un interrogatoire oral prête serment avant d’être interrogée.

Serment

Examining party to provide interpreter

**93.** (1) Where a person to be examined on an oral examination understands neither French nor English or is deaf or mute, the examining party shall arrange for the attendance and pay the fees and disbursements of an independent and competent person to accurately interpret everything said during the examination, other than statements that the attending parties agree to exclude from the record.

**93.** (1) Si la personne soumise à un interrogatoire oral ne comprend ni le français ni l’anglais ou si elle est sourde ou muette, la partie qui interroge s’assure de la présence et paie les honoraires et débours d’un interprète indépendant et compétent chargé d’interpréter fidèlement les parties de l’interrogatoire oral qui sont enregistrées selon le paragraphe 89(4).

Interprète fourni par la partie qui interroge

Administrator to provide interpreter

(2) Where an interpreter is required because the examining party wishes to conduct an oral examination for discovery in one official language and the person to be examined wishes to be examined in the other official language, on the request of the examining party made at least six days before the examination, the Administrator shall arrange for the attendance

(2) Lorsqu’une partie désire procéder à l’interrogatoire oral d’une personne dans une langue officielle et que cette dernière désire subir l’interrogatoire dans l’autre langue officielle, la partie peut demander à l’administrateur, au moins six jours avant l’interrogatoire, d’assurer la présence d’un interprète indépendant et compétent. Dans

Interprète fourni par l’administrateur

	and pay the fees and disbursements of an independent and competent interpreter.	ce cas, l'administrateur paie les honoraires et les débours de l'interprète.	
Oath of interpreter	(3) Before aiding in the examination of a witness, an interpreter shall take an oath, in Form 93, as to the performance of his or her duties.	(3) Avant de fournir des services d'interprétation, l'interprète prête le serment, selon la formule 93, de bien exercer ses fonctions.	Serment de l'interprète
Production of documents on examination	<b>94.</b> (1) Subject to subsection (2), a person who is to be examined on an oral examination or the party on whose behalf that person is being examined shall produce for inspection at the examination all documents and other material requested in the direction to attend that are within that person's or party's possession and control, other than any documents for which privilege has been claimed or for which relief from production has been granted under rule 230.	<b>94.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne soumise à un interrogatoire oral ou la partie pour le compte de laquelle la personne est interrogée produisent pour examen à l'interrogatoire les documents et les éléments matériels demandés dans l'assignation à comparaître qui sont en leur possession, sous leur autorité ou sous leur garde, sauf ceux pour lesquels un privilège de non-divulgaration a été revendiqué ou pour lesquels une dispense de production a été accordée par la Cour en vertu de la règle 230.	Production de documents
Relief from production	(2) On motion, the Court may order that a person to be examined or the party on whose behalf that person is being examined be relieved from the requirement to produce for inspection any document or other material requested in a direction to attend, if the Court is of the opinion that the document or other material requested is irrelevant or, by reason of its nature or the number of documents or amount of material requested, it would be unduly onerous to require the person or party to produce it.	(2) La Cour peut, sur requête, ordonner que la personne ou la partie pour le compte de laquelle la personne est interrogée soient dispensées de l'obligation de produire pour examen certains des documents ou éléments matériels demandés dans l'assignation à comparaître, si elle estime que ces documents ou éléments ne sont pas pertinents ou qu'il serait trop onéreux de les produire du fait de leur nombre ou de leur nature.	Partie non tenue de produire des documents
Objections	<b>95.</b> (1) A person who objects to a question that is asked in an oral examination shall briefly state the grounds for the objection for the record.	<b>95.</b> (1) La personne qui soulève une objection au sujet d'une question posée au cours d'un interrogatoire oral énonce brièvement les motifs de son objection pour qu'ils soient inscrits au dossier.	Objection
Preliminary answer	(2) A person may answer a question that was objected to in an oral examination subject to the right to have the propriety of the question determined, on motion, before the answer is used at trial.	2) Une personne peut répondre à une question au sujet de laquelle une objection a été formulée à l'interrogatoire oral, sous réserve de son droit de faire déterminer, sur requête, le bien-fondé de la question avant que la réponse soit utilisée à l'instruction.	Réponse préliminaire
Improper conduct	<b>96.</b> (1) A person being examined may adjourn an oral examination and bring a motion for directions if the person believes that he or she is being subjected to an excessive number of questions or to improper questions, or that	<b>96.</b> (1) La personne qui est interrogée peut ajourner l'interrogatoire oral et demander des directives par voie de requête, si elle croit qu'elle est soumise à un nombre excessif de questions ou à des questions	Questions injustifiées

the examination is being conducted in bad faith or in an abusive manner.

inopportunes, ou que l'interrogatoire est effectué de mauvaise foi ou de façon abusive.

Adjournment to seek directions

(2) A person conducting an oral examination may adjourn the examination and bring a motion for directions if the person believes answers to questions being provided are evasive or if the person being examined fails to produce a document or other material requested under rule 94.

(2) La personne qui interroge peut ajourner l'interrogatoire oral et demander des directives par voie de requête, si elle croit que les réponses données aux questions sont évasives ou qu'un document ou un élément matériel demandé en application de la règle 94 n'a pas été produit.

Ajournement

Sanctions

(3) On a motion under subsection (1) or (2), the Court may sanction, through costs, a person whose conduct necessitated the motion or a person who unnecessarily adjourned the examination.

(3) À la suite de la requête visée aux paragraphes (1) ou (2), la Cour peut condamner aux dépens la personne dont la conduite a rendu nécessaire la présentation de la requête ou la personne qui a ajourné l'interrogatoire sans raison valable.

Sanctions

Failure to attend or misconduct

**97.** Where a person fails to attend an oral examination or refuses to take an oath, answer a proper question, produce a document or other material required to be produced or comply with an order made under rule 96, the Court may

**97.** Si une personne ne se présente pas à un interrogatoire oral ou si elle refuse de prêter serment, de répondre à une question légitime, de produire un document ou un élément matériel demandés ou de se conformer à une ordonnance rendue en application de la règle 96, la Cour peut :

Défaut de comparaître ou inconduite

(a) order the person to attend or re-attend, as the case may be, at his or her own expense;

a) ordonner à cette personne de subir l'interrogatoire ou un nouvel interrogatoire oral, selon le cas, à ses frais;

(b) order the person to answer a question that was improperly objected to and any proper question arising from the answer;

b) ordonner à cette personne de répondre à toute question à l'égard de laquelle une objection a été jugée injustifiée ainsi qu'à toute question légitime découlant de sa réponse;

(c) strike all or part of the person's evidence, including an affidavit made by the person;

c) ordonner la radiation de tout ou partie de la preuve de cette personne, y compris ses affidavits;

(d) dismiss the proceeding or give judgment by default, as the case may be; or

d) ordonner que l'instance soit rejetée ou rendre jugement par défaut, selon le cas;

(e) order the person or the party on whose behalf the person is being examined to pay the costs of the examination.

e) ordonner que la personne ou la partie au nom de laquelle la personne est interrogée paie les frais de l'interrogatoire oral.

Contempt order	<b>98.</b> A person who does not comply with an order made under rule 96 or 97 may be found in contempt.	<b>98.</b> Quiconque ne se conforme pas à une ordonnance rendue en application des règles 96 ou 97 peut être reconnu coupable d'outrage au tribunal.	Ordonnance pour outrage au tribunal
	Written Examinations	Interrogatoire écrit	
Written examination	<b>99.</b> (1) A party who intends to examine a person by way of a written examination shall serve a list of concise, separately numbered questions in Form 99A for the person to answer.	<b>99.</b> (1) La partie qui désire procéder par écrit à l'interrogatoire d'une personne dresse une liste, selon la formule 99A, de questions concises, numérotées séparément, auxquelles celle-ci devra répondre et lui signifie cette liste.	Interrogatoire par écrit
Objections	(2) A person who objects to a question in a written examination may bring a motion to have the question struck out.	(2) La personne qui soulève une objection au sujet d'une question posée dans le cadre d'un interrogatoire écrit peut, par voie de requête, demander à la Cour de rejeter la question.	Objection
Answers to written examination	(3) A person examined by way of a written examination shall answer by way of an affidavit.	(3) La personne interrogée par écrit est tenue de répondre par affidavit établi selon la formule 99B.	Réponses
Service of answers	(4) An affidavit referred to in subsection (3) shall be in Form 99B and be served on every other party within 30 days after service of the written examination under subsection (1).	(4) L'affidavit visé au paragraphe (3) est signifié à toutes les parties dans les 30 jours suivant la signification de l'interrogatoire écrit.	Signification des réponses
Application of oral examination rules	<b>100.</b> Rules 94, 95, 97 and 98 apply to written examinations, with such modifications as are necessary.	<b>100.</b> Les règles 94, 95, 97 et 98 s'appliquent à l'interrogatoire écrit, avec les adaptations nécessaires.	Application
	JOINDER, INTERVENTION AND PARTIES	RÉUNION DE CAUSES D'ACTION, JONCTION DE PARTIES, INTERVENTIONS ET PARTIES	
	<i>Joinder</i>	<i>Réunion de causes d'action et jonction de parties</i>	
Joinder of claims	<b>101.</b> (1) Subject to rule 302, a party to a proceeding may request relief against another party to the same proceeding in respect of more than one claim.	<b>101.</b> (1) Sous réserve de la règle 302, une partie à une instance peut faire une demande de réparation contre une autre partie à l'instance à l'égard de deux ou plusieurs causes d'action.	Causes d'action multiples
Separate capacity	(2) A party may request relief in a separate capacity in respect of different claims in a single proceeding.	(2) Une partie peut demander réparation à titre distinct pour diverses causes d'action faisant l'objet d'une instance.	Réparation à titre distinct
Interest in all relief not essential	(3) Not all parties to a proceeding need have an interest in all relief claimed in the proceeding.	(3) Il n'est pas nécessaire que chacune des parties à l'instance soit visée par toutes les réparations demandées dans le cadre de	Réparation ne visant pas toutes les parties

celle-ci.

Multiple persons  
joined as parties

**102.** Two or more persons who are represented by the same solicitor may join in one proceeding as plaintiffs, applicants or appellants where

(a) if separate proceedings were brought by each of them, a common question of law or fact would arise in all of the proceedings; or

(b) the relief claimed, whether joint, several or alternative, arises from substantially the same facts or matter.

**102.** Deux ou plusieurs personnes représentées par le même avocat peuvent être jointes dans une même instance à titre de codemandeurs ou de co-appellants dans les cas suivants :

a) si des instances distinctes étaient engagées par chacune de ces personnes, les instances auraient en commun un point de droit ou de fait;

b) les réparations demandées, à titre conjoint, solidaire ou subsidiaire, ont essentiellement le même fondement.

Jonction de  
personnes  
représentées par le  
même avocat

Misjoinder and  
nonjoinder

**103.** (1) No proceeding shall be defeated by reason of the misjoinder or nonjoinder of a person or party.

(2) In a proceeding in which a proper person or party has not been joined, the Court shall determine the issues in dispute so far as they affect the rights and interests of the persons who are parties to the proceeding.

**103.** (1) La jonction erronée ou le défaut de jonction d'une personne ou d'une partie n'invalide pas l'instance.

(2) La Cour statue sur les questions en litige qui visent les droits et intérêts des personnes qui sont parties à l'instance même si une personne qui aurait dû être jointe comme partie à l'instance ne l'a pas été.

Jonction erronée  
ou défaut de  
jonction

Issues to be  
determined

Questions  
tranchées par la  
Cour

Order for joinder  
or relief against  
joinder

**104.** (1) At any time, the Court may

(a) order that a person who is not a proper or necessary party shall cease to be a party; or

(b) order that a person who ought to have been joined as a party or whose presence before the Court is necessary to ensure that all matters in dispute in the proceeding may be effectually and completely determined be added as a party, but no person shall be added as a plaintiff or applicant without his or her consent, signified in writing or in such other manner as the Court may order.

**104.** (1) La Cour peut, à tout moment, ordonner :

a) qu'une personne constituée erronément comme partie ou une partie dont la présence n'est pas nécessaire au règlement des questions en litige soit mise hors de cause;

b) que soit constituée comme partie à l'instance toute personne qui aurait dû l'être ou dont la présence devant la Cour est nécessaire pour assurer une instruction complète et le règlement des questions en litige dans l'instance; toutefois, nul ne peut être constitué codemandeur sans son consentement, lequel est notifié par écrit ou de telle autre manière que la Cour ordonne.

Ordonnance de la  
Cour

Directions

(2) An order made under subsection (1) shall contain directions as to amendment of the originating document and any other pleadings.

(2) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) contient des directives quant aux modifications à apporter à l'acte introductif d'instance et aux autres actes de procédure.

Directives de la  
Cour

Consolidation of proceedings

**105.** The Court may order, in respect of two or more proceedings,

(a) that they be consolidated, heard together or heard one immediately after the other;

(b) that one proceeding be stayed until another proceeding is determined; or

(c) that one of the proceedings be asserted as a counterclaim or cross-appeal in another proceeding.

**105.** La Cour peut ordonner, à l'égard de deux ou plusieurs instances :

a) qu'elles soient réunies, instruites conjointement ou instruites successivement;

b) qu'il soit sursis à une instance jusqu'à ce qu'une décision soit rendue à l'égard d'une autre instance;

c) que l'une d'elles fasse l'objet d'une demande reconventionnelle ou d'un appel incident dans une autre instance.

Réunion d'instances

Separate determination of claims and issues

**106.** Where the hearing of two or more claims or parties in a single proceeding would cause undue complication or delay or would prejudice a party, the Court may order that

(a) claims against one or more parties be pursued separately;

(b) one or more claims be pursued separately;

(c) a party be compensated for, or relieved from, attending any part of the proceeding in which the party does not have an interest; or

(d) the proceeding against a party be stayed on condition that the party is bound by any findings against another party.

**106.** Lorsque l'audition de deux ou plusieurs causes d'action ou parties dans une même instance compliquerait indûment ou retarderait le déroulement de celle-ci ou porterait préjudice à une partie, la Cour peut ordonner :

a) que les causes d'action contre une ou plusieurs parties soient poursuivies en tant qu'instances distinctes;

b) qu'une ou plusieurs causes d'action soient poursuivies en tant qu'instances distinctes;

c) qu'une indemnité soit versée à la partie qui doit assister à toute étape de l'instance dans laquelle elle n'a aucun intérêt, ou que la partie soit dispensée d'y assister;

d) qu'il soit sursis à l'instance engagée contre une partie à la condition que celle-ci soit liée par les conclusions tirées contre une autre partie.

Instruction distincte des causes d'action

Separate determination of issues

**107.** (1) The Court may, at any time, order the trial of an issue or that issues in a proceeding be determined separately.

**107.** (1) La Cour peut, à tout moment, ordonner l'instruction d'une question soulevée ou ordonner que les questions en litige dans une instance soient jugées séparément.

Instruction distincte des questions en litige

Court may stipulate procedure

(2) In an order under subsection (1), the Court may give directions regarding the procedures to be followed, including those applicable to examinations for discovery and

(2) La Cour peut assortir l'ordonnance visée au paragraphe (1) de directives concernant les procédures à suivre, notamment pour la tenue d'un interrogatoire

Ordonnance de la Cour

the discovery of documents.

préalable et la communication de documents.

*Interpleader*

*Interplaidoirie*

Interpleader

**108.** (1) Where two or more persons make conflicting claims against another person in respect of property in the possession of that person and that person

**108.** (1) Lorsque deux ou plusieurs personnes font valoir des réclamations contradictoires contre une autre personne à l'égard de biens qui sont en la possession de celle-ci, cette dernière peut, par voie de requête *ex parte*, demander des directives sur la façon de trancher ces réclamations, si :

Interplaidoirie

(a) claims no interest in the property, and

a) d'une part, elle ne revendique aucun droit sur ces biens;

(b) is willing to deposit the property with the Court or dispose of it as the Court directs,

b) d'autre part, elle accepte de remettre les biens à la Cour ou d'en disposer selon les directives de celle-ci.

that person may bring an *ex parte* motion for directions as to how the claims are to be decided.

Directions

(2) On a motion under subsection (1), the Court shall give directions regarding

(2) Sur réception de la requête visée au paragraphe (1), la Cour donne des directives concernant :

Directives

(a) notice to be given to possible claimants and advertising for claimants;

a) l'avis à donner aux réclamants éventuels et la publicité pertinente;

(b) the time within which claimants shall be required to file their claims; and

b) le délai de dépôt des réclamations;

(c) the procedure to be followed in determining the rights of the claimants.

c) la procédure à suivre pour décider des droits des réclamants.

*Intervention*

*Interventions*

Leave to intervene

**109.** (1) The Court may, on motion, grant leave to any person to intervene in a proceeding.

**109.** (1) La Cour peut, sur requête, autoriser toute personne à intervenir dans une instance.

Autorisation d'intervenir

Contents of notice of motion

(2) Notice of a motion under subsection (1) shall

(2) L'avis d'une requête présentée pour obtenir l'autorisation d'intervenir :

Avis de requête

(a) set out the full name and address of the proposed intervener and of any solicitor acting for the proposed intervener; and

a) précise les nom et adresse de la personne qui désire intervenir et ceux de son avocat, le cas échéant;

(b) describe how the proposed intervener wishes to participate in the proceeding and

b) explique de quelle manière la personne désire participer à l'instance et en quoi sa

how that participation will assist the determination of a factual or legal issue related to the proceeding.

participation aidera à la prise d'une décision sur toute question de fait et de droit se rapportant à l'instance.

Directions

(3) In granting a motion under subsection (1), the Court shall give directions regarding

(3) La Cour assortit l'autorisation d'intervenir de directives concernant :

Directives de la Cour

(a) the service of documents; and

a) la signification de documents;

(b) the role of the intervener, including costs, rights of appeal and any other matters relating to the procedure to be followed by the intervener.

b) le rôle de l'intervenant, notamment en ce qui concerne les dépens, les droits d'appel et toute autre question relative à la procédure à suivre.

*Questions of General Importance*

*Question d'importance générale*

Notice to Attorney General

**110.** Where a question of general importance is raised in a proceeding, other than a question referred to in section 57 of the Act,

**110.** Lorsqu'une question d'importance générale, autre qu'une question visée à l'article 57 de la Loi, est soulevée dans une instance :

Signification au procureur général

(a) any party may serve notice of the question on the Attorney General of Canada and any attorney general of a province who may be interested;

a) toute partie peut signifier un avis de la question au procureur général du Canada et au procureur général de toute province qui peut être intéressé;

(b) the Court may direct the Administrator to bring the proceeding to the attention of the Attorney General of Canada and any attorney general of a province who may be interested; and

b) la Cour peut ordonner à l'administrateur de porter l'instance à l'attention du procureur général du Canada et du procureur général de toute province qui peut être intéressé;

(c) the Attorney General of Canada and the attorney general of a province may apply for leave to intervene.

c) le procureur général du Canada et le procureur général de toute province peuvent demander l'autorisation d'intervenir.

*Parties*

*Parties*

Unincorporated associations

**111.** A proceeding may be brought by or against an unincorporated association in the name of the association.

**111.** Une instance peut être introduite par ou contre une association sans personnalité morale, en son nom.

Associations sans personnalité morale

Partnerships

**111.1** A proceeding by or against two or more persons as partners may be brought in the name of the partnership. SOR/2002-417, s. 11.

**111.1** Une instance introduite par ou contre deux ou plusieurs personnes en qualité d'associées peut l'être au nom de la société de personnes. DORS/2002-417, art. 11.

Société de personnes

Sole proprietorships

**111.2** A proceeding by or against a person carrying on business as a sole proprietor may be brought in the name of the sole proprietorship. SOR/2002-417, s. 11.

**111.2** Une instance introduite par ou contre une personne qui exploite une entreprise à propriétaire unique non dotée de la personnalité morale peut l'être au nom

Entreprise non dotée de la personnalité morale

de l'entreprise. DORS/2002-417, art. 11.

Estates and trusts	<p><b>112.</b> (1) A proceeding may be brought by or against the trustees, executors or administrators of an estate or trust without joining the beneficiaries of the estate or trust.</p>	<p><b>112.</b> (1) Une instance peut être introduite par ou contre les fiduciaires, les liquidateurs, les exécuteurs testamentaires ou les administrateurs d'une succession ou d'une fiducie sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir les bénéficiaires de la succession ou de la fiducie.</p>	Successions et fiducies
Order binding on beneficiaries	<p>(2) Unless the Court orders otherwise, beneficiaries of an estate or trust are bound by an order against the estate or trust.</p>	<p>(2) L'ordonnance rendue contre la succession ou la fiducie lie les bénéficiaires, à moins que la Cour n'en ordonne autrement.</p>	Bénéficiaires liés par le jugement
Where deceased has no representative	<p><b>113.</b> (1) Where a party to a proceeding is deceased and the estate of the deceased is not represented, the Court may appoint a person to represent the estate of the deceased or order that the proceeding continue without representation of the estate.</p>	<p><b>113.</b> (1) Dans le cas où une partie à une instance est décédée et où la succession de celle-ci n'a pas de représentant, la Cour peut nommer une personne à titre de représentant de la succession ou ordonner la poursuite de l'instance sans qu'un représentant soit nommé.</p>	Absence de représentant
Notice	<p>(2) Before making an order under subsection (1), the Court may require that notice be given to all persons who have an interest in the estate of the deceased.</p>	<p>(2) Avant de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1), la Cour peut exiger qu'un avis soit donné aux personnes qui ont un intérêt dans la succession de la personne décédée.</p>	Avis préalable
	<p><b>114.</b> [Repealed, SOR/2002- 417, s. 12.]</p>	<p><b>114.</b> [ Abrogé, DORS/2002-417, art. 12. ]</p>	
Appointment of representatives	<p><b>115.</b> (1) The Court may appoint one or more persons to represent</p> <p>(a) unborn or unascertained persons who may have a present, future, contingent or other interest in a proceeding; or</p> <p>(b) a person under a legal disability against or by whom a proceeding is brought.</p>	<p><b>115.</b> (1) La Cour peut désigner une ou plusieurs personnes pour représenter :</p> <p>a) une personne pas encore née ou non identifiée qui peut avoir un intérêt actuel, futur, éventuel ou autre dans une instance;</p> <p>b) une personne n'ayant pas la capacité d'ester en justice contre laquelle une instance est introduite ou qui en prend l'initiative.</p>	Nomination de représentants

Who may be appointed	<p>(2) The Court may appoint as a representative under subsection (1)</p> <p>(a) a person who has already been appointed as such a representative under the laws of a province; or</p> <p>(b) a person eligible to act as a representative in the jurisdiction in which the person to be represented is domiciled.</p>	<p>(2) Aux fins de la désignation visée au paragraphe (1), la Cour peut :</p> <p>a) nommer la personne qui a déjà été nommée dans une province à titre de représentant légal;</p> <p>b) nommer une personne apte à agir à titre de représentant dans le territoire où est domiciliée la personne qui doit être représentée.</p>	Choix du représentant
Order binding on represented person	<p>(3) Unless the Court orders otherwise, a person for whom a representative is appointed under subsection (1) is bound by any order made in the proceeding.</p>	<p>(3) Sauf ordonnance contraire de la Cour, la personne pour laquelle un représentant a été nommé conformément au paragraphe (1) est liée par les ordonnances rendues dans l'instance.</p>	Représentant lié par l'instance
<i>Transmission of Interest</i>		<i>Reprise d'instance</i>	
Proceeding not to terminate	<p><b>116.</b> A proceeding is not terminated only by reason that a party to a proceeding dies or becomes bankrupt or, in the case of a corporation, ceases to exist.</p>	<p><b>116.</b> Le décès ou la faillite d'une partie à une instance ou, s'il s'agit d'une personne morale, le fait qu'elle cesse d'exister alors que l'objet de l'instance subsiste n'a pas pour effet de mettre fin à l'instance.</p>	Effet du décès ou de la faillite d'une partie
Assignment, transmission or devolution of interest or liability	<p><b>117.</b> (1) Subject to subsection (2), where an interest of a party in, or the liability of a party under, a proceeding is assigned or transmitted to, or devolves upon, another person, the other person may, after serving and filing a notice and affidavit setting out the basis for the assignment, transmission or devolution, carry on the proceeding.</p>	<p><b>117.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), en cas de cession, de transmission ou de dévolution de droits ou d'obligations d'une partie à une instance à une autre personne, cette dernière peut poursuivre l'instance après avoir signifié et déposé un avis et un affidavit énonçant les motifs de la cession, de la transmission ou de la dévolution.</p>	Cession de droits ou d'obligations
Objection to person continuing	<p>(2) If a party to a proceeding objects to its continuance by a person referred to in subsection (1), the person seeking to continue the proceeding shall bring a motion for an order to be substituted for the original party.</p>	<p>(2) Si une partie à l'instance s'oppose à ce que la personne visée au paragraphe (1) poursuive l'instance, cette dernière est tenue de présenter une requête demandant à la Cour d'ordonner qu'elle soit substituée à la partie qui a cédé, transmis ou dévolu ses droits ou obligations.</p>	Opposition
Court may give directions	<p>(3) In an order given under subsection (2), the Court may give directions as to the further conduct of the proceeding.</p>	<p>(3) Dans l'ordonnance visée au paragraphe (2), la Cour peut donner des directives sur le déroulement futur de l'instance.</p>	Directives de la Cour
Failure to continue	<p><b>118.</b> Where an interest of a party in, or the liability of a party under, a proceeding has been assigned or transmitted to, or devolves upon, a person and that person has not, within 30 days, served a notice and affidavit referred to in</p>	<p><b>118.</b> Si la cession, la transmission ou la dévolution de droits ou d'obligations d'une partie à l'instance à une autre personne a eu lieu, mais que cette dernière n'a pas, dans les 30 jours, signifié l'avis et l'affidavit</p>	Sanction du défaut de se conformer à la règle 117

subsection 117(1) or obtained an order under subsection 117(2), any other party to the proceeding may bring a motion for default judgment or to have the proceeding dismissed.

visés au paragraphe 117(1) ni obtenu l'ordonnance prévue au paragraphe 117(2), toute autre partie à l'instance peut, par voie de requête, demander un jugement par défaut ou demander le débouté.

**REPRESENTATION OF PARTIES**

**REPRÉSENTATION DES PARTIES**

*General*

*Dispositions générales*

Individuals

**119.** Subject to rule 121, an individual may act in person or be represented by a solicitor in a proceeding.

**119.** Sous réserve de la règle 121, une personne physique peut agir seule ou se faire représenter par un avocat dans toute instance.

Personne physique

Corporations or unincorporated associations

**120.** A corporation, partnership or unincorporated association shall be represented by a solicitor in all proceedings, unless the Court in special circumstances grants leave to it to be represented by an officer, partner or member, as the case may be.

**120.** Une personne morale, une société de personnes ou une association sans personnalité morale se fait représenter par un avocat dans toute instance, à moins que la Cour, à cause de circonstances particulières, ne l'autorise à se faire représenter par un de ses dirigeants, associés ou membres, selon le cas.

Personne morale, société de personnes ou association

Parties under legal disability or acting in representative capacity

**121.** Unless the Court in special circumstances orders otherwise, a party who is under a legal disability or who acts or seeks to act in a representative capacity, including in a class action, shall be represented by a solicitor. SOR/2002-417, s. 13.

**121.** La partie qui n'a pas la capacité d'ester en justice ou qui agit ou demande à agir en qualité de représentant, notamment dans un recours collectif, se fait représenter par un avocat à moins que la Cour, en raison de circonstances particulières, n'en ordonne autrement. DORS/2002-417, art. 13.

Partie n'ayant pas la capacité d'ester en justice ou agissant en qualité de représentant

Rights and obligations of party acting in person

**122.** Subject to paragraphs 152(2)(a) and 146(1)(b), unless the Court orders otherwise, a party not represented by a solicitor or a person authorized under rule 120 to represent a party shall do everything required, and may do anything permitted, to be done by a solicitor under these Rules.

**122.** Sous réserve des alinéas 152(2)a) et 146(1)b) et sauf ordonnance contraire de la Cour, la partie qui n'est pas représentée par un avocat ou la personne autorisée à représenter une partie conformément à la règle 120 accomplit elle-même tout ce que les présentes règles exigent d'un avocat ou permettent à ce dernier de faire.

Partie non représentée par un avocat

*Solicitor of Record*

*Avocat inscrit au dossier*

Deemed solicitor of record

**123.** Where a party takes a step in a proceeding by filing or serving a document signed by a solicitor, that solicitor is the solicitor of record for the party.

**123.** Lorsqu'une partie prend une mesure dans une instance en déposant ou en signifiant un document signé par un avocat, ce dernier est l'avocat inscrit au dossier de la partie.

Présomption

Notice of change or removal of solicitor

**124.** A party may change or remove its solicitor of record or appoint a solicitor of record by serving and filing a notice in Form

**124.** La partie qui désire changer d'avocat inscrit au dossier, agir dorénavant seule ou se faire dorénavant représenter par un

Avis de changement

124A, 124B or 124C, as the case may be.

avocat signifie et dépose un avis de ce changement établi selon la formule 124A, 124B ou 124C, selon le cas.

Motion for removal of solicitor of record

**125.** (1) Where a solicitor of record ceases to act for a party and the party has not changed its solicitor of record in accordance with rule 124, the Court may, on a motion of the solicitor, order that the solicitor be removed from the record.

**125.** (1) Lorsque l'avocat inscrit au dossier ne représente plus une partie et que celle-ci n'a pas effectué le changement conformément à la règle 124, la Cour peut, sur requête de l'avocat, rendre une ordonnance de cessation d'occuper.

Ordonnance de cessation d'occuper

Manner of service

(2) A notice of motion under subsection (1) shall be served on the party formerly represented by the solicitor

(2) L'avis de la requête pour cesser d'occuper est signifié à la partie que l'avocat représentait :

Modes de signification

(a) by personal service; or

a) par signification à personne;

(b) where personal service cannot practicably be effected,

b) si la signification à personne est en pratique impossible :

(i) by mailing the notice of motion to the party at the party's last known address, or

(i) par envoi par la poste de l'avis de requête à la partie à sa dernière adresse connue,

(ii) if no mailing address of the party is known, by depositing the notice of motion at the Registry office where the proceeding was initiated.

(ii) à défaut d'une adresse postale connue, par remise de l'avis de requête au bureau du greffe où l'instance a été introduite.

Order to be served

(3) An order made under subsection (1) removing a solicitor of record of a party shall be served on the party in the manner set out in subsection (2) and on all other parties to the proceeding.

(3) Si la Cour rend l'ordonnance de cessation d'occuper, l'avocat la signifie à la partie qu'il représentait, de la façon prévue au paragraphe (2), ainsi qu'aux autres parties à l'instance.

Signification de l'ordonnance

Proof of service

(4) An order under subsection (1) does not take effect until proof of its service has been filed.

(4) L'ordonnance de cessation d'occuper ne prend effet qu'à compter du dépôt de la preuve de sa signification.

Prise d'effet de l'ordonnance

Solicitor of record ceasing to act

**126.** A party is deemed not to be represented by a solicitor if the party does not appoint a new solicitor after its solicitor of record

**126.** Est réputée ne pas être représentée par un avocat la partie qui ne remplace pas son avocat inscrit au dossier lorsque celui-ci, selon le cas :

Cessation de la représentation

(a) dies; or

a) décède;

(b) ceases to act for the party because of

b) cesse de la représenter pour l'une des raisons suivantes :

(i) appointment to a public office incompatible with the solicitor's profession,

(i) il a été nommé à une charge publique incompatible avec sa profession,

(ii) suspension or disbarment as a solicitor,

- |  |  |
|--|--|
| <p>or</p> <p>(iii) an order made under rule 125.</p> | <p>(ii) il a été suspendu ou radié en tant qu’avocat,</p> <p>(iii) une ordonnance a été rendue en vertu de la règle 125.</p> |
|--|--|

SERVICE OF DOCUMENTS

SIGNIFICATION DES DOCUMENTS

*Personal Service*

*Signification à personne*

Service of originating documents

**127.** (1) Subject to subsection (2), an originating document that has been issued, other than in an appeal from the Federal Court to the Federal Court of Appeal or an *ex parte* application under rule 327, shall be served personally in a manner set out in rules 128 to 133.

**127.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), l’acte introductif d’instance qui a été délivré est signifié à personne conformément aux règles 128 à 133, sauf dans le cas d’un appel devant la Cour d’appel fédérale d’une décision de la Cour fédérale et dans le cas d’une demande visée à la règle 327 et présentée *ex parte*.

Signification de l’acte introductif d’instance

Exception

(2) A party who has already participated in the proceeding need not be personally served under subsection (1). SOR/2004-283, s. 13.

(2) Il n’est pas nécessaire de signifier à personne l’acte introductif d’instance à une partie qui a déjà participé à l’instance. DORS/2004-283, art. 13.

Exception

Personal service on individual

**128.** (1) Personal service of a document on an individual, other than an individual under a legal disability, is effected

**128.** (1) La signification à personne d’un document à une personne physique, autre qu’une personne qui n’a pas la capacité d’ester en justice, s’effectue selon l’un des modes suivants :

Signification à une personne physique

(a) by leaving the document with the individual;

a) par remise du document à la personne;

(b) by leaving the document with an adult person residing at the individual’s place of residence, and mailing a copy of the document to the individual at that address;

b) par remise du document à une personne majeure qui réside au domicile de la personne et par envoi par la poste d’une copie du document à cette dernière à la même adresse;

(c) where the individual is carrying on a business in Canada, other than a partnership, in a name or style other than the individual’s own name, by leaving the document with the person apparently having control or management of the business at any place where the business is carried on in Canada;

c) lorsque la personne exploite une entreprise au Canada, autre qu’une société de personnes, sous un nom autre que son nom personnel, par remise du document à la personne qui semble diriger ou gérer tout établissement de l’entreprise situé au Canada;

(d) by mailing the document to the individual’s last known address, accompanied by an acknowledgement of receipt form in Form 128, if the individual signs and returns the acknowledgement of receipt card or signs a post office receipt;

d) par envoi par la poste du document à la dernière adresse connue de la personne, accompagnée d’une carte d’accusé de réception selon la formule 128, si la personne signe et retourne la carte d’accusé de réception;

	(e) by mailing the document by registered mail to the individual's last known address, if the individual signs a post office receipt; or	e) par envoi par courrier recommandé du document à la dernière adresse connue de la personne si la personne signe le récépissé du bureau de poste;	
	(f) in any other manner provided by an Act of Parliament applicable to the proceeding.	f) le mode prévu par la loi fédérale applicable à l'instance.	
Effective day of service	(2) Service under paragraph (1)(b) is effective on the tenth day after the copy is mailed.	(2) La signification effectuée selon l'alinéa (1)b) prend effet le dixième jour suivant la mise à la poste de la copie du document.	Prise d'effet
Effective day of service	(3) Service under paragraph (1)(d) or (e) is effective on the day of receipt indicated on the acknowledgement of receipt form or post office receipt, as the case may be.	(3) La signification effectuée selon les alinéas (1)d) ou e) prend effet le jour indiqué sur l'accusé de réception ou le récépissé du bureau de poste comme étant le jour de la réception.	Prise d'effet
Personal service on individual under legal disability	<b>129.</b> Personal service of a document on an individual under a legal disability is effected by serving the individual in such a manner as the Court may order, having regard to the manner in which the interests of the person will be best protected.	<b>129.</b> La signification à personne d'un document à une personne physique qui n'a pas la capacité d'ester en justice s'effectue selon le mode qu'ordonne la Cour de manière à ce que les intérêts de la personne soient le mieux protégés.	Signification à une personne qui n'a pas la capacité d'ester en justice
Personal service on corporation	<b>130.</b> (1) Subject to subsection (2), personal service of a document on a corporation is effected	<b>130.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), la signification à personne d'un document à une personne morale s'effectue selon l'un des modes suivants :	Signification à une personne morale
	(a) by leaving the document	a) par remise du document :	
	(i) with an officer or director of the corporation or a person employed by the corporation as legal counsel, or	(i) à l'un des dirigeants ou administrateurs de la personne morale ou à toute personne employée par celle-ci à titre de conseiller juridique,	
	(ii) with the person apparently in charge, at the time of the service, of the head office or of the branch or agency in Canada where the service is effected;	(ii) à la personne qui, au moment de la signification, semble être le responsable du siège social ou de la succursale ou agence au Canada où la signification est effectuée;	
	(b) in the manner provided by any Act of Parliament applicable to the proceeding; or	b) le mode prévu par la loi fédérale applicable à l'instance;	
	(c) in the manner provided for service on a corporation in proceedings before a superior court in the province in which the service is being effected.	c) le mode prévu par une cour supérieure de la province où elle est effectuée, qui est applicable à la signification de documents aux personnes morales.	

Personal service on municipal corporation	(2) Personal service of a document on a municipal corporation is effected by leaving the document with the chief executive officer or legal counsel of the municipality.	(2) La signification à personne d'un document à une administration municipale s'effectue par remise du document à son chef de la direction ou à son conseiller juridique.	Signification à une administration municipale
Personal service on partnership	<b>131.</b> Personal service of a document on a partnership is effected by leaving the document with	<b>131.</b> La signification à personne d'un document à une société de personnes s'effectue par remise du document :	Signification à une société de personnes
	(a) where the partnership is a limited partnership, a general partner; and	a) dans le cas d'une société en commandite, à l'un des commandités;	
	(b) in any other case, a partner or the person who has the control or management of the partnership business at its principal place of business in Canada.	b) dans tout autre cas, à l'un des associés ou à la personne qui dirige ou gère les affaires de la société de personnes à son établissement principal au Canada.	
Personal service on sole proprietorship	<b>131.1</b> Personal service of a document on a sole proprietorship is effected by leaving the document with	<b>131.1</b> La signification à personne d'un document à une entreprise à propriétaire unique non dotée de la personnalité morale s'effectue par remise du document :	Signification à une entreprise à propriétaire unique
	(a) the sole proprietor; or	a) soit au propriétaire unique;	
	(b) the person apparently in charge, at the time of the service, of the place of business of the sole proprietorship in Canada where the service is effected. SOR/2002-417, s. 14.	b) soit à la personne qui, au moment de la signification, semble être le responsable de l'établissement de l'entreprise au Canada où la signification est effectuée. DORS/2002-417, art. 14.	
Personal service on unincorporated association	<b>132.</b> Personal service of a document on an unincorporated association is effected by leaving the document with	<b>132.</b> La signification à personne d'un document à une association sans personnalité morale s'effectue par remise du document :	Signification à une association sans personnalité morale
	(a) an officer of the association; or	a) soit à un dirigeant de l'association;	
	(b) the person who has the control or management of the affairs of the association at any office or premises occupied by the association.	b) soit à la personne qui dirige ou gère les affaires de l'association à tout bureau ou établissement occupé par celle-ci.	
Personal service of originating document on the Crown	<b>133.</b> (1) Personal service of an originating document on the Crown, the Attorney General of Canada or any other minister of the Crown is effected by filing the originating document and two copies of it in the Registry.	<b>133.</b> (1) La signification à personne d'un acte introductif d'instance à la Couronne, au procureur général du Canada ou à tout autre ministre de la Couronne s'effectue par dépôt au greffe de l'original et de deux copies du document.	Signification à la Couronne
Copy to Deputy Attorney General	(2) The Administrator shall forthwith transmit a certified copy of an originating document filed under subsection (1)	(2) L'administrateur transmet sans délai une copie certifiée conforme de l'acte introductif d'instance déposé conformément	Transmission d'une copie au sous-procureur général

au paragraphe (1) :

(a) where it was filed at the principal office of the Registry, to the office of the Deputy Attorney General of Canada in Ottawa; and

a) au bureau du sous-procureur général du Canada à Ottawa, dans le cas où l'acte introductif d'instance a été déposé au bureau principal du greffe;

(b) where it was filed at a local office, to the Director of the regional office of the Department of Justice referred to in subsection 4(2) of the *Crown Liability and Proceedings (Provincial Court) Regulations*.

b) au directeur du bureau régional du ministère de la Justice qui est compétent aux termes du paragraphe 4(2) du *Règlement sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif (tribunaux provinciaux)*, dans le cas où l'acte introductif d'instance a été déposé à un bureau local.

When service is effective

(3) Service under subsection (1) is effective at the time the document is filed.

(3) La signification faite conformément au paragraphe (1) prend effet à l'heure du dépôt du document.

Prise d'effet de la signification

Acceptance of service by solicitor

**134.** Personal service of a document on a party may be effected by the acceptance of service by the party's solicitor.

**134.** La signification à personne d'un document à une partie peut être effectuée auprès de son avocat si celui-ci en accepte la signification.

Acceptation de la signification par l'avocat

Deemed personal service on a person outside Canada

**135.** Where a person

**135.** Dans une instance découlant d'un contrat ou d'une opération commerciale, la signification à personne d'un document à une personne résidant au Canada vaut signification à la personne résidant à l'étranger si cette dernière, à la fois :

Signification présumée

(a) is resident outside Canada and, in the ordinary course of business, enters into contracts or business transactions in Canada in connection with which the person regularly makes use of the services of a person resident in Canada, and

a) dans le cours normal des affaires, conclut des contrats au Canada ou effectue des opérations commerciales au Canada dans le cadre desquelles elle utilise régulièrement les services de la personne résidant au Canada;

(b) made use of such services in connection with a contract or business transaction,

b) a utilisé les services de la personne résidant au Canada relativement à ce contrat ou à cette opération commerciale.

in a proceeding arising out of the contract or transaction, personal service of a document on the person resident outside Canada is effected by personally serving the person resident in Canada.

Substituted service or dispensing with service

**136.** (1) Where service of a document that is required to be served personally cannot practicably be effected, the Court may order substitutional service or dispense with service.

**136.** (1) Si la signification à personne d'un document est en pratique impossible, la Cour peut rendre une ordonnance autorisant la signification substitutive ou dispensant de la signification.

Ordonnance de signification substitutive

Motion may be made <i>ex parte</i>	(2) A motion for an order under subsection (1) may be made <i>ex parte</i> .	(2) L'ordonnance visée au paragraphe (1) peut être demandée par voie de requête <i>ex parte</i> .	Requête <i>ex parte</i>
Order to be served	(3) A document served by substitutional service shall make reference to the order that authorized the substitutional service.	(3) Un document signifié selon un mode substitutif fait mention de l'ordonnance autorisant ce mode de signification.	Signification de l'ordonnance
<i>Service outside Canada</i>		<i>Signification à l'étranger</i>	
Service outside Canada	<b>137.</b> (1) Subject to subsection (2), a document to be personally served outside Canada may be served in the manner set out in rules 127 to 136 or in the manner prescribed by the law of the jurisdiction in which service is to be effected.	<b>137.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), le document devant être signifié à personne à l'étranger peut l'être soit de la manière prévue aux règles 127 à 136, soit de la manière prévue par les règles de droit en vigueur dans les limites territoriales où s'effectue la signification.	Signification à l'étranger
<i>Hague Convention</i>	(2) Where service is to be effected in a contracting state to the <i>Hague Convention</i> , service shall be as provided by the Convention.	(2) La signification dans un État signataire de la Convention de La Haye s'effectue de la manière prévue par celle-ci.	Convention de La Haye
Proof of service	(3) Service of documents outside Canada may be proven  (a) in the manner set out in rule 146;  (b) in the manner provided by the law of the jurisdiction in which service was effected; or  (c) in accordance with the <i>Hague Convention</i> , if service is effected in a contracting state.	(3) La preuve de la signification de documents à l'étranger peut être établie :  a) de la manière prévue à la règle 146;  b) de la manière prévue par les règles de droit en vigueur dans les limites territoriales où la signification a été effectuée;  c) conformément à la Convention de La Haye, dans le cas où la signification a été effectuée dans un État signataire.	Preuve de signification
<i>Non-personal Service</i>		<i>Autres modes de signification</i>	
Service of document other than originating document	<b>138.</b> Unless otherwise provided in these Rules, a document that is not an originating document need not be served personally.	<b>138.</b> Sauf disposition contraire des présentes règles, les documents autres que l'acte introductif d'instance, n'ont pas à être signifiés à personne.	Signification des autres documents
Service on other parties	<b>139.</b> Documents required to be served by other than personal service shall be served, subject to subsection 36(3) and rule 145, on all other parties in the manner set out in rule 140.	<b>139.</b> Sous réserve du paragraphe 36(3) et de la règle 145, les documents dont la signification est exigée par les présentes règles autrement que par signification à personne sont signifiés à toutes les parties à l'instance conformément à la règle 140.	Signification à toutes les parties
Non-personal service	<b>140.</b> (1) Service on a party of a document	<b>140.</b> (1) La signification à une partie d'un	Signification à une partie

that is not required to be personally served may be effected by personal service or	document dont la signification à personne n'est pas obligatoire peut s'effectuer par signification à personne ou selon l'un des modes suivants :		
(a) by leaving the document at the party's address for service;	a) par livraison du document à son adresse aux fins de signification;		
(b) by mailing the document to the party's address for service;	b) par envoi du document par la poste à son adresse aux fins de signification;		
(c) by delivering the document by courier to the party's address for service;	c) par envoi du document par service de messagerie à son adresse aux fins de signification;		
(d) by transmitting the document by fax	d) par transmission du document par télécopieur :		
(i) where the party has a solicitor of record, to the solicitor of record, and	(i) si la partie est représentée par avocat, à son avocat,		
(ii) where the party has no solicitor of record, to the party; or	(ii) sinon, à la partie;		
(e) in such other manner as the Court may on motion order.	e) tout autre mode qu'ordonne la Cour sur requête.		
Where no address for service	(2) Where a party has no address for service at the time of service, a document that is not required to be personally served may be served by leaving the document at, or sending it by registered mail or courier to,	(2) Lorsque la partie n'a pas d'adresse aux fins de signification au moment de la signification, celle-ci peut se faire par livraison ou par envoi par courrier recommandé ou service de messagerie du document :	Aucune adresse aux fins de signification
	(a) where the party is an individual, the party's usual or last known address; or	a) s'il s'agit d'une personne physique, à son adresse habituelle ou à sa dernière adresse connue;	
	(b) where the party is an unincorporated body, a group of persons or a corporation, the principal or last known address of the body or group.	b) s'il s'agit d'une association sans personnalité morale, d'un groupe de personnes ou d'une personne morale, à son adresse principale ou à sa dernière adresse connue.	
Where no known address	(3) Where a party has no known address at the time of service, a document that is not required to be personally served may be served by depositing the document at the office of the Registry where the proceeding was initiated.	(3) Si la partie n'a pas d'adresse connue au moment de la signification, celle-ci peut se faire par remise du document au bureau du greffe où l'instance a été introduite.	Aucune adresse connue
Fax cover page	(4) A document that is served by fax shall include a cover page in Form 140.	(4) Tout document signifié par télécopieur est accompagné d'une page couverture établie selon la formule 140.	Page couverture

Effective date of service by ordinary mail	<b>141.</b> (1) Service of a document by ordinary mail is effective on the tenth day after it was mailed.	<b>141.</b> (1) La signification d'un document par la poste ordinaire prend effet le dixième jour suivant la mise à la poste du document.	Prise d'effet de la signification par la poste
Effective date of service by registered mail or courier	(2) Service of a document by registered mail or courier is effective on the day of receipt indicated on the post office or courier receipt, as the case may be.	(2) La signification d'un document par courrier recommandé ou par service de messagerie prend effet le jour indiqué sur le récépissé du bureau de poste ou du service de messagerie comme étant le jour de la réception.	Prise d'effet de la signification
Filing before service effective	<b>142.</b> Where a document is served by ordinary mail, it may be filed before the day on which service is effective.	<b>142.</b> Tout document signifié par la poste ordinaire peut être déposé avant la date où la signification prend effet.	Dépôt avant la prise d'effet de la signification
Service by fax	<b>143.</b> The following documents may not be served by fax without the consent of the recipient:  (a) a motion record, application record, trial record, appeal book or book of authorities; or  (b) any other document that is longer than 20 pages.	<b>143.</b> Les documents suivants ne peuvent être signifiés par télécopieur sans le consentement du destinataire :  a) les dossiers de requête, de demande, d'instruction ou d'appel et les recueils de jurisprudence et de doctrine;  b) tout autre document de plus de 20 pages.	Signification par télécopieur
<i>General</i>		<i>Dispositions générales</i>	
Service at any time	<b>144.</b> (1) Service of a document under these Rules may be effected at any time.	<b>144.</b> (1) La signification d'un document aux termes des présentes règles peut être effectuée à tout moment.	Moment de la signification
Service after 5:00 p.m.	(2) A document, other than an originating document or a warrant, that is served on a holiday or after 5:00 p.m. at the recipient's local time is deemed to be served at 9:00 a.m. on the next business day.	(2) La signification d'un document, autre qu'un acte introductif d'instance ou un mandat, qui est effectuée après 17 heures, heure du destinataire, ou un jour férié prend effet à 9 heures le jour ouvrable suivant.	Signification après 17 heures
Where no further service required	<b>145.</b> Subject to subsection 207(2), where a person has been served with an originating document and  (a) has not filed a notice of appearance or a defence within the time set out in these Rules, or  (b) has no address for service, no further documents in the proceeding need be served	<b>145.</b> Sous réserve du paragraphe 207(2), lorsqu'une personne a reçu signification d'un acte introductif d'instance et qu'elle se trouve dans l'une des situations suivantes, la signification des autres documents dans le cadre de l'instance n'est requise que si la Cour l'ordonne :  a) la personne n'a pas envoyé d'avis de comparution ni déposé de défense dans le délai prévu par les présentes règles;  b) elle n'a pas d'adresse aux fins de signification. La dérogation ne vise pas le	Cas où la signification n'est pas requise

on the person prior to final judgment unless the Court orders otherwise.

jugement final et les documents subséquents.

Proof of service

**146.** (1) Service of a document may be proven

**146.** (1) La preuve de la signification d'un document peut être établie :

Preuve de signification

(a) by an affidavit of service in Form 146A or, where the service is effected in the Province of Quebec, by a certificate of service of a sheriff, bailiff or other authorized person in accordance with the *Code of Civil Procedure* of the Province of Quebec;

a) par un affidavit de signification établi selon la formule 146A ou, lorsque la signification est faite au Québec, par un procès-verbal de signification d'un shérif, d'un huissier ou autre personne autorisée par le *Code de procédure civile du Québec*;

(b) in respect of a document not required to be personally served, by a certificate by a solicitor in Form 146B;

b) lorsqu'il s'agit d'un document dont la signification à personne n'est pas obligatoire, par une attestation écrite de l'avocat qui a fait signifier le document, laquelle est sous forme de document distinct ou d'annotation sur le document déposé et qui porte les renseignements prévus dans la formule 146B;

(c) where a document was served under paragraph 140(1)(a) by leaving it at the office of a solicitor, by an acknowledgement of service signed and dated by the solicitor or by someone employed by the solicitor; or

c) lorsque le document a été signifié aux termes de l'alinéa 140(1)a) par livraison du document au bureau de l'avocat, par un accusé de signification daté et signé par l'avocat ou un employé de celui-ci;

(d) where a document was served under rule 134, by an acceptance of service signed and dated by the solicitor.

d) lorsque le document a été signifié aux termes de la règle 134, par une acceptation de signification datée et signée par l'avocat.

Signature of agent of solicitor

(2) Where an acknowledgement of service under paragraph (1)(c) is signed by a person on behalf of a solicitor, the person shall sign his or her own name as agent for the solicitor.

(2) Lorsqu'une personne signe l'accusé de signification visé à l'alinéa (1)c) pour le compte d'un avocat, elle signe son propre nom en qualité de représentant de l'avocat.

Signature du représentant de l'avocat

Validating service

**147.** Where a document has been served in a manner not authorized by these Rules or by an order of the Court, the Court may consider the document to have been validly served if it is satisfied that the document came to the notice of the person to be served or that it would have come to that person's notice except for the person's avoidance of service.

**147.** Lorsqu'un document a été signifié d'une manière non autorisée par les présentes règles ou une ordonnance de la Cour, celle-ci peut considérer la signification comme valide si elle est convaincue que le destinataire en a pris connaissance ou qu'il en aurait pris connaissance s'il ne s'était pas soustrait à la signification.

Signification considérée comme valide

Where document does not reach person served

**148.** On the motion of a party who did not have notice of a served document or did not obtain notice of it at the time of service, the Court may set aside the consequences of

**148.** Sur requête d'une partie qui n'a pas reçu un document qui lui a été signifié ou qui en a pris connaissance tardivement, la Cour peut relever la partie d'un défaut ou

Connaissance absente ou tardive

default or grant an extension of time or an adjournment, notwithstanding that the party was served with the document in accordance with these Rules.

accorder la prolongation d'un délai ou un ajournement, malgré le fait que la signification a été faite conformément aux présentes règles.

PAYMENTS

CONSIGNATION ET PAIEMENT  
HORS COUR

Payments into court

**149.** (1) A person who pays money into court shall deliver to the Registry

**149.** (1) La personne qui consigne une somme d'argent à la Cour remet au greffe :

Sommes d'argent consignées à la Cour

(a) a bill of exchange drawn on a bank, trust company, credit union or caisse populaire or any other bill of exchange authorized by order of the Court, payable to the order of the Receiver General; and

a) une lettre de change tirée sur une banque, une société de fiducie, une caisse de crédit ou une caisse populaire, ou toute autre lettre de change autorisée par ordonnance de la Cour, payable à l'ordre du receveur général;

(b) three copies of a tender of payment into court in Form 149.

b) trois copies d'une offre de consignation à la Cour, établie selon la formule 149.

Effective date of payment

(2) Payment into court by a bill of exchange that is paid on presentation for payment is effective on the day on which it was delivered to the Registry.

(2) La consignation qui est faite au moyen d'une lettre de change qui est acceptée sur présentation pour paiement prend effet à la date où cette dernière a été remise au greffe.

Prise d'effet

Receipt for payment

(3) Where a bill of exchange is paid, the Administrator shall endorse or acknowledge receipt on a copy of the tender of payment into court and return it to the person who made the payment.

(3) Lorsque la lettre de change est payée, l'administrateur accuse réception du paiement sur une copie de l'offre de consignation qu'il remet à la personne qui a fait le paiement.

Accusé de réception

Payment out of court

**150.** Where an order has been made by the Court for payment out of court of money that is in the Consolidated Revenue Fund, a requisition shall be made by the Administrator to the Receiver General for an instrument for the amount to be paid out.

**150.** Lorsque la Cour rend une ordonnance exigeant le versement d'une somme consignée qui a été versée au Trésor, l'administrateur demande au receveur général de lui envoyer un effet correspondant à la somme à payer.

Paiement hors cour

FILING OF CONFIDENTIAL MATERIAL

DÉPÔT DE DOCUMENTS CONFIDENTIELS

Motion for order of confidentiality

**151.** (1) On motion, the Court may order that material to be filed shall be treated as confidential.

**151.** (1) La Cour peut, sur requête, ordonner que des documents ou éléments matériels qui seront déposés soient considérés comme confidentiels.

Requête en confidentialité

Demonstrated need for confidentiality

(2) Before making an order under subsection (1), the Court must be satisfied that the material should be treated as confidential, notwithstanding the public interest in open and

(2) Avant de rendre une ordonnance en application du paragraphe (1), la Cour doit être convaincue de la nécessité de considérer les documents ou éléments matériels

Circonstances justifiant la confidentialité

accessible court proceedings.

comme confidentiels, étant donné l'intérêt du public à la publicité des débats judiciaires.

Marking of  
confidential  
material

**152.** (1) Where the material is required by law to be treated confidentially or where the Court orders that material be treated confidentially, a party who files the material shall separate and clearly mark it as confidential, identifying the legislative provision or the Court order under which it is required to be treated as confidential.

**152.** (1) Dans le cas où un document ou un élément matériel doit, en vertu d'une règle de droit, être considéré comme confidentiel ou dans le cas où la Cour ordonne de le considérer ainsi, la personne qui dépose le document ou l'élément matériel le fait séparément et désigne celui-ci clairement comme document ou élément matériel confidentiel, avec mention de la règle de droit ou de l'ordonnance pertinente.

Identification des  
documents  
confidentiels

Access to  
confidential  
material

(2) Unless otherwise ordered by the Court,

(2) Sauf ordonnance contraire de la Cour :

Accès

(a) only a solicitor of record, or a solicitor assisting in the proceeding, who is not a party is entitled to have access to confidential material;

a) seuls un avocat inscrit au dossier et un avocat participant à l'instance qui ne sont pas des parties peuvent avoir accès à un document ou à un élément matériel confidentiel;

(b) confidential material shall be given to a solicitor of record for a party only if the solicitor gives a written undertaking to the Court that he or she will

b) un document ou élément matériel confidentiel ne peut être remis à l'avocat inscrit au dossier que s'il s'engage par écrit auprès de la Cour :

(i) not disclose its content except to solicitors assisting in the proceeding or to the Court in the course of argument,

(i) à ne pas divulguer son contenu, sauf aux avocats participant à l'instance ou à la Cour pendant son argumentation,

(ii) not permit it to be reproduced in whole or in part, and

(ii) à ne pas permettre qu'il soit entièrement ou partiellement reproduit,

(iii) destroy the material and any notes on its content and file a certificate of their destruction or deliver the material and notes as ordered by the Court, when the material and notes are no longer required for the proceeding or the solicitor ceases to be solicitor of record;

(iii) à détruire le document ou l'élément matériel et les notes sur son contenu et à déposer un certificat de destruction, ou à les acheminer à l'endroit ordonné par la Cour, lorsqu'ils ne seront plus requis aux fins de l'instance ou lorsqu'il cessera d'agir à titre d'avocat inscrit au dossier;

(c) only one copy of any confidential material shall be given to the solicitor of record for each party; and

c) une seule reproduction d'un document ou d'un élément matériel confidentiel est remise à l'avocat inscrit au dossier de chaque partie;

(d) no confidential material or any information derived therefrom shall be disclosed to the public.

d) aucun document ou élément matériel confidentiel et aucun renseignement

provenant de celui-ci ne peuvent être communiqués au public.

Order to continue	(3) An order made under subsection (1) continues in effect until the Court orders otherwise, including for the duration of any appeal of the proceeding and after final judgment.	(3) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) demeure en vigueur jusqu'à ce que la Cour en ordonne autrement, y compris pendant la durée de l'appel et après le jugement final.	Durée d'effet de l'ordonnance
-------------------	---	--	-------------------------------

REFERENCES

RENOIS

Order for reference	<b>153.</b> (1) The Court may, for the purpose of making an inquiry and report, refer any question of fact in a proceeding to a judge or other person designated by the Chief Justice of the court before which the proceeding is pending.	<b>153.</b> (1) La Cour peut renvoyer toute question de fait pour enquête et rapport devant un juge ou toute autre personne désignés par le juge en chef de la cour saisie de l'instance, pour agir à titre d'arbitre.	Ordonnance de renvoi
Directions on reference	(2) Notwithstanding rules 155 to 160, the Court may at any time give directions regarding the conduct of a reference. SOR/2004-283, s. 14.	(2) Malgré les règles 155 à 160, la Cour peut à tout moment donner des directives concernant le déroulement d'un renvoi. DORS/2004-283, art. 14.	Directives
Stay of related proceedings	<b>154.</b> Where a reference is made under rule 153, on motion, the Court may stay any proceeding related to the reference, including a proceeding that has previously been stayed, for a period of not more than six months.	<b>154.</b> Lors d'un renvoi en vertu de la règle 153, la Cour peut, sur requête, ordonner la suspension de toute instance liée à celui-ci pour une ou plusieurs périodes d'au plus six mois chacune.	Suspension
Requisition to fix time and place of reference	<b>155.</b> (1) On a reference made under rule 153, the referee shall, on the requisition of a party, fix a time and place for the hearing of the reference.	<b>155.</b> (1) Lors d'un renvoi en vertu de la règle 153, l'arbitre, à la demande d'une partie, fixe les date, heure et lieu de l'audition du renvoi.	Demande d'audition
Documents to be provided to referee	(2) A party who makes a requisition under subsection (1) shall provide the referee with a statement of the issues and copies of the pleadings and order of reference.	(2) La partie qui demande à l'arbitre de fixer les date, heure et lieu de l'audition du renvoi lui fournit un énoncé des questions en litige et une copie des actes de procédure et de l'ordonnance de renvoi.	Documents à fournir à l'arbitre
Conduct of reference	<b>156.</b> Unless the Court orders otherwise, a referee shall adopt the simplest, least expensive and most expeditious manner of conducting the reference.	<b>156.</b> Sauf ordonnance contraire de la Cour, l'arbitre adopte la procédure la plus simple, la moins onéreuse et la plus expéditive possible pour le déroulement du renvoi.	Procédure

Order for examination or production	<b>157.</b> A referee may order that parties be examined for discovery and order the production for inspection and copying by a party of any document or other material relevant to a matter in issue, at the time and place and in the manner set out in the order.	<b>157.</b> L'arbitre peut ordonner l'interrogatoire préalable des parties et la production des documents ou éléments matériels pertinents pour en permettre l'examen et la reproduction par toute partie, aux date, heure et lieu et de la manière prévus dans l'ordonnance.	Interrogatoire préalable et production des documents
Attendance of witnesses	<b>158.</b> (1) The attendance of witnesses to give evidence at a reference shall be enforced by subpoena.	<b>158.</b> (1) Les témoins qui déposent dans le cadre d'un renvoi sont cités à comparaître par subpoena.	Comparution de témoins
Recording of evidence on reference	(2) The testimony of a witness at a reference shall be recorded.	(2) La déposition d'un témoin dans le cadre d'un renvoi est enregistrée.	Enregistrement des dépositions
Powers of referee	<b>159.</b> (1) Subject to subsection (2), a referee shall have the same power and authority in matters of practice and procedure as would a judge of the Court presiding at the trial of an action.	<b>159.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'arbitre possède les mêmes pouvoirs et la même autorité, en matière de pratique et de procédure, qu'un juge de la Cour présidant l'instruction d'une action.	Pouvoirs de l'arbitre
Limitation	(2) A referee shall not commit a person to prison or enforce an order for attachment.	(2) L'arbitre ne peut faire incarcérer une personne ni faire exécuter une ordonnance de contrainte par corps.	Restrictions
Referral of question to Court	<b>160.</b> (1) A referee may, before the conclusion of a reference or by a report on the reference, submit any question for determination by the Court.	<b>160.</b> (1) L'arbitre peut, avant la fin de l'audition d'un renvoi ou dans son rapport sur le renvoi, soumettre toute question à la décision de la Cour.	Question de fait ou de droit à trancher
Response to referral	(2) On receipt of a submission under subsection (1), the Court may  (a) require any explanations or reasons from the referee; or  (b) remit the matter, or any part thereof, for further inquiry to the same or another referee.	(2) Dès qu'elle est saisie d'une question en application du paragraphe (1), la Cour peut :  a) demander à l'arbitre de lui fournir des explications ou des motifs à l'appui;  b) confier tout ou partie de la question au même arbitre ou à un autre arbitre, pour une enquête complémentaire.	Mesures prises par la Cour
Referee's report	<b>161.</b> (1) The report of a referee shall include the findings of the referee in the same form as an order of the Court.	<b>161.</b> (1) Le rapport de l'arbitre contient ses conclusions et revêt la même forme qu'une ordonnance de la Cour.	Rapport de l'arbitre
Filing of report	(2) The report of a referee, the record of any evidence taken at the hearing of the reference and any exhibits or other documents provided to the referee shall be filed as soon as possible after the report is signed.	(2) Le rapport de l'arbitre, le dossier de la preuve recueillie à l'audition du renvoi et les pièces et autres documents fournis à l'arbitre sont déposés dès que possible après la signature du rapport.	Dépôt au greffe
Notice of report	(3) On the filing of a report of a referee, the	(3) Dès le dépôt du rapport de l'arbitre,	Avis de dépôt

Administrator shall forthwith send a copy of it to all parties by registered mail. l'administrateur en transmet une copie aux parties par courrier recommandé.

Report of referee who is a judge

**162.** The report of a referee who is a judge is final and becomes a judgment of the Court when it is filed.

**162.** Le rapport de l'arbitre qui est un juge devient un jugement de la Cour lorsqu'il est déposé.

Arbitre qui est un juge

Appeal of referee's findings

**163.** (1) A party may appeal the findings of a report of a referee who is not a judge on motion to the court that ordered the reference.

**163.** (1) Une partie peut interjeter appel des conclusions du rapport de l'arbitre qui n'est pas un juge, par voie de requête à la cour qui a ordonné le renvoi.

Arbitre qui n'est pas un juge

Service of appeal

(2) Notice of a motion under subsection (1) shall be served and filed within 30 days after filing of the report of a referee and at least 10 days before the day fixed for hearing of the motion.

(2) L'avis de la requête visée au paragraphe (1) est signifié et déposé dans les 30 jours suivant le dépôt du rapport de l'arbitre et au moins dix jours avant la date prévue pour l'audition de la requête.

Signification de l'appel

Powers of Court on appeal

(3) On an appeal under subsection (1), the Court may confirm, vary or reverse the findings of the report and deliver judgment or refer it back to the referee, or to another referee, for further inquiry and report. SOR/2004-283, s. 15.

(3) La Cour peut, dans le cadre de l'appel visé au paragraphe (1), confirmer, modifier ou infirmer les conclusions du rapport et rendre jugement ou renvoyer le rapport à l'arbitre ou à un autre arbitre pour une nouvelle enquête et un nouveau rapport. DORS/2004-283, art. 15.

Décision de la Cour

Report final if not appealed

**164.** (1) The report of a referee who is not a judge that is not appealed becomes final 30 days after it is filed.

**164.** (1) Le rapport de l'arbitre qui n'est pas un juge devient définitif à l'expiration du délai d'appel s'il n'est pas porté en appel.

Rapport définitif de l'arbitre

Final report deemed judgment of Court

(2) A report of a referee, once final, becomes a judgment of the Court.

(2) Le rapport de l'arbitre, lorsqu'il est définitif, est réputé être un jugement de la Cour.

Caractère exécutoire

**SUMMARY DISPOSITION**

**DISPOSITION SOMMAIRE**

Discontinuances

**165.** A party may discontinue all or part of a proceeding by serving and filing a notice of discontinuance.

**165.** Une partie peut se désister, en tout ou en partie, de l'instance en signifiant et en déposant un avis de désistement.

Désistement

Notice of discontinuance

**166.** A party shall file a declaration of settlement or a notice of discontinuance in Form 166 in a proceeding that has been concluded other than by a judgment or discontinuance on consent.

**166.** Une partie est tenue de déposer un avis d'acceptation de l'offre de règlement ou un avis de désistement établi selon la formule 166, dans le cas où l'instance est réglée autrement que par jugement ou désistement sur consentement.

Avis de désistement

Dismissal for delay

**167.** The Court may, at any time, on the

**167.** La Cour peut, sur requête d'une

Rejet pour cause de retard

motion of a party who is not in default of any requirement of these Rules, dismiss a proceeding or impose other sanctions on the ground that there has been undue delay by a plaintiff, applicant or appellant in prosecuting the proceeding.

partie qui n'est pas en défaut aux termes des présentes règles, rejeter l'instance ou imposer toute autre sanction au motif que la poursuite de l'instance par le demandeur ou l'appellant accuse un retard injustifié.

Dismissal where continuation impossible

**168.** Where following an order of the Court it is not possible to continue a proceeding, the Court may dismiss the proceeding.

**168.** Lorsque la continuation d'une instance est irrémédiablement compromise par suite d'une ordonnance de la Cour, celle-ci peut rejeter l'instance.

Annulation ou rejet par la Cour

#### PART 4

#### PARTIE 4

#### ACTIONS

#### ACTIONS

#### APPLICATION OF THIS PART

#### CHAMP D'APPLICATION

Application

**169.** This Part applies to all proceedings that are not applications or appeals, including

**169.** La présente partie s'applique aux instances, autres que les demandes et les appels, et notamment :

Application

(a) references under section 18 of the *Citizenship Act*;

a) aux renvois visés à l'article 18 de la *Loi sur la citoyenneté*;

(b) applications under subsection 33(1) of the *Marine Liability Act*; and

b) aux demandes faites en vertu du paragraphe 33(1) de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*;

(c) any other proceedings required or permitted by or under an Act of Parliament to be brought as an action. SOR/2004-283, s 37.

c) aux instances introduites par voie d'action sous le régime d'une loi fédérale ou de ses textes d'application. DORS/2004-283, art. 37.

Rules applicable to counterclaims and third parties

**170.** Except as provided in rules 189 to 199, the rules in this Part applicable to plaintiffs and defendants apply, with such modifications as are necessary, to parties bringing or defending counterclaims and third party claims.

**170.** Sauf disposition contraire des règles 189 à 199, les dispositions de la présente partie relatives aux demandeurs et aux défendeurs s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux parties dans une demande reconventionnelle et une mise en cause.

Applicabilité des autres règles — demandes reconventionnelles et mises en cause

#### PLEADINGS IN AN ACTION

#### ACTES DE PROCÉDURE

#### *General*

#### *Dispositions générales*

Pleadings

**171.** The following pleadings may be filed:

**171.** Les actes de procédure suivants peuvent être déposés :

Actes de procédure

- |   |   |
|---|---|
| <p>(a) in respect of an action,<br/>                 (i) a statement of claim, in Form 171A,<br/><br/>                 (ii) a statement of defence, in Form 171B,<br/>                 and<br/>                 (iii) a reply, in Form 171C;</p> <p>(b) in respect of a counterclaim,<br/>                 (i) a counterclaim, in Form 171D or 171E,<br/>                 (ii) a defence to counterclaim, in Form 171F, and<br/>                 (iii) a reply to a defence to counterclaim,<br/>                 in Form 171G; and</p> <p>(c) in respect of a third party claim,<br/>                 (i) a third party claim, in Form 171H or 171I,<br/>                 (ii) a third party defence, in Form 171J,<br/>                 and<br/>                 (iii) a reply to a third party defence, in<br/>                 Form 171K.</p> | <p>a) dans le cas d'une action :<br/>                 (i) la déclaration, établie selon la<br/>                 formule 171A,<br/>                 (ii) la défense, établie selon la formule<br/>                 171B,<br/>                 (iii) la réponse, établie selon la formule<br/>                 171C;</p> <p>b) dans le cas d'une demande recon-<br/>                 ventionnelle :<br/>                 (i) la demande reconventionnelle,<br/>                 établie selon les formules 171D ou<br/>                 171E,<br/>                 (ii) la défense reconventionnelle,<br/>                 établie selon la formule 171F,<br/>                 (iii) la réponse reconventionnelle,<br/>                 établie selon la formule 171G;</p> <p>c) dans le cas d'une mise en cause :<br/>                 (i) la mise en cause, établie selon les<br/>                 formules 171H ou 171I,<br/>                 (ii) la défense de la tierce partie, établie<br/>                 selon la formule 171J,<br/>                 (iii) la réponse à la défense de la tierce<br/>                 partie, établie selon la formule 171K.</p> |
|---|---|

Pleading after a reply	<b>172.</b> No pleading may be filed after a reply without leave of the Court.	<b>172.</b> Aucun acte de procédure ne peut être déposé après la réponse sans l'autorisation de la Cour.	Dépôt après la réponse
Form of pleadings	<b>173.</b> (1) Pleadings shall be divided into consecutively numbered paragraphs.	<b>173.</b> (1) Les actes de procédure sont divisés en paragraphes numérotés consécutivement.	Modalités de forme
Allegations set out separately	(2) Every allegation in a pleading shall, as far as is practicable, be set out in a separate paragraph.	(2) Dans la mesure du possible, chaque prétention contenue dans un acte de procédure fait l'objet d'un paragraphe distinct.	Présentation
Material facts	<b>174.</b> Every pleading shall contain a concise statement of the material facts on which the party relies, but shall not include evidence by which those facts are to be proved.	<b>174.</b> Tout acte de procédure contient un exposé concis des faits substantiels sur lesquels la partie se fonde; il ne comprend pas les moyens de preuve à l'appui de ces faits.	Exposé des faits
Pleading law	<b>175.</b> A party may raise any point of law in a pleading.	<b>175.</b> Une partie peut, dans un acte de procédure, soulever des points de droit.	Points de droit
Conditions precedent	<b>176.</b> (1) The performance or occurrence of a condition precedent to the assertion of a claim or defence need not be pleaded.	<b>176.</b> (1) L'accomplissement ou la survenance des conditions préalables à l'établissement de la cause d'action ou de la défense n'a pas à être alléguée dans un acte de procédure.	Conditions préalables

Contesting condition precedent	(2) The non-performance or non-occurrence of a condition precedent shall be pleaded.	(2) Le fait qu'une condition préalable n'a pas été accomplie ou n'est pas survenue doit être allégué dans un acte de procédure.	Contestation d'une condition préalable
Documents or conversations	<b>177.</b> A pleading shall briefly describe any document or conversation referred to in the pleading, but need not set out the exact words of the document or conversation unless the words are themselves material.	<b>177.</b> L'acte de procédure qui fait mention d'un document ou d'une conversation énonce succinctement le contenu du document ou l'objet de la conversation. Il n'est pas nécessaire d'y rapporter textuellement le document ou la conversation, à moins que les termes employés ne soient essentiels.	Documents ou conversations
Alternative claims or defences	<b>178.</b> A party may plead claims or defences in the alternative.	<b>178.</b> Une partie peut plaider un moyen en demande ou en défense, de façon subsidiaire.	Causes d'action ou défenses subsidiaires
Subsequent facts	<b>179.</b> A party may plead a fact that occurs after the commencement of an action, even though the fact gives rise to a new claim or defence.	<b>179.</b> Une partie peut alléguer un fait qui se produit après l'introduction de l'action, même si ce fait donne lieu à une nouvelle cause d'action ou à une nouvelle défense.	Faits subséquents
Inconsistent pleading	<b>180.</b> A party may plead an allegation of fact, or raise a new ground of claim in a pleading, that is inconsistent with a previous pleading only if the party amends the previous pleading accordingly.	<b>180.</b> Une partie ne peut, dans un acte de procédure, faire des allégations de fait ou soulever de nouveaux motifs qui sont incompatibles avec ceux figurant dans un acte de procédure antérieur que si elle modifie ce dernier en conséquence.	Incompatibilité
Particulars	<b>181.</b> A pleading shall contain particulars of every allegation contained therein, including	<b>181.</b> L'acte de procédure contient des précisions sur chaque allégation, notamment :	Précisions
	(a) particulars of any alleged misrepresentation, fraud, breach of trust, wilful default or undue influence; and	a) des précisions sur les fausses déclarations, fraudes, abus de confiance, manquements délibérés ou influences indues reprochés;	
	(b) particulars of any alleged state of mind of a person, including any alleged mental disorder or disability, malice or fraudulent intention.	b) des précisions sur toute allégation portant sur l'état mental d'une personne, tel un déséquilibre mental, une incapacité mentale ou une intention malicieuse ou frauduleuse.	
Further and better particulars	(2) On motion, the Court may order a party to serve and file further and better particulars of any allegation in its pleading.	(2) La Cour peut, sur requête, ordonner à une partie de signifier et de déposer des précisions supplémentaires sur toute allégation figurant dans l'un de ses actes de procédure.	Précisions supplémentaires

*Statements of Claim*

*Déclarations*

Claims to be specified

**182.** Every statement of claim, counterclaim and third party claim shall specify

**182.** La déclaration, la demande reconventionnelle et la mise en cause contiennent les renseignements suivants :

Contenu

(a) the nature of any damages claimed;

a) la nature des dommages-intérêts demandés;

(b) where monetary relief is claimed, whether the amount claimed, exclusive of interest and costs, exceeds \$50,000;

b) lorsqu'une réparation pécuniaire est réclamée, une mention indiquant si le montant demandé excède 50 000 \$, intérêts et dépens non compris;

(c) the value of any property sought to be recovered;

c) la valeur des biens réclamés;

(d) any other specific relief being claimed, other than costs; and

d) toute autre réparation demandée, à l'exclusion des dépens;

(e) whether the action is being proceeded with as a simplified action.

e) le cas échéant, une mention portant que l'action est poursuivie en tant qu'action simplifiée.

*Subsequent Pleadings*

*Actes de procédure ultérieurs*

Admissions

**183.** In a defence or subsequent pleading, a party shall

**183.** Une partie est tenue, dans sa défense ou tout acte de procédure ultérieur :

Admission des faits

(a) admit every allegation of material fact in the pleadings of every adverse party that is not disputed;

a) d'admettre, parmi les faits substantiels allégués dans l'acte de procédure d'une partie adverse, ceux qu'elle ne conteste pas;

(b) where it is intended to prove a version of facts that differs from that relied on by an adverse party, plead that version of the facts; and

b) de présenter sa version des faits, si elle entend prouver une version des faits différente de celle d'une partie adverse;

(c) plead any matter or fact that

c) de plaider toute question ou tout fait qui, selon le cas :

(i) might defeat a claim or defence of an adverse party, or

(i) pourrait entraîner le rejet d'une cause d'action ou d'un moyen de défense d'une partie adverse,

(ii) might take an adverse party by surprise if it were not pleaded.

(ii) pourrait prendre une partie adverse par surprise, s'il n'était pas plaidé.

Deemed denial

**184.** (1) All allegations of fact in a pleading that are not admitted are deemed to be denied.

**184.** (1) Les allégations de fait contenues dans un acte de procédure qui ne sont pas admises sont réputées être niées.

Faits réputés niés

Proof not required	<p>(2) Unless denied by an adverse party, it is not necessary that a party prove</p> <p>(a) its right to claim in a representative capacity; or</p> <p>(b) its constitution as a partnership, association or corporation.</p>	<p>(2) À moins qu'une partie adverse ne le nie, une partie n'est pas tenue de prouver les allégations suivantes :</p> <p>a) son droit d'agir à titre de représentant;</p> <p>b) sa constitution en société de personnes, en association ou en personne morale.</p>	Faits dont la preuve n'est pas obligatoire
Effect of denial	<p><b>185.</b> Where a party alleges an agreement in a pleading, a bare denial of the agreement pleaded by another party shall be construed only as a denial of the making of the agreement or of the facts from which such an agreement may be implied and not as a denial of the legality or legal sufficiency of the agreement.</p>	<p><b>185.</b> Lorsqu'une partie allègue, dans un acte de procédure, l'existence d'une entente, la simple dénégation de celle-ci par une autre partie est considérée non pas comme un refus de reconnaître la légalité ou la légitimité de l'entente, mais comme un refus de reconnaître la conclusion de l'entente ou les faits permettant d'en supposer l'existence.</p>	Effet de la dénégation
Set-off	<p><b>186.</b> Where a claim to a sum of money, including a sum that is not ascertained, is relied on as a defence to all or part of a claim made by an adverse party, it may be included in a defence as a set-off against the claim, whether or not it is also added as a counterclaim.</p>	<p><b>186.</b> Dans le cas où une partie réclame le paiement d'une somme — déterminée ou non — en défense à l'égard de tout ou partie de la réclamation d'une partie adverse, la réclamation peut être incluse dans la défense sous forme de demande de compensation, qu'elle fasse ou non l'objet d'une demande reconventionnelle.</p>	Compensation
Judgment for balance	<p><b>187.</b> Where judgments in an action and in a counterclaim are given at the same time, the Court may set off the amount of one award against the other, without prejudice as to costs.</p>	<p><b>187.</b> Si la Cour rend son jugement à l'égard de l'action principale et de la demande reconventionnelle en même temps, elle peut procéder à la compensation entre les deux montants accordés, sans que cela porte atteinte aux dépens.</p>	Jugement relatif au solde
Defence of tender	<p><b>188.</b> Subject to section 31.2 of the <i>Crown Liability and Proceedings Act</i>, a defence of tender before action may not be pleaded unless the defendant has paid into court the amount alleged to have been tendered.</p>	<p><b>188.</b> Sous réserve de l'article 31.2 de la <i>Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif</i>, lorsqu'une défense est fondée sur une offre faite avant le début de l'action, le défendeur ne peut l'invoquer avant d'avoir consigné à la Cour la somme d'argent qu'il prétend avoir offerte.</p>	Défense fondée sur une offre
<i>Counterclaims</i>		<i>Demandes reconventionnelles</i>	
When available	<p><b>189.</b> (1) A defendant who claims to be entitled to relief against a plaintiff may make a counterclaim instead of bringing a separate action.</p>	<p><b>189.</b> (1) Le défendeur qui fait valoir contre le demandeur un droit de réparation peut, au lieu d'intenter une action distincte, faire une demande reconventionnelle.</p>	Demandeur reconventionnel
Statement of defence and counterclaim	<p>(2) A counterclaim shall be included in the same document as the statement of defence.</p>	<p>(2) La demande reconventionnelle et la défense sont réunies dans le même</p>	Document unique

		document.	
Style of cause	(3) A statement of defence and counterclaim shall contain a second style of cause identifying the plaintiff by counterclaim and the defendants to the counterclaim.	(3) La défense et demande reconventionnelle comporte un second intitulé qui donne les noms du demandeur reconventionnel et des défendeurs reconventionnels.	Intitulé
Counterclaim may proceed independently	<b>190.</b> A counterclaim may be proceeded with notwithstanding that judgment is given in the action or that the action is stayed or discontinued.	<b>190.</b> La demande reconventionnelle peut être poursuivie même si un jugement est rendu dans l'action principale ou si l'action principale est suspendue ou abandonnée.	Poursuite de la demande reconventionnelle
Counterclaim against person not already a party	<b>191.</b> (1) Where a defendant who counterclaims alleges that a person who is not a party to the action is liable to the defendant along with the plaintiff in respect of the subject-matter of the counterclaim, the defendant may join that person as a defendant to the counterclaim.	<b>191.</b> (1) Lorsque le défendeur qui fait une demande reconventionnelle prétend qu'une personne qui n'est pas une partie à l'action principale a, comme le demandeur, une obligation envers lui à l'égard de la question visée par la demande reconventionnelle, il peut la constituer en défendeur reconventionnel.	Défendeur reconventionnel
When counterclaim to be issued	(2) Where a defendant adds a person who is not already a party as a defendant to a counterclaim, the defendant's statement of defence and counterclaim shall be  (a) issued within the time set out in rule 204 for the service and filing of a statement of defence; and  (b) served on the person and on the other parties within 30 days after it is issued.	(2) Lorsqu'un défendeur poursuit un demandeur et une personne qui n'est pas une partie à l'action principale, la défense et demande reconventionnelle :  a) est délivrée dans le délai prévu à la règle 204 pour la signification et le dépôt d'une défense;  b) est signifiée à cette personne et aux autres parties à l'action principale dans les 30 jours suivant sa délivrance.	Signification avec nouvelle partie
Defence to counterclaim	<b>192.</b> (1) A defendant to a counterclaim who is already a party to the action shall defend the counterclaim by serving and filing a defence to counterclaim within 30 days after service of the statement of defence and counterclaim.	<b>192.</b> (1) Le défendeur reconventionnel qui est déjà une partie à l'action principale conteste la demande reconventionnelle en signifiant et en déposant sa défense reconventionnelle dans les 30 jours suivant la signification de la défense et demande reconventionnelle.	Défense reconventionnelle
Reply and defence to counterclaim	(2) A reply and a defence to counterclaim by a plaintiff against whom a counterclaim has been made shall be included in the same document.	(2) Le demandeur à l'égard duquel est faite une demande reconventionnelle réunit dans le même document la réponse et la défense reconventionnelle.	Document unique

Availability as of right	<b>193.</b> A defendant may commence a third party claim against a co-defendant, or against a person who is not a party to the action, who the defendant claims is or may be liable to the defendant for all or part of the plaintiff's claim.	<b>193.</b> Un défendeur peut mettre en cause un codéfendeur ou toute personne qui n'est pas partie à l'action et dont il prétend qu'ils ont ou peuvent avoir une obligation envers lui à l'égard de tout ou partie de la réclamation du demandeur.	Tierces parties
Where leave of Court required	<b>194.</b> With leave of the Court, a defendant may commence a third party claim against a co-defendant, or against another person who is not a defendant to the action, who the defendant claims	<b>194.</b> Un défendeur peut, avec l'autorisation de la Cour, mettre en cause une personne—qu'elle soit ou non un codéfendeur dans l'action—dont il prétend :	Autorisation de la Cour
	(a) is or may be liable to the defendant for relief, other than that referred to in rule 193, relating to the subject-matter of the action; or	a) soit qu'elle lui est ou peut lui être redevable d'une réparation, autre que celle visée à la règle 193, liée à l'objet de l'action;	
	(b) should be bound by the determination of an issue between the plaintiff and the defendant.	b) soit qu'elle devrait être liée par la décision sur toute question en litige entre lui et le demandeur.	
Time for third party claim	<b>195.</b> A third party claim against a co-defendant shall be served and filed within 10 days after the filing of the statement of defence.	<b>195.</b> Lorsqu'un défendeur entend mettre en cause un codéfendeur dans l'action, la mise en cause est signifiée et déposée dans les 10 jours suivant le dépôt de la défense.	Mise en cause d'une partie
Third party claim against non-defendant	<b>196.</b> (1) A third party claim against a person who is not already a party to the action shall be	<b>196.</b> (1) Lorsqu'un défendeur entend mettre en cause une personne qui n'est pas un codéfendeur dans l'action, la mise en cause :	Mise en cause — personne non partie
	(a) issued within the time set out in rule 204 for the service and filing of a statement of defence; and	a) est délivrée dans le délai prévu à la règle 204 pour la signification et le dépôt d'une défense;	
	(b) served within 30 days after it is issued.	b) est signifiée dans les 30 jours suivant sa délivrance.	
Copy of pleadings	(2) A third party claim served on a person who is not already a party to the action shall be accompanied by a copy of all pleadings filed in the action.	(2) La mise en cause visée au paragraphe (1) est signifiée à la tierce partie avec une copie de tous les actes de procédure déjà déposés.	Copie des actes de procédure
Time for defence to third party claim	<b>197.</b> (1) A third party shall defend the plaintiff's claim against the defendant by filing a statement of defence within the time set out in rule 204.	<b>197.</b> (1) La tierce partie conteste la réclamation que le demandeur fait valoir contre le défendeur en déposant une défense dans le délai prévu à la règle 204.	Délai de production d'une défense

Rights and obligations of third party	(2) A third party defending the plaintiff's claim against the defendant has the same procedural rights and obligations in the action as the defendant, including those in respect of discovery, trial and appeal.	(2) La tierce partie qui dépose une défense a, dans l'action, les mêmes droits et obligations en matière de procédure que le défendeur, notamment pour l'enquête préalable, l'instruction et l'appel.	Droits et obligations de la tierce partie
Hearing of third party claim	<b>198.</b> (1) Unless the Court orders otherwise, a third party claim shall be heard and decided as part of the action from which it arose.	<b>198.</b> (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, la mise en cause est entendue et jugée dans le cadre de l'action qui y a donné lieu.	Audition
Questions of third party liability	(2) The Court may order the question of liability as between the third party and the defendant to be tried in such a manner, at or after the trial of the action, as is set out in the order.	(2) La Cour peut ordonner que la question de l'obligation liant la tierce partie au défendeur soit instruite pendant ou après l'instruction de l'action, selon ce qu'elle ordonne.	Instruction séparée
Order binding on third party	<b>199.</b> (1) A third party is bound by any order or determination made in an action between the plaintiff and the defendant who made the third party claim, whether or not the third party defended the plaintiff's claim.	<b>199.</b> (1) La tierce partie est liée par toute ordonnance ou décision rendue dans l'action entre le demandeur et le défendeur qui l'a mise en cause, qu'elle ait ou non contesté la réclamation du demandeur.	Applicabilité des ordonnances
Consequences of default of third party defence	(2) A third party who defends neither the third party claim nor the plaintiff's claim is deemed to admit  (a) the validity of any judgment obtained by the plaintiff against the defendant, including a judgment obtained by consent; and  (b) the third party's liability to contribute or indemnify to the extent specified in the third party claim.	(2) La tierce partie qui ne conteste pas conformément à la règle 197 la réclamation faite par le demandeur, ni sa mise en cause, est réputée reconnaître :  a) la validité du jugement obtenu contre le défendeur, y compris le jugement sur consentement;  b) son obligation de verser une contribution ou une indemnité dans la mesure indiquée dans la mise en cause.	Défense non déposée
Leave required to enforce default judgment	(3) A judgment against a third party referred to in subsection (2) shall not be enforced without leave of the Court.	(3) Le jugement visé au paragraphe (2) obtenu contre la tierce partie ne peut être exécuté sans l'autorisation de la Cour.	Exécution avec l'autorisation de la Cour

*Amendment of Pleadings*

*Modification*

Amendment as of right	<b>200.</b> Notwithstanding rules 75 and 76, a party may, without leave, amend any of its pleadings at any time before another party has pleaded thereto or on the filing of the written consent of the other parties.	<b>200.</b> Malgré les règles 75 et 76, une partie peut, sans autorisation, modifier l'un de ses actes de procédure à tout moment avant qu'une autre partie y ait répondu ou sur dépôt du consentement écrit des autres parties.	Modification de plein droit
Amendment to add new cause of action	<b>201.</b> An amendment may be made under rule 76 notwithstanding that the effect of the amendment will be to add or substitute a new cause of action, if the new cause of action	<b>201.</b> Il peut être apporté aux termes de la règle 76 une modification qui aura pour effet de remplacer la cause d'action ou d'en ajouter une nouvelle, si la nouvelle cause	Nouvelle cause d'action

arises out of substantially the same facts as a cause of action in respect of which the party seeking the amendment has already claimed relief in the action.

d'action naît de faits qui sont essentiellement les mêmes que ceux sur lesquels se fonde une cause d'action pour laquelle la partie qui cherche à obtenir la modification a déjà demandé réparation dans l'action.

*Close of Pleadings*

*Clôture des actes de procédure*

Close of pleadings

**202.** Pleadings are closed

**202.** Les actes de procédure sont clos, selon le cas :

Clôture des actes de procédure

(a) where a statement of defence has not been filed within the period set out in rule 204, on the expiration of that period;

a) si une défense n'a pas été déposée dans le délai prévu à la règle 204, à l'expiration de ce délai;

(b) on the filing of a reply; or

b) au moment où une réponse est déposée;

(c) on the expiration of the time for filing a reply.

c) à l'expiration du délai prévu pour le dépôt d'une réponse.

*Time for Service of Pleadings*

*Délai de signification*

Statement of claim

**203.** (1) A statement of claim shall be served within 60 days after it is issued.

**203.** (1) La déclaration est signifiée dans les 60 jours suivant sa délivrance.

Déclaration

Proof of service

(2) Proof of service of a statement of claim shall be filed within the time set out in rule 204 for the service and filing of a statement of defence.

(2) La preuve de la signification de la déclaration est déposée dans le délai prévu à la règle 204, pour la signification et le dépôt de la défense.

Dépôt de la preuve de signification

Defence

**204.** A defendant shall defend an action by serving and filing a statement of defence within

**204.** Le défendeur conteste l'action en signifiant et en déposant sa défense :

Défense

(a) 30 days after service of the statement of claim, if the defendant is served in Canada;

a) dans les 30 jours après avoir reçu signification de la déclaration, si cette signification a été faite au Canada;

(b) 40 days after service of the statement of claim, if the defendant is served in the United States; and

b) dans les 40 jours après avoir reçu signification de la déclaration, si cette signification a été faite aux États-Unis;

(c) 60 days after service of the statement of claim, if the defendant is served outside Canada and the United States.

c) dans les 60 jours après avoir reçu signification de la déclaration, si cette signification a été faite à l'extérieur du Canada et des États-Unis.

Reply

**205.** A plaintiff's reply to a statement of defence shall be served and filed within 10 days after service of the statement of defence.

**205.** La réponse du demandeur à la défense est signifiée et déposée dans les 10 jours suivant la signification de la défense.

Réponse

Documents referred to in pleadings

**206.** A copy of every document referred to in a pleading shall be served with the pleading or within 10 days after service of the pleading, unless

- (a) the party being served waives its right to the copy; or
- (b) the Court orders otherwise.

Documents mentionnés

**206.** Une copie de chaque document mentionné dans un acte de procédure est signifiée soit avec l'acte de procédure, soit dans les 10 jours suivant la signification de celui-ci, à moins que, selon le cas :

- a) la partie qui en reçoit signification ne renonce à son droit de recevoir cette copie;
- b) la Cour n'en ordonne autrement.

Service of counterclaim where no new party added

**207.** (1) Where a counterclaim is brought against a plaintiff only, or against only a plaintiff and another party to the action, the statement of defence and counterclaim shall be served and filed within the time set out in rule 204.

Signification sans nouvelle partie

**207.** (1) Lorsqu'un défendeur poursuit uniquement le demandeur, ou uniquement le demandeur et une autre partie à l'action principale, la défense et demande reconventionnelle est signifiée et déposée dans le délai prévu à la règle 204.

Exception

(2) Where a defendant to a counterclaim who is also a defendant in the action has failed to file a statement of defence in the action, that defendant shall be served personally with a statement of defence and counterclaim.

Exception

(2) La défense et demande reconventionnelle est signifiée à personne au défendeur reconventionnel qui est également défendeur dans l'action principale et qui n'a pas déposé de défense dans le cadre de celle-ci.

**PRELIMINARY OBJECTIONS**

**CONTESTATIONS PRÉLIMINAIRES**

Motion to object

**208.** A party who has been served with a statement of claim and who brings a motion to object to

- (a) any irregularity in the commencement of the action,
- (b) the service of the statement of claim,
- (c) the Court as not being a convenient forum, or
- (d) the jurisdiction of the Court,

does not thereby attorn to the jurisdiction of the Court.

Requête en contestation

**208.** Ne constitue pas en soi une reconnaissance de la compétence de la Cour la présentation par une partie :

- a) d'une requête soulevant une irrégularité relative à l'introduction de l'action;
- b) d'une requête contestant la signification de la déclaration;
- c) d'une requête remettant en question la qualité de forum approprié de la Cour;
- d) d'une requête contestant la compétence de la Cour.

Solicitor of record

**209.** A solicitor appearing for a party

Avocat au dossier

**209.** L'avocat qui comparait au nom du

bringing a motion referred to in rule 208 shall be considered to be the solicitor of record of the party and the address indicated for the solicitor on the notice of motion or other documents is the address for service of the party.

requérant qui présente une requête visée à la règle 208 est considéré comme l'avocat inscrit au dossier, et l'adresse de l'avocat du requérant qui figure sur l'avis de requête est son adresse aux fins de signification

#### DEFAULT PROCEEDINGS

#### PROCÉDURE PAR DÉFAUT

Motion for default judgment

**210.** (1) Where a defendant fails to serve and file a statement of defence within the time set out in rule 204 or any other time fixed by an order of the Court, the plaintiff may bring a motion for judgment against the defendant on the statement of claim.

**210.** (1) Lorsqu'un défendeur ne signifie ni ne dépose sa défense dans le délai prévu à la règle 204 ou dans tout autre délai fixé par ordonnance de la Cour, le demandeur peut, par voie de requête, demander un jugement contre le défendeur à l'égard de sa déclaration.

Cas d'ouverture

Motion in writing

(2) Subject to section 25 of the *Crown Liability and Proceedings Act*, a motion under subsection (1) may be brought *ex parte* and in accordance with rule 369.

(2) Sous réserve de l'article 25 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, la requête visée au paragraphe (1) peut être présentée *ex parte* et selon la règle 369.

Requête écrite

Affidavit evidence

(3) A motion under subsection (1) shall be supported by affidavit evidence.

(3) La preuve fournie à l'appui de la requête visée au paragraphe (1) est établie par affidavit.

Preuve

Disposition of motion

(4) On a motion under subsection (1), the Court may

(4) Sur réception de la requête visée au paragraphe (1), la Cour peut :

Pouvoirs de la Cour

(a) grant judgment;

a) accorder le jugement demandé;

(b) dismiss the action; or

b) rejeter l'action;

(c) order that the action proceed to trial and that the plaintiff prove its case in such a manner as the Court may direct.

c) ordonner que l'action soit instruite et que le demandeur présente sa preuve comme elle l'indique.

Service pursuant to order for substitutional service

**211.** Judgment shall not be given against a defendant who is in default where service of the statement of claim was effected pursuant to an order for substitutional service, unless the Court is satisfied that it is just to do so having regard to all the circumstances.

**211.** Lorsque la signification de la déclaration a été faite en vertu d'une ordonnance de signification substitutive, aucun jugement ne peut être rendu contre le défendeur en défaut à moins que la Cour ne soit convaincue qu'il est équitable de le faire dans les circonstances.

Signification substitutive en vertu d'une ordonnance

Service pursuant to *Hague Convention*

**212.** (1) Where a statement of claim was sent abroad for service on a defendant in a contracting state to the *Hague Convention* and the defendant has not filed a defence, judgment shall not be given under rule 210 unless the Court is satisfied that

**212.** (1) Lorsque la déclaration a été envoyée à l'étranger pour être signifiée à un défendeur qui se trouve dans un État signataire de la Convention de La Haye et que le défendeur n'a pas déposé de défense, la Cour ne rend jugement en vertu de la règle 210 que si elle est convaincue :

Signification en vertu de la Convention de La Haye

(a) the statement of claim was

(i) served by a method prescribed by the law of the state in which service was made, or

(ii) delivered to the defendant or to the defendant's residence by another method provided for in the *Hague Convention*; and

(b) the defendant has had sufficient time after the service or delivery to file a defence.

a) d'une part, que la déclaration a été :

(i) soit signifiée selon l'un des modes prescrits par les règles de droit de l'État où la signification a été effectuée,

(ii) soit transmise au défendeur ou à sa résidence par un autre moyen prévu par la Convention de La Haye;

b) d'autre part, que le défendeur a eu un délai suffisant après la signification ou la transmission pour déposer une défense.

Judgment

(2) Notwithstanding subsection (1), the Court may give judgment under rule 210 if

(a) the statement of claim was sent by a method provided for in the *Hague Convention*;

(b) a period of not less than six months, or such longer period as the Court considers adequate in the circumstances, has elapsed since the day on which the statement of claim was sent; and

(c) no certificate under article 6 of the *Hague Convention* was received, and every reasonable effort was made to obtain such a certificate through the competent authorities of the state to which the statement of claim was sent.

(2) Malgré le paragraphe (1), la Cour peut rendre jugement en vertu de la règle 210 si les conditions suivantes sont réunies :

a) la déclaration a été envoyée par l'un des moyens prévus par la Convention de La Haye;

b) un délai d'au moins six mois, ou tout délai plus long que la Cour estime suffisant dans les circonstances, s'est écoulé depuis le jour où la déclaration a été envoyée;

c) le certificat prévu à l'article 6 de la Convention de La Haye n'a pas été reçu, même si des efforts raisonnables ont été déployés pour l'obtenir des autorités compétentes de l'État où la déclaration a été envoyée.

Jugement de la Cour

Interlocutory injunction or *mandamus*

(3) This rule does not preclude the Court from making an order under rule 373 before service of the statement of claim.

(3) La présente règle n'empêche pas la Cour de rendre une ordonnance en vertu de la règle 373 avant la signification de la déclaration.

Possibilité d'injonction interlocutoire ou de *mandamus*

SUMMARY JUDGMENT

JUGEMENT SOMMAIRE

Where available to plaintiff

**213.** (1) A plaintiff may, after the defendant has filed a defence, or earlier with leave of the Court, and at any time before the time and place for trial are fixed, bring a motion for summary judgment on all or part of the claim set out in the statement of claim.

**213.** (1) Le demandeur peut, après le dépôt de la défense du défendeur — ou avant si la Cour l'autorise — et avant que l'heure, la date et le lieu de l'instruction soient fixés, présenter une requête pour obtenir un jugement sommaire sur tout ou partie de la réclamation contenue dans la déclaration.

Requête du demandeur

Where available to defendant	(2) A defendant may, after serving and filing a defence and at any time before the time and place for trial are fixed, bring a motion for summary judgment dismissing all or part of the claim set out in the statement of claim.	(2) Le défendeur peut, après avoir signifié et déposé sa défense et avant que l'heure, la date et le lieu de l'instruction soient fixés, présenter une requête pour obtenir un jugement sommaire rejetant tout ou partie de la réclamation contenue dans la déclaration.	Requête du défendeur
Obligations of moving party	<b>214.</b> (1) A party may bring a motion for summary judgment in an action by serving and filing a notice of motion and motion record at least 20 days before the day set out in the notice for the hearing of the motion.	<b>214.</b> (1) Toute partie peut présenter une requête pour obtenir un jugement sommaire dans une action en signifiant et en déposant un avis de requête et un dossier de requête au moins 20 jours avant la date de l'audition de la requête indiquée dans l'avis.	Obligations du requérant
Obligations of responding party	(2) A party served with a motion for summary judgment shall serve and file a respondent's motion record not later than 10 days before the day set out in the notice of motion for the hearing of the motion.	(2) La partie qui reçoit signification d'une requête en jugement sommaire signifie et dépose un dossier de réponse au moins 10 jours avant la date de l'audition de la requête indiquée dans l'avis de requête.	Obligations de l'autre partie
Mere denial	<b>215.</b> A response to a motion for summary judgment shall not rest merely on allegations or denials of the pleadings of the moving party, but must set out specific facts showing that there is a genuine issue for trial.	<b>215.</b> La réponse à une requête en jugement sommaire ne peut être fondée uniquement sur les allégations ou les dénégations contenues dans les actes de procédure déposés par le requérant. Elle doit plutôt énoncer les faits précis démontrant l'existence d'une véritable question litigieuse.	Réponse suffisante
Where no genuine issue for trial	<b>216.</b> (1) Where on a motion for summary judgment the Court is satisfied that there is no genuine issue for trial with respect to a claim or defence, the Court shall grant summary judgment accordingly.	<b>216.</b> (1) Lorsque, par suite d'une requête en jugement sommaire, la Cour est convaincue qu'il n'existe pas de véritable question litigieuse quant à une déclaration ou à une défense, elle rend un jugement sommaire en conséquence.	Absence de véritable question litigieuse
Genuine issue of amount or question of law	(2) Where on a motion for summary judgment the Court is satisfied that the only genuine issue is  (a) the amount to which the moving party is entitled, the Court may order a trial of that issue or grant summary judgment with a reference under rule 153 to determine the amount; or  (b) a question of law, the Court may determine the question and grant summary judgment accordingly.	2) Lorsque, par suite d'une requête en jugement sommaire, la Cour est convaincue que la seule véritable question litigieuse est :  a) le montant auquel le requérant a droit, elle peut ordonner l'instruction de la question ou rendre un jugement sommaire assorti d'un renvoi pour détermination du montant conformément à la règle 153;  b) un point de droit, elle peut statuer sur celui-ci et rendre un jugement sommaire en conséquence.	Somme d'argent ou point de droit

Summary judgment

(3) Where on a motion for summary judgment the Court decides that there is a genuine issue with respect to a claim or defence, the Court may nevertheless grant summary judgment in favour of any party, either on an issue or generally, if the Court is able on the whole of the evidence to find the facts necessary to decide the questions of fact and law.

(3) Lorsque, par suite d'une requête en jugement sommaire, la Cour conclut qu'il existe une véritable question litigieuse à l'égard d'une déclaration ou d'une défense, elle peut néanmoins rendre un jugement sommaire en faveur d'une partie, soit sur une question particulière, soit de façon générale, si elle parvient à partir de l'ensemble de la preuve à dégager les faits nécessaires pour trancher les questions de fait et de droit.

Jugement de la Cour

Where motion dismissed

(4) Where a motion for summary judgment is dismissed in whole or in part, the Court may order the action, or the issues in the action not disposed of by summary judgment, to proceed to trial in the usual way or order that the action be conducted as a specially managed proceeding.

(4) Lorsque la requête en jugement sommaire est rejetée en tout ou en partie, la Cour peut ordonner que l'action ou les questions litigieuses qui ne sont pas tranchées par le jugement sommaire soient instruites de la manière habituelle ou elle peut ordonner la tenue d'une instance à gestion spéciale.

Rejet de la requête

Effect of summary judgment

**217.** A plaintiff who obtains summary judgment under these Rules may proceed against the same defendant for any other relief and against any other defendant for the same or any other relief.

**217.** Le demandeur qui obtient un jugement sommaire aux termes des présentes règles peut poursuivre le même défendeur pour une autre réparation ou poursuivre tout autre défendeur pour la même ou une autre réparation.

Effet du jugement sommaire

Powers of Court

**218.** Where summary judgment is refused or is granted only in part, the Court may make an order specifying which material facts are not in dispute and defining the issues to be tried, including an order

**218.** Lorsqu'un jugement sommaire est refusé ou n'est accordé qu'en partie, la Cour peut, par ordonnance, préciser les faits substantiels qui ne sont pas en litige et déterminer les questions qui doivent être instruites, ainsi que :

Pouvoirs de la Cour

(a) for payment into court of all or part of the claim;

a) ordonner la consignation à la Cour d'une somme d'argent représentant la totalité ou une partie de la réclamation;

(b) for security for costs; or

b) ordonner la remise d'un cautionnement pour dépens;

(c) limiting the nature and scope of the examination for discovery to matters not covered by the affidavits filed on the motion for summary judgment or by any cross-examination on them and providing for their use at trial in the same manner as an examination for discovery.

c) limiter la nature et l'étendue de l'interrogatoire préalable aux questions non visées par les affidavits déposés à l'appui de la requête en jugement sommaire, ou limiter la nature et l'étendue de tout contre-interrogatoire s'y rapportant, et permettre l'utilisation de ces affidavits lors de l'interrogatoire à l'instruction de la même manière qu'à l'interrogatoire préalable.

Stay of execution

**219.** In making an order for summary judgment, the Court may order that enforcement of the summary judgment be stayed pending the determination of any other issue in the action or in a counterclaim or third party claim.

**219.** Lorsqu'elle rend un jugement sommaire, la Cour peut surseoir à l'exécution forcée de ce jugement jusqu'à la détermination d'une autre question soulevée dans l'action ou dans une demande reconventionnelle ou une mise en cause.

Sursis d'exécution

#### QUESTIONS OF LAW

#### POINTS DE DROIT

Preliminary determination of question of law or admissibility

**220.** (1) A party may bring a motion before trial to request that the Court determine

**220.** (1) Une partie peut, par voie de requête présentée avant l'instruction, demander à la Cour de statuer sur :

Décision préliminaire sur un point de droit ou d'admissibilité

(a) a question of law that may be relevant to an action;

a) tout point de droit qui peut être pertinent dans l'action;

(b) a question as to the admissibility of any document, exhibit or other evidence; or

b) tout point concernant l'admissibilité d'un document, d'une pièce ou de tout autre élément de preuve;

(c) questions stated by the parties in the form of a special case before, or in lieu of, the trial of the action.

c) les points litigieux que les parties ont exposés dans un mémoire spécial avant l'instruction de l'action ou en remplacement de celle-ci.

Contents of determination

(2) Where, on a motion under subsection (1), the Court orders that a question be determined, it shall

(2) Si la Cour ordonne qu'il soit statué sur l'un des points visés au paragraphe (1), elle :

Contenu de la décision

(a) give directions as to the case on which the question shall be argued;

a) donne des directives sur ce qui doit constituer le dossier à partir duquel le point sera débattu;

(b) fix time limits for the filing and service of motion records by the parties; and

b) fixe les délais de dépôt et de signification du dossier de requête;

(c) fix a time and place for argument of the question.

c) fixe les date, heure et lieu du débat.

Determination final

(3) A determination of a question referred to in subsection (1) is final and conclusive for the purposes of the action, subject to being varied on appeal.

(3) La décision prise au sujet d'un point visé au paragraphe (1) est définitive aux fins de l'action, sous réserve de toute modification résultant d'un appel.

Décision définitive

#### STRIKING OUT PLEADINGS

#### RADIATION D'ACTES DE PROCÉDURE

Motion to strike

**221.** (1) On motion, the Court may, at any time, order that a pleading, or anything contained therein, be struck out, with or without leave to amend, on the ground that it

**221.** (1) À tout moment, la Cour peut, sur requête, ordonner la radiation de tout ou partie d'un acte de procédure, avec ou sans autorisation de le modifier, au motif, selon le cas :

Requête en radiation

- |   |   |
|---|---|
| <p>(a) discloses no reasonable cause of action or defence, as the case may be,</p> <p>(b) is immaterial or redundant,</p> <p>(c) is scandalous, frivolous or vexatious,</p> <p>(d) may prejudice or delay the fair trial of the action,</p> <p>(e) constitutes a departure from a previous pleading, or</p> <p>(f) is otherwise an abuse of the process of the Court,</p> | <p>a) qu’il ne révèle aucune cause d’action ou de défense valable;</p> <p>b) qu’il n’est pas pertinent ou qu’il est redondant;</p> <p>c) qu’il est scandaleux, frivole ou vexatoire;</p> <p>d) qu’il risque de nuire à l’instruction équitable de l’action ou de la retarder;</p> <p>e) qu’il diverge d’un acte de procédure antérieur;</p> <p>f) qu’il constitue autrement un abus de procédure.</p> |
|---|---|

and may order the action be dismissed or judgment entered accordingly. Elle peut aussi ordonner que l’action soit rejetée ou qu’un jugement soit enregistré en conséquence.

Evidence

(2) No evidence shall be heard on a motion for an order under paragraph (1)(a).

(2) Aucune preuve n’est admissible dans le cadre d’une requête invoquant le motif visé à l’alinéa (1)a).

Preuve

DISCOVERY AND INSPECTION

EXAMEN ET INTERROGATOIRE PRÉALABLE

*Discovery of Documents*

*Communication de documents*

Definition of “document”

**222.** (1) In rules 223 to 232 and 295, “document” includes an audio recording, video recording, film, photograph, chart, graph, map, plan, survey, book of account, computer diskette and any other device on which information is recorded or stored.

**222.** (1) Pour l’application des règles 223 à 232 et 295, est assimilée à un document toute information enregistrée ou mise en mémoire sur un support, y compris un enregistrement sonore, un enregistrement vidéo, un film, une photographie, un diagramme, un graphique, une carte, un plan, un relevé, un registre comptable et une disquette.

Définition de « document »

Interpretation

(2) For the purposes of rules 223 to 232 and 295, a document of a party is relevant if the party intends to rely on it or if the document tends to adversely affect the party’s case or to support another party’s case.

(2) Pour l’application des règles 223 à 232 et 295, un document d’une partie est pertinent si la partie entend l’invoquer ou si le document est susceptible d’être préjudiciable à sa cause ou d’appuyer la cause d’une autre partie.

Pertinence

Time for service of affidavit of documents

**223.** (1) Every party shall serve an affidavit of documents on every other party within 30 days after the close of pleadings.

**223.** (1) Chaque partie signifie un affidavit de documents aux autres parties dans les 30 jours suivant la clôture des actes de procédure.

Délai de signification de l’affidavit de documents

- |   |  |
|---|--|
| <p>(2) An affidavit of documents shall be in Form 223 and shall contain</p> <p>(a) separate lists and descriptions of all relevant documents that</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) are in the possession, power or control of the party and for which no privilege is claimed,</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) are or were in the possession, power or control of the party and for which privilege is claimed,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) were but are no longer in the possession, power or control of the party and for which no privilege is claimed, and</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) the party believes are in the possession, power or control of a person who is not a party to the action;</p> <p>(b) a statement of the grounds for each claim of privilege in respect of a document;</p> <p>(c) a description of how the party lost possession, power or control of any document and its current location, as far as the party can determine;</p> <p>(d) the identity of each person referred to in subparagraph (a)(iv), including the person's name and address, if known;</p> <p>(e) a statement that the party is not aware of any relevant document, other than those that are listed in the affidavit or are or were in the possession, power or control of another party to the action; and</p> <p>(f) an indication of the time and place at which the documents referred to in</p> | <p>(2) L'affidavit de documents est établi selon la formule 223 et contient :</p> <p>a) des listes séparées et des descriptions de tous les documents pertinents :</p> <p style="padding-left: 20px;">(i) qui sont en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de la partie et à l'égard desquels aucun privilège de non-divulgence n'est revendiqué,</p> <p style="padding-left: 20px;">(ii) qui sont ou étaient en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de la partie et à l'égard desquels un privilège de non-divulgence est revendiqué,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iii) qui étaient mais ne sont plus en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de la partie et à l'égard desquels aucun privilège de non-divulgence n'est revendiqué,</p> <p style="padding-left: 20px;">(iv) que la partie croit être en la possession, sous l'autorité ou sous la garde d'une personne qui n'est pas partie à l'action;</p> <p>b) un exposé des motifs de chaque revendication de privilège de non-divulgence à l'égard d'un document;</p> <p>c) un énoncé expliquant comment un document a cessé d'être en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de la partie et indiquant où le document se trouve actuellement, dans la mesure où il lui est possible de le déterminer;</p> <p>d) les renseignements permettant d'identifier toute personne visée au sous-alinéa a)(iv), y compris ses nom et adresse s'ils sont connus;</p> <p>e) une déclaration attestant que la partie n'a pas connaissance de l'existence de documents pertinents autres que ceux qui sont énumérés dans l'affidavit ou ceux qui sont ou étaient en la possession, sous l'autorité ou sous la garde d'une autre partie à l'action;</p> <p>f) une mention précisant les dates, heures et lieux où les documents visés au sous-</p> |
|---|--|

	subparagraph (a)(i) may be inspected.	alinéa a)(i) peuvent être examinés.	
Document within party's power or control	(3) For the purposes of subsection (2), a document shall be considered to be within a party's power or control if  (a) the party is entitled to obtain the original document or a copy of it; and  (b) no adverse party is so entitled.	(3) Pour l'application du paragraphe (2), un document est considéré comme étant sous l'autorité ou sous la garde d'une partie si :  a) d'une part, celle-ci a le droit d'en obtenir l'original ou une copie;  b) d'autre part, aucune partie adverse ne jouit de ce droit.	Document sous l'autorité ou la garde d'une partie
Bundle of documents	(4) A party may treat a bundle of documents as a single document for the purposes of an affidavit of documents if  (a) the documents are all of the same nature; and  (b) the bundle is described in sufficient detail to enable another party to clearly ascertain its contents.	(4) Aux fins de l'établissement de l'affidavit de documents, une partie peut répertorier une liasse de documents comme un seul document si :  a) d'une part, les documents sont tous de même nature;  b) d'autre part, la description de la liasse est suffisamment détaillée pour qu'une autre partie puisse avoir une idée juste de son contenu.	Liasse de documents
Deponent of affidavit of documents	<b>224.</b> (1) The deponent of an affidavit of documents shall be  (a) where the party is an individual who is not under a legal disability, the party;  (b) where the party is an individual under a legal disability, a person appointed under rule 115;  (c) where the party is a corporation or an unincorporated association, an authorized representative of the corporation or association; or  (d) where the party is the Crown, an authorized representative of the Crown.	<b>224.</b> (1) L'auteur de l'affidavit de documents est :  a) la partie, s'il s'agit d'un particulier qui a la capacité d'ester en justice;  b) la personne nommée en vertu de la règle 115, si la partie est un particulier qui n'a pas la capacité d'ester en justice;  c) un représentant autorisé de la personne morale ou de l'association sans personnalité morale, si la partie est une personne morale ou une association sans personnalité morale;  d) un représentant autorisé de la Couronne, si la partie est la Couronne.	Auteur de l'affidavit de documents
Obligations of deponent	(2) The deponent of an affidavit of documents shall, before making the affidavit, become informed by making reasonable inquiries of any present or former officer, servant, agent or employee of the party, including any who are outside Canada, who might reasonably be expected to have knowledge relating to any matter in question in	(2) L'auteur de l'affidavit de documents, avant de signer celui-ci, se renseigne dans la mesure du raisonnable auprès des dirigeants, fonctionnaires, agents ou employés actuels ou antérieurs de la partie, y compris ceux qui se trouvent à l'extérieur du Canada, dont il est raisonnable de croire qu'ils pourraient détenir des renseignements	Obligations de l'auteur

	the action.	au sujet de toute question en litige dans l'action.	
Obligations of solicitor	(3) The solicitor of record for a party shall  (a) explain to the deponent of an affidavit of documents the necessity of making full disclosure under rule 223 and the possible consequences of failing to do so; and  (b) certify on the affidavit of documents or on a document attached to it that those explanations have been given.	(3) L'avocat inscrit au dossier d'une partie :  a) explique à l'auteur de l'affidavit de documents l'obligation de divulguer tout ce qui est visé à la règle 223 et les conséquences possibles d'un manquement à cette obligation;  b) inscrit sur l'affidavit ou sur un document joint à celui-ci une mention attestant qu'il a donné ces explications.	Obligations de l'avocat
Order for disclosure	<b>225.</b> On motion, the Court may order a party to disclose in an affidavit of documents all relevant documents that are in the possession, power or control of  (a) where the party is an individual, any corporation that is controlled directly or indirectly by the party; or  (b) where the party is a corporation,  (i) any corporation that is controlled directly or indirectly by the party,  (ii) any corporation or individual that directly or indirectly controls the party, or  (iii) any corporation that is controlled directly or indirectly by a person who also directly or indirectly controls the party.	<b>225.</b> La Cour peut, sur requête, ordonner à une partie de divulguer dans l'affidavit de documents l'existence de tout document pertinent qui est en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de l'une ou l'autre des personnes suivantes :  a) si la partie est un particulier, toute personne morale qui est contrôlée directement ou indirectement par la partie;  b) si la partie est une personne morale :  (i) toute personne morale qui est contrôlée directement ou indirectement par la partie,  (ii) toute personne morale ou tout particulier qui contrôle directement ou indirectement la partie,  (iii) toute personne morale qui est contrôlée directement ou indirectement par une personne qui contrôle aussi la partie, directement ou indirectement.	Ordonnance de divulgation
Need for continuing disclosure	<b>226.</b> (1) A party who becomes aware that its affidavit of documents is inaccurate or deficient shall, without delay, serve a supplementary affidavit of documents correcting the inaccuracy or deficiency.	<b>226.</b> (1) La partie qui se rend compte que son affidavit de documents est inexact ou insuffisant signifie sans délai un affidavit supplémentaire corrigeant cette inexactitude ou insuffisance.	Affidavit supplémentaire
Exception	(2) A document produced and marked as an exhibit on an examination need not be included in a supplementary affidavit of documents.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux documents produits lors d'un interrogatoire qui sont cotés comme pièces.	Exception

Sanctions

**227.** On motion, where the Court is satisfied that an affidavit of documents is inaccurate or deficient, the Court may inspect any document that may be relevant and may order that

(a) the deponent of the affidavit be cross-examined;

(b) an accurate or complete affidavit be served and filed;

(c) all or part of the pleadings of the party on behalf of whom the affidavit was made be struck out; or

(d) that the party on behalf of whom the affidavit was made pay costs.

**227.** La Cour peut, sur requête, si elle est convaincue qu'un affidavit de documents est inexact ou insuffisant, examiner tout document susceptible d'être pertinent et ordonner :

a) que l'auteur de l'affidavit soit contre-interrogé;

b) qu'un affidavit exact ou complet soit signifié et déposé;

c) que les actes de procédure de la partie pour le compte de laquelle l'affidavit a été établi soient radiés en totalité ou en partie;

d) que la partie pour le compte de laquelle l'affidavit a été établi paie les dépens.

Sanctions

Inspection of documents

**228.** (1) Subject to rule 230, a party who has served an affidavit of documents on another party shall, during business hours, allow the other party to inspect and, where practicable, to copy any document referred to in the affidavit that is not privileged, if the document is

(a) in the possession of the party; or

(b) in the power or control of the party and the other party requests that it be made available because the other party cannot otherwise inspect or copy it.

**228.** (1) Sous réserve de la règle 230, la partie qui a signifié à une autre partie son affidavit de documents lui permet d'examiner et, si possible, de reproduire, pendant les heures de bureau, tout document mentionné dans cet affidavit, si aucun privilège de non-divulgence n'est revendiqué à l'égard du document et si celui-ci est :

a) soit en sa possession;

b) soit sous son autorité ou sous sa garde, et que l'autre partie demande d'y avoir accès parce qu'elle ne pourrait autrement l'examiner ou le reproduire.

Examen de documents

Copies of documents

(2) A party who has served an affidavit of documents on another party shall, at the request of the other party, deliver to the other party a copy of any document referred to in subsection (1), if the other party pays the cost of the copies and of their delivery.

(2) La partie qui a signifié son affidavit de documents à une autre partie lui remet des copies de tout document visé au paragraphe (1) si celle-ci lui en fait la demande et paie le coût de reproduction et de livraison des copies.

Copies

Order for production and inspection

**229.** On motion, the Court may order the production for inspection and copying by a party of any document referred to in subsection 228(1), at a time and place and in a manner set out in the order.

**229.** La Cour peut, sur requête, ordonner la production de tout document visé au paragraphe 228(1) afin qu'une partie puisse l'examiner et le reproduire aux date, heure et lieu et selon les modalités qu'elle prescrit.

Production et examen ordonnés

Relief from production

**230.** On motion, the Court may relieve a

**230.** La Cour peut, sur requête, dispenser

Dispense de production

party from production for inspection of any document, having regard to

(a) the issues in the case and the order in which they are likely to be resolved; and

(b) whether it would be unduly onerous to require the person to produce the document.

**231.** The disclosure of a document or its production for inspection does not constitute an admission of its authenticity or admissibility in the action.

**232.** (1) Unless the Court orders otherwise or discovery of documents has been waived by the parties, no document shall be used in evidence unless it has been

(a) disclosed on a party's affidavit of documents as a document for which no privilege has been claimed;

(b) produced for inspection by a party, or a person examined on behalf of one of the parties, on or subsequent to examinations for discovery; or

(c) produced by a witness who is not, in the opinion of the Court, under control of the party.

(2) Subsection (1) does not apply to a document that is used solely as a foundation for, or as a part of a question in, cross-examination or re-examination.

**233.** (1) On motion, the Court may order the production of any document that is in the possession of a person who is not a party to the action, if the document is relevant and its production could be compelled at trial.

(2) Notice of a motion for an order under subsection (1) shall be personally served on the

une partie de la production de certains documents pour examen, compte tenu des facteurs suivants :

a) les questions en litige et l'ordre dans lequel elles sont susceptibles d'être réglées;

b) il serait trop onéreux de les produire du fait de leur nombre ou de leur nature.

**231.** La communication d'un document ou sa production pour examen ne constitue pas une reconnaissance de son authenticité ou de son admissibilité dans le cadre de l'action.

**232.** (1) À moins que la Cour n'en ordonne autrement ou que les parties n'aient renoncé à leur droit d'obtenir communication des documents, un document ne peut être invoqué en preuve que dans l'un des cas suivant :

a) il est mentionné dans l'affidavit de documents de la partie et, selon celui-ci, aucun privilège de non-divulgaration n'est revendiqué;

b) il a été produit par l'une des parties ou par une personne interrogée pour le compte de celle-ci pour examen, pendant ou après les interrogatoires préalables;

c) il a été produit par un témoin qui, de l'avis de la Cour, n'est pas sous le contrôle de la partie.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux documents qui sont utilisés uniquement comme fondement ou partie d'une question posée à un contre-interrogatoire ou à un nouvel interrogatoire.

**233.** (1) La Cour peut, sur requête, ordonner qu'un document en la possession d'une personne qui n'est pas une partie à l'action soit produit s'il est pertinent et si sa production pourrait être exigée lors de l'instruction.

(2) L'avis d'une requête présentée pour obtenir l'ordonnance visée au paragraphe

Effet de la communication ou de la production d'un document

Documents qui ne peuvent servir de preuve

Exception

Production d'un document en la possession d'un tiers

Signification à personne

Disclosure or production not admission

Undisclosed or privileged document

Exception

Production from non-party with leave

Personal service on non-party

person who is in possession of the document.

(1) est signifié à personne à la personne qui a le document en sa possession.

Preparation of certified copy

(3) The Court may, in an order under subsection (1), give directions for the preparation of a certified copy of the document to be used instead of the original.

(3) La Cour peut, dans l'ordonnance visée au paragraphe (1), donner des directives au sujet de la préparation d'une copie certifiée conforme du document pour qu'elle tienne lieu d'original.

Préparation d'une copie certifiée conforme

*Examinations for Discovery*

*Interrogatoire préalable*

Both oral and written examination

**234.** (1) A party may conduct an examination for discovery by way of both an oral and a written examination only with leave of the Court or with the consent of the person being examined and all other parties entitled to examine that person.

**234.** (1) Une partie ne peut procéder à un interrogatoire préalable en partie oralement et en partie par écrit que si elle a obtenu l'autorisation de la Cour ou le consentement de la personne soumise à l'interrogatoire et celui des autres parties ayant le droit d'interroger cette dernière.

En partie oralement et en partie par écrit

Oral examination by two or more parties

(2) Where two or more parties are entitled to examine a person, the examination for discovery shall be by way of an oral examination, except with leave of the Court or with the consent of the person being examined and all other parties entitled to examine that person.

(2) Lorsque plus d'une partie a le droit d'interroger une personne, l'interrogatoire préalable se déroule oralement; il ne peut se dérouler par écrit qu'avec l'autorisation de la Cour ou le consentement de la personne soumise à l'interrogatoire et celui des autres parties ayant le droit d'interroger cette dernière.

Plus d'une partie

Single examination

**235.** Except with leave of the Court, a party may examine for discovery any adverse party only once.

**235.** Sauf autorisation contraire de la Cour, une partie ne peut interroger au préalable une partie adverse qu'une seule fois.

Interrogatoire unique

When examination may be initiated

**236.** (1) Subject to subsection (2), a party may examine an adverse party for discovery only if

**236.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), une partie ne peut interroger au préalable une partie adverse que si, selon le cas :

Conditions préalables

(a) the pleadings are closed and the examining party has served its affidavit of documents;

a) les actes de procédure sont clos et la partie qui interroge a signifié son affidavit de documents;

(b) the pleadings are closed and the adverse party consents to the examination being conducted before the examining party has served its affidavit of documents; or

b) les actes de procédure sont clos et la partie adverse consent à ce que l'interrogatoire préalable soit tenu avant que la partie qui interroge ait signifié son affidavit de documents;

(c) the adverse party is in default of serving and filing its pleadings and leave of the Court has been obtained.

c) la partie adverse n'a signifié ni déposé aucun acte de procédure et la Cour a donné son autorisation.

Examination by defendant	(2) Subject to subsection (3), a defendant may examine a plaintiff at any time after the statement of claim is filed.	(2) Sous réserve du paragraphe (3), un défendeur peut interroger le demandeur à tout moment après le dépôt de la déclaration.	Interrogatoire après le dépôt de la déclaration
Multiple defendants	(3) Where two or more defendants are represented by the same solicitor, none of them may examine the plaintiff before filing a defence unless all of them examine the plaintiff at the same time.	(3) Lorsque deux ou plusieurs défendeurs sont représentés par le même avocat, aucun d'eux ne peut interroger le demandeur avant d'avoir déposé une défense, à moins qu'ils n'interrogent le demandeur tous en même temps.	Restriction — Plus d'un défendeur
Representative selected	<b>237.</b> (1) A corporation, partnership or unincorporated association that is to be examined for discovery shall select a representative to be examined on its behalf.	<b>237.</b> (1) La personne morale, la société de personnes ou l'association sans personnalité morale qui est soumise à un interrogatoire préalable désigne un représentant pour répondre en son nom.	Interrogatoire d'une personne morale
Examination of Crown	(2) Where the Crown is to be examined for discovery, the Attorney General of Canada shall select a representative to be examined on its behalf.	(2) Lorsque la Couronne est soumise à un interrogatoire préalable, le procureur général du Canada désigne un représentant pour répondre en son nom.	Interrogatoire de la Couronne
Order for substitution	(3) The Court may, on the motion of a party entitled to examine a person selected under subsection (1) or (2), order that some other person be examined.	(3) La Cour peut, sur requête d'une partie ayant le droit d'interroger une personne désignée conformément aux paragraphes (1) ou (2), ordonner qu'une autre personne soit interrogée à sa place.	Substitution ordonnée
Examination of assignee	(4) Where an assignee is a party to an action, the assignor may also be examined for discovery.	(4) Lorsqu'un cessionnaire est partie à l'action, le cédant peut également être soumis à un interrogatoire préalable.	Interrogatoire du cessionnaire
Examination of trustee in bankruptcy	(5) Where a trustee in bankruptcy is a party to an action, the bankrupt may also be examined for discovery.	(5) Lorsqu'un syndic de faillite est partie à l'action, le failli peut aussi être soumis à un interrogatoire préalable.	Interrogatoire du syndic
Examination of party under legal disability	(6) Where a party intends to examine for discovery a person appointed under rule 121 to act on behalf of a person under legal disability, with leave of the Court, the party may also examine the person under disability.	(6) La partie qui entend soumettre à un interrogatoire préalable la personne nommée, en application de la règle 121, pour agir au nom d'une personne qui n'a pas la capacité d'ester en justice peut aussi, avec l'autorisation de la Cour, soumettre cette dernière à un interrogatoire préalable.	Interrogatoire d'une personne sans capacité d'ester en justice
Examination of nominal party	(7) Where a party intends to examine for discovery a person bringing or defending an action on behalf of another person who is not a party, with leave of the Court, the party may also examine that other person.	(7) Si une partie entend soumettre à un interrogatoire préalable une partie qui introduit ou conteste l'action pour le compte d'une personne qui n'est pas une partie, elle peut aussi, avec l'autorisation de la Cour, soumettre cette personne à un interrogatoire préalable.	Interrogatoire d'une personne qui n'est pas une partie

Examination of non-parties with leave

**238.** (1) A party to an action may bring a motion for leave to examine for discovery any person not a party to the action, other than an expert witness for a party, who might have information on an issue in the action.

**238.** (1) Une partie à une action peut, par voie de requête, demander l'autorisation de procéder à l'interrogatoire préalable d'une personne qui n'est pas une partie, autre qu'un témoin expert d'une partie, qui pourrait posséder des renseignements sur une question litigieuse soulevée dans l'action.

Interrogatoire d'un tiers

Personal service on non-party

(2) On a motion under subsection (1), the notice of motion shall be served on the other parties and personally served on the person to be examined.

(2) L'avis de la requête visée au paragraphe (1) est signifié aux autres parties et, par voie de signification à personne, à la personne que la partie se propose d'interroger.

Signification de l'avis de requête

Where Court may grant leave

(3) The Court may, on a motion under subsection (1), grant leave to examine a person and determine the time and manner of conducting the examination, if it is satisfied that

(3) Par suite de la requête visée au paragraphe (1), la Cour peut autoriser la partie à interroger une personne et fixer la date et l'heure de l'interrogatoire et la façon de procéder, si elle est convaincue, à la fois :

Autorisation de la Cour

(a) the person may have information on an issue in the action;

a) que la personne peut posséder des renseignements sur une question litigieuse soulevée dans l'action;

(b) the party has been unable to obtain the information informally from the person or from another source by any other reasonable means;

b) que la partie n'a pu obtenir ces renseignements de la personne de façon informelle ou d'une autre source par des moyens raisonnables;

(c) it would be unfair not to allow the party an opportunity to question the person before trial; and

c) qu'il serait injuste de ne pas permettre à la partie d'interroger la personne avant l'instruction;

(d) the questioning will not cause undue delay, inconvenience or expense to the person or to the other parties.

d) que l'interrogatoire n'occasionnera pas de retards, d'inconvénients ou de frais déraisonnables à la personne ou aux autres parties.

Expenses of person examined

**239.** (1) Unless the Court orders otherwise, a party who is granted leave to examine a person under rule 238 shall pay to the person

**239.** (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, la partie qui est autorisée à interroger une personne aux termes de la règle 238 paie à cette dernière :

Indemnité

(a) at least 10 days before the day of the examination, an amount sufficient to cover reasonable travel expenses; and

a) au moins 10 jours avant le jour de l'interrogatoire, une somme d'argent suffisante pour couvrir ses frais de déplacement raisonnables;

(b) within 10 days after the examination, an amount sufficient to cover any reasonable travel expenses in excess of the initial

b) dans un délai de 10 jours après l'interrogatoire, une somme d'argent suffisante pour couvrir les frais de

	payment.	déplacement raisonnables qui n'étaient pas couverts par le premier paiement.	
Assistance of solicitor	(2) A person being examined under rule 238 is entitled to be assisted by a solicitor.	(2) La personne interrogée aux termes de la règle 238 peut se faire assister par un avocat.	Assistance d'un avocat
Costs of solicitor	(3) On motion, the Court may, in special circumstances, order that the costs of a solicitor assisting a person to be examined under rule 238 be included in the amounts paid under subsection (1).	(3) La Cour peut, sur requête, si des circonstances spéciales le justifient, ordonner qu'un montant équivalent aux frais de l'avocat qui assiste la personne à interroger soit inclus dans les sommes versées conformément au paragraphe (1).	Indemnité additionnelle
Questioning by other parties	(4) A person being examined under rule 238 may also be questioned by any other party.	(4) Toute autre partie à l'action peut également interroger la personne interrogée aux termes de la règle 238.	Interrogatoire par les autres parties
Cross-examination or hearsay	(5) A person being examined under rule 238 shall not be cross-examined and shall not be required to give hearsay evidence.	(5) La personne qui est interrogée aux termes de la règle 238 ne peut être contre-interrogée ni tenue de présenter un témoignage constituant du oui-dire.	Contre-interrogatoire interdit
Use as evidence at trial	(6) The testimony of a person who was examined under rule 238 shall not be used as evidence at trial but, if the person is a witness at trial, it may be used in cross-examination in the same manner as any written statement of a witness.	(6) Le témoignage de la personne interrogée aux termes de la règle 238 ne peut être utilisé en preuve à l'instruction mais peut, si celle-ci sert de témoin à l'instruction, être utilisé dans le contre-interrogatoire de la même manière qu'une déclaration écrite d'un témoin.	Utilisation en preuve
Scope of examination	<b>240.</b> A person being examined for discovery shall answer, to the best of the person's knowledge, information and belief, any question that  (a) is relevant to any unadmitted allegation of fact in a pleading filed by the party being examined or by the examining party; or  (b) concerns the name or address of any person, other than an expert witness, who might reasonably be expected to have knowledge relating to a matter in question in the action.	<b>240.</b> La personne soumise à un interrogatoire préalable répond, au mieux de sa connaissance et de sa croyance, à toute question qui :  a) soit se rapporte à un fait allégué et non admis dans un acte de procédure déposé par la partie soumise à l'interrogatoire préalable ou par la partie qui interroge;  b) soit concerne le nom ou l'adresse d'une personne, autre qu'un témoin expert, dont il est raisonnable de croire qu'elle a une connaissance d'une question en litige dans l'action.	Étendue de l'interrogatoire
Obligation to inform self	<b>241.</b> Subject to paragraph 242(1)(d), a person who is to be examined for discovery, other than a person examined under rule 238, shall, before the examination, become informed by making inquiries of any present or former officer, servant, agent or employee of the party,	<b>241.</b> Sous réserve de l'alinéa 242(1)d), la personne soumise à un interrogatoire préalable, autre que celle interrogée aux termes de la règle 238, se renseigne, avant celui-ci, auprès des dirigeants, fonctionnaires, agents ou employés actuels ou	L'obligation de se renseigner

including any who are outside Canada, who might be expected to have knowledge relating to any matter in question in the action.

antérieurs de la partie, y compris ceux qui se trouvent à l'extérieur du Canada, dont il est raisonnable de croire qu'ils pourraient détenir des renseignements au sujet de toute question en litige dans l'action.

Objections permitted

**242.** (1) A person may object to a question asked in an examination for discovery on the ground that

**242.** (1) Une personne peut soulever une objection au sujet de toute question posée lors d'un interrogatoire préalable au motif que, selon le cas :

Objection permise

(a) the answer is privileged;

a) la réponse est protégée par un privilège de non-divulgation;

(b) the question is not relevant to any unadmitted allegation of fact in a pleading filed by the party being examined or by the examining party;

b) la question ne se rapporte pas à un fait allégué et non admis dans un acte de procédure déposé par la partie soumise à l'interrogatoire ou par la partie qui l'interroge;

(c) the question is unreasonable or unnecessary; or

c) la question est déraisonnable ou inutile;

(d) it would be unduly onerous to require the person to make the inquiries referred to in rule 241.

d) il serait trop onéreux de se renseigner auprès d'une personne visée à la règle 241.

Objections not permitted

(2) A person other than a person examined under rule 238 may not object to a question asked in an examination for discovery on the ground that

(2) À l'exception d'une personne interrogée aux termes de la règle 238, nul ne peut s'opposer à une question posée lors d'un interrogatoire préalable au motif que, selon le cas :

Objection interdite

(a) the answer would be evidence or hearsay;

a) la réponse constituerait un élément de preuve ou du oui-dire;

(b) the question constitutes cross-examination.

b) la question constitue un contre-interrogatoire.

Limit on examination

**243.** On motion, the Court may limit an examination for discovery that it considers to be oppressive, vexatious or unnecessary.

**243.** La Cour peut, sur requête, limiter les interrogatoires préalables qu'elle estime abusifs, vexatoires ou inutiles.

Droit de limiter l'interrogatoire

Examined party to be better informed

**244.** (1) Where a person being examined for discovery, other than a person examined under rule 238, is unable to answer a question, the examining party may require the person to become better informed and may conclude the examination, subject to obtaining answers to any remaining questions.

**244.** (1) Lorsqu'une partie soumet une personne, autre que celle visée à la règle 238, à un interrogatoire préalable et que celle-ci est incapable de répondre à une question, elle peut exiger que la personne se renseigne davantage et peut mettre fin à l'interrogatoire préalable à la condition d'obtenir les réponses aux questions qu'il lui reste à poser.

Obligation de mieux se renseigner

Further answers	(2) A person being examined who is required to become better informed shall provide the information sought by the examining party by submitting to a continuation of the oral examination for discovery in respect of the information or, where the parties agree, by providing the information in writing.	(2) La personne contrainte de mieux se renseigner fournit les renseignements demandés par la partie en se soumettant à nouveau à l'interrogatoire préalable oral ou, avec le consentement des parties, en fournissant les renseignements par écrit.	Renseignements additionnels
Information deemed part of examination	(3) Information provided under subsection (2) is deemed to be part of the examination for discovery.	(3) Les renseignements donnés aux termes du paragraphe (2) sont réputés faire partie de l'interrogatoire préalable.	Effet des renseignements donnés
Inaccurate or deficient answer	<b>245.</b> (1) A person who was examined for discovery and who discovers that the answer to a question in the examination is no longer correct or complete shall, without delay, provide the examining party with the corrected or completed information in writing.	<b>245.</b> (1) La personne interrogée au préalable qui se rend compte par la suite que la réponse qu'elle a donnée à une question n'est plus exacte ou complète fournit sans délai, par écrit, les renseignements exacts ou complets à la partie qui l'a interrogée.	Réponse inexacte ou incomplète
Further examination	(2) An examining party may require a person providing information under subsection (1) to continue the examination for discovery in respect of that information.	(2) Si une personne interrogée au préalable donne des renseignements en application du paragraphe (1), la partie qui l'a interrogée peut reprendre l'interrogatoire préalable à l'égard de ces renseignements.	Reprise de l'interrogatoire
Corrections deemed part of examination	(3) Information provided under subsection (1) is deemed to be part of the examination for discovery.	(3) Les renseignements donnés aux termes du paragraphe (1) sont réputés faire partie de l'interrogatoire préalable.	Effet des renseignements donnés
Answer by solicitor	<b>246.</b> (1) The solicitor of a person being examined for discovery orally may answer a question on behalf of the person during the examination, unless the examining party objects.	<b>246.</b> (1) L'avocat de la personne soumise à un interrogatoire préalable oral peut, pendant l'interrogatoire, répondre à une question pour le compte de cette personne, à moins que la partie qui interroge ne s'y oppose.	Droit de réponse de l'avocat
Deemed answer of person examined	(2) An answer given by a solicitor under subsection (1) is deemed to be the answer of the person being examined for discovery.	(2) La réponse donnée par l'avocat conformément au paragraphe (1) est réputée être la réponse de la personne soumise à l'interrogatoire préalable.	Effet de la réponse
Divided discovery	<b>247.</b> Where  (a) an order was made under rule 153 that an issue of fact be the subject of a reference after trial, or  (b) an order was made under rule 107 that an issue in the action be determined separately,	<b>247.</b> Sauf ordonnance contraire de la Cour, un interrogatoire préalable ou l'examen de documents ne peuvent porter sur la question visée par l'une ou l'autre des ordonnances suivantes :  a) une ordonnance, rendue en vertu de la règle 153, exigeant qu'une question de fait fasse l'objet d'un renvoi après	Limitation de l'interrogatoire

l’instruction;

any subsequent examination for discovery or inspection of documents shall not extend to that issue, unless otherwise ordered by the Court.

b) une ordonnance, rendue aux termes de la règle 107, exigeant l’instruction séparée d’une question en litige dans l’action.

Undisclosed information inadmissible at trial

**248.** Where a party examined for discovery, or a person examined for discovery on behalf of a party, has refused, on the ground of privilege or for any other reason, to answer a proper question and has not subsequently answered the question, the party may not introduce the information sought by the question at trial without leave of the Court.

**248.** La partie soumise à un interrogatoire préalable, ou la personne interrogée pour son compte, qui a refusé de répondre à une question légitime au motif que les renseignements demandés sont protégés par un privilège de non-divulcation ou pour tout autre motif, et qui n’y a pas répondu par la suite, ne peut donner ces renseignements à l’instruction à moins d’obtenir l’autorisation de la Cour.

Inadmissibilité des renseignements non divulgués

*Inspection of Property*

*Examen de biens*

Order for inspection

**249.** (1) On motion, where the Court is satisfied that it is necessary or expedient for the purpose of obtaining information or evidence in full, the Court may order, in respect of any property that is the subject-matter of an action or as to which a question may arise therein, that

**249.** (1) La Cour peut, sur requête, si elle l’estime nécessaire ou opportun pour obtenir des renseignements complets ou une preuve complète, ordonner à l’égard des biens qui font l’objet de l’action ou au sujet desquels une question peut y être soulevée :

Ordonnance d’examen

(a) a sample be taken of the property;

a) que des échantillons de ces biens soient prélevés;

(b) an inspection be made of the property; or

b) que l’examen de ces biens soit effectué;

(c) an experiment be tried on or with the property.

c) que des expériences soient effectuées sur ces biens ou à l’aide de ceux-ci.

Entry on land or building

(2) An order made under subsection (1) may authorize a person to enter any land or building where the property is located for the purpose of enabling the order to be carried out.

(2) Dans l’ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), la Cour peut, pour en permettre l’exécution, autoriser une personne à entrer sur le terrain ou dans le bâtiment où se trouvent les biens.

Autorisation d’entrée

Personal service on non-party

(3) Where a motion is brought under subsection (1) for an order in respect of property that is in the possession of a person who is not a party to the action, that person shall be personally served with notice of the motion.

(3) Lorsqu’une requête présentée en vue de l’obtention d’une ordonnance aux termes du paragraphe (1) vise des biens qui sont en la possession d’une personne qui n’est pas une partie à l’action, l’avis de requête est signifié à personne à cette dernière.

Signification à personne

*Medical Examination of Parties*

*Examens médicaux*

Order for medical examination

**250.** (1) In an action for damages for personal injuries, the Court may, on motion,

**250.** (1) Dans une action pour indemnisation d’un préjudice corporel, la Cour

Ordonnance d’examen médical

order the injured person to submit to a medical examination at a place and by a medical practitioner appointed by the Court.

peut, sur requête, ordonner que la personne qui a subi le préjudice soit examinée à l'endroit et par le médecin désignés par la Cour.

Who may attend examination

(2) A person who is required to undergo a medical examination under this rule is entitled to have a solicitor, medical advisor or person appointed under rule 115, or all of them, present at the examination, but no other person, other than the person being examined and the medical practitioner authorized to conduct the examination, shall be present during the examination, except with leave of the Court or with the consent of the parties.

(2) Toute personne contrainte de subir un examen médical aux termes de la présente règle a le droit d'exiger que son avocat, son conseiller médical ou la personne nommée en vertu de la règle 115 assistent à l'examen. Outre ces personnes, aucune personne autre que le médecin chargé de l'examen ne peut y assister, sauf avec l'autorisation de la Cour ou le consentement des parties.

Personnes présentes à l'examen

Scope of examination

(3) A medical practitioner who is examining a person under this rule may, in connection with that examination, ask the person any question that may be relevant to the purpose of the examination, and any statement made by the person during such an examination is admissible in evidence.

(3) Le médecin qui fait l'examen d'une personne aux termes de la présente règle peut poser à celle-ci toute question qui peut être pertinente aux fins de l'examen; les déclarations faites par la personne au cours de l'examen sont admissibles en preuve.

Étendue de l'examen

Sanctions for plaintiff's failure to comply

(4) If a plaintiff fails, without reasonable excuse, to comply with an order under subsection (1) or to answer any questions referred to in subsection (3), the Court may dismiss the action.

(4) Si le demandeur omet, sans excuse valable, de se conformer à une ordonnance rendue aux termes du paragraphe (1) ou de répondre aux questions posées aux termes du paragraphe (3), la Cour peut rejeter l'action.

Sanction en cas de défaut

Further medical examination

**251.** On motion, the Court may order further medical examinations in accordance with rule 250, on such terms as it considers just.

**251.** La Cour peut, sur requête, ordonner d'autres examens médicaux conformément à la règle 250, selon les modalités qu'elle estime équitables.

Autres examens médicaux

Medical report

**252.** (1) After conducting a medical examination under rule 250, the medical practitioner shall prepare a written report setting out his or her observations, the results of any tests made and his or her conclusions, diagnosis and prognosis and forthwith provide the report to the party who obtained the order.

**252.** (1) Après l'examen médical ordonné en vertu de la règle 250, le médecin rédige un rapport contenant ses observations, les résultats des tests effectués et ses conclusions, son diagnostic et son pronostic et le remet sans délai à la partie qui a obtenu l'ordonnance.

Rapport médical

Service of medical report

(2) A party who obtains an order under rule 250 shall forthwith serve the report obtained pursuant to it on every other party.

(2) La partie qui a obtenu l'ordonnance signifie le rapport du médecin sans délai aux autres parties.

Signification du rapport médical

Report confidential

(3) Every person who receives a medical report under this rule shall treat it as confidential and use it only for the purposes of the action.

(3) Toute personne qui reçoit un rapport médical aux termes de la présente règle est tenue de le traiter comme confidentiel et de ne s'en servir qu'aux fins de l'action.

Confidentialité du rapport médical

Medical practitioner as witness

**253.** Unless the Court orders otherwise, a medical practitioner who has made an examination under an order made under subsection 250(1) may, subject to rule 279, be called as a witness at trial.

**253.** Sauf ordonnance contraire de la Cour, le médecin qui a fait un examen aux termes d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe 250(1) peut, sous réserve de la règle 279, être appelé à comparaître comme témoin à l'instruction.

Médecin appelé à témoigner

Costs of medical examination

**254.** The Court may order that a party seeking an order under subsection 250(1) or rule 251 pay to the person to be examined or to a representative of the person appointed under rule 115 all necessary expenses of attending the examination.

**254.** La Cour peut ordonner que la partie qui demande l'ordonnance visée au paragraphe 250(1) ou à la règle 251 verse à la personne qui doit subir l'examen médical, ou à son représentant nommé en vertu de la règle 115, un montant correspondant aux frais nécessaires engagés pour subir cet examen.

Frais de l'examen médical

**ADMISSIONS**

**AVEUX**

Request to admit fact or document

**255.** A party may, after pleadings have been closed, request that another party admit a fact or the authenticity of a document by serving a request to admit, in Form 255, on that party.

**255.** Une partie peut, après clôture des actes de procédure, demander à une autre partie de reconnaître la véracité d'un fait ou l'authenticité d'un document en lui signifiant une demande à cet effet selon la formule 255.

Demande de reconnaître des faits ou des documents

Effect of request to admit

**256.** A party who is served with a request to admit is deemed to admit a fact or the authenticity of a document set out in the request to admit unless that party serves a response to the request in Form 256 within 20 days after its service and denies the admission, setting out the grounds for the denial.

**256.** La partie qui reçoit signification d'une demande de reconnaissance est réputée reconnaître la véracité du fait ou l'authenticité du document qui en fait l'objet, sauf si elle signifie une dénégation établie selon la formule 256, avec motifs à l'appui, dans les 20 jours suivant la signification.

Effet d'une telle demande

**PRE-TRIAL**

**PHASE PRÉCÉDANT L'INSTRUCTION**

*Settlement Discussions*

*Discussion de conciliation*

Settlement discussions

**257.** Within 60 days after the close of pleadings, the solicitors for the parties shall discuss the possibility of settling any or all of the issues in the action and of bringing a motion to refer any unsettled issues to a dispute resolution conference.

**257.** Dans les 60 jours suivant la clôture des actes de procédure, les avocats des parties discutent de la possibilité de régler tout ou partie des questions en litige dans l'action et de présenter une requête demandant que les questions non réglées fassent l'objet d'une conférence de règlement des litiges.

Discussion de conciliation

*Pre-trial Conferences*

*Conférence préparatoire*

Requisition for pre-trial conference

**258.** (1) After the close of pleadings, a party who is not in default under these Rules or under an order of the Court and who is ready for trial

**258.** (1) Après la clôture des actes de procédure, toute partie qui n'est pas en défaut selon les présentes règles ou une

Demande de conférence préparatoire

	may serve and file a requisition for a pre-trial conference, accompanied by a pre-trial conference memorandum.	ordonnance de la Cour et qui est prête pour l'instruction peut signifier et déposer une demande de conférence préparatoire accompagnée d'un mémoire relatif à la conférence préparatoire.	
Contents of requisition	(2) A requisition for a pre-trial conference shall be in Form 258 and include a certification by the solicitor of record that	(2) La demande de conférence préparatoire est établie selon la formule 258 et comporte une attestation de l'avocat de la partie portant que :	Contenu de la demande
	(a) all examinations for discovery that the party intends to conduct have been completed; and	a) tous les interrogatoires préalables qu'entend tenir la partie sont terminés;	
	(b) settlement discussions have taken place in accordance with rule 257.	b) une discussion de conciliation a eu lieu en conformité avec la règle 257.	
Contents of pre-trial conference memorandum	(3) A pre-trial conference memorandum shall contain	(3) Le mémoire relatif à la conférence préparatoire contient :	Contenu du mémoire relatif à la conférence préparatoire
	(a) a concise statement of the nature of the proceeding;	a) un exposé concis de la nature de l'instance;	
	(b) any admissions of the party;	b) les aveux de la partie;	
	(c) the factual and legal contentions of the party; and	c) les prétentions de la partie quant aux faits et au droit;	
	(d) a statement of the issues to be determined at trial.	d) un exposé des questions à trancher à l'instruction.	
Documents	(4) A pre-trial conference memorandum shall be accompanied by a copy of all documents that are intended to be used at trial that may be of assistance at the pre-trial conference, including all affidavits or statements of expert witnesses.	(4) Le mémoire relatif à la conférence préparatoire est accompagné d'une copie de tous les documents destinés à être utilisés à l'instruction qui peuvent servir au cours de la conférence préparatoire, y compris les affidavits et déclarations des témoins experts.	Documents
Expert's affidavit or statement	(5) An affidavit or a statement of an expert witness shall set out in full the proposed evidence of the expert and, in the case of a statement, must be in writing, signed by the expert and accompanied by a solicitor's certificate. SOR/2006-219, s. 2.	(5) L'affidavit ou la déclaration du témoin expert doit reproduire entièrement son témoignage; la déclaration doit être faite par écrit, signée par lui et certifiée par un avocat. DORS/2006-219, art. 2.	Affidavit ou déclaration d'un expert
Time and place for pre-trial conference	<b>259.</b> On the filing of a requisition for a pre-trial conference, the Court shall fix a time, not more than 60 days thereafter, and place for the pre-trial conference.	<b>259.</b> Lorsqu'une demande de conférence préparatoire est déposée, la Cour fixe l'heure, la date — au plus tard le 60e jour qui suit — et le lieu de la conférence préparatoire.	Heure, date et lieu de la conférence préparatoire
Participation at pre-trial	<b>260.</b> Unless the Court directs otherwise, the	<b>260.</b> Sauf directives contraires de la Cour,	Participation des avocats et des

conference	solicitors of record for the parties and the parties or their authorized representatives shall participate in a pre-trial conference.	les avocats inscrits au dossier et les parties ou leurs représentants autorisés participent à la conférence préparatoire à l’instruction.	parties
Notice of pre-trial conference	<b>261.</b> The Administrator shall serve a notice of pre-trial conference, in Form 261, on the parties at least 30 days before the date fixed for the conference.	<b>261.</b> L’administrateur signifie aux parties un avis de la conférence préparatoire, établi selon la formule 261, au moins 30 jours avant la date de la conférence.	Avis de la conférence préparatoire
Pre-trial conference memoranda	<b>262.</b> Every party, other than the party who filed the requisition for a pre-trial conference, shall serve and file a pre-trial conference memorandum within 30 days after being served with the requisition. SOR/2006-219, s. 3.	<b>262.</b> Chaque partie, sauf celle qui a déposé la demande de conférence préparatoire, signifie et dépose son mémoire relatif à la conférence préparatoire dans les trente jours suivant la signification de la demande de conférence préparatoire. DORS/2006-219, art. 3.	Mémoires relatifs à la conférence préparatoire
Scope of pre-trial conference	<b>263.</b> Participants at a pre-trial conference must be prepared to address	<b>263.</b> Les participants à la conférence préparatoire doivent être disposés à traiter de ce qui suit :	Portée de la conférence préparatoire
	(a) the possibility of settlement of any or all of the issues in the action and of referring any unsettled issues to a dispute resolution conference;	a) la possibilité de régler tout ou partie des questions en litige dans l’action et de soumettre les questions non réglées à une conférence de règlement des litiges;	
	(b) simplification of the issues in the action;	b) la simplification des questions en litige;	
	(c) any issues arising from any affidavits or statements of expert witnesses, and the need for any additional or rebuttal expert witness evidence;	c) les questions en litige soulevées dans les affidavits et déclarations des témoins experts, de même que la nécessité de présenter un témoignage d’expert comme preuve additionnelle ou en contre-preuve;	
	(d) the possibility of obtaining admissions that may facilitate the trial;	d) la possibilité d’obtenir des aveux susceptibles de faciliter l’instruction;	
	(e) the issue of liability;	e) la question de la responsabilité;	
	(f) the amount of damages, where damages are claimed;	f) le montant des dommages-intérêts, s’il y a lieu;	
	(g) the estimated duration of the trial;	g) la durée prévue de l’instruction;	
	(h) the advisability of having the Court appoint an assessor;	h) l’opportunité de la nomination d’un assesseur par la Cour;	
	(i) the advisability of a reference;	i) l’opportunité d’un renvoi;	
	(j) suitable dates for a trial;	j) les dates convenables pour l’instruction;	
	(k) the necessity for interpreters or simulta-		

	neous interpretation at the trial;	<i>k)</i> la nécessité de l'interprétation simultanée ou de la présence d'interprètes à l'instruction;	
	<i>(l)</i> whether a notice of a constitutional question needs to be served under section 57 of the Act;	<i>l)</i> la nécessité de signifier l'avis d'une question constitutionnelle visé à l'article 57 de la Loi;	
	<i>(m)</i> the content of the trial record; and	<i>m)</i> le contenu du dossier d'instruction;	
	<i>(n)</i> any other matter that may promote the timely and just disposition of the action. SOR/2002-417, s. 15; SOR/2006-219, s. 4.	<i>n)</i> toute autre question qui puisse favoriser un règlement juste et opportun de l'action. DORS/2002-417, art. 15; DORS/2006-219, art. 4.	
Assignment of trial date	<b>264.</b> A judge or prothonotary who conducts a pre-trial conference shall fix the place of trial and assign a date for trial at the earliest practicable date after the pre-trial conference.	<b>264.</b> Le juge ou le protonotaire qui préside la conférence préparatoire à l'instruction fixe le lieu et la date de l'instruction, aussitôt que possible après la conférence préparatoire.	Date de l'instruction
Order	<b>265.</b> (1) At a pre-trial conference,  <i>(a)</i> a judge may make any order respecting the conduct of the action; and  <i>(b)</i> a prothonotary may make any order respecting the conduct of the action other than an order under a motion referred to in any of paragraphs 50(1)(a) to <i>(i)</i> .	<b>265.</b> (1) Lors de la conférence préparatoire :  <i>a)</i> le juge peut rendre une ordonnance à l'égard de la conduite de l'action;  <i>b)</i> le protonotaire peut rendre une ordonnance à l'égard de la conduite de l'action, autre qu'une ordonnance relative à une requête visée à l'un des alinéas 50(1) <i>a)</i> à <i>i)</i> .	Ordonnance
Service of expert's affidavit or statement	(2) If applicable, the order shall set out the time for service of any additional or rebuttal affidavits or statements of expert witnesses. SOR/2006-219, s. 5.	(2) Le cas échéant, l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) prévoit le délai de signification de tout affidavit ou déclaration d'un témoin expert présenté comme preuve additionnelle ou en contre-preuve. DORS/2006-219, art. 5.	Délai de signification de l'affidavit ou de la déclaration de l'expert
Pre-trial judge not to preside at trial	<b>266.</b> A judge or prothonotary who conducts a pre-trial conference in an action shall not preside at the trial of the action unless all parties consent.	<b>266.</b> Le juge ou le protonotaire qui tient une conférence préparatoire à l'instruction d'une action ne peut présider l'instruction que si toutes les parties y consentent.	Juge d'instruction
No disclosure to the Court	<b>267.</b> No communication shall be made to a judge or prothonotary presiding at a trial or hearing, or on a motion or reference in an action, with respect to any statement made at a pre-trial conference, except as may be permitted in an order made at the conclusion of the pre-trial conference or as consented to by the parties.	<b>267.</b> Il ne peut être adressé au juge ou au protonotaire qui préside l'instruction de l'action, ou qui est saisi d'une requête ou d'un renvoi au cours de l'action, aucune communication concernant les déclarations faites au cours de la conférence préparatoire à l'instruction, à moins que l'ordonnance rendue à la conclusion de la conférence ne	Communication interdite

l'autorise ou que les parties n'y consentent.

*Trial Record*

*Préparation du dossier d'instruction*

Trial record

**268.** The plaintiff, or any other party so directed by the Court at a pre-trial conference, shall serve and file a trial record not later than 40 days before the date fixed for trial.

**268.** Le demandeur, ou toute autre partie désignée par la Cour lors de la conférence préparatoire à l'instruction, signifie et dépose un dossier d'instruction au moins 40 jours avant la date fixée pour l'instruction.

Dossier d'instruction

Content of trial record

**269.** A trial record shall contain the pleadings, any particulars, all orders and directions respecting the trial and any other filed document that is necessary for the conduct of the trial.

**269.** Le dossier d'instruction contient les actes de procédure ainsi que les précisions fournies, le cas échéant, les ordonnances rendues et les directives données quant à l'instruction et tout autre document déposé qui est nécessaire à l'instruction.

Contenu

*Trial Management Conference*

*Conférence de gestion de l'instruction*

Scope of trial management conference

**270.** Notwithstanding rule 266, a judge or prothonotary before whom an action has been set down for trial may, without being disqualified from presiding at the trial, hold a conference, either before or during the trial, to consider any matter that may assist in the just and timely disposition of the action.

**270.** Malgré la règle 266, le juge ou le protonotaire devant qui doit se dérouler l'instruction d'une action peut, sans pour autant se récuser, tenir une conférence avant ou durant l'instruction pour étudier toute question susceptible de favoriser un règlement juste et opportun de l'action.

Portée

*Taking of Trial Evidence out of Court*

*Dépositions recueillies hors cour*

Evidence taken out of court

**271. (1)** On motion, the Court may order the examination for trial of a person out of court.

**271. (1)** La Cour peut, sur requête, ordonner qu'une personne soit interrogée hors cour en vue de l'instruction.

Interrogatoire hors cour

Considerations

(2) In making an order under subsection (1), the Court may consider

(2) La Cour peut tenir compte des facteurs suivants lorsqu'elle rend l'ordonnance visée au paragraphe (1) :

Facteurs à prendre en compte

(a) the expected absence of the person at the time of trial;

a) l'absence prévue de la personne au moment de l'instruction;

(b) the age or any infirmity of the person;

b) l'âge ou l'infirmité de la personne;

(c) the distance the person resides from the place of trial; and

c) la distance qui sépare la résidence de la personne du lieu de l'instruction;

(d) the expense of having the person attend at trial.

d) les frais qu'occasionnerait la présence de celle-ci à l'instruction.

Directions regarding taking evidence before trial

(3) In an order under subsection (1), or on the subsequent motion of a party, the Court may give directions regarding the time, place, manner and costs of the examination, notice to be given to the person being examined and to

(3) Dans l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ou sur requête subséquente d'une partie, la Cour peut donner des directives au sujet des date, heure, lieu et frais de l'interrogatoire, de la façon de

Directives concernant l'interrogatoire

other parties, the attendance of witnesses and the production of requested documents or material.

procéder, de l'avis à donner à la personne à interroger et aux autres parties, de la comparution des témoins et de la production des documents ou éléments matériels demandés.

Further examination

(4) On motion, the Court may order the further examination, before the Court or before a person designated by the Court, of any witness examined under subsection (1), and if such an examination is not conducted, the Court may refuse to admit the evidence of that witness.

(4) La Cour peut, sur requête, ordonner qu'un témoin interrogé en application du paragraphe (1) subisse un interrogatoire supplémentaire devant elle ou la personne qu'elle désigne à cette fin, si l'interrogatoire n'a pas lieu, la Cour peut refuser d'admettre la déposition de ce témoin.

Interrogatoire supplémentaire

Commission for examination outside Canada

**272.** (1) Where an examination under rule 271 is to be made outside Canada, the Court may order the issuance of a commission under the seal of the Court, letters rogatory, a letter of request or any other document necessary for the examination in Form 272A, 272B or 272C, as the case may be.

**272.** (1) Lorsque l'interrogatoire visé à la règle 271 doit se faire à l'étranger, la Cour peut ordonner à cette fin, selon les formules 272A, 272B ou 272C, la délivrance d'une commission rogatoire sous son sceau, de lettres rogatoires, d'une lettre de demande ou de tout autre document nécessaire.

Commission rogatoire

Examination outside Canada

(2) A person authorized under subsection (1) to take the examination of a witness in a jurisdiction outside Canada shall, unless the parties agree otherwise or the Court orders otherwise, take the examination in a manner that is binding on the witness under the law of that jurisdiction.

(2) À moins que les parties n'en conviennent autrement ou que la Cour n'en ordonne autrement, la personne autorisée en vertu du paragraphe (1) à interroger un témoin dans un pays autre que le Canada procède à cet interrogatoire d'une manière qui lie le témoin selon le droit de ce pays.

Interrogatoire à l'étranger

Use of evidence at trial

**273.** Unless the Court orders otherwise, evidence obtained on an examination under subsection 271(1) or (4) may, without further proof, be used in evidence by any party.

**273.** Sauf ordonnance contraire de la Cour, toute déposition recueillie à l'interrogatoire visé aux paragraphes 271(1) ou (4) peut, sans autre justification, être invoquée en preuve par toute partie.

Preuve à l'instruction

## TRIAL PROCEDURE

## INSTRUCTION

### *General*

### *Déroulement*

Order of presentation

**274.** (1) Subject to subsection (2), at the trial of an action, unless the Court directs otherwise,

**274.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), à l'instruction d'une action, sauf directives contraires de la Cour :

Ordre de présentation

(a) the plaintiff shall make an opening address and then adduce evidence;

a) le demandeur fait un bref exposé préliminaire, puis présente sa preuve;

(b) when the plaintiff's evidence is concluded, the defendant shall make an opening address and then adduce evidence; and

b) une fois que le demandeur a présenté sa preuve, le défendeur fait un bref exposé préliminaire, puis présente sa preuve;

(c) when the defendant's evidence is

c) après que le défendeur a présenté sa

	concluded, the plaintiff may adduce reply evidence.	preuve, le demandeur peut présenter une contre-preuve	
Multiple parties	(2) Where the Court has made an order permitting two or more plaintiffs to put in separate cases, or where more than one defendant is separately represented, the order of presentation shall be as directed by the Court.	(2) Lorsque la Cour a rendu une ordonnance permettant à plus d'un demandeur de présenter leur cause d'action séparément ou lorsque les défendeurs ne sont pas tous représentés par le même avocat, l'ordre de présentation est fixé par la Cour.	Parties multiples
Directions re proof or evidence	<b>275.</b> The Court may give directions at trial concerning the method of proving a fact or of adducing evidence.	<b>275.</b> La Cour peut donner à l'instruction des directives sur la façon de prouver un fait ou de présenter un élément de preuve.	Preuve des faits
Exhibits	<b>276.</b> All exhibits adduced in evidence shall be marked and numbered.	<b>276.</b> Les pièces présentées en preuve sont cotées.	Pièces cotées
Inspection by Court	<b>277.</b> The Court may, in the presence of solicitors for the parties, inspect any place or thing in respect of which a question may arise at trial.	<b>277.</b> La Cour peut, en la présence des avocats des parties, examiner un lieu ou une chose au sujet desquels une question peut être soulevée au cours de l'instruction.	Examen par la Cour
Order of argument	<b>278.</b> (1) Unless the Court directs otherwise, the parties shall be heard in argument, after all parties have been given full opportunity to put in their respective cases, in the order in which they adduced evidence.	<b>278.</b> (1) Sauf directives contraires de la Cour, les plaidoiries des parties sont entendues après que toutes les parties ont eu la possibilité de présenter leurs causes respectives, dans l'ordre où elles ont présenté leur preuve.	Ordre des plaidoiries
Right of reply	(2) A party shall have a right of reply to the arguments of adverse parties and, if the party raises a new point of law, an adverse party may answer on that point.	(2) Une partie a le droit de répondre aux arguments des parties adverses et, si elle soulève un nouveau point de droit, les parties adverses peuvent y répondre.	Droit de réponse

*Expert Witnesses*

*Témoins experts*

Admissibility of expert's evidence	<b>279.</b> Unless the Court orders otherwise, no expert witness's evidence is admissible at the trial of an action in respect of any issues unless  (a) the issue has been defined by the pleadings or in an order made under rule 265;  (b) an affidavit or statement of the expert witness prepared in accordance with subsection 258(5) has been served in accordance with subsection 258(1), rule 262	<b>279.</b> Sauf ordonnance contraire de la Cour, le témoignage d'un témoin expert n'est admissible en preuve, à l'instruction d'une action, à l'égard d'une question en litige que si les conditions suivantes sont réunies :  a) cette question a été définie dans les actes de procédure ou dans une ordonnance rendue en vertu de la règle 265;  b) un affidavit ou une déclaration du témoin expert a été établi conformément au paragraphe 258(5) et signifié conformément au paragraphe 258(1) ou à	Témoignage admissible
------------------------------------	--	--	-----------------------

	or an order made under rule 265; and	la règle 262 ou à une ordonnance rendue en application de la règle 265;	
	(c) the expert witness is available at the trial for cross-examination. SOR/2006-219, s. 6.	c) le témoin expert est disponible à l'instruction pour être contre-interrogé. DORS/2006-219, art. 6.	
Tendering of expert's evidence at trial	<b>280.</b> (1) An expert witness's evidence may be tendered at trial by  (a) the reading into evidence by the witness of all or part of an affidavit or statement referred to in paragraph 279(b);  (b) testimony by the witness explaining any of the content of an affidavit or statement that has been read into evidence; and  (c) with leave of the Court, other testimony by the witness.	<b>280.</b> (1) Le témoignage d'un témoin expert peut être présenté en preuve à l'instruction :  a) par la lecture par celui-ci de tout ou partie de l'affidavit ou de la déclaration visé à l'alinéa 279b);  b) par sa déposition orale expliquant tout passage de l'affidavit ou de la déclaration qu'il a lu;  c) avec l'autorisation de la Cour, par toute autre déposition orale de celui-ci.	Présentation à l'instruction
Affidavit taken as read	(2) With leave of the Court and the consent of all parties, all or part of an affidavit or statement referred to in paragraph 279(b) may be taken as read into evidence by the witness.	(2) L'affidavit ou la déclaration visé à l'alinéa 279b) ou tout passage de l'un ou de l'autre peut, avec l'autorisation de la Cour et le consentement des parties, être considéré comme ayant été lu par le témoin à titre d'élément de preuve.	Lecture de l'affidavit
Prohibition on pre-trial cross-examination	(3) Except with leave of the Court, there shall be no cross-examination before trial on an affidavit or statement referred to in paragraph 279(b). SOR/2006-219, s. 7.	(3) Sauf avec l'autorisation de la Cour, il ne peut y avoir, avant l'instruction, aucun contre-interrogatoire sur un affidavit ou une déclaration visé à l'alinéa 279b). DORS/2006-219, art. 7.	Aucun contre-interrogatoire avant l'instruction
	<b>281.</b> [Repealed, SOR/2006-219, s. 8.]	<b>281.</b> [ Abrogé, DORS/2006-219, art. 8.]	
	<i>Evidence at Trial</i>	<i>Preuve à l'instruction</i>	
Examination of witnesses	<b>282.</b> (1) Unless the Court orders otherwise, witnesses at trial shall be examined orally and in open court.	<b>282.</b> (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, les témoins à l'instruction sont interrogés oralement, en séance publique.	Témoins interrogés oralement
Witnesses to testify under oath	(2) All witnesses shall testify under oath.	(2) Les témoins déposent sous serment.	Serment
Interpreter	<b>283.</b> Rule 93 applies, with such modifications as are necessary, to the use of an interpreter at trial.	<b>283.</b> La règle 93 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'utilisation d'interprètes lors de l'instruction.	Interprètes
Failure to appear	<b>284.</b> (1) Where on the day of a trial, a party who intends to call witnesses does not produce them or justify their absence, the Court may declare the party's proof closed.	<b>284.</b> (1) Si, le jour de l'instruction, la partie qui entend produire des témoins ne les produit pas et ne justifie pas leur absence, la Cour peut déclarer close la	Sanctions en cas de non-comparution

preuve de cette partie.

Adjournment

(2) Subject to subsection (3), where a party demonstrates due diligence and the Court is satisfied that an absent witness is necessary and that the absence of the witness is not due to any contrivance on the party's part, the Court may adjourn the hearing.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), si une partie a fait preuve de diligence raisonnable et que la Cour estime que la déposition d'un témoin absent est nécessaire et que son absence ne tient pas à une manœuvre de la partie, la Cour peut ajourner l'audience.

Ajournement si la partie a fait preuve de diligence

Avoidance of adjournment

(3) An adverse party may require a party seeking an adjournment under subsection (2) to declare, or to produce some other person to declare, under oath the facts that, in the opinion of the party seeking the adjournment, the defaulting witness would have stated, and may avoid the adjournment by admitting the truth of those facts or that the witness would have stated those facts.

(3) Une partie adverse peut exiger de la partie qui demande l'ajournement de l'audience selon le paragraphe (2) qu'elle déclare ou produise une autre personne pour déclarer, sous serment, les faits qui, de l'avis de la partie demandant l'ajournement, auraient été énoncés par le témoin défaillant et elle peut éviter l'ajournement en admettant soit la véracité de ces faits, soit seulement que le témoin les aurait ainsi énoncés.

Ajournement évité

Proof by affidavit

**285.** The Court may, at any time, order that any fact be proven by affidavit or that the affidavit of a witness be read at trial.

**285.** La Cour peut ordonner qu'un fait particulier soit prouvé par affidavit ou que l'affidavit d'un témoin soit lu à l'instruction.

Preuve à établir par affidavit

Order re giving evidence

**286.** The Court may, before trial, order that evidence of any fact be given at the trial in such a manner as may be specified in the order, including

**286.** La Cour peut, avant l'instruction, ordonner que la preuve d'un fait particulier soit présentée à l'instruction de la manière précisée dans l'ordonnance, notamment :

Manière de présenter la preuve

(a) by statement on oath of information or belief;

a) par une déclaration sous serment de renseignements ou d'une croyance;

(b) by the production of documents or other material;

b) par la production de documents ou d'éléments matériels;

(c) by the production of copies of documents; or

c) par la production de copies de documents;

(d) in the case of a fact that is or was a matter of common knowledge either generally or in a particular district, by the production of a specified publication containing a statement of that fact.

d) dans le cas d'un fait notoire ou d'un fait connu dans un district particulier, par la production d'une publication particulière qui relate ce fait.

*Demonstrative Evidence*

*Éléments de preuve matériels*

Admissibility

**287.** Except with leave of the Court, no plan, photograph, model or other demonstrative evidence prepared or obtained for use at trial is admissible in evidence at trial, other than in the

**287.** Sauf avec l'autorisation de la Cour, les plans, photographies, maquettes ou autres éléments de preuve matériels ou documentaires établis ou obtenus pour être

Admissibilité des plans, photographies et maquettes

course of cross-examination, unless at least 30 days before the commencement of the trial all other parties have been given an opportunity to inspect it and consent to its admission without further proof.

utilisés lors de l'instruction ne sont admissibles en preuve à l'instruction — sauf lors du contre-interrogatoire — que si, au moins 30 jours avant le début de l'instruction, les autres parties ont eu l'occasion de les examiner et se sont entendues sur leur admission sans autre justification.

*Use of Examination for Discovery at Trial*

*Utilisation de l'interrogatoire préalable lors de l'instruction*

Reading in examination at trial

**288.** A party may introduce as its own evidence at trial any part of its examination for discovery of an adverse party or of a person examined on behalf of an adverse party, whether or not the adverse party or person has already testified.

**288.** Une partie peut, à l'instruction, présenter en preuve tout extrait des dépositions recueillies à l'interrogatoire préalable d'une partie adverse ou d'une personne interrogée pour le compte de celle-ci, que la partie adverse ou cette personne ait déjà témoigné ou non.

Extrait des dépositions

Qualifying answers

**289.** The Court may order a party who uses part of an examination for discovery as its own evidence to introduce into evidence any other part of the examination for discovery that the Court considers is so related that it ought not to be omitted.

**289.** Lorsqu'une partie présente en preuve des extraits des dépositions recueillies à l'interrogatoire préalable, la Cour peut lui ordonner de produire tout autre extrait de ces dépositions qui, à son avis, est pertinent et ne devrait pas être omis.

Extraits pertinents

Unavailability of deponent

**290.** The Court may permit a party to use all or part of an examination for discovery of a person, other than a person examined under rule 238, as evidence at trial if

**290.** La Cour peut, à l'instruction, autoriser une partie à présenter en preuve tout ou partie d'une déposition recueillie à l'interrogatoire préalable, à l'exception de celle d'une personne interrogée aux termes de la règle 238, si les conditions suivantes sont réunies :

Non-disponibilité d'un déposant

(a) the person is unable to testify at the trial because of his or her illness, infirmity or death or because the person cannot be compelled to attend; and

a) l'auteur de la déposition n'est pas en mesure de témoigner à l'instruction en raison d'une maladie, d'une infirmité ou de son décès, ou il ne peut être contraint à comparaître;

(b) his or her evidence cannot be obtained on commission.

b) sa déposition ne peut être recueillie par voie de commission rogatoire.

Use of examination to impeach credibility at trial

**291.** A party may use any part of its examination for discovery of a person as evidence to impeach the credibility of that person as a witness at trial only if the party first puts to the person the questions asked in that part of the examination.

**291.** Une partie peut, à l'instruction, invoquer en preuve tout extrait d'une déposition recueillie à l'interrogatoire préalable, afin d'attaquer la crédibilité de son auteur à titre de témoin, pourvu qu'elle lui pose d'abord les mêmes questions que celles posées à cet égard à l'interrogatoire préalable.

Utilisation pour discréditer un témoin

SIMPLIFIED ACTION

ACTION SIMPLIFIÉE

Where mandatory	<p><b>292.</b> Unless the Court orders otherwise, rules 294 to 299 apply to any action in which</p> <p>(a) each claim is exclusively for monetary relief in an amount not exceeding \$50,000, exclusive of interest and costs;</p> <p>(b) in respect of an action <i>in rem</i> claiming monetary relief, no amount claimed, exclusive of interest and costs, exceeds \$50,000;</p> <p>(c) the parties agree that the action is to be conducted as a simplified action; or</p> <p>(d) on motion, the Court orders that the action be conducted as a simplified action.</p>	<p><b>292.</b> Sauf ordonnance contraire de la Cour, les règles 294 à 299 s’appliquent à toute action dans laquelle :</p> <p>a) chaque réclamation vise exclusivement une réparation pécuniaire d’au plus 50 000 \$, intérêts et dépens non compris;</p> <p>b) s’il s’agit d’une action réelle visant en outre une réparation pécuniaire, chaque réclamation est d’au plus 50 000 \$, intérêts et dépens non compris;</p> <p>c) les parties conviennent de procéder par voie d’action simplifiée;</p> <p>d) la Cour, sur requête, ordonne de procéder par voie d’action simplifiée.</p>	Application
Cost consequences of improper avoidance of procedure	<p><b>293.</b> The Court may award costs against any party, including a party who is successful in an action, who it finds has exaggerated a claim, including a counterclaim or third party claim, merely to avoid the operation of rules 292 and 294 to 299.</p>	<p><b>293.</b> La Cour peut condamner aux dépens toute partie, y compris celle qui obtient gain de cause, dont elle estime que la réclamation est exagérée, notamment celle indiquée dans la défense et demande reconventionnelle ou dans la mise en cause, dans le but d’éviter l’application des règles 292 et 294 à 299.</p>	Dépens en cas d’évitement
Style of cause	<p><b>294.</b> Every pleading in a simplified action shall be prefaced by the heading “Simplified Action”.</p>	<p><b>294.</b> Dans une action simplifiée, la mention « action simplifiée » est placée en tête des actes de procédure.</p>	Intitulé
List of documents	<p><b>295.</b> A party to a simplified action may serve, in lieu of an affidavit of documents, a complete list of all the documents in the party’s possession, power or control that are relevant to a matter in issue in the action.</p>	<p><b>295.</b> La partie à une action simplifiée peut, au lieu de signifier un affidavit de documents, signifier aux autres parties la liste de tous les documents pertinents qui sont en sa possession, sous sa garde ou sous son autorité.</p>	Liste de documents
Limited examination for discovery	<p><b>296.</b> An examination for discovery in a simplified action shall be in writing only, and shall not exceed 50 questions.</p>	<p><b>296.</b> Dans une action simplifiée, l’interrogatoire préalable d’une personne se fait entièrement par écrit et ne peut comprendre plus de 50 questions.</p>	Interrogatoire préalable — maximum de 50 questions
Motions for summary judgment	<p><b>297.</b> No motion for summary judgment may be brought in a simplified action.</p>	<p><b>297.</b> Aucune requête en jugement sommaire ne peut être présentée dans une action simplifiée.</p>	Requête en jugement sommaire

Motions prior to pre-trial conference	<p><b>298.</b> (1) Subject to subsections (2) and (3), a motion in a simplified action shall be returnable only at a pre-trial conference conducted in accordance with rules 258 to 267.</p>	<p><b>298.</b> (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), dans une action simplifiée les requêtes ne peuvent être présentées qu'à la conférence préparatoire à l'instruction tenue conformément aux règles 258 à 267.</p>	Aucune requête avant la conférence préparatoire
Exception	<p>(2) A motion may be brought, within the time set out in rule 204 for the service and filing of a statement of defence,</p> <p>(a) to object to the jurisdiction of the Court; or</p> <p>(b) to strike a statement of claim, on the ground that it discloses no reasonable cause of action.</p>	<p>(2) Une requête peut être présentée dans le délai prévu à la règle 204 pour la signification et le dépôt de la défense :</p> <p>a) soit pour contester la compétence de la Cour;</p> <p>b) soit pour faire radier une déclaration au motif qu'elle ne révèle aucune cause d'action valable.</p>	Autres requêtes
Exception	<p>(3) A motion may be brought at any time</p> <p>(a) to remove an action from the operation of rules 294 to 299;</p> <p>(b) for the release of arrested property in an action <i>in rem</i>; or</p> <p>(c) for a default judgment. SOR/2002-417, s. 16.</p>	<p>(3) Peuvent être présentées à tout moment :</p> <p>a) une requête visant à exclure l'action de l'application des règles 294 à 299;</p> <p>b) une requête pour obtenir la mainlevée d'une saisie de biens dans une action réelle;</p> <p>c) une requête pour obtenir un jugement par défaut. DORS/2002-417, art. 16.</p>	Exception
Evidence adduced by affidavit	<p><b>299.</b> (1) In the trial of a simplified action, unless the Court directs otherwise, the evidence of each party shall be adduced by affidavit, which shall, subject to subsections (1.1) and (1.2), be served and filed</p> <p>(a) in the case of evidence of a plaintiff, at least 20 days before the trial; and</p> <p>(b) in the case of evidence of a defendant, at least 10 days before the trial.</p>	<p><b>299.</b> (1) À l'instruction d'une action simplifiée, la preuve de chaque partie est établie par affidavit, sauf directives contraires de la Cour; cet affidavit est, sous réserve des paragraphes (1.1) et (1.2), signifié et déposé :</p> <p>a) dans le cas de la preuve du demandeur, au moins 20 jours avant l'instruction;</p> <p>b) dans le cas de la preuve du défendeur, au moins 10 jours avant l'instruction.</p>	Preuve établie par affidavit
Admissibility of expert's evidence	<p>(1.1) Unless the Court orders otherwise, no evidence in chief of an expert witness is admissible at the trial of an action in respect of any issue unless</p> <p>(a) the issue has been defined by the pleadings or in an order made under rule</p>	<p>(1.1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, le témoignage d'un témoin expert recueilli à l'interrogatoire principal n'est admissible en preuve, à l'instruction d'une action, à l'égard d'une question en litige que si les conditions suivantes sont réunies :</p> <p>a) cette question a été définie dans les</p>	Admissibilité du témoignage d'expert

265;

actes de procédure ou dans une ordonnance rendue en vertu de la règle 265;

(b) an affidavit, or a statement in writing signed by the expert witness and accompanied by a solicitor’s certificate, that sets out in full the proposed evidence has been served on all other parties at least 60 days before the commencement of the trial; and

b) un affidavit ou une déclaration écrite signée par le témoin expert et certifiée par un avocat, qui reproduit entièrement le témoignage, a été signifié aux autres parties au moins soixante jours avant le début de l’instruction;

Admissibility of rebuttal evidence

(c) the expert witness is available at the trial for cross-examination.

c) le témoin expert est disponible à l’instruction pour être contre-interrogé.

Admissibilité du témoignage d’expert en contre-preuve

(1.2) Except with leave of the Court, no expert’s evidence to rebut evidence in an affidavit or statement served under paragraph (1.1)(b) is admissible unless an affidavit, or a statement in writing signed by the expert witness and accompanied by a solicitor’s certificate, that sets out in full the rebuttal evidence has been served on all other parties at least 30 days before the commencement of the trial.

(1.2) Sauf avec l’autorisation de la Cour, une preuve d’expert visant à réfuter la preuve contenue dans l’affidavit ou la déclaration visé à l’alinéa (1.1)b) n’est admissible que si un affidavit ou une déclaration écrite signée par le témoin expert et certifiée par un avocat énonçant la contre-preuve a été signifié aux autres parties au moins trente jours avant le début de l’instruction.

Witness to be made available

(2) Unless all adverse parties agree otherwise, a witness whose affidavit evidence is tendered at trial shall be made available for cross-examination at trial.

(2) À moins que les parties adverses n’en conviennent autrement, le témoin dont le témoignage établi par affidavit est présenté à l’instruction est tenu d’être disponible pour contre-interrogatoire à l’instruction.

Disponibilité du témoin

Reply evidence

(3) Reply evidence, including that of an expert witness, may be provided orally at trial. SOR/2006-219, s. 9.

(3) La contre-preuve, dont celle du témoin expert, peut être fournie de vive voix à l’instruction. DORS/2006-219, art. 9.

Contre-preuve

**CLASS ACTIONS**

**RECOURS COLLECTIFS**

*Application*

*Règles applicables*

Rules in respect of actions apply

**299.1** Except to the extent that they are incompatible with rules 299.12 to 299.42, the rules applicable to actions apply to class actions. SOR/2002-417, s. 17.

**299.1** Dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec les règles 299.12 à 299.42, les règles applicables aux actions s’appliquent aux recours collectifs. DORS/2002-417, art. 17.

Préséance

*Judicial Review*

*Contrôle judiciaire*

Application

**299.11** Rules 299.1 and 299.12 to 299.42 also apply to an application for judicial review that is to be treated and proceeded with as an action under subsection 18.4(2) of the Act. SOR/2002- 417, s. 17.

**299.11** Les règles 299.1 et 299.12 à 299.42 s’appliquent notamment à une demande de contrôle judiciaire dans le cas où la Cour a ordonné, en vertu du paragraphe 18.4(2) de la Loi, qu’elle soit

Demande

instruite comme une action. DORS/2002-417, art. 17.

*Commencement*

*Introduction du recours*

By member	<b>299.12</b> (1) A member of a class of persons may commence an action on behalf of the members of that class.	<b>299.12</b> (1) Une action peut être introduite par un membre d'un groupe de personnes au nom du groupe.	Par un membre du groupe
Statement of claim	(2) The statement of claim in an action commenced by a member of a class of persons on behalf of the members of that class shall be prefaced by the heading "Proposed Class Action".	(2) Dans toute action introduite par le membre d'un groupe de personnes au nom du groupe, la mention « Recours collectif —envisagé» est placée en tête de la déclaration.	Intitulé
Motion for certification of action	(3) A member who commences an action on behalf of a class of persons shall bring a motion for the certification of the action as a class action and the appointment of the member as representative plaintiff	(3) Le membre d'un groupe de personnes qui introduit une action au nom du groupe présente une requête en vue de faire autoriser l'action comme recours collectif et de se faire nommer représentant demandeur.	Présentation d'une requête en autorisation
Who may be representative	(4) The representative of a class shall be a person who may act as a plaintiff under these Rules. SOR/2002-417, s. 17.	(4) Le représentant du groupe doit être une personne qui peut agir comme demandeur aux termes des présentes règles. DORS/2002-417, art. 17.	Représentant

*Certification during Proceeding*

*Demande d'autorisation pendant l'instance*

By defendant	<b>299.13</b> A defendant to an action may, at any time, bring a motion for the certification of the action as a class action and the appointment of a representative plaintiff. SOR/2002-417, s. 17.	<b>299.13</b> Le défendeur qui est partie à une action peut, à tout moment, présenter une requête en vue de faire autoriser l'action comme recours collectif et de faire nommer un représentant demandeur. DORS/2002-417 art. 17.	À la demande du défendeur
Counterclaims	<b>299.14</b> If a defendant to a class action makes a counterclaim against the class, the counterclaim may not proceed unless the counterclaim is certified as a class action. SOR/2002-417, s. 17.	<b>299.14</b> Dans le cas où le défendeur dans un recours collectif présente une demande reconventionnelle contre le groupe, la demande reconventionnelle doit être autorisée comme recours collectif avant de pouvoir être poursuivie. DORS/2002-417, art. 17.	Présentation d'une demande reconventionnelle
Defendant class action	<b>299.15</b> A party to an action against two or more defendants may, at any time, bring a motion for the certification of the action as a class action and the appointment of a representative defendant. SOR/2002-417, s. 17.	<b>299.15</b> Toute partie à une action introduite contre plusieurs défendeurs peut, à tout moment, présenter une requête en vue de faire autoriser l'action comme recours collectif et de faire nommer un représentant défendeur. DORS/2002-417, art. 17.	Groupe de défendeurs
Necessary modifications –	<b>299.16</b> (1) Rule 299.18 applies, with the	<b>299.16</b> (1) La règle 299.18 s'applique,	Adaptations nécessaires –

rule 299.13 class action	necessary modifications, to the certification of an action as a class action referred to in rule 299.13.	avec les adaptations nécessaires, à l'autorisation d'une action comme recours collectif aux termes de la règle 299.13.	recours visé à la règle 299.13
--------------------------	--	--	--------------------------------

Necessary modifications – counterclaim and defendant class action	(2) Rules 299.12 to 299.15 and 299.17 to 299.42 apply, with the necessary modifications, to a counterclaim referred to in rule 299.14 or other action referred to in rule 299.15. SOR/2002- 417, s. 17.	(2) Les règles 299.12 à 299.15 et 299.17 à 299.42 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la demande reconventionnelle visée à la règle 299.14 ou à toute autre action visée à la règle 299.15. DORS/2002-417, art. 17.	Adaptations nécessaires – groupe de défendeurs
---	---	---	--

*Motion for Certification*

*Requête en autorisation*

Time of service and filing	<b>299.17</b> (1) A notice of motion for the certification of an action as a class action and the affidavit in support of that motion shall be served and filed at least 14 days before the day set out in the notice for the hearing of the motion.	<b>299.17</b> (1) L'avis d'une requête en autorisation d'une action comme recours collectif et l'affidavit à l'appui sont signifiés et déposés au moins quatorze jours avant la date d'audition de la requête indiquée dans l'avis.	Signification et dépôt
----------------------------	--	---	------------------------

When notice is returnable	(2) The notice of motion shall be made returnable no later than 90 days after the later of  (a) the day on which the last statement of defence was filed, and  (b) the day on which, under rule 204, the last statement of defence is required to be served and filed.	(2) L'avis de requête est présenté au plus tard quatre-vingt-dix jours suivant celle des deux dates suivantes qui est postérieure à l'autre :  a) la date où la dernière défense a été déposée;  b) la date où, selon la règle 204, la dernière défense doit être signifiée et déposée.	Présentation de l'avis de requête
---------------------------	--	---	-----------------------------------

Affidavit in response	(3) A person who serves and files an affidavit in response to a notice of motion and affidavit shall serve and file the affidavit in response at least five days before the day set out in the notice for the hearing of the motion.	(3) Toute personne qui signifie et dépose un affidavit en réponse à l'avis de requête et à l'affidavit le fait au moins cinq jours avant la date d'audition de la requête indiquée dans l'avis.	Affidavit en réponse
-----------------------	--	---	----------------------

Content of affidavit	(4) A person filing an affidavit under subsection (1) or (3) shall  (a) set out in the affidavit the material facts on which the person intends to rely at the hearing of the motion;  (b) swear that the person knows of no fact material to the motion that has not been disclosed in the person's affidavit; and  (c) provide, to the best of the person's	(4) La personne qui dépose un affidavit aux termes des paragraphes (1) ou (3) est tenue d'y inclure les éléments suivants :  a) les faits substantiels sur lesquels elle entend se fonder à l'audition de la requête;  b) une affirmation selon laquelle il n'existe pas à sa connaissance de faits substantiels autres que ceux qui sont mentionnés dans son affidavit;	Contenu de l'affidavit
----------------------	---	--	------------------------

knowledge, the number of members in the proposed class. SOR/2002-417, s. 17.

c) le nombre de membres du groupe, pour autant qu'elle sache. DORS/2002-417, art. 17.

*Certification*

*Autorisation*

Conditions

**299.18** (1) Subject to subsection (3), a judge shall certify an action as a class action if

**299.18** (1) Sous réserve du paragraphe (3), le juge autorise une action comme recours collectif si les conditions suivantes sont réunies :

Conditions

(a) the pleadings disclose a reasonable cause of action;

a) les actes de procédure révèlent une cause d'action valable;

(b) there is an identifiable class of two or more persons;

b) il existe un groupe identifiable formé d'au moins deux personnes;

(c) the claims of the class members raise common questions of law or fact, whether or not those common questions predominate over questions affecting only individual members;

c) les réclamations des membres du groupe soulèvent des points de droit ou de fait collectifs, qu'ils prédominent ou non sur ceux qui ne concernent qu'un membre;

(d) a class action is the preferable procedure for the fair and efficient resolution of the common questions of law or fact; and

d) le recours collectif est le meilleur moyen de régler de façon équitable et efficace les points de droit ou de fait collectifs;

(e) there is a representative plaintiff who

e) un des membres du groupe peut agir comme représentant demandeur et, à ce titre :

(i) would fairly and adequately represent the interests of the class,

(i) représenterait de façon équitable et appropriée les intérêts du groupe,

(ii) has prepared a plan for the action that sets out a workable method of advancing the action on behalf of the class and of notifying class members how the proceeding is progressing,

(ii) a élaboré un plan qui propose une méthode efficace pour poursuivre l'action au nom du groupe et tenir les membres du groupe informés du déroulement de l'instance,

(iii) does not have, on the common questions of law or fact, an interest that is in conflict with the interests of other class members, and

(iii) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du groupe en ce qui concerne les points de droit ou de fait collectifs,

(iv) provides a summary of any agreements respecting fees and disbursements between the representative plaintiff and the representative plaintiff's solicitor.

(iv) communique un sommaire des ententes relatives aux honoraires et débours qui sont intervenues entre lui et son avocat.

Matters to be considered

(2) All relevant matters shall be considered in a determination of whether a class action is

(2) Afin de déterminer si le recours collectif est le meilleur moyen de régler les

Facteurs pris en compte

the preferable procedure for the fair and efficient resolution of the common questions of law or fact, including whether

(a) questions of law or fact common to the members of the class predominate over any questions affecting only individual members;

(b) a significant number of the members of the class have a valid interest in individually controlling the prosecution of separate actions;

(c) the class action would involve claims that are or have been the subject of any other action;

(d) other means of resolving the claims are less practical or less efficient; and

(e) the administration of the class action would create greater difficulties than those likely to be experienced if relief were sought by other means.

Subclasses

(3) If the judge determines that a class includes a subclass whose members have claims that raise common questions of law or fact not shared by all the class members so that the protection of the interests of the subclass members requires that they be separately represented, the judge shall not certify the action as a class action unless there is a representative plaintiff who

(a) would fairly and adequately represent the interests of the subclass;

(b) has prepared a plan for the action that sets out a workable method of advancing the action on behalf of the subclass and of notifying subclass members how the proceeding is progressing;

(c) does not have, on the common questions of law or fact for the subclass, an interest that is in conflict with the interests of other subclass members; and

points de droit ou de fait collectifs de façon équitable et efficace, tous les facteurs pertinents doivent être pris en compte, notamment les facteurs suivants :

a) la prédominance des points de droit ou de fait collectifs sur ceux qui ne concernent que certains membres;

b) le nombre de membres du groupe qui ont véritablement intérêt à poursuivre des actions séparées;

c) la question de savoir si le recours collectif comprendrait des réclamations qui ont été ou qui sont l'objet d'autres actions;

d) l'aspect pratique ou l'efficacité des autres moyens de régler les réclamations;

e) la question de savoir si la gestion du recours collectif créerait de plus grandes difficultés que l'adoption d'un autre moyen.

Sous-groupe

(3) Si le juge constate qu'il existe au sein du groupe un sous-groupe dont les réclamations soulèvent des points de droit ou de fait collectifs que ne partagent pas tous les membres du groupe de sorte que la protection des intérêts des membres du sous-groupe exige qu'ils aient un représentant distinct, il n'autorise l'action comme recours collectif que si un des membres du sous-groupe peut agir comme représentant demandeur et, à ce titre :

a) représenterait de façon équitable et appropriée les intérêts du sous-groupe;

b) a élaboré un plan qui propose une méthode efficace pour poursuivre l'action au nom du sous-groupe et tenir les membres du sous-groupe informés du déroulement de l'instance;

c) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du sous-groupe en ce qui concerne les points de droit ou de fait collectifs;

d) communique un sommaire des ententes

(d) provides a summary of any agreements respecting fees and disbursements between the representative plaintiff and the representative plaintiff's solicitor. SOR/2002-417, s. 17.

relatives aux honoraires et débours qui sont intervenues entre lui et son avocat. DORS/2002-417, art. 17.

Contents of order

**299.19** (1) An order certifying an action as a class action shall

**299.19** (1) L'ordonnance d'autorisation de l'action comme recours collectif contient les éléments suivants :

Contenu de l'ordonnance

(a) describe the class;

a) la description du groupe;

(b) state the name of the representative plaintiff;

b) le nom du représentant demandeur;

(c) state the nature of the claims made on behalf of the class;

c) l'énoncé de la nature des réclamations présentées au nom du groupe;

(d) state the relief claimed by or from the class;

d) l'énoncé des réparations demandées par ou contre le groupe;

(e) set out the common questions of law or fact for the class; and

e) l'énumération des points de droit et de fait collectifs du groupe;

(f) specify the time and manner for members to opt out of the class action.

f) des instructions quant à la façon dont les membres du groupe peuvent s'exclure du recours collectif et la date limite pour le faire.

Subclasses

(2) If the judge determines that a class includes a subclass whose members have claims that raise common questions of law or fact not shared by all class members so that the protection of the interests of the subclass members requires that they be separately represented, the order certifying the action as a class action shall include the information referred to in subsection (1) in respect of the subclass. SOR/2002-417, s. 17.

(2) Si le juge constate qu'il existe au sein du groupe un sous-groupe dont les réclamations soulèvent des points de droit ou de fait collectifs que ne partagent pas tous les membres du groupe de sorte que la protection des intérêts des membres du sous-groupe exige qu'ils aient un représentant distinct, l'ordonnance d'autorisation de l'action comme recours collectif contient les éléments visés au paragraphe (1) à l'égard du sous-groupe. DORS/2002-417, art. 17.

Sous-groupe

Grounds that may not be relied on

**299.2** A judge shall not refuse to certify an action as a class action solely on one or more of the following grounds:

**299.2** Le juge ne peut refuser d'autoriser une action comme recours collectif en se fondant uniquement sur l'un ou plusieurs des motifs suivants :

Refus d'autoriser

(a) the relief claimed includes a claim for damages that would require an individual assessment after a determination of the common questions of law or fact;

a) les réparations demandées comprennent une réclamation de dommages-intérêts qui exigerait, une fois les points de droit ou de fait collectifs tranchés, une évaluation individuelle;

(b) the relief claimed relates to separate contracts involving different class members;

b) les réparations demandées portent sur des contrats distincts concernant différents membres du groupe;

(c) different remedies are sought for different class members;

c) les réparations demandées ne sont pas les mêmes pour tous les membres du groupe;

(d) the number of class members or the identity of each class member is not known; or

d) le nombre de membres du groupe ou l'identité de chacun des membres est inconnu;

(e) the class includes a subclass whose members have claims that raise common questions of law or fact not shared by all class members. SOR/2002-417, s. 17.

e) il existe au sein du groupe un sous-groupe dont les réclamations soulèvent des points de droit ou de fait collectifs que ne partagent pas tous les membres du groupe. DORS/2002-417, art. 17.

Amendment and decertification

**299.21** A judge may, on motion, amend an order certifying an action as a class action or, if the conditions for certification are no longer satisfied with respect to the class action, decertify the action. SOR/2002-417, s. 17.

**299.21** Le juge peut, sur requête, modifier l'ordonnance d'autorisation de l'action comme recours collectif ou, si les critères d'autorisation ne sont plus respectés, retirer l'autorisation. DORS/2002-417, art. 17.

Modification de l'ordonnance

Continuation of action

**299.22** If a judge refuses to certify an action as a class action or decertifies an action as a class action, the judge may permit the action to continue as one or more actions and, for that purpose, the judge may make any appropriate order. SOR/2002-417, s. 17.

**299.22** Si le juge refuse d'autoriser une action comme recours collectif ou retire l'autorisation, il peut autoriser la poursuite de l'action sous forme d'une ou de plusieurs actions et rendre toute ordonnance indiquée. DORS/2002-417, art. 17.

Continuation de l'action

*Opting Out and Exclusion*

*Exclusion*

Voluntary

**299.23** (1) A member of a class involved in a class action may opt out of the action in the manner and within the time specified in the order certifying the action as a class action.

**299.23** (1) Le membre peut s'exclure du groupe de la façon et dans le délai prévus dans l'ordonnance d'autorisation de l'action comme recours collectif.

Volontaire

Automatic

(2) A member of a class is excluded from the class if the member does not, before the expiry of the time for opting out specified in the order certifying the action as a class action, discontinue an action brought by the member that raises the common questions of law or fact set out in the order certifying the action as a class action. SOR/2002-417, s. 17.

(2) Le membre est exclu du groupe s'il ne se désiste pas, avant l'expiration du délai prévu à cette fin dans l'ordonnance d'autorisation, d'une action qu'il a engagée et qui soulève les points de droit ou de fait collectifs énoncés dans cette ordonnance. DORS/2002-417, art. 17.

Automatique

*Discovery*

*Examen et interrogatoire préalable*

Leave to examine others

**299.24** (1) A party in a class action may examine a class member, other than the representative plaintiff, for discovery only on leave granted by the Court.

**299.24** (1) Une partie ne peut procéder à l'interrogatoire préalable d'un membre du groupe autre que le représentant demandeur sans l'autorisation de la Cour.

Autorisation

Examination of other class members	(2) A party in a class action may examine class members for discovery only after the examination of the representative plaintiff.	(2) Les membres du groupe ne peuvent faire l'objet d'un interrogatoire préalable qu'une fois que le représentant demandeur s'y est soumis.	Interrogatoire des membres du groupe
Considerations	(3) In deciding whether to grant leave to examine class members, the Court shall consider all relevant matters, including	(3) Pour décider si elle autorisera l'interrogatoire préalable d'un membre du groupe, la Cour prend en compte tous les facteurs pertinents, notamment les facteurs suivants :	Facteurs
	(a) the stage of the class action and the issues to be determined at that stage;	a) l'étape du recours collectif et les questions en litige à régler à cette étape;	
	(b) the presence of subclasses;	b) l'existence de sous-groupes;	
	(c) the necessity of an examination in view of the claims or defences of the party seeking leave;	c) la nécessité de l'interrogatoire préalable, compte tenu des réclamations ou des moyens de défense de la partie qui demande l'autorisation;	
	(d) the approximate monetary value of any individual claims; and	d) la valeur pécuniaire approximative des réclamations individuelles, le cas échéant;	
	(e) whether examination could result in undue annoyance, burden or expense for the class members sought to be examined.	e) la question de savoir si l'interrogatoire préalable pourrait entraîner, pour les membres du groupe qu'une partie souhaite interroger, des désagréments, un fardeau ou des dépenses injustifiés.	
Application of sanctions	(4) A class member is subject to the same sanctions under these Rules as a party for failure to submit to an examination. SOR/2002-417, s. 17.	(4) Le membre d'un groupe qui ne se soumet pas à l'interrogatoire préalable est passible des mêmes sanctions que celles dont serait passible une partie aux termes des présentes règles. DORS/2002-417, art. 17.	Sanctions

*Participation**Participation*

By class members	<b>299.25</b> (1) To ensure the fair and adequate representation of the interests of a class or any subclass, the Court may, at any time in a class action, permit one or more class members to participate in the proceeding.	<b>299.25</b> (1) Afin que les intérêts du groupe ou d'un sous-groupe soient représentés de façon juste et appropriée, la Cour peut autoriser des membres du groupe à participer à l'instance.	Participation de membres du groupe à l'instance
Directions	(2) When permitting a class member to participate in the proceeding, the Court shall give directions regarding the role of the participant, including costs and matters relating to the procedures to be followed. SOR/2002-417, s. 17.	(2) La Cour assortit l'autorisation de directives concernant le rôle du participant, notamment en ce qui concerne les dépens et toute autre question relative à la procédure à suivre. DORS/2002-417, art. 17.	Directives

*Judgments*

*Jugements*

Separate judgments	<p><b>299.26</b> (1) A judge may give a single judgment in respect of the common questions of law or fact and separate judgments in respect of any other questions.</p>	<p><b>299.26</b> (1) Le juge peut rendre un seul jugement à l'égard des points de droit ou de fait collectifs, et des jugements séparés à l'égard des autres points.</p>	Jugements séparés
Content	<p>(2) A judgment on questions of law or fact that are common to a class or subclass shall</p> <p>(a) set out the common questions of law or fact;</p> <p>(b) name or describe the class or subclass members to the extent possible;</p> <p>(c) state the nature of the claims asserted on behalf of the class or subclass; and</p> <p>(d) specify the relief granted. SOR/2002-417, s. 17.</p>	<p>(2) Le jugement portant sur les points de droit ou de fait collectifs d'un groupe ou d'un sous-groupe comporte les éléments suivants :</p> <p>a) l'énoncé de ces points;</p> <p>b) dans la mesure du possible, le nom ou une description des membres du groupe ou du sous-groupe;</p> <p>c) l'énoncé de la nature des réclamations présentées au nom du groupe ou du sous-groupe;</p> <p>d) les réparations accordées. DORS/2002-417, art. 17.</p>	Contenu
Common questions	<p><b>299.27</b> (1) A judgment on questions of law or fact that are common to a class or subclass binds every member of the class or subclass who has not opted out of or been excluded from the class action, but only to the extent that the judgment determines common questions of law or fact that</p> <p>(a) are set out in the order certifying the action as a class action;</p> <p>(b) relate to claims described in that order; and</p> <p>(c) relate to relief sought by the class or subclass as stated in that order.</p>	<p><b>299.27</b> (1) Le jugement rendu sur les points de droit ou de fait collectifs d'un groupe ou d'un sous-groupe lie chacun de ses membres qui ne s'est pas exclu du recours collectif ou qui n'en a pas été exclu, mais seulement dans la mesure où ces points :</p> <p>a) figurent dans l'ordonnance d'autorisation de l'action comme recours collectif;</p> <p>b) se rapportent aux réclamations exposées dans cette ordonnance;</p> <p>c) se rapportent aux réparations demandées par le groupe ou le sous-groupe et figurant dans la même ordonnance.</p>	Points de droit ou de fait collectifs
Subsequent actions	<p>(2) A judgment on common questions of law or fact of a class or subclass does not bind a party to the class action in any subsequent action between the party and a person who opted out of or had been excluded from the class action. SOR/2002-417, s. 17.</p>	<p>(2) Le jugement rendu sur les points de droit ou de fait collectifs d'un groupe ou d'un sous-groupe ne lie pas la partie au recours collectif dans une action ultérieure entre elle et toute personne qui s'est exclue du recours ou qui en a été exclue. DORS/2002-417, art. 17.</p>	Actions ultérieures

Individual questions

**299.28** (1) If a judge determines common questions of law or fact in favour of a class or subclass and determines that there are questions that are applicable only to certain individual members of the class or subclass, the judge may

(a) order that the individual questions be determined in further hearings;

(b) appoint one or more persons to evaluate the individual questions and report back to the judge; or

(c) direct that the individual questions be determined in any other manner.

The judge may give directions relating to the procedures to be followed.

**299.28** (1) Lorsqu'il statue sur les points de droit ou de fait collectifs en faveur du groupe ou d'un sous-groupe et estime que certains points ne sont applicables qu'à certains membres du groupe ou du sous-groupe, le juge peut :

a) ordonner qu'il soit statué sur les points individuels au cours d'autres audiences;

b) charger une ou plusieurs personnes d'évaluer les points individuels et de lui présenter un rapport;

c) ordonner que les points individuels soient réglés d'une autre façon.

Il peut assortir sa décision de directives concernant la procédure à suivre.

Points individuels

Who may preside

(2) For the purposes of paragraph (1)(a), the judge who determined the common questions of law or fact, another judge or, in the case of a claim referred to in subsection 50(3), a prothonotary may preside over the hearings of the individual questions.

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), peuvent statuer sur les points individuels le juge qui a statué sur les points de droit ou de fait collectifs, un autre juge ou, dans le cas d'une réclamation qui est de son ressort selon le paragraphe 50(3), un protonotaire.

Qui peut statuer

Time for making claims

(3) When a judge determines that there are questions that are applicable only to certain individual members of the class or subclass, the judge shall set a time within which individual members are required to make claims in respect of the individual questions. SOR/2002-417, s. 17.

(3) Lorsque le juge estime que certains points ne sont applicables qu'à certains membres du groupe ou du sous-groupe, il fixe le délai de présentation des réclamations à l'égard des points individuels. DORS/2002-417, art. 17.

Délai de présentation

Defendant's liability

**299.29** If, after determining common questions of law or fact in favour of a class or subclass, a judge determines that the defendant's liability to individual class members cannot be determined without proof by those individual class members, rule 299.28 applies to the determination of the defendant's liability to those class members. SOR/2002-417, s. 17.

**299.29** Si le juge, après avoir statué sur les points de droit ou de fait collectifs en faveur du groupe ou d'un sous-groupe, estime que la responsabilité du défendeur à l'égard de membres du groupe ou du sous-groupe ne peut être déterminée sans que ceux-ci fournissent des éléments de preuve, la règle 299.28 s'applique pour déterminer la responsabilité du défendeur. DORS/2002-417, art. 17.

Responsabilité du défendeur

Assessment of monetary relief

**299.3** (1) A judge may make any order in respect of the assessment of monetary relief, including aggregate assessments, due to the class or subclass.

**299.3** (1) Le juge peut rendre toute ordonnance relativement à l'évaluation d'une réparation pécuniaire, y compris une évaluation globale, qui est due au groupe ou au sous-groupe.

Évaluation d'une réparation

Distribution of monetary relief

(2) A judge may make any order in respect of the distribution of monetary relief, including regarding an undistributed portion of an award due to a class or subclass or its members.

(2) Le juge peut rendre toute ordonnance relativement à la distribution d'une réparation pécuniaire, notamment en ce qui concerne toute portion non distribuée d'une réparation qui est due au groupe, au sous-groupe ou à leurs membres.

Modalités de recouvrement

Special modes of proof

(3) For the purposes of this rule, a judge may order any special modes of proof. SOR/2002-417, s. 17.

(3) Pour l'application de la présente règle, le juge peut ordonner le recours à des modes de preuve spéciaux. DORS/2002-417, art. 17.

Modes de preuve spéciaux

*Settlements*

*Règlement*

Approval

**299.31** A settlement of a class action does not take effect unless approved by a judge and, when approved, binds every member of the class or subclass, as the case may be, who has not opted out of or been excluded from the class action. SOR/2002-417, s. 17.

**299.31** Le règlement d'un recours collectif ne prend effet que s'il est approuvé par un juge, auquel cas il lie tous les membres du groupe ou du sous-groupe, selon le cas, à l'exception de ceux qui s'en sont exclus ou qui en ont été exclus. DORS/2002-417, art. 17.

Approbation

*Discontinuance*

*Désistement*

Approval

**299.32** The discontinuance of an action commenced by a member of a class of persons on behalf of the members of that class does not take effect unless approved by a judge. SOR/2002-417, s. 17.

**299.32** Le désistement à une action introduite par le membre d'un groupe de personnes au nom du groupe ne prend effet que s'il est approuvé par un juge. DORS/2002-417, art. 17.

Approbation

*Appeals*

*Appels*

Individual questions

**299.33** (1) A class member may appeal any order determining or dismissing the member's claim in respect of one or more individual questions.

**299.33** (1) Le membre peut interjeter appel de toute ordonnance tranchant ou rejetant sa réclamation à l'égard de points individuels.

Points individuels

Representative plaintiff failing to appeal

(2) If a representative plaintiff does not appeal an order or appeals and later files a notice of discontinuance of the appeal, any member of the class for which the representative plaintiff had been appointed may apply for leave to exercise the right of appeal of the representative plaintiff within 30 days after

(2) Si le représentant demandeur n'a pas interjeté appel ou a interjeté appel et s'en est désisté, tout membre du groupe peut demander l'autorisation d'exercer le droit d'appel du représentant demandeur dans les trente jours suivant :

Défaut d'agir du représentant

(a) the expiry of the appeal period available to the representative plaintiff, if the representative plaintiff does not appeal; or

a) l'expiration du délai d'appel ouvert au représentant demandeur, si le représentant demandeur n'a pas interjeté appel;

(b) the day the notice of discontinuance was filed, if the representative plaintiff appeals but files a notice of discontinuance of the

b) le dépôt de l'avis de désistement, si le représentant demandeur a interjeté appel

appeal. SOR/2002-417, s. 17.

mais s'en est désisté. DORS/2002-417, art. 17.

*Notices*

*Avis*

Who gives notice	<b>299.34</b> (1) Notice that an action has been certified as a class action shall be given by the representative plaintiff to the class members in accordance with this rule.	<b>299.34</b> (1) Lorsqu'une action est autorisée comme recours collectif, le représentant demandeur en avise les membres du groupe conformément à la présente règle.	Autorisation de l'action comme recours collectif
Dispensation	(2) A judge may dispense with notice having regard to the factors set out in subsection (3).	(2) Le juge peut, en tenant compte des facteurs énumérés au paragraphe (3), dispenser le représentant demandeur de l'obligation d'aviser les membres du groupe.	Dispense
Factors	(3) A judge shall order when and by what means notice is to be given having regard to  (a) the cost of giving notice;  (b) the nature of the relief sought;  (c) the size of the individual claims of the class members;  (d) the number of class members;  (e) the presence of subclasses;  (f) whether some or all of the class members are likely to opt out of the class action; and  (g) the places of residence of class members.	(3) Le juge rend une ordonnance prévoyant les modalités de l'avis en tenant compte des facteurs suivants :  a) le coût de l'avis;  b) la nature des réparations demandées;  c) l'importance des réclamations individuelles des membres du groupe;  d) le nombre de membres du groupe;  e) l'existence de sous-groupes;  f) la possibilité que des membres du groupe demandent à être exclus du groupe;  g) le lieu de résidence des membres.	Facteurs
How given	(4) The order may provide that notice be given by  (a) personal delivery;  (b) mail;  (c) posting, advertising, publishing or leaflets;  (d) individually notifying a sample group within the class; or	(4) L'ordonnance peut prévoir que l'avis est communiqué selon l'un ou l'autre des modes suivants :  a) par remise à personne;  b) par la poste;  c) par voie d'affichage ou de publication, par annonce publicitaire ou par prospectus;  d) sous forme d'avis personnel donné à un échantillon représentatif du groupe;	Mode de communication

Content of notice

(e) any other appropriate means or combination of appropriate means.

(5) Notice under this rule shall

(a) describe the action, including the names and addresses of the representative plaintiffs and the relief sought;

(b) state the manner in which and the time within which a class member may opt out of the action;

(c) describe the possible financial consequences of the action to the members of the class and subclass;

(d) summarize any agreements respecting fees and disbursements

(i) between the representative plaintiff and the representative plaintiff's solicitor, and

(ii) if the recipient of the notice is a member of a subclass, between the representative plaintiff for that subclass and that representative plaintiff's solicitor;

(e) describe any counterclaim being asserted by or against the class or any subclass, including the relief sought in the counterclaim;

(f) state that the judgment on the common questions of law or fact for the class, whether favourable or not, will bind all class members who do not opt out of the action;

(g) state that the judgment on the common questions of law or fact for a subclass, whether favourable or not, will bind all subclass members who do not opt out of the action;

e) par tout autre mode approprié ou par une combinaison de modes appropriés.

(5) L'avis comporte les éléments suivants :

a) un sommaire de l'action, notamment une mention des nom et adresse des représentants demandeurs et les réparations demandées;

b) des instructions sur la manière dont les membres du groupe peuvent s'exclure du recours collectif et la date limite pour le faire;

c) une description des conséquences financières possibles de l'action pour les membres du groupe et du sous-groupe;

d) un sommaire des ententes relatives aux honoraires et débours qui sont intervenues entre :

(i) le représentant demandeur et son avocat,

(ii) le représentant demandeur du sous-groupe et son avocat, dans le cas où le destinataire de l'avis est membre d'un sous-groupe;

e) un sommaire des demandes reconventionnelles présentées par le groupe ou le sous-groupe ou dont ceux-ci font l'objet, y compris les réparations qui y sont demandées;

f) une mention portant que le jugement rendu sur les points de droit ou de fait collectifs liera tous les membres du groupe qui ne s'excluent pas du recours collectif, qu'il soit favorable ou défavorable;

g) une mention portant que le jugement rendu sur les points de droit ou de fait collectifs du sous-groupe liera tous les membres du sous-groupe qui ne s'excluent pas du recours collectif, qu'il soit favorable ou défavorable;

Contenu de l'avis

	(h) describe the right, if any, of members of the class or subclass to participate in the action; and	h) un énoncé du droit de chaque membre du groupe ou du sous-groupe de participer à l'action;	
	(i) give an address to which class members may direct inquiries about the action.	i) l'adresse où les membres du groupe peuvent envoyer toute question relative à l'action.	
Information about contributions	(6) With leave of the judge, notice under this rule may include a solicitation of contributions from members of the class or subclass to assist in paying the fees and disbursements of the solicitor of record. SOR/2002-417, s. 17.	(6) Avec l'autorisation du juge, l'avis visé à la présente règle peut comprendre une demande de contribution adressée aux membres du groupe ou du sous-groupe en vue du paiement des honoraires et débours de l'avocat inscrit au dossier. DORS/2002-417, art. 17.	Demande de contribution
Notice of determination of common questions	<b>299.35</b> If, in a class action, common questions of law or fact are determined in favour of the class or a subclass, the representative plaintiff for the class or subclass shall give notice to the members of the class or subclass in accordance with the directions of a judge in respect of the contents of the notice and the means of giving notice. SOR/2002-417, s. 17.	<b>299.35</b> Après que les points de droit ou de fait collectifs sont tranchés en faveur du groupe ou du sous-groupe, le représentant demandeur du groupe ou du sous-groupe doit en donner avis aux membres concernés conformément aux directives d'un juge quant au contenu de l'avis et à son mode de communication. DORS/2002-417, art. 17.	Décision rendue sur les points de droit ou de fait collectifs
Settlement	<b>299.36</b> Notice that an offer to settle has been made or that a settlement has been approved under rule 299.31 shall be given by the representative plaintiff to the members of the class or subclass in accordance with the directions of a judge in respect of the contents of the notice and the means of giving notice. SOR/2002-417, s. 17.	<b>299.36</b> Lorsqu'une offre en vue d'un règlement est présentée ou qu'un règlement est approuvé aux termes de la règle 299.31, le représentant demandeur du groupe ou du sous-groupe est tenu d'en donner avis aux membres concernés conformément aux directives d'un juge quant au contenu de l'avis et à son mode de communication. DORS/2002-417, art. 17.	Règlement
Notice to others	<b>299.37</b> (1) A judge may, at any time, order any party to give any notice that the judge considers necessary to protect the interests of any class member or party or to ensure the fair conduct of the proceeding.	<b>299.37</b> (1) Le juge peut, à tout moment, ordonner à une partie de donner tout avis qu'il estime nécessaire à la protection des intérêts d'un membre du groupe ou d'une partie ou à la conduite équitable de l'instance.	Protection des intérêts d'une personne
Application of subsections 299.34(3) and (4)	(2) Subsections 299.34(3) and (4) apply to a notice given under this rule. SOR/2002-417, s. 17.	(2) Les paragraphes 299.34(3) et (4) s'appliquent à l'avis donné aux termes de la présente règle. DORS/2002-417, art. 17.	Application des paragraphes 299.34(3) et (4)
Order	<b>299.38</b> A judge may order any party to give a notice that another party is required to give under rules 299.34 to 299.37. SOR/2002-417, s. 17.	<b>299.38</b> Le juge peut ordonner à toute partie de donner l'un ou l'autre des avis prévus aux règles 299.34 à 299.37. DORS/2002-417, art. 17.	Ordonnance
Prior approval of notices	<b>299.39</b> Notices referred to in rules 299.34 to	<b>299.39</b> Tout avis prévu aux règles 299.34	Approbation préalable de l'avis

299.37 shall not be given unless they have been approved by a judge. SOR/2002-417, s. 17. à 299.37 doit être approuvé par un juge avant d’être donné. DORS/2002-417, art. 17.

Expenses

**299.4** The judge has full discretionary power over the amount and allocation of expenses in respect of notices and may determine who is to pay those expenses. SOR/2002-417, s. 17.

**299.4** Le juge a le pouvoir discrétionnaire de fixer les coûts des avis, de les répartir et de désigner les personnes qui doivent les payer. DORS/2002-417, art. 17.

Coût

*Costs*

*Dépens*

No costs

**299.41** (1) Subject to subsections (2) and (3), no costs may be awarded to any party to a motion for certification of an action as a class action, to a class action or to an appeal arising from a class action at any stage of the motion, class action or appeal.

**299.41** (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), aucuns dépens ne sont adjugés aux parties à une requête en autorisation d’une action comme recours collectif, à un recours collectif ou à un appel découlant d’un recours collectif, à quelque étape de l’instance que ce soit.

Sans dépens

Exception

(2) Costs may be awarded against a party referred to in subsection (1) at any time if

(2) Les dépens peuvent, à tout moment, être adjugés contre une partie visée au paragraphe (1) dans les cas suivants :

Exception

(a) the conduct of the party tended to unnecessarily lengthen the duration of the proceeding;

a) sa conduite a eu pour effet de prolonger inutilement la durée de l’instance;

(b) any step in the proceeding by the party was improper, vexatious or unnecessary or was taken through negligence, mistake or excessive caution; or

b) une mesure prise par elle au cours de l’instance était inappropriée, vexatoire ou inutile ou a été entreprise de manière négligente, par erreur ou avec trop de circonspection;

(c) there are exceptional circumstances that make it unjust to deprive the successful party of costs.

c) des circonstances exceptionnelles font en sorte qu’il serait injuste d’en priver la partie qui a eu gain de cause.

Individual claims

(3) The Court has full discretion to award costs with respect to the determination of the individual claims of members of a class. SOR/2002-417, s. 17.

(3) La Cour a le pouvoir discrétionnaire d’adjuger les dépens qui sont liés aux décisions portant sur les réclamations individuelles de membres du groupe. DORS/2002-417, art. 17.

Réclamations individuelles

Approval of payments

**299.42** No payments, including indirect payments, shall be made to a solicitor from the proceeds recovered in a class action unless they are approved by a judge. SOR/2002-417, s. 17.

**299.42** Tout paiement direct ou indirect à un avocat prélevé sur les sommes recouvrées à l’issue du recours collectif doit être approuvé par un juge. DORS/2002-417, art. 17.

Approbation des paiements

PART 5

PARTIE 5

APPLICATIONS

DEMANDES

## APPLICATION OF THIS PART

## CHAMP D'APPLICATION

Application

**300.** This Part applies to

(a) applications for judicial review of administrative action, including applications under section 18.1 or 28 of the Act, unless the Court directs under subsection 18.4(2) of the Act that the application be treated and proceeded with as an action;

(b) proceedings required or permitted by or under an Act of Parliament to be brought by application, motion, originating notice of motion, originating summons or petition or to be determined in a summary way, other than applications under subsection 33(1) of the *Marine Liability Act*;

(c) appeals under subsection 14(5) of the *Citizenship Act*;

(d) appeals under section 56 of the *Trade-marks Act*;

(e) references from a tribunal under rule 320;

(f) requests under the Commercial Arbitration Code brought pursuant to subsection 324(1);

(g) proceedings transferred to the Court under subsection 3(3) or 5(3) of the *Divorce Act*; and

(h) applications for registration, recognition or enforcement of a foreign judgment brought under rules 327 to 334. SOR/2002-417, s. 18(E); SOR/2004-283, s. 37.

## GENERAL

**301.** An application shall be commenced by a

Contents of application

Application

**300.** La présente partie s'applique :

a) aux demandes de contrôle judiciaire de mesures administratives, y compris les demandes présentées en vertu des articles 18.1 ou 28 de la Loi, à moins que la Cour n'ordonne, en vertu du paragraphe 18.4(2) de la Loi, de les instruire comme des actions;

b) aux instances engagées sous le régime d'une loi fédérale ou d'un texte d'application de celle-ci qui en prévoit ou en autorise l'introduction par voie de demande, de requête, d'avis de requête introductif d'instance, d'assignation introductive d'instance ou de pétition, ou le règlement par procédure sommaire, à l'exception des demandes faites en vertu du paragraphe 33(1) de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*;

c) aux appels interjetés en vertu du paragraphe 14(5) de la *Loi sur la citoyenneté*;

d) aux appels interjetés en vertu de l'article 56 de la *Loi sur les marques de commerce*;

e) aux renvois d'un office fédéral en vertu de la règle 320;

f) aux demandes présentées en vertu du Code d'arbitrage commercial qui sont visées au paragraphe 324(1);

g) aux actions renvoyées à la Cour en vertu des paragraphes 3(3) ou 5(3) de la *Loi sur le divorce*;

h) aux demandes pour l'enregistrement, la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement étranger visées aux règles 327 à 334. DORS/200-2417, art. 18(A); DORS/2004-283, art. 37.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**301.** La demande est introduite par unAvis de demande  
— forme et

notice of application in Form 301, setting out avis de demande, établi selon la formule 301, qui contient les renseignements suivants : contenu

- (a) the name of the court to which the application is addressed; a) le nom de la cour à laquelle la demande est adressée;
- (b) the names of the applicant and respondent; b) les noms du demandeur et du défendeur;
- (c) where the application is an application for judicial review, c) s'il s'agit d'une demande de contrôle judiciaire :
  - (i) the tribunal in respect of which the application is made, and (i) le nom de l'office fédéral visé par la demande,
  - (ii) the date and details of any order in respect of which judicial review is sought and the date on which it was first communicated to the applicant; (ii) le cas échéant, la date et les particularités de l'ordonnance qui fait l'objet de la demande ainsi que la date de la première communication de l'ordonnance au demandeur;
- (d) a precise statement of the relief sought; d) un énoncé précis de la réparation demandée;
- (e) a complete and concise statement of the grounds intended to be argued, including a reference to any statutory provision or rule to be relied on; and e) un énoncé complet et concis des motifs invoqués, avec mention de toute disposition législative ou règle applicable
- (f) a list of the documentary evidence to be used at the hearing of the application. SOR/2004-283, s 36. f) la liste des documents qui seront utilisés en preuve à l'audition de la demande. DORS/2004-283, art. 36.

Limited to single order

**302.** Unless the Court orders otherwise, an application for judicial review shall be limited to a single order in respect of which relief is sought.

**302.** Sauf ordonnance contraire de la Cour, la demande de contrôle judiciaire ne peut porter que sur une seule ordonnance pour laquelle une réparation est demandée.

Limites

Respondents

**303.** (1) Subject to subsection (2), an applicant shall name as a respondent every person

**303.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), le demandeur désigne à titre de défendeur :

Défendeurs

- (a) directly affected by the order sought in the application, other than a tribunal in respect of which the application is brought; or a) toute personne directement touchée par l'ordonnance recherchée, autre que l'office fédéral visé par la demande;
- (b) required to be named as a party under an Act of Parliament pursuant to which the application is brought. b) toute autre personne qui doit être désignée à titre de partie aux termes de la loi fédérale ou de ses textes d'application qui prévoient ou autorisent la présentation de la demande.

Application for  
judicial review

(2) Where in an application for judicial review there are no persons that can be named under subsection (1), the applicant shall name the Attorney General of Canada as a respondent.

(2) Dans une demande de contrôle judiciaire, si aucun défendeur n'est désigné en application du paragraphe (1), le demandeur désigne le procureur général du Canada à ce titre.

Défendeurs —  
demande de  
contrôle judiciaireSubstitution for  
Attorney General

(3) On a motion by the Attorney General of Canada, where the Court is satisfied that the Attorney General is unable or unwilling to act as a respondent after having been named under subsection (2), the Court may substitute another person or body, including the tribunal in respect of which the application is made, as a respondent in the place of the Attorney General of Canada.

(3) La Cour peut, sur requête du procureur général du Canada, si elle est convaincue que celui-ci est incapable d'agir à titre de défendeur ou n'est pas disposé à le faire après avoir été ainsi désigné conformément au paragraphe (2), désigner en remplacement une autre personne ou entité, y compris l'office fédéral visé par la demande.

Remplaçant du  
procureur généralService of notice  
of application

**304.** (1) Unless the Court directs otherwise, within 10 days after the issuance of a notice of application, the applicant shall serve it on

**304.** (1) Sauf directives contraires de la Cour, le demandeur signifie l'avis de demande dans les 10 jours suivant sa délivrance :

Signification de  
l'avis de demande

(a) all respondents;

a) aux défendeurs;

(b) in respect of an application for judicial review or an application appealing the order of a tribunal,

b) s'il s'agit d'une demande de contrôle judiciaire ou d'un appel d'une ordonnance d'un office fédéral :

(i) in respect of an application other than one relating to a decision of a visa officer, the tribunal in respect of which the application is brought,

(i) à l'office fédéral visé par la demande, sauf s'il s'agit d'un agent des visas,

(ii) any other person who participated in the proceeding before the tribunal in respect of which the application is made, and

(ii) à toute autre personne qui a participé à l'instance devant l'office fédéral visé par la demande,

(iii) the Attorney General of Canada;

(iii) au procureur général du Canada;

(c) where the application is made under the *Access to Information Act*, Part 1 of the *Personal Information Protection and Electronic Documents Act*, the *Privacy Act* or the *Official Languages Act*, the Commissioner named for the purposes of that Act; and

c) si la demande est présentée en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la partie 1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* ou la *Loi sur les langues officielles*, au commissaire compétent sous le régime de cette loi;

(d) any other person required to be served under an Act of Parliament pursuant to which the application is brought.

d) à toute autre personne devant en recevoir signification aux termes de la loi fédérale ou de ses textes d'application qui prévoient ou autorisent la présentation de

		la demande.	
Motion for directions as to service	(2) Where there is any uncertainty as to who are the appropriate persons to be served with a notice of application, the applicant may bring an <i>ex parte</i> motion for directions to the Court.	(2) En cas de doute quant à savoir qui doit recevoir signification de l'avis de demande, le demandeur peut, par voie de requête <i>ex parte</i> , demander des directives à la Cour.	Directives sur la signification
Proof of service	(3) Proof of service of a notice of application shall be filed within 10 days after service of the notice of application. SOR/2004-283, s. 16.	(3) La preuve de la signification de l'avis de demande est déposée dans les 10 jours suivant cette signification. DORS/2004-283, art. 16.	Preuve de signification
Notice of appearance	<b>305.</b> A respondent who intends to oppose an application shall, within 10 days after being served with a notice of application, serve and file a notice of appearance in Form 305.	<b>305.</b> Dans les 10 jours après avoir reçu signification de l'avis de demande, le défendeur, s'il entend s'opposer à la demande, signifie et dépose un avis de comparution, établi selon la formule 305.	Avis de comparution
Applicant's affidavits	<b>306.</b> Within 30 days after issuance of a notice of application, an applicant shall serve and file its supporting affidavits and documentary exhibits.	<b>306.</b> Dans les 30 jours suivant la délivrance de l'avis de demande, le demandeur dépose et signifie les affidavits et les pièces documentaires qu'il entend utiliser à l'appui de la demande.	Affidavits du demandeur
Respondent's affidavits	<b>307.</b> Within 30 days after service of the applicant's affidavits, a respondent shall serve and file any supporting affidavits and documentary exhibits.	<b>307.</b> Dans les 30 jours suivant la signification des affidavits du demandeur, le défendeur dépose et signifie les affidavits et les pièces documentaires qu'il entend utiliser à l'appui de sa position.	Affidavits du défendeur
Cross-examinations	<b>308.</b> Cross-examination on affidavits must be completed by all parties within 20 days after the filing of the respondent's affidavits or the expiration of the time for doing so, whichever is earlier.	<b>308.</b> Toute partie qui désire contre-interroger l'auteur d'un affidavit le fait dans les 20 jours suivant le dépôt des affidavits du défendeur ou dans les 20 jours suivant l'expiration du délai prévu à cette fin, selon celui de ces délais qui est antérieur à l'autre.	Contre-interrogatoires
Applicant's record	<b>309.</b> (1) An applicant shall, within 20 days after completion of all parties' cross-examinations or the expiration of the time for doing so, whichever is earlier,	<b>309.</b> (1) Dans les 20 jours suivant le contre-interrogatoire des auteurs des affidavits déposés par les parties ou dans les 20 jours suivant l'expiration du délai prévu pour sa tenue, selon celui de ces délais qui est antérieur à l'autre, le demandeur :	Dossier du demandeur
	(a) serve the applicant's record; and	a) signifie son dossier;	
	(b) file	b) dépose :	
	(i) where the application is brought in the Federal Court, three copies of the applicant's record, and	(i) dans le cas d'une demande présentée à la Cour fédérale, trois copies de son dossier,	

	(ii) where the application is brought in the Federal Court of Appeal, five copies of the applicant's record.	(ii) dans le cas d'une demande présentée à la Cour d'appel fédérale, cinq copies de son dossier	
Contents of applicant's record	(2) An applicant's record shall contain, on consecutively numbered pages and in the following order,	(2) Le dossier du demandeur contient, sur des pages numérotées consécutivement, les documents suivants dans l'ordre indiqué ci-après :	Contenu du dossier du demandeur
	(a) a table of contents giving the nature and date of each document in the record;	a) une table des matières indiquant la nature et la date de chaque document versé au dossier;	
	(b) the notice of application;	b) l'avis de demande;	
	(c) any order in respect of which the application is made and any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that order;	c) le cas échéant, l'ordonnance qui fait l'objet de la demande ainsi que les motifs, y compris toute dissidence;	
	(d) each supporting affidavit and documentary exhibit;	d) les affidavits et les pièces documentaires à l'appui de la demande;	
	(e) the transcript of any cross-examination on affidavits that the applicant has conducted;	e) les transcriptions des contre-interrogatoires qu'il a fait subir aux auteurs d'affidavit;	
	(f) the portions of any transcript of oral evidence before a tribunal that are to be used by the applicant at the hearing;	f) les extraits de toute transcription des témoignages oraux recueillis par l'office fédéral qu'il entend utiliser à l'audition de la demande;	
	(g) a description of any physical exhibits to be used by the applicant at the hearing; and	g) une description des objets déposés comme pièces qu'il entend utiliser à l'audition;	
	(h) the applicant's memorandum of fact and law. SOR/2004-283, ss. 32 and 33; SOR/2006-219, s. 10.	h) un mémoire des faits et du droit. DORS/2004-283, art. 32 et 33; DORS/2006-219, art. 10.	
Respondent's record	<b>310.</b> (1) A respondent to an application shall, within 20 days after service of the applicant's record,	<b>310.</b> (1) Dans les 20 jours après avoir reçu signification du dossier du demandeur, le défendeur :	Dossier du défendeur
	(a) serve the respondent's record; and	a) signifie son dossier;	
	(b) file	b) dépose :	
	(i) where the application is brought in the Federal Court, three copies of the respondent's record, and	(i) dans le cas d'une demande présentée à la Cour fédérale, trois copies de son dossier,	

(ii) where the application is brought in the Federal Court of Appeal, five copies of the respondent's record.

(ii) dans le cas d'une demande présentée à la Cour d'appel fédérale, cinq copies de son dossier.

Contents of respondent's record

(2) The record of a respondent shall contain, on consecutively numbered pages and in the following order,

(2) Le dossier du défendeur contient, sur des pages numérotées consécutivement, les documents suivants dans l'ordre indiqué ci-après :

Contenu du dossier du défendeur

(a) a table of contents giving the nature and date of each document in the record;

a) une table des matières indiquant la nature et la date de chaque document versé au dossier;

(b) each supporting affidavit and documentary exhibit;

b) les affidavits et les pièces documentaires à l'appui de sa position;

(c) the transcript of any cross-examination on affidavits that the respondent has conducted;

c) les transcriptions des contre-interrogatoires qu'il a fait subir aux auteurs d'affidavit;

(d) the portions of any transcript of oral evidence before a tribunal that are to be used by the respondent at the hearing;

d) les extraits de toute transcription des témoignages oraux recueillis par l'office fédéral qu'il entend utiliser à l'audition de la demande;

(e) a description of any physical exhibits to be used by the respondent at the hearing; and

e) une description des objets déposés comme pièces qu'il entend utiliser à l'audition;

(f) the respondent's memorandum of fact and law. SOR/2004-283, ss. 32 and 33.

f) un mémoire des faits et du droit. DORS/2004-283, art. 32 et 33.

Preparation by Registry

**311.** (1) On motion, the Court may order the Administrator to prepare a record on a party's behalf.

**311.** (1) La Cour peut, sur requête, ordonner à l'administrateur de préparer le dossier au nom d'une partie.

Préparation du dossier par le greffe

Documents to be provided

(2) A party bringing a motion for an order under subsection (1) shall provide the Administrator with the documents referred to in subsection 309(2) or 310(2), as the case may be.

(2) La partie qui présente une requête pour obtenir l'ordonnance visée au paragraphe (1) fournit à l'administrateur les documents mentionnés aux paragraphes 309(2) ou 310(2), selon le cas.

Requête

Additional steps

**312.** With leave of the Court, a party may

**312.** Une partie peut, avec l'autorisation de la Cour :

Dossier complémentaire

(a) file affidavits additional to those provided for in rules 306 and 307;

a) déposer des affidavits complémentaires en plus de ceux visés aux règles 306 et 307;

(b) conduct cross-examinations on affidavits additional to those provided for in rule 308; or

b) effectuer des contre-interrogatoires au sujet des affidavits en plus de ceux visés à la règle 308;

(c) file a supplementary record.

c) déposer un dossier complémentaire.

Requirement to file additional material

**313.** Where the Court considers that the application records of the parties are incomplete, the Court may order that other material, including any portion of a transcript, be filed.

**313.** Si la Cour estime que les dossiers des parties sont incomplets, elle peut ordonner le dépôt de documents ou d'éléments matériels supplémentaires, y compris toute partie de la transcription de témoignages qui n'a pas été déposée.

Ordonnance de la Cour

Requisition for hearing

**314.** (1) An applicant shall, within 10 days after service of the respondent's record or the expiration of the time for doing so, whichever is earlier, serve and file a requisition, in Form 314, requesting that a date be set for the hearing of the application.

**314.** (1) Dans les 10 jours après avoir reçu signification du dossier du défendeur ou dans les 10 jours suivant l'expiration du délai de signification de ce dossier, selon celui de ces délais qui est antérieur à l'autre, le demandeur signifie et dépose une demande d'audience, établie selon la formule 314, afin qu'une date soit fixée pour l'audition de la demande.

Demande d'audience

Contents of requisition

(2) A requisition referred to in subsection (1) shall

(2) La demande d'audience contient les éléments suivants :

Contenu

(a) include a statement that the requirements of subsection 309(1) have been satisfied and that any notice required under section 57 of the Act has been given;

a) une déclaration portant que les exigences du paragraphe 309(1) ont été remplies et que tout avis exigé par l'article 57 de la Loi a été donné;

(b) set out the place at which the hearing should be held;

b) l'endroit proposé pour l'audition de la demande;

(c) set out the maximum number of hours or days required for the hearing;

c) le nombre maximal d'heures ou de jours prévus pour l'audition;

(d) list any dates within the following 90 days on which the parties are not available for a hearing;

d) les dates où les parties ne sont pas disponibles pour l'audition au cours des 90 jours qui suivent;

(e) set out the name, address, telephone number and fax number of the solicitor for every party to the application or, where a party is not represented by a solicitor, the person's name, address, telephone number and any fax number; and

e) les nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat de chaque partie à la demande, ou ceux de la partie dans le cas où elle n'est pas représentée par un avocat;

(f) indicate whether the hearing will be in English or French, or partly in English and partly in French.

f) la langue dans laquelle l'audition se déroulera, c'est-à-dire en français ou en anglais, ou en partie en français et en partie en anglais.

Pre-hearing conference

**315.** The Court may order that a conference be held in accordance with rules 258 to 267, with such modifications as are necessary.

**315.** La Cour peut ordonner la tenue d'une conférence préparatoire à l'audition d'une demande conformément aux règles

Conférence préparatoire

258 à 267, lesquelles s’appliquent avec les adaptations nécessaires.

Testimony regarding issue of fact

**316.** On motion, the Court may, in special circumstances, authorize a witness to testify in court in relation to an issue of fact raised in an application.

**316.** Dans des circonstances particulières, la Cour peut, sur requête, autoriser un témoin à témoigner à l’audience quant à une question de fait soulevée dans une demande.

Témoignage sur des questions de fait

MATERIAL IN THE POSSESSION OF A TRIBUNAL

OBTENTION DE DOCUMENTS EN LA POSSESSION D’UN OFFICE FÉDÉRAL

Material from tribunal

**317.** (1) A party may request material relevant to an application that is in the possession of a tribunal whose order is the subject of the application and not in the possession of the party by serving on the tribunal and filing a written request, identifying the material requested.

**317.** (1) Toute partie peut demander la transmission des documents ou des éléments pertinents quant à la demande, qu’elle n’a pas mais qui sont en la possession de l’office fédéral dont l’ordonnance fait l’objet de la demande, en signifiant à l’office une requête à cet effet puis en la déposant. La requête précise les documents ou les éléments matériels demandés.

Matériel en la possession de l’office fédéral

Request in notice of application

(2) An applicant may include a request under subsection (1) in its notice of application.

(2) Un demandeur peut inclure sa demande de transmission de documents dans son avis de demande.

Demande incluse dans l’avis de demande

Service of request

(3) If an applicant does not include a request under subsection (1) in its notice of application, the applicant shall serve the request on the other parties. SOR/2002-417, s. 19; SOR/2006-219, s. 11.

(3) Si le demandeur n’inclut pas sa demande de transmission de documents dans son avis de demande, il est tenu de signifier cette demande aux autres parties. DORS/2002-417, art. 19; DORS/2006-219, art. 11.

Signification de la demande de transmission

Material to be transmitted

**318.** (1) Within 20 days after service of a request under rule 317, the tribunal shall transmit

**318.** (1) Dans les 20 jours suivant la signification de la demande de transmission visée à la règle 317, l’office fédéral transmet :

Documents à transmettre

(a) a certified copy of the requested material to the Registry and to the party making the request; or

a) au greffe et à la partie qui en a fait la demande une copie certifiée conforme des documents en cause;

(b) where the material cannot be reproduced, the original material to the Registry.

b) au greffe les documents qui ne se prêtent pas à la reproduction et les éléments matériels en cause.

Objection by tribunal

(2) Where a tribunal or party objects to a request under rule 317, the tribunal or the party shall inform all parties and the Administrator, in writing, of the reasons for the objection.

(2) Si l’office fédéral ou une partie s’opposent à la demande de transmission, ils informent par écrit toutes les parties et l’administrateur des motifs de leur opposition.

Opposition de l’office fédéral

Directions as to procedure	(3) The Court may give directions to the parties and to a tribunal as to the procedure for making submissions with respect to an objection under subsection (2).	(3) La Cour peut donner aux parties et à l'office fédéral des directives sur la façon de procéder pour présenter des observations au sujet d'une opposition à la demande de transmission.	Directives de la Cour
Order	(4) The Court may, after hearing submissions with respect to an objection under subsection (2), order that a certified copy, or the original, of all or part of the material requested be forwarded to the Registry.	(4) La Cour peut, après avoir entendu les observations sur l'opposition, ordonner qu'une copie certifiée conforme ou l'original des documents ou que les éléments matériels soient transmis, en totalité ou en partie, au greffe.	Ordonnance
Return of material	<b>319.</b> Unless the Court directs otherwise, after an application has been heard, the Administrator shall return to a tribunal any original material received from it under rule 318.	<b>319.</b> Sauf directives contraires de la Cour, après l'audition de la demande, l'administrateur retourne à l'office fédéral les originaux reçus aux termes de la règle 318.	Documents retournés
REFERENCES FROM A TRIBUNAL		RENVOIS D'UN OFFICE FÉDÉRAL	
Definition of "reference"	<b>320.</b> (1) In rules 321 to 323, "reference" means a reference to the Court made by a tribunal or by the Attorney General of Canada under section 18.3 of the Act.	<b>320.</b> (1) Dans les règles 321 à 323, « renvoi » s'entend d'un renvoi fait à la Cour par un office fédéral ou le procureur général du Canada en vertu de l'article 18.3 de la Loi.	Définition
Procedures on applications apply	(2) Subject to rules 321 to 323, rules 309 to 311 apply to references.	(2) Sous réserve des règles 321 à 323, les règles 309 à 311 s'appliquent aux renvois.	Application d'autres dispositions
Notice of application on reference	<b>321.</b> A notice of application in respect of a reference shall set out  (a) the name of the court to which the application is addressed;  (b) the name of the applicant; and  (c) the question being referred. SOR/2004-283, s. 36.	<b>321.</b> L'avis de demande concernant un renvoi contient les renseignements suivants :  a) le nom de la cour à laquelle la demande est adressée;  b) le nom du demandeur;  c) la question qui est l'objet du renvoi. DORS/2004-283, art. 36.	Contenu de l'avis de demande
Directions on reference	<b>322.</b> Where the Attorney General of Canada or a tribunal makes a reference, the Attorney General or tribunal shall bring an <i>ex parte</i> motion for directions as to  (a) which persons shall be given notice of the reference;  (b) the material that will constitute the case to be determined on the reference;	<b>322.</b> Le procureur général du Canada ou l'office fédéral qui fait un renvoi demande à la Cour, par voie de requête <i>ex parte</i> , des directives sur :  a) l'identité des personnes qui doivent recevoir signification de l'avis de demande;  b) la composition du dossier sur lequel le renvoi sera jugé;	Directives

- |   |   |
|---|---|
| <p>(c) the preparation, filing and service of copies of the material;</p> <p>(d) the preparation, filing and service of memoranda of fact and law;</p> <p>(e) the procedure for the hearing of the reference;</p> <p>(f) the time and place for the hearing of the reference; and</p> <p>(g) the role, if any, of the tribunal in question.</p> | <p>c) la préparation, le dépôt et la signification de copies du dossier;</p> <p>d) la préparation, le dépôt et la signification des mémoires exposant les faits et le droit;</p> <p>e) la procédure à suivre lors de l’audition du renvoi;</p> <p>f) les date, heure et lieu de l’audition;</p> <p>g) le rôle de l’office fédéral dans l’instance, s’il y a lieu.</p> |
|---|---|

Notice of intention to become party

**323.** Any of the following persons may become a party to a reference by serving and filing a notice of intention to participate in Form 323:

- (a) the Attorney General of Canada;
- (b) the attorney general of a province, for the purpose of adducing evidence or making submissions to the Court under subsection 57(4) of the Act; and
- (c) a person who participated in the proceeding before the tribunal in respect of which the reference is made.

**323.** Les personnes suivantes peuvent devenir parties au renvoi en signifiant et en déposant un avis d’intention à cet effet, établi selon la formule 323 :

- a) le procureur général du Canada;
- b) un procureur général d’une province qui a l’intention de présenter une preuve ou des observations à la Cour conformément au paragraphe 57(4) de la Loi;
- c) les personnes qui ont participé à l’instance devant l’office fédéral visé par le renvoi.

Avis d’intention de devenir partie à l’instance

COMMERCIAL ARBITRATIONS

RÈGLES D’ARBITRAGE  
COMMERCIAL

Notice of application

**324.** (1) Subject to subsection (2), a request under the Commercial Arbitration Code, set out in the schedule to the *Commercial Arbitration Act*, shall be brought by a notice of application.

**324.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), toute demande en vertu du Code d’arbitrage commercial figurant à l’annexe de la *Loi sur l’arbitrage commercial* est introduite par voie d’avis de demande.

Avis de demande

Exception

(2) Where the subject matter of an arbitration to which a request under the Code relates is already the subject matter of a proceeding before the Court, the request may be brought as a motion in that proceeding.

(2) Lorsque l’objet de l’arbitrage est déjà l’objet d’une instance devant la Cour, la demande en vertu du Code peut être introduite par voie de requête dans cette instance.

Requête

Affidavit

(3) An affidavit in support of a notice of application under subsection (1) or a motion under subsection (2) shall be accompanied by a copy of the parties' arbitration agreement and state

(a) all material facts;

(b) unless the request is brought pursuant to article 8(1) or 9 of the Code, that the arbitration to which the request relates is governed by Canadian law or has been, is being or will be held within the jurisdiction of the Court; and

(c) where the request is brought pursuant to article 27 of the Code, the nature of the evidence to be obtained, the name and address of any person to be heard as a witness and the subject-matter of any testimony required from that person, and describe any document to be produced or property to be inspected.

#### DIVORCE PROCEEDINGS

Procedure of province to apply

**325.** (1) Unless the Court orders otherwise, where the Court makes a direction pursuant to subsection 3(3) or 5(3) of the *Divorce Act*, the rules made under section 25 of that Act for the province specified in the direction pursuant to subsection 23(2) of that Act shall apply to the conduct of the proceeding in the Court, with such modifications as the circumstances require.

Motion for modification of rules

(2) A party to a proceeding referred to in subsection (1) may at any time, by motion, request a modification to the rules referred to in that subsection.

#### FOREIGN JUDGMENTS AND ARBITRAL AWARDS

Definitions

**326.** The following definitions apply to rules 327 to 334.

“arbitration agreement”  
« convention d'arbitrage »

“arbitration agreement” means an agreement in writing as defined in article II of the convention set out in the schedule to the

Affidavit

(3) L'affidavit à l'appui de l'avis de demande visé au paragraphe (1) ou de la requête visée au paragraphe (2) est accompagné d'une copie de la convention d'arbitrage des parties et contient les renseignements suivants :

a) tous les faits substantiels;

b) à moins que la demande ne soit faite en vertu du paragraphe 8(1) ou de l'article 9 du Code, le fait que l'arbitrage en cause relève du droit canadien ou a eu lieu, a lieu ou aura lieu dans la juridiction de la Cour;

c) si la demande est faite en vertu de l'article 27 du Code, la nature de la preuve à obtenir, les nom et adresse de toute personne devant être entendue comme témoin ainsi que l'objet de son témoignage et la description de tout document devant être produit ou de tout bien devant être examiné.

#### PROCÉDURES EN DIVORCE

Dispositions applicables

**325.** (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, lorsque celle-ci donne un ordre en vertu des paragraphes 3(3) ou 5(3) de la *Loi sur le divorce*, les règles établies en vertu de l'article 25 de cette loi pour la province mentionnée dans l'ordre conformément au paragraphe 23(2) de cette loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la conduite de l'instance devant la Cour.

Variantes

(2) Une partie à l'instance visée au paragraphe (1) peut, à tout moment, par voie de requête, demander que l'application des règles visées à ce paragraphe soit modifiée.

#### JUGEMENTS ÉTRANGERS ET SENTENCES ARBITRALES

Définitions

**326.** Les définitions qui suivent s'appliquent aux règles 327 à 334.

« convention d'arbitrage » Convention écrite au sens de l'article II de la convention figurant à l'annexe de la *Loi*

« convention d'arbitrage »  
“arbitration agreement”

<p>“foreign judgment” « jugement étranger »</p>	<p><i>United Nations Foreign Arbitral Awards Convention Act</i> or an arbitration agreement as defined in Article 7 of the Commercial Arbitration Code, set out in the schedule to the <i>Commercial Arbitration Act</i>.</p>	<p>sur la <i>Convention des Nations Unies concernant les sentences arbitrales étrangères</i> ou convention d’arbitrage au sens de l’article 7 du Code d’arbitrage commercial figurant à l’annexe de la <i>Loi sur l’arbitrage commercial</i>.</p>	<p>« jugement étranger » “foreign judgment”</p>
	<p>“foreign judgment” means a judgment or arbitral award that may be registered in a court in Canada in accordance with</p>	<p>« jugement étranger » Jugement ou sentence arbitrale qui peut être enregistré auprès d’un tribunal du Canada conformément :</p>	
	<p>(a) sections 63 to 71 of the <i>Marine Liability Act</i>;</p>	<p>a) aux articles 63 à 71 de la <i>Loi sur la responsabilité en matière maritime</i>;</p>	
	<p>(b) the <i>Canada-United Kingdom Civil and Commercial Judgments Convention Act</i>;</p>	<p>b) à la <i>Loi sur la Convention Canada—Royaume-Uni relative aux jugements en matière civile et commerciale</i>;</p>	
	<p>(c) the <i>United Nations Foreign Arbitral Awards Convention Act</i>; or</p>	<p>c) à la <i>Loi sur la Convention des Nations Unies concernant les sentences arbitrales étrangères</i>;</p>	
	<p>(d) articles 35 and 36 of the Commercial Arbitration Code, set out in the schedule to the <i>Commercial Arbitration Act</i>. SOR/2004-283, s. 39.</p>	<p>d) aux articles 35 et 36 du Code d’arbitrage commercial figurant à l’annexe de la <i>Loi sur l’arbitrage commercial</i>. DORS/2004-283, art. 39.</p>	
<p>Form of application</p>	<p><b>327.</b> An application for registration, recognition or enforcement of a foreign judgment shall be in Form 327.</p>	<p><b>327.</b> La demande pour l’enregistrement, la reconnaissance ou l’exécution d’un jugement étranger est rédigée selon la formule 327.</p>	<p>Forme de la demande</p>
<p><i>Ex parte</i> application</p>	<p><b>328.</b> (1) An application under rule 327 may be brought <i>ex parte</i>.</p>	<p><b>328.</b> (1) La demande visée à la règle 327 peut être présentée <i>ex parte</i>.</p>	<p>Demande <i>ex parte</i></p>
<p>Directions regarding service</p>	<p>(2) On an <i>ex parte</i> application under subsection (1), the Court may direct that notice of the application be served on the foreign judgment debtor and may give such directions respecting the manner of service as it considers just.</p>	<p>(2) Lorsque la demande visée à la règle 327 est présentée <i>ex parte</i>, la Cour peut donner l’ordre de signifier l’avis de demande au débiteur judiciaire et peut donner les directives qu’elle juge équitables quant au mode de signification.</p>	<p>Directives de la Cour</p>
<p>Affidavit</p>	<p><b>329.</b> (1) An affidavit filed in an application under rule 327 shall be accompanied by an exemplified or certified copy of the foreign judgment, any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that judgment and a copy of any arbitration agreement under which the judgment was awarded and shall state</p>	<p><b>329.</b> (1) L’affidavit déposé à l’appui de la demande visée à la règle 327 est accompagné d’une copie certifiée conforme ou authentifiée du jugement étranger ainsi que, le cas échéant, des motifs — y compris toute dissidence — et d’une copie de la convention d’arbitrage à l’égard de laquelle le jugement a été rendu. L’affidavit contient les renseignements suivants :</p>	<p>Affidavit</p>
	<p>(a) that the foreign judgment was not fully satisfied as at the filing of the application;</p>	<p>a) la mention qu’au moment du dépôt de la demande les obligations découlant du</p>	

- jugement étranger n’avaient pas toutes été remplies;
- (b) whether the foreign judgment debtor appeared in the original proceeding; b) le fait que le débiteur judiciaire a comparu ou non dans l’instance initiale;
- (c) an address in Canada for service on the foreign judgment creditor; c) une adresse au Canada pour la signification au créancier judiciaire;
- (d) the name and usual or last known address of the foreign judgment debtor; d) le nom et l’adresse habituelle ou la dernière adresse connue du débiteur judiciaire;
- (e) whether interest has accrued on the amount payable under the foreign judgment in accordance with the law of the state of the originating court or arbitral tribunal and, if interest has accrued, the rate of interest, the day from which it is payable, the amount due at the time of the filing of the application and, where applicable, the day on which interest ceases to accrue; e) le fait que des intérêts ont couru ou non sur le montant à payer aux termes du jugement étranger selon la loi de l’État du tribunal d’origine ou du tribunal arbitral et, dans l’affirmative, le taux d’intérêt, le jour à compter duquel les intérêts sont devenus exigibles, le montant dû au moment du dépôt de la demande et, s’il y a lieu, le jour où ils cessent de courir;
- (f) the rate of exchange into Canadian currency prevailing on the day on which the foreign judgment was rendered, as ascertained from a chartered bank in Canada; f) le taux de change en monnaie canadienne qui était applicable, d’après une banque à charte canadienne, le jour où le jugement étranger a été rendu;
- (g) that, having made careful and full inquiries, the applicant knows of no impediment to registration, recognition or enforcement of the foreign judgment; and g) la mention que le demandeur, après avoir effectué des recherches complètes et minutieuses, ne connaît aucun empêchement à l’enregistrement, la reconnaissance ou l’exécution du jugement étranger;
- (h) that the foreign judgment is executory, that no appeal or other form of judicial review is pending and that any time prescribed for the making of an appeal or application for judicial review has expired. h) la mention que le jugement étranger est exécutoire et ne fait l’objet d’aucun appel ou autre forme de contrôle judiciaire et que le délai prescrit, s’il y a lieu, pour présenter un appel ou une demande de contrôle judiciaire est expiré.

Affidavit of service

(2) Where a foreign judgment debtor did not appear in the original proceeding, an affidavit referred to in subsection (1) shall be accompanied by an affidavit of service on the foreign judgment debtor of the document instituting the original proceedings. SOR/2006-219, s. 12.

(2) Dans les cas où le débiteur judiciaire n’a pas comparu dans l’instance initiale, l’affidavit visé au paragraphe (1) est accompagné d’un affidavit attestant que l’acte introductif de cette instance lui a été signifié. DORS/2006-219, art. 12.

Exigence supplémentaire

Other evidence

**330.** The Court may accept evidence on an application under rule 327 other than affidavit evidence.

**330.** La Cour peut, pour une demande visée à la règle 327, admettre des éléments de preuve autres que ceux sous forme

Autres éléments de preuve

d'affidavits.

Amounts in Canadian currency

**331.** Unless the Court orders otherwise, an amount payable under a foreign judgment shall be converted into the equivalent amount in Canadian currency on the basis of the rate of exchange, ascertained from a chartered bank in Canada, that was prevailing on the day on which the foreign judgment was rendered.

**331.** Sauf ordonnance contraire de la Cour, le montant à payer aux termes d'un jugement étranger est converti en monnaie canadienne selon le taux de change applicable, d'après une banque à charte canadienne, le jour où ce jugement a été rendu.

Conversion en monnaie canadienne

Interest

**332.** (1) Any interest on an amount payable under a foreign judgment that has accrued to the day of registration of the foreign judgment shall be added to the amount payable under the foreign judgment.

**332.** (1) Les intérêts courus au jour de l'enregistrement du jugement étranger sont ajoutés au montant à payer aux termes de celui-ci.

Intérêts courus

Interest

(2) Unless the Court orders otherwise, an amount payable under a foreign judgment registered pursuant to an application under rule 327 bears interest from the day of registration at the rate set out in section 3 of the *Interest Act*.

(2) Sauf ordonnance contraire de la Cour, le montant à payer aux termes du jugement étranger enregistré par suite d'une demande visée à la règle 327 porte intérêt à compter du jour de l'enregistrement du jugement étranger, au taux prescrit par l'article 3 de la *Loi sur l'intérêt*.

Taux d'intérêt

Service of order for registration

**333.** Unless the Court orders otherwise, a foreign judgment creditor who obtains an order for registration of a foreign judgment shall personally serve the order on the foreign judgment debtor, together with a translation thereof in the language of the foreign judgment and an affidavit attesting to its accuracy.

**333.** Sauf ordonnance contraire de la Cour, le créancier judiciaire signifie à personne au débiteur judiciaire l'ordonnance d'enregistrement du jugement étranger accompagnée d'une traduction de l'ordonnance dans la langue du jugement, ainsi qu'un affidavit attestant la fidélité de la traduction.

Traduction de l'avis d'enregistrement

Execution

**334.** Unless the Court orders otherwise, execution shall not be issued on a foreign judgment registered pursuant to an application under rule 327 until proof of service of the order for registration has been filed.

**334.** Sauf ordonnance contraire de la Cour, le jugement étranger enregistré par suite d'une demande visée à la règle 327 ne peut être exécuté avant le dépôt d'une preuve de la signification de l'ordonnance d'enregistrement.

Délai d'exécution

PART 6

PARTIE 6

APPEALS

APPELS

APPLICATION OF THIS PART

CHAMP D'APPLICATION

Application

**335.** This Part applies to

**335.** La présente partie s'applique aux appels suivants :

Application

(a) appeals to the Federal Court of Appeal from the Federal Court, including appeals from interlocutory orders;

a) les appels des ordonnances de la Cour fédérale interjetés devant la Cour d'appel fédérale, y compris les appels d'ordonnances interlocutoires;

(b) appeals to the Federal Court of Appeal from the Tax Court of Canada under subsections 27(1.1) and (1.2) of the Act; and

b) les appels des décisions de la Cour canadienne de l'impôt interjetés devant la Cour d'appel fédérale en vertu des paragraphes 27(1.1) et (1.2) de la Loi;

(c) appeals to the Court under an Act of Parliament, unless otherwise indicated in that Act or these Rules. SOR/2004-283, s. 17.

c) les appels interjetés devant la Cour en vertu d'une loi fédérale, sauf disposition contraire des présentes règles ou de cette loi. DORS/2004-283, art. 17.

## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### *Interpretation*

### *Définition*

Definition of "first instance"

**336.** In this Part, "first instance" means a proceeding in the Federal Court, the Tax Court of Canada or the tribunal whose order is being appealed. SOR/2004-283, s. 33.

**336.** Dans la présente partie, « première instance » s'entend de l'instance devant la Cour fédérale, la Cour canadienne de l'impôt ou l'office fédéral dont l'ordonnance est portée en appel. DORS/2004-283, art. 33.

Définition

### *Commencement of Appeal*

### *Formation de l'appel*

Content of general notice of appeal

**337.** An appeal, other than an appeal from a final judgment of the Tax Court of Canada under subsection 27(1.2) of the Act, shall be commenced by a notice of appeal, in Form 337, setting out

**337.** L'appel, autre que l'appel d'un jugement définitif de la Cour canadienne de l'impôt interjeté en vertu du paragraphe 27(1.2) de la Loi, est introduit par un avis d'appel, établi selon la formule 337, qui contient les renseignements suivants :

Contenu de l'avis d'appel — général

(a) the name of the court to which the appeal is taken;

a) le nom de la cour saisie de l'appel;

(b) the names of the parties;

b) les noms des parties à l'appel;

(c) a precise statement of the relief sought;

c) un énoncé précis de la réparation recherchée;

(d) a complete and concise statement of the grounds intended to be argued, including a reference to any statutory provision or rule to be relied on;

d) un énoncé complet et concis des motifs qui seront invoqués, avec mention de toute disposition législative ou règle applicable;

(e) the name of the court or tribunal appealed from;

e) le nom de la cour ou de l'office fédéral dont l'ordonnance fait l'objet de l'appel;

(f) the date and details of the order under appeal; and

f) la date et les particularités de l'ordonnance;

(g) the place proposed for the hearing of the appeal. SOR/2004-283, ss. 18 and 36.

g) l'endroit proposé pour l'audition de l'appel. DORS/2004-283, art. 18 et 36.

Content of notice of appeal — certain judgments of Tax Court of Canada

**337.1** An appeal from a final judgment of the Tax Court of Canada under subsection 27(1.2) of the Act shall be commenced by a notice of appeal, in Form 337.1, setting out

- (a) the names of the parties;
- (b) a precise statement of the relief sought;
- (c) a complete and concise statement of the grounds intended to be argued, including a reference to any statutory provision or rule to be relied on;
- (d) the date and details of the final judgment under appeal; and
- (e) the place proposed for the hearing of the appeal. SOR/2004-283, s. 19.

Persons to be included as respondents

**338.** (1) Unless the Court orders otherwise, an appellant shall include as a respondent in an appeal

- (a) every party in the first instance who is adverse in interest to the appellant in the appeal;
- (b) any other person required to be named as a party by an Act of Parliament pursuant to which the appeal is brought; and
- (c) where there are no persons that are included under paragraph (a) or (b), the Attorney General of Canada.

Substitution for Attorney General

(2) On a motion by the Attorney General of Canada, where the Court is satisfied that the Attorney General is unable or unwilling to act as a respondent in an appeal, the Court may substitute another person or body, including a tribunal whose order is being appealed, as a respondent in the place of the Attorney General of Canada.

Service of notice of appeal

**339.** (1) Unless the Court directs otherwise or an Act of Parliament authorizing the appeal provides otherwise, within 10 days after the

**337.1** L'appel d'un jugement définitif de la Cour canadienne de l'impôt interjeté en vertu du paragraphe 27(1.2) de la Loi est introduit par un avis d'appel, établi selon la formule 337.1, qui contient les renseignements suivants :

- a) les noms des parties à l'appel;
- b) un énoncé précis de la réparation recherchée;
- c) un énoncé complet et concis des motifs qui seront invoqués, avec mention de toute disposition législative ou règle applicable;
- d) la date et les particularités du jugement;
- e) l'endroit proposé pour l'audition de l'appel. DORS/2004-283, art. 19.

**338.** (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, l'appellant désigne les personnes suivantes à titre d'intimés dans l'appel :

- a) toute personne qui était une partie dans la première instance et qui a dans l'appel des intérêts opposés aux siens;
- b) toute autre personne qui doit être désignée à titre de partie aux termes de la loi fédérale qui autorise l'appel;
- c) si les alinéas a) et b) ne s'appliquent pas, le procureur général du Canada.

(2) La Cour peut, sur requête du procureur général du Canada, si elle est convaincue que celui-ci est incapable d'agir à titre d'intimé ou n'est pas disposé à le faire, désigner en remplacement une autre personne ou entité, y compris l'office fédéral dont l'ordonnance fait l'objet de l'appel.

**339.** (1) Sauf disposition contraire de la loi fédérale qui autorise l'appel ou sauf directives contraires de la Cour, l'appellant

Contenu de l'avis d'appel à l'égard de certains jugements de la Cour canadienne de l'impôt

Intimés

Remplaçant du procureur général

Signification de l'avis d'appel

	issuance of a notice of appeal, the appellant shall serve it on	signifie l'avis d'appel aux personnes suivantes dans les 10 jours suivant sa délivrance :	
	(a) all respondents;	a) les intimés;	
	(b) in the case of an appeal of an order of a tribunal,	b) dans le cas de l'appel d'une ordonnance d'un office fédéral :	
	(i) the Attorney General of Canada, and	(i) le procureur général du Canada,	
	(ii) the tribunal or its chief executive officer;	(ii) l'office fédéral ou son premier dirigeant;	
	(c) any person who is not a party and who participated in the first instance; and	c) toute personne qui n'est pas une partie mais qui a participé à la première instance;	
	(d) any other person directly affected by the appeal.	d) toute autre personne directement touchée par l'appel.	
Proof of service	(2) Proof of service of a notice of appeal shall be filed within 10 days after the notice of appeal is served.	(2) La preuve de la signification de l'avis d'appel est déposée dans les 10 jours suivant cette signification.	Preuve de signification
Solicitor of record and address for service	<b>340.</b> In an appeal from the Federal Court to the Federal Court of Appeal, the solicitor of record and the address for service of a party on the appeal shall be the same as they were in the first instance. SOR/2004-283, s. 20.	<b>340.</b> Dans l'appel d'une ordonnance de la Cour fédérale interjeté devant la Cour d'appel fédérale, l'avocat inscrit au dossier et l'adresse aux fins de signification d'une partie à l'appel demeurent les mêmes que dans la première instance. DORS/2004-283, art. 20.	Avocat inscrit au dossier
Appearance or cross-appeal	<b>341.</b> (1) A respondent who intends to participate in an appeal shall, within 10 days after service of the notice of appeal, serve and file	<b>341.</b> (1) L'intimé qui entend participer à l'appel dépose et signifie, dans les 10 jours suivant la signification de l'avis d'appel :	Avis de comparution ou d'appel incident
	(a) a notice of appearance in Form 341A; or	a) soit un avis de comparution établi selon la formule 341A;	
	(b) where the respondent seeks a different disposition of the order appealed from, a notice of cross-appeal in Form 341B.	b) soit, s'il entend demander la réformation de l'ordonnance portée en appel, un avis d'appel incident établi selon la formule 341B.	
Content of notice of cross-appeal	(2) A notice of cross-appeal shall set out	(2) L'avis d'appel incident contient les renseignements suivants :	Contenu de l'avis d'appel incident
	(a) a precise statement of the relief sought; and	a) un énoncé précis de la réparation recherchée;	
		b) un énoncé complet et concis des motifs	

(b) a complete and concise statement of the grounds intended to be argued, including a reference to any statutory provision or rule to be relied on.

qui seront invoqués, avec mention de toute disposition législative ou règle applicable.

Leave for late cross-appeal	(3) Where a respondent has not filed a notice of cross-appeal under subsection (1), the cross-appeal may not be heard without leave of the Court.	(3) Un appel incident ne peut être entendu si l’intimé n’a pas déposé d’avis d’appel incident selon le paragraphe (1), à moins que la Cour ne l’autorise.	Autorisation de la Cour
-----------------------------	---	---	-------------------------

Consolidation of appeals	<b>342.</b> (1) Unless the Court orders otherwise, where more than one party appeals from an order, all appeals shall be consolidated.	<b>342.</b> (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, lorsque plus d’une partie a interjeté appel d’une même ordonnance, tous les appels sont joints.	Jonction d’appels
--------------------------	--	---	-------------------

Directions	(2) The Court may give directions as to the procedure to be followed in a consolidation under subsection (1).	(2) La Cour peut donner des directives concernant la procédure applicable à la jonction d’appels effectuée en vertu du paragraphe (1).	Directives
------------	---	--	------------

*Appeal Books*

*Dossier d’appel*

Agreement re appeal book	<b>343.</b> (1) Within 30 days after the filing of a notice of appeal, the parties shall agree in writing as to the documents, exhibits and transcripts to be included in the appeal book and shall file that agreement.	<b>343.</b> (1) Dans les 30 jours suivant le dépôt de l’avis d’appel, les parties conviennent par écrit des documents, pièces et transcriptions qui constitueront le dossier d’appel et déposent copie de leur entente.	Entente entre les parties
--------------------------	--	---	---------------------------

Limitation	(2) The parties shall include in an appeal book only such documents, exhibits and transcripts as are required to dispose of the issues on appeal.	(2) Les parties n’incluent dans le dossier d’appel que les documents, pièces et transcriptions nécessaires au règlement des questions en litige dans l’appel.	Restriction
------------	---	---	-------------

Motion to determine content of appeal book	(3) If no agreement is reached within the period referred to in subsection (1), the appellant shall, within 10 days after the expiration of that period, serve and file a notice of motion under rule 369 to request that the Court determine the content of the appeal book.	(3) À défaut d’une entente dans le délai prévu au paragraphe (1), l’appelant demande à la Cour de déterminer le contenu du dossier d’appel en signifiant et en déposant un avis de requête selon la règle 369 dans les 10 jours suivant l’expiration de ce délai.	Requête visant le contenu du dossier
--	---	---	--------------------------------------

Order for transcripts or reproductions	(4) Where a transcript or the reproduction of exhibits is required, the appellant shall order it and shall file proof of the order within 10 days after filing an agreement under subsection (1) or obtaining an order under subsection (3).	(4) Si la transcription de témoignages oraux ou la reproduction de pièces est requise, l’appelant se charge de les obtenir et dépose la preuve des démarches entreprises à cette fin dans les 10 jours suivant le dépôt de l’entente visée au	Ordonnance visant les transcriptions ou copies
--	--	---	--

Preparation of  
appeal book

(5) The appeal book shall be prepared by the appellant forthwith unless, on the motion of the appellant, the Court orders the Administrator to prepare an appeal book on the appellant's behalf from documents provided by the appellant.

Content of appeal  
book

**344.** (1) An appeal book shall have a grey cover and contain, on consecutively numbered pages and in the following order,

- (a) a table of contents describing each document;
- (b) the notice of appeal and any notice of cross-appeal;
- (c) the order appealed from, as signed and entered, and any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that order;
- (d) the originating document, any other pleadings and any other document in the first instance that defines the issues in the appeal;
- (e) subject to subsection (2), all documents, exhibits and transcripts agreed on under subsection 343(1) or ordered to be included on a motion under subsection 343(3);
- (f) any order made in respect of the conduct of the appeal;
- (g) any other document relevant to the appeal;
- (h) an agreement reached under subsection 343(1) as to the contents of the appeal book or an order made under subsection 343(3); and
- (i) a certificate in Form 344, signed by the appellant's solicitor, stating that the contents of the appeal book are complete and legible.

paragraphe (1) ou l'obtention de l'ordonnance qui en tient lieu.

(5) Le dossier d'appel est préparé sans délai par l'appelant à moins que la Cour, sur requête de celui-ci, n'ordonne à l'administrateur de préparer le dossier d'appel pour le compte de l'appelant sur remise de documents par celui-ci.

Préparation du  
dossier d'appel

**344.** (1) Le dossier d'appel porte une couverture grise et contient, sur des pages numérotées consécutivement, les documents suivants dans l'ordre indiqué ci-après :

Contenu du  
dossier d'appel

- a) une table des matières désignant chaque document;
- b) l'avis d'appel et, le cas échéant, l'avis d'appel incident;
- c) l'ordonnance portée en appel, telle qu'elle a été signée et inscrite ainsi que les motifs, le cas échéant, y compris toute dissidence;
- d) l'acte introductif d'instance, les autres actes de procédure et tout autre document déposé dans la première instance qui définit les questions en litige dans l'appel;
- e) sous réserve du paragraphe (2), les documents, pièces et transcriptions énumérés dans l'entente visée au paragraphe 343(1) ou dans l'ordonnance qui en tient lieu;
- f) toute ordonnance relative au déroulement de l'appel;
- g) tout autre document pertinent;
- h) l'entente visée au paragraphe 343(1) ou l'ordonnance qui en tient lieu;
- i) le certificat établi selon la formule 344, signé par l'avocat de l'appelant et attestant que le contenu du dossier d'appel est complet et lisible.

Transcripts separate	(2) Transcripts may be reproduced in a separate document. SOR/2006-219, s. 13.	(2) Les transcriptions peuvent être reproduites dans un document séparé. DORS/2006-219, art. 13.	Transcriptions
Service and filing of appeal book	<b>345.</b> Within 30 days after filing an agreement under subsection 343(1) or obtaining an order under subsection 343(3), an appellant shall serve the appeal book and file	<b>345.</b> Dans les 30 jours suivant la date du dépôt de l'entente visée au paragraphe 343(1) ou l'obtention de l'ordonnance qui en tient lieu, l'appelant signifie le dossier d'appel et en dépose :	Signification et dépôt du dossier d'appel
	(a) where the appeal is brought in the Federal Court, three copies of it; and	a) trois copies, s'il s'agit d'un appel devant la Cour fédérale;	
	(b) where the appeal is brought in the Federal Court of Appeal, five copies of it. SOR/2004-283, ss. 32 and 33.	b) cinq copies, s'il s'agit d'un appel devant la Cour d'appel fédérale. DORS/2004-283, art. 32 et 33.	
	<i>Memoranda</i>	<i>Mémoires des parties</i>	
Appellant's memorandum	<b>346.</b> (1) Within 30 days after filing an appeal book, the appellant shall serve and file a memorandum of fact and law.	<b>346.</b> (1) Dans les 30 jours suivant le dépôt du dossier d'appel, l'appelant signifie et dépose son mémoire des faits et du droit.	Mémoire de l'appellant
Respondent's memorandum	(2) Within 30 days after service of the appellant's memorandum of fact and law, the respondent shall serve and file the respondent's memorandum of fact and law.	(2) Dans les 30 jours suivant la signification du mémoire de l'appellant, l'intimé signifie et dépose le sien.	Mémoire de l'intimé
Where cross-appeal filed	(3) Where a respondent has served a notice of cross-appeal under rule 341,	(3) Lorsqu'un intimé a signifié un avis d'appel incident conformément à la règle 341 :	Appel incident
	(a) the respondent shall serve and file a memorandum of fact and law as appellant by cross-appeal, as part of the respondent's memorandum of fact and law, within the time set out in subsection (2); and	a) il signifie et dépose son mémoire des faits et du droit à titre d'appellant dans l'appel incident — lequel fait partie intégrante de son mémoire d'intimé — dans le délai prévu au paragraphe (2);	
	(b) the appellant shall serve and file a memorandum of fact and law as respondent to cross-appeal, within 30 days after service of the respondent's memorandum of fact and law.	b) l'appelant signifie et dépose son mémoire des faits et du droit à titre d'intimé dans l'appel incident dans les 30 jours suivant la signification du mémoire de l'intimé.	
Colour of memorandum	(4) The cover of a memorandum of fact and law	(4) La couverture :	Couleur de la couverture
	(a) of an appellant shall be beige;	a) du mémoire de l'appellant est de couleur beige;	
	(b) of a respondent shall be green; and	b) du mémoire de l'intimé est de couleur verte;	

(c) of an intervener shall be blue.

c) du mémoire de l'intervenant est de couleur bleue.

Number of memoranda to be filed

(5) Memoranda of fact and law shall be filed in the same number as are appeal books.

(5) Le nombre de copies des mémoires qui doit être déposé est le même que pour les dossiers d'appel.

Nombre de copies

#### *Requisition for Hearing*

#### *Demande d'audience*

Requisition for hearing

**347.** (1) Within 20 days after service of the respondent's memorandum of fact and law or 20 days after the expiration of the time for service of the respondent's memorandum of fact and law, whichever is the earlier, an appellant shall serve and file a requisition in Form 347 requesting that a date be set for the hearing of the appeal.

**347.** (1) Dans les 20 jours après avoir reçu signification du mémoire de l'intimé ou dans les 20 jours suivant l'expiration du délai de signification de ce mémoire, selon celui de ces délais qui est antérieur à l'autre, l'appellant signifie et dépose une demande d'audience, établie selon la formule 347, afin qu'une date soit fixée pour l'audition de l'appel.

Demande d'audience — appellant

Default by appellant

(2) Where an appellant fails to comply with subsection (1), a respondent may, in lieu of bringing a motion under rule 167, serve and file a requisition in Form 347 to request that a date be set for the hearing of the appeal.

(2) Si l'appelant ne présente pas de demande d'audience aux termes du paragraphe (1), l'intimé peut :

Recours de l'intimé

a) soit présenter une requête demandant le rejet de l'appel aux termes de la règle 167;

b) soit signifier et déposer une demande d'audience, établie selon la formule 347, afin qu'une date soit fixée pour l'audition de l'appel.

Content of requisition

(3) A requisition referred to in subsection (1) shall

(3) La demande d'audience contient les éléments suivants :

Contenu

(a) include a statement that the requirements of subsections 346(1) and (5) have been satisfied and that any notice required under section 57 of the Act has been given;

a) une déclaration portant que les exigences des paragraphes 346(1) et (5) ont été remplies et que tout avis exigé par l'article 57 de la Loi a été donné;

(b) set out the location at which the hearing should be held;

b) l'endroit proposé pour l'audition de l'appel;

(c) set out the maximum number of hours or days required for the hearing;

c) le nombre maximal d'heures ou de jours prévus pour l'audition;

(d) list any dates within the following 90 days on which the parties are not available for a hearing;

d) les dates où les parties ne sont pas disponibles pour l'audition au cours des 90 jours qui suivent;

(e) set out the name, address, telephone number and fax number of the solicitor for every party to the appeal or, where a party is

e) les nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat de chaque partie à l'appel, ou ceux de la

not represented by a solicitor, the person's name, address, telephone number and any fax number; and

partie dans le cas où elle n'est pas représentée par un avocat;

(f) indicate whether the hearing will be in English or French, or partly in English and partly in French. SOR/2002-417, s. 20(E).

f) la langue dans laquelle l'audition se déroulera, c'est-à-dire en français ou en anglais, ou en partie en français et en partie en anglais. DORS/2002-417, art. 20(A).

*Book of Authorities*

*Cahiers des lois et règlements*

Joint book of authorities

**348.** (1) Subject to subsection (2), at least 30 days before the hearing date, the parties shall file

**348.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), au moins 30 jours avant la date de l'audition de l'appel, les parties déposent :

Cahier conjoint

(a) where the appeal is brought in the Federal Court, three copies of a joint book of statutes, regulations and authorities; or

a) trois copies du cahier conjoint des lois, règlements, jurisprudence et doctrine, s'il s'agit d'un appel devant la Cour fédérale;

(b) where the appeal is brought in the Federal Court of Appeal, five copies of a joint book of statutes, regulations and authorities.

b) cinq copies du cahier conjoint des lois, règlements, jurisprudence et doctrine, s'il s'agit d'un appel devant la Cour d'appel fédérale.

Separate books

(2) If the parties cannot agree on a joint book of statutes, regulations and authorities, they shall file separate books in lieu thereof, without reproducing documents included in the book of another party.

(2) Si les parties ne peuvent s'entendre sur un cahier conjoint, elles déposent chacune un cahier distinct des lois, règlements, jurisprudence et doctrine, en évitant toutefois de reproduire les documents déjà compris dans le cahier d'une autre partie.

Cahier distinct

Enactments in both official languages

(3) Extracts of federal statutes and regulations in a book of statutes, regulations and authorities shall be reproduced in both official languages.

(3) Les extraits des lois et règlements fédéraux qui sont reproduits dans le cahier des lois, règlements, jurisprudence et doctrine doivent l'être dans les deux langues officielles.

Reproduction dans les langues officielles

Colour of cover

(4) The cover of a book of statutes, regulations and authorities shall be

(4) La couverture du cahier des lois, règlements, jurisprudence et doctrine est :

Couleur de la couverture

(a) where the book is filed jointly, burgundy; and

a) de couleur bourgogne, s'il s'agit d'un cahier conjoint;

(b) where the book is filed separately, the same colour as the filing party's memorandum of fact and law. SOR/2004-283, ss. 32 and 33.

b) de la même couleur que le mémoire des faits et du droit de la partie qui le dépose, s'il s'agit d'un cahier individuel. DORS/2004-283, art. 32 et 33.

CONSENT TO REVERSAL OR  
VARIATION OF JUDGMENT

MODIFICATION PAR  
CONSETEMENT

Consent to reversal or variation of judgment	<b>349.</b> (1) A respondent may consent to the reversal or variation of an order appealed from by serving and filing a notice to that effect.	<b>349.</b> (1) L'intimé peut consentir à ce que l'ordonnance portée en appel soit annulée ou modifiée, en signifiant et en déposant un avis à cet effet.	Avis de consentement
Judgment on consent	(2) The Court may pronounce judgment in accordance with a notice filed under subsection (1) if the resultant judgment is one that could have been given on consent.	(2) La Cour peut rendre son ordonnance conformément à l'avis visé au paragraphe (1), s'il s'agit d'un jugement qui aurait pu être prononcé sur consentement des parties.	Jugement sur consentement
	MATERIAL IN THE POSSESSION OF A TRIBUNAL	OBTENTION DE DOCUMENTS EN LA POSSESSION D'UN OFFICE FÉDÉRAL	
Material in possession of a tribunal	<b>350.</b> Rules 317 to 319 apply to appeals and motions for leave to appeal, with such modifications as are necessary.	<b>350.</b> Les règles 317 à 319 s'appliquent aux appels et aux requêtes en autorisation d'appeler, avec les adaptations nécessaires.	Demande de transmission
	NEW EVIDENCE ON APPEAL	PRÉSENTATION DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE PREUVE	
New evidence on appeal	<b>351.</b> In special circumstances, the Court may grant leave to a party to present evidence on a question of fact.	<b>351.</b> Dans des circonstances particulières, la Cour peut permettre à toute partie de présenter des éléments de preuve sur une question de fait.	Nouveaux éléments de preuve
	MOTIONS FOR LEAVE TO APPEAL	REQUÊTE EN AUTORISATION D'APPELER	
Leave to appeal	<b>352.</b> (1) Unless the Court orders otherwise, where leave to appeal is required, it shall be obtained on a motion brought in writing.	<b>352.</b> (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, si une autorisation est requise pour interjeter appel, une requête à cet effet est présentée par écrit.	Requête en autorisation
Respondents and service	(2) On a motion under subsection (1) the moving party shall name as respondents all persons referred to in rule 338 and personally serve all persons referred to in rule 339.	(2) La personne qui présente un avis de requête visé aux termes du paragraphe (1) désigne à titre d'intimé les personnes qui seraient désignées comme intimées selon la règle 338 et le signifie à personne aux personnes visées à la règle 339.	Signification de l'avis de requête
Motion record	<b>353.</b> (1) A person bringing a motion under rule 352 shall serve the motion record and, unless the Court orders otherwise, file three copies thereof.	<b>353.</b> (1) La partie qui présente une requête en autorisation d'appeler signifie son dossier de requête et, sauf ordonnance contraire de la Cour, en dépose trois copies.	Dépôt du dossier de requête
Content of motion record	(2) A motion record referred to in subsection (1) shall contain, on consecutively numbered pages and in the following order,  (a) the order in respect of which leave to appeal is sought and any reasons, including	(2) Le dossier de la requête en autorisation d'appeler contient, sur des pages numérotées consécutivement, les documents suivants dans l'ordre indiqué ci-après :  a) l'ordonnance pour laquelle l'auto-	Dossier de requête

dissenting reasons, given in respect of that order;

(b) the pleadings and any other material that is necessary for the hearing of the motion;

(c) an affidavit that sets out any facts relied on in the motion that do not appear on the Court file; and

(d) a memorandum of fact and law. SOR/2006-219, s. 14.

risation d'en appeler est demandée ainsi que les motifs, le cas échéant, y compris toute dissidence;

b) les actes de procédure ou autres documents nécessaires pour l'audition de la requête;

c) un affidavit établissant les faits invoqués au soutien de la requête qui ne figurent pas au dossier de la Cour;

d) un mémoire des faits et du droit. DORS/2006-219, art. 14.

Respondent's memorandum of fact and law

**354.** A respondent to a motion for leave to appeal shall serve a memorandum of fact and law and any supporting affidavits and, unless the Court orders otherwise, file three copies thereof not later than 20 days after service of the motion record.

**354.** L'intimé à la requête en autorisation d'appeler signifie son mémoire des faits et du droit et les affidavits nécessaires et, sauf ordonnance contraire de la Cour, en dépose trois copies dans les 20 jours suivant la signification du dossier de requête.

Dossier de l'intimé

Reply

**355.** A party bringing a motion for leave to appeal shall serve any reply to the memorandum of fact and law of a respondent and, unless the Court orders otherwise, file three copies thereof not later than 10 days after service thereof.

**355.** Le requérant signifie sa réponse au mémoire des faits et du droit de l'intimé et, sauf ordonnance contraire de la Cour, en dépose trois copies dans les 10 jours après en avoir reçu signification.

Réponse du requérant

Disposition of motion

**356.** On the filing of a reply under rule 355 or the expiration of the period allowed for a reply, the Court may dispose in writing of a motion for leave to appeal.

**356.** Dès le dépôt de la réponse du requérant ou dès l'expiration du délai prévu à cette fin, la Cour peut statuer sur la requête par écrit.

Décision

LEAVE TO APPEAL TO THE SUPREME COURT OF CANADA

AUTORISATION D'INTERJETER APPEL DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA

Motion for leave to appeal to Supreme Court

**357.** (1) Notwithstanding rule 352, where a judgment of the Federal Court of Appeal is delivered from the bench, a motion under section 37.1 of the *Supreme Court Act* for leave to appeal from the judgment to the Supreme Court of Canada may be made at the time the judgment is delivered and without prior notice.

**357.** (1) Malgré la règle 352, la requête présentée en vertu de l'article 37.1 de la *Loi sur la Cour suprême* pour obtenir l'autorisation d'interjeter appel, devant la Cour suprême du Canada, d'un jugement de la Cour d'appel fédérale peut être faite sans préavis, au moment où le jugement est rendu, si celui-ci est rendu à l'audience.

Requête

Grounds for motion for leave

(2) A motion for leave to appeal under section 37.1 of the *Supreme Court Act* shall, unless the Court permits otherwise, be argued on the case, and on the reasons for judgment, from which leave to appeal is sought.

(2) Sauf autorisation accordée par la Cour, le débat sur la requête se limite au dossier tel qu'il a été constitué devant la Cour d'appel fédérale et aux motifs du jugement à l'égard duquel la requête est faite.

Débat limité au dossier

Number of judges	(3) A motion for leave to appeal under section 37.1 of the <i>Supreme Court Act</i> shall be heard before not fewer than three judges, who need not be the judges who heard the matter under appeal. SOR/2004-283, ss. 21(F) and 32.	(3) La requête est entendue par au moins trois juges, qui peuvent ne pas être ceux qui avaient entendu l'affaire portée en appel. DORS/2004-283, art. 21(F) et 32.	Audience par trois juges
PART 7 MOTIONS		PARTIE 7 REQUÊTES	
Application	<b>358.</b> This Part applies to motions other than motions for leave to appeal under Part 6.	<b>358.</b> La présente partie s'applique aux requêtes autres que celles pour autorisation d'appeler visées à la partie 6.	Application
Notice of motion	<p><b>359.</b> Except with leave of the Court, a motion shall be initiated by a notice of motion, in Form 359, setting out</p> <p>(a) in respect of a motion other than one made under rule 369, the time, place and estimated duration of the hearing of the motion;</p> <p>(b) the relief sought;</p> <p>(c) the grounds intended to be argued, including a reference to any statutory provision or rule to be relied on; and</p> <p>(d) a list of the documents or other material to be used at the hearing of the motion.</p>	<p><b>359.</b> Sauf avec l'autorisation de la Cour, toute requête est présentée au moyen d'un avis de requête établi selon la formule 359 et précise :</p> <p>a) sauf s'il s'agit d'une requête présentée selon la règle 369, la date, l'heure, le lieu et la durée prévue de l'audition de la requête;</p> <p>b) la réparation recherchée;</p> <p>c) les motifs qui seront invoqués, avec mention de toute disposition législative ou règle applicable;</p> <p>d) la liste des documents et éléments matériels qui seront utilisés à l'audition de la requête.</p>	Avis de requête
Hearing date for motions	<p><b>360.</b> No notice of motion may be filed unless it is expressly made returnable</p> <p>(a) at sittings fixed under rule 34;</p> <p>(b) at a time and place appointed under subsection 35(2); or</p> <p>(c) in writing, under rule 369.</p>	<p><b>360.</b> L'avis de requête ne peut être déposé que s'il indique précisément que la requête sera présentée :</p> <p>a) soit à une séance prévue en vertu de la règle 34;</p> <p>b) soit aux date, heure et lieu fixés en vertu du paragraphe 35(2);</p> <p>c) soit par écrit, selon la règle 369.</p>	Date d'audition de la requête
Service on <i>ex parte</i> motion	<b>361.</b> Notwithstanding rules 362, 364, 367 and 370, a party bringing an <i>ex parte</i> motion need not comply with the service requirements set out in those rules.	<b>361.</b> Malgré les règles 362, 364, 367 et 370, les exigences relatives à la signification prévues par ces règles ne s'appliquent pas dans le cas des requêtes <i>ex parte</i> .	Requête <i>ex parte</i>
Service and filing of notice	<b>362.</b> (1) Subject to subsection (2), on a	<b>362.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2) et	Délais de signification et de

	<p>motion other than a motion under rule 369, a notice of motion and any affidavit required under rule 363 shall be served and filed at least two days before the day set out in the notice for the hearing of the motion.</p>	<p>sauf dans le cas d'une requête présentée selon la règle 369, l'avis de requête, accompagné de l'affidavit exigé par la règle 363, est signifié et déposé au moins deux jours avant la date d'audition précisée dans l'avis.</p>	<p>dépôt</p>
<p>Motion on less than two days notice</p>	<p>(2) The Court may hear a motion referred to in subsection (1) on less than two days notice</p> <p>(a) where the motion is made on notice, if all parties consent; or</p> <p>(b) in any case, if the moving party satisfies the Court of the urgency of the motion.</p>	<p>(2) La Cour peut entendre une requête, autre qu'une requête présentée selon la règle 369, sur préavis de moins de deux jours :</p> <p>a) lorsqu'il ne s'agit pas d'une requête <i>ex parte</i>, si toutes les parties y consentent;</p> <p>b) dans tous les cas, si le requérant la convainc qu'il s'agit d'un cas d'urgence.</p>	<p>Préavis de moins de deux jours</p>
<p>Evidence on motion</p>	<p><b>363.</b> A party to a motion shall set out in an affidavit any facts to be relied on by that party in the motion that do not appear on the Court file. SOR/2002-417, s. 21(F).</p>	<p><b>363.</b> Une partie présente sa preuve par affidavit, relatant tous les faits sur lesquels elle fonde sa requête qui ne figurent pas au dossier de la Cour. DORS/2002-417, art. 21(F).</p>	<p>Preuve</p>
<p>Motion record</p>	<p><b>364.</b> (1) Unless the Court orders otherwise, a person bringing a motion shall serve a motion record and file three copies thereof.</p>	<p><b>364.</b> (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, le requérant signifie son dossier de requête et en dépose trois copies.</p>	<p>Dossier de requête</p>
<p>Contents of motion record</p>	<p>(2) A moving party's motion record shall contain, on consecutively numbered pages arranged in the following order,</p> <p>(a) a table of contents;</p> <p>(b) the notice of motion;</p> <p>(c) all affidavits and other material served by the moving party for use on the motion;</p> <p>(d) subject to rule 368, the portions of any transcripts on which the moving party intends to rely;</p> <p>(e) subject to rule 366, written representations; and</p> <p>(f) any other filed material that is necessary for the hearing of the motion.</p>	<p>(2) Le dossier de requête contient, sur des pages numérotées consécutivement, les éléments suivants dans l'ordre indiqué ci-après :</p> <p>a) une table des matières;</p> <p>b) l'avis de requête;</p> <p>c) les affidavits et autres documents et éléments matériels signifiés par le requérant à l'appui de la requête;</p> <p>d) sous réserve de la règle 368, les extraits de toute transcription dont le requérant entend se servir;</p> <p>e) sous réserve de la règle 366, les prétentions écrites du requérant;</p> <p>f) les autres documents ou éléments matériels déposés qui sont nécessaires à l'audition de la requête.</p>	<p>Contenu du dossier de requête</p>
<p>Service and filing of motion record</p>	<p>(3) Subject to subsections 51(2), 163(1) and</p>	<p>(3) Sous réserve des paragraphes 51(2),</p>	<p>Signification et dépôt du dossier</p>

	163(1) et 214(1), le dossier de requête, sauf s'il s'agit d'une requête présentée selon la règle 369, est signifié et déposé au moins deux jours avant la date d'audition de la requête précisée dans l'avis de requête.	de requête	
Respondent's motion record	<b>365.</b> (1) Subject to subsections 214(2) and 369(2), a respondent to a motion shall serve a respondent's motion record and file three copies of it not later than 2:00 p.m. on the last business day before the hearing of the motion.	<b>365.</b> (1) Sous réserve des paragraphes 214(2) et 369(2), l'intimé signifie un dossier de réponse et en dépose trois copies au plus tard à 14 heures le jour ouvrable précédant l'audition de la requête.	Dossier de l'intimé
Contents of motion record	(2) The motion record of a respondent to a motion shall contain, on consecutively numbered pages and in the following order,	(2) Le dossier de réponse contient, sur des pages numérotées consécutivement, les éléments suivants dans l'ordre indiqué ci-après :	Contenu du dossier de réponse
	(a) a table of contents;	a) une table des matières;	
	(b) all affidavits and other material to be used by the respondent on the motion that is not included in the moving party's motion record;	b) les affidavits et autres documents et éléments matériels dont l'intimé entend se servir relativement à la requête et qui ne figurent pas dans le dossier de requête;	
	(c) subject to rule 368, the portions of any transcripts on which the respondent intends to rely;	c) sous réserve de la règle 368, les extraits de toute transcription dont l'intimé entend se servir et qui ne figurent pas dans le dossier de requête;	
	(d) subject to rule 366, written representations; and	d) sous réserve de la règle 366, les prétentions écrites de l'intimé;	
	(e) any other filed material not contained in the moving party's motion record that is necessary for the hearing of the motion.	e) les autres documents et éléments matériels déposés qui sont nécessaires à l'audition de la requête et qui ne figurent pas dans le dossier de requête.	
Where memorandum of fact and law required	<b>366.</b> On a motion for summary judgment, for an interlocutory injunction, for the determination of a question of law, for the certification of an action as a class action or where the Court so orders, a motion record shall contain a memorandum of fact and law instead of written representations. SOR/2002-417, s. 22.	<b>366.</b> Dans le cas d'une requête pour jugement sommaire, d'une requête pour obtenir une injonction interlocutoire ou d'une requête soulevant un point de droit, d'une requête en autorisation d'une action comme recours collectif, ou lorsque la Cour l'ordonne, le dossier de requête contient un mémoire des faits et du droit au lieu de prétentions écrites. DORS/2002-417, art. 22.	Mémoire requis
Documents filed as part of motion record	<b>367.</b> A notice of motion or any affidavit required to be filed by a party to a motion may be served and filed as part of the party's motion record and need not be served and filed separately.	<b>367.</b> L'avis de requête ou les affidavits qu'une partie doit déposer peuvent être signifiés et déposés à titre d'éléments de son dossier de requête ou de réponse, selon le cas. Ils n'ont pas à être signifiés et déposés	Dossier de requête

		séparément.	
Transcripts of cross-examinations	<b>368.</b> Transcripts of all cross-examinations on affidavits on a motion shall be filed before the hearing of the motion.	<b>368.</b> Les transcriptions des contre-interrogatoires des auteurs des affidavits sont déposés avant l’audition de la requête.	Transcriptions des contre-interrogatoires
Motions in writing	<b>369.</b> (1) A party may, in a notice of motion, request that the motion be decided on the basis of written representations.	<b>369.</b> (1) Le requérant peut, dans l’avis de requête, demander que la décision à l’égard de la requête soit prise uniquement sur la base de ses prétentions écrites.	Procédure de requête écrite
Request for oral hearing	(2) A respondent to a motion brought in accordance with subsection (1) shall serve and file a respondent’s record within 10 days after being served under rule 364 and, if the respondent objects to disposition of the motion in writing, indicate in its written representations or memorandum of fact and law the reasons why the motion should not be disposed of in writing.	(2) L’intimé signifie et dépose son dossier de réponse dans les 10 jours suivant la signification visée à la règle 364 et, s’il demande l’audition de la requête, inclut une mention à cet effet, accompagnée des raisons justifiant l’audition, dans ses prétentions écrites ou son mémoire des faits et du droit.	Demande d’audience
Reply	(3) A moving party may serve and file written representations in reply within four days after being served with a respondent’s record under subsection (2).	(3) Le requérant peut signifier et déposer des prétentions écrites en réponse au dossier de réponse dans les quatre jours après en avoir reçu signification.	Réponse du requérant
Disposition of motion	(4) On the filing of a reply under subsection (3) or on the expiration of the period allowed for a reply, the Court may dispose of a motion in writing or fix a time and place for an oral hearing of the motion.	(4) Dès le dépôt de la réponse visée au paragraphe (3) ou dès l’expiration du délai prévu à cette fin, la Cour peut statuer sur la requête par écrit ou fixer les date, heure et lieu de l’audition de la requête.	Décision
Abandonment of motion	<b>370.</b> (1) A party who brings a motion may abandon it by serving and filing a notice of abandonment in Form 370.	<b>370.</b> (1) La partie qui a présenté une requête peut s’en désister en signifiant et en déposant un avis de désistement, établi selon la formule 370.	Désistement
Deemed abandonment	(2) Where a moving party fails to appear at the hearing of a motion without serving and filing a notice of abandonment, it is deemed to have abandoned the motion.	(2) La partie qui ne se présente pas à l’audition de la requête et qui n’a ni signifié ni déposé un avis de désistement est réputée s’être désistée de sa requête.	Désistement présumé
Testimony regarding issue of fact	<b>371.</b> On motion, the Court may, in special circumstances, authorize a witness to testify in court in relation to an issue of fact raised on a motion.	<b>371.</b> Dans des circonstances particulières, la Cour peut, sur requête, autoriser un témoin à témoigner à l’audience quant à une question de fait soulevée dans une requête.	Témoignage sur des questions de fait

PART 8

PRESERVATION OF RIGHTS IN PROCEEDINGS

PARTIE 8

SAUVEGARDE DES DROITS

## GENERAL

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Motion before proceeding commenced	<b>372.</b> (1) A motion under this Part may not be brought before the commencement of a proceeding except in a case of urgency.	<b>372.</b> (1) Une requête ne peut être présentée en vertu de la présente partie avant l'introduction de l'instance, sauf en cas d'urgence.	Requête antérieure à l'instance
Undertaking to commence proceeding	(2) A party bringing a motion before the commencement of a proceeding shall undertake to commence the proceeding within the time fixed by the Court.	(2) La personne qui présente une requête visée au paragraphe (1) s'engage à introduire l'instance dans le délai fixé par la Cour.	Engagement
INTERIM AND INTERLOCUTORY INJUNCTIONS		INJONCTIONS INTERLOCUTOIRES ET PROVISOIRES	
Availability	<b>373.</b> (1) On motion, a judge may grant an interlocutory injunction.	<b>373.</b> (1) Un juge peut accorder une injonction interlocutoire sur requête.	Injonction interlocutoire
Undertaking to abide by order	(2) Unless a judge orders otherwise, a party bringing a motion for an interlocutory injunction shall undertake to abide by any order concerning damages caused by the granting or extension of the injunction.	(2) Sauf ordonnance contraire du juge, la partie qui présente une requête pour l'obtention d'une injonction interlocutoire s'engage à se conformer à toute ordonnance concernant les dommages-intérêts découlant de la délivrance ou de la prolongation de l'injonction.	Engagement
Expedited hearing	(3) Where it appears to a judge that the issues in a motion for an interlocutory injunction should be decided by an expedited hearing of the proceeding, the judge may make an order under rule 385.	(3) Si le juge est d'avis que les questions en litige dans la requête devraient être tranchées par une instruction accélérée de l'instance, il peut rendre une ordonnance aux termes de la règle 385.	Instruction accélérée
Evidence at hearing	(4) A judge may order that any evidence submitted at the hearing of a motion for an interlocutory injunction shall be considered as evidence submitted at the hearing of the proceeding.	(4) Le juge peut ordonner que la preuve présentée à l'audition de la requête soit considérée comme une preuve présentée à l'instruction de l'instance.	Preuve à l'audition
Interim injunction	<b>374.</b> (1) A judge may grant an interim injunction on an <i>ex parte</i> motion for a period of not more than 14 days where the judge is satisfied	<b>374.</b> (1) Une injonction provisoire d'une durée d'au plus 14 jours peut être accordée sur requête <i>ex parte</i> lorsque le juge estime :	Injonction provisoire
	(a) in a case of urgency, that no notice is possible; or	a) soit, en cas d'urgence, qu'aucun avis n'a pu être donné;	
	(b) that to give notice would defeat the purpose of the motion.	b) soit que le fait de donner un avis porterait irrémédiablement préjudice au but poursuivi.	
Extension	(2) A motion to extend an interim injunction that was granted on an <i>ex parte</i> motion may be brought only on notice to every party affected	(2) Lorsque l'injonction provisoire a été accordée sur requête <i>ex parte</i> , tout avis de requête visant à en prolonger la durée est	Prolongation

by the injunction, unless the moving party can demonstrate that a party has been evading service or that there are other sufficient reasons to extend the interim injunction without notice to the party.

signifié aux parties touchées par l'injonction, sauf si le requérant peut démontrer qu'une partie s'est soustraite à la signification ou qu'il existe d'autres motifs suffisants pour prolonger la durée de l'injonction sans en aviser la partie.

Limitation

(3) Where a motion to extend an interim injunction under subsection (2) is brought *ex parte*, the extension may be granted for a further period of not more than 14 days.

(3) La prolongation visée au paragraphe (2) qui est accordée sur requête *ex parte* ne peut dépasser 14 jours.

Période limite

APPOINTMENT OF A RECEIVER

NOMINATION D'UN SÉQUESTRE JUDICIAIRE

Motion to appoint receiver

**375.** (1) On motion, a judge may appoint a receiver in any proceeding.

**375.** (1) Un juge peut, sur requête, nommer un séquestre judiciaire dans toute instance.

Requête pour nommer un séquestre

Remuneration and security

(2) An order under subsection (1) shall set out the remuneration to be paid to, and the amount of security to be given by, the receiver.

(2) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) prévoit la rémunération du séquestre judiciaire et le montant du cautionnement qu'il doit fournir.

Rémunération

Approval of receiver's accounts

**376.** A receiver appointed under rule 375 shall, by motion to the Court, seek approval of the receiver's accounts on an annual basis.

**376.** Le séquestre judiciaire demande chaque année à la Cour, par voie de requête, d'entériner ses comptes.

Cautionnement et comptes

PRESERVATION OF PROPERTY

CONSERVATION DE BIENS

Motion for order in respect of property

**377.** (1) On motion, the Court may make an order for the custody or preservation of property that is, or will be, the subject-matter of a proceeding or as to which a question may arise therein.

**377.** (1) La Cour peut, sur requête, rendre une ordonnance pour la garde ou la conservation de biens qui font ou feront l'objet d'une instance ou au sujet desquels une question peut y être soulevée.

Requête pour conserver des biens

Interim order

(2) Rule 374 applies to interim orders for the custody or preservation of property referred to in subsection (1), with such modifications as the circumstances require.

(2) La règle 374 s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux ordonnances provisoires pour la garde ou la conservation de biens.

Ordonnances provisoires

Order to identify property

**378.** (1) An order under subsection 377(1) shall

**378.** (1) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 377(1) :

Ordonnance concernant les biens

(a) identify the property to be kept or preserved;

a) identifie les biens à garder ou à conserver;

(b) state where, by whom, for how long and at whose cost the property is to be kept or preserved; and

b) précise dans quel lieu, par qui, pendant combien de temps et aux frais de qui les biens doivent être gardés ou conservés;

(c) if the property is to be insured, state at whose expense it shall be insured.

c) précise si les biens doivent être assurés et, dans l'affirmative, la personne qui

		assumera le coût de l'assurance.	
Scope of order	(2) An order under subsection 377(1) shall be directed solely to the protection of the property in question.	(2) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 377(1) porte exclusivement sur la protection des biens en cause.	Portée de l'ordonnance
Sale of perishable or deteriorating property	<b>379.</b> Where any property, other than real property or immovables, that is the subject-matter of a proceeding or the subject of a question that may arise in a proceeding	<b>379.</b> La Cour peut, sur requête, ordonner — de la manière et aux conditions qu'elle précise dans l'ordonnance — la vente des biens, autres que les immeubles ou les biens réels, qui font l'objet d'une instance ou au sujet desquels une question peut y être soulevée et qui, selon le cas :	Vente de biens périssables
	(a) is of a perishable nature,	a) sont de nature périssable;	
	(b) is likely to deteriorate if kept, or	b) risquent de se détériorer s'ils sont gardés;	
	(c) should for any other reason be sold without delay,	c) doivent, pour toute autre raison, être vendus sans délai.	
	on motion, the Court may order the sale of the property, in such a manner and on such conditions as may be specified in the order.		

## PART 9

CASE MANAGEMENT AND DISPUTE  
RESOLUTION SERVICES

## CASE MANAGEMENT

*Status Review*

Status review **380.** (1) Subject to subsection (3), where

(a) in an action,

(i) 180 days have elapsed since the issuance of the statement of claim and pleadings are not closed, or

(ii) 360 days have elapsed since the issuance of the statement of claim and no party has filed a requisition for a pre-trial conference under rule 258, or

## PARTIE 9

GESTION DES INSTANCES ET  
SERVICES DE RÈGLEMENT DES  
LITIGES

## GESTION DES INSTANCES

*Examen de l'état de l'instance*

**380.** (1) Sous réserve du paragraphe (3), la Cour fixe la date et l'heure d'un examen de l'état de l'instance :

a) dans le cas d'une action :

(i) si les actes de procédure ne sont pas clos et que 180 jours se sont écoulés depuis la délivrance de la déclaration,

(ii) si aucune partie n'a déposé de demande de conférence préparatoire aux termes de la règle 258 et que 360 jours se sont

Examen de l'état de l'instance

écoulés depuis la délivrance de la déclaration;

(b) in an application or appeal, 180 days have elapsed since the issuance of the notice of application or appeal and no requisition for a hearing date has been filed,

b) dans le cas d'une demande ou d'un appel, si aucune demande d'audience n'a été déposée et que 180 jours se sont écoulés depuis la délivrance de l'avis de demande ou de l'avis d'appel.

the Court shall fix a time and date for a status review.

Review to be in writing

(2) Unless the Court directs otherwise, a status review shall be conducted on the basis of written representations.

(2) Sauf directives contraires de la Cour, l'examen de l'état de l'instance se fait uniquement sur la base des prétentions écrites.

Examen sur pièces

Exception

(3) Subsection (1) does not apply to a specially managed proceeding. SOR/98-106, s. 380; err.(F), Vol. 132, No. 12.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux instances à gestion spéciale. DORS/98-106, art. 380; err.(F), Vol. 132, No 12.

Exception

Notice of status review

**381.** The Administrator shall serve a notice of status review, in Form 381, on the parties at least 10 days before the day fixed for the review.

**381.** L'administrateur signifie aux parties un avis d'examen de l'état de l'instance, établi selon la formule 381, au moins 10 jours avant la date de l'examen.

Avis d'examen

By whom status review conducted

**382.** (1) A status review shall be conducted by a judge or prothonotary assigned for that purpose.

**382.** (1) L'examen de l'état de l'instance est présidé par un juge ou un protonotaire affecté à cette fin.

Le responsable de l'examen

Powers of Court on status review

(2) At a status review, the Court may

(2) À l'examen de l'état de l'instance, la Cour peut :

Pouvoirs de la Cour

(a) require a plaintiff, applicant or appellant to show cause why the proceeding should not be dismissed for delay and, if it is not satisfied that the proceeding should continue, dismiss the proceeding;

a) exiger que le demandeur ou l'appellant donne les raisons pour lesquelles l'instance ne doit pas être rejetée pour cause de retard et, si elle n'est pas convaincue que l'instance doit être poursuivie, rejeter celle-ci;

(b) require a defendant or respondent to show cause why default judgment should not be entered and, if it is not satisfied that the proceeding should continue, grant judgment in favour of the plaintiff, applicant or appellant or order the plaintiff, applicant or appellant to proceed to prove entitlement to the judgment claimed; or

b) exiger que le défendeur ou l'intimé donne les raisons pour lesquelles il n'y a pas lieu d'enregistrer un jugement par défaut et, si elle n'est pas convaincue que l'instance doit être poursuivie, rendre un jugement en faveur du demandeur ou de l'appellant, ou ordonner au demandeur ou à l'appellant de démontrer qu'il a droit au jugement demandé;

(c) if it is satisfied that the proceeding should continue, order that it continue as a specially managed proceeding and make an order under rule 385.

c) si elle est convaincue que l'instance doit être poursuivie, ordonner qu'elle le soit à titre d'instance à gestion spéciale et rendre toute ordonnance prévue à la règle 385.

*Specially Managed Proceedings**Instance à gestion spéciale*Case management  
judges — Federal  
Court**383.** The Chief Justice of the Federal Court may assign*(a)* one or more judges to act as a case management judge in a proceeding;*(b)* a prothonotary to act as a case management judge in a proceeding referred to in subsection 50(2); or*(c)* a prothonotary to assist in the management of a proceeding in the Federal Court other than a proceeding referred to in subsection 50(2). SOR/2004-283, s. 22.**383.** Le juge en chef de la Cour fédérale peut :*a)* affecter un ou plusieurs juges à titre de juge responsable de la gestion d'une instance;*b)* affecter un protonotaire à titre de juge responsable de la gestion d'une instance dans le cas d'une instance qui est de son ressort selon le paragraphe 50(2);*c)* affecter un protonotaire pour aider à la gestion de l'instance, dans le cas d'une instance qui n'est pas de son ressort selon le paragraphe 50(2). DORS/2004-283, art. 22.Juge responsable  
— Cour fédéraleCase management  
judges — Federal  
Court of Appeal**383.1** The Chief Justice of the Federal Court of Appeal may assign one or more judges to act as a case management judge in a proceeding. SOR/2004-283, s. 23.**383.1** Le juge en chef de la Cour d'appel fédérale peut affecter un ou plusieurs juges à titre de juge responsable de la gestion d'une instance. DORS/2004-283, art. 23.Juge responsable  
— Cour d'appel  
fédéraleMotion to request  
special  
management**384.** A party to a proceeding may at any time bring a motion to have the proceeding managed as a specially managed proceeding.**384.** Une partie à une instance peut, à tout moment, présenter une requête demandant que l'instance soit gérée à titre d'instance à gestion spéciale.Requête d'une  
partie

Class actions

**384.1** An action commenced by a member of a class of persons on behalf of the members of that class shall be conducted as a specially managed proceeding. SOR/2002-417, s. 23.**384.1** L'action introduite par le membre d'un groupe de personnes au nom du groupe est une instance à gestion spéciale. DORS/2002-417, art. 23.

Recours collectif

Powers of case  
management judge**385.** (1) A case management judge or a prothonotary assigned under paragraph 383(c) shall deal with all matters that arise prior to the trial or hearing of a specially managed proceeding and may*(a)* give any directions that are necessary for the just, most expeditious and least expensive determination of the proceeding on its merits;*(b)* notwithstanding any period provided for in these Rules, fix the period for completion of subsequent steps in the proceeding;**385.** (1) Le juge responsable de la gestion de l'instance ou le protonotaire visé à l'alinéa 383c) tranche toutes les questions qui sont soulevées avant l'instruction de l'instance à gestion spéciale et peut :*a)* donner toute directive nécessaire pour permettre d'apporter une solution au litige qui soit juste et la plus expéditive et économique possible;*b)* sans égard aux délais prévus par les présentes règles, fixer les délais applicables aux mesures à entreprendre subséquemment dans l'instance;*c)* organiser et tenir les conférences dePouvoirs du juge  
responsable de la  
gestion de  
l'instance

(c) fix and conduct any dispute resolution or pre-trial conferences that he or she considers necessary; and

règlement des litiges et les conférences préparatoires à l’instruction qu’il estime nécessaires;

(d) subject to subsection 50(1), hear and determine all motions arising prior to the assignment of a hearing date.

d) sous réserve du paragraphe 50(1), entendre les requêtes présentées avant que la date d’instruction soit fixée et statuer sur celles-ci.

Order for status review

(2) A case management judge or a prothonotary assigned under paragraph 383(c) may, at any time, order that a status review be held in accordance with rule 382.

(2) Le juge responsable de la gestion de l’instance ou le protonotaire visé à l’alinéa 383c) peut ordonner la tenue d’un examen de l’état de l’instance en conformité avec la règle 382.

Ordonnance d’examen de l’état de l’instance

Order to cease special management

(3) A case management judge or a prothonotary assigned under paragraph 383(c) may order that a proceeding, other than a class action, cease to be conducted as a specially managed proceeding, in which case the periods set out in these Rules for taking any subsequent steps will apply. SOR/2002-417, s. 24.

(3) Sauf s’il s’agit d’un recours collectif, le juge responsable de la gestion de l’instance ou le protonotaire visé à l’alinéa 383c) peut ordonner qu’une instance ne soit plus considérée comme une instance à gestion spéciale, auquel cas les délais prévus aux présentes règles s’appliquent aux mesures prises subséquemment. DORS/2002-417, art. 24.

Ordonnance

DISPUTE RESOLUTION SERVICES

SERVICES DE RÈGLEMENT DES LITIGES

Order for dispute resolution conference

**386.** (1) The Court may order that a proceeding, or any issue in a proceeding, be referred to a dispute resolution conference, to be conducted in accordance with rules 387 to 389 and any directions set out in the order.

**386.** (1) La Cour peut ordonner qu’une instance ou une question en litige dans celle-ci fasse l’objet d’une conférence de règlement des litiges, laquelle est tenue conformément aux règles 387 à 389 et aux directives énoncées dans l’ordonnance.

Ordonnance de la Cour

Time limit for dispute resolution conference

(2) Unless the Court orders otherwise, a dispute resolution conference shall be completed within 30 days.

(2) Sauf ordonnance contraire de la Cour, la conférence de règlement des litiges ne peut s’étendre sur plus de 30 jours.

Durée de la conférence

Interpretation

**387.** A dispute resolution conference shall be conducted by a case management judge or prothonotary assigned under paragraph 383(c), who may

**387.** La conférence de règlement des litiges est présidée par un juge responsable de la gestion de l’instance ou le protonotaire visé à l’alinéa 383c), lequel :

Définition

(a) conduct a mediation, to assist the parties by meeting with them together or separately to encourage and facilitate discussion between them in an attempt to reach a mutually acceptable resolution of the dispute;

a) s’il procède par médiation, aide les parties en les rencontrant ensemble ou individuellement afin de susciter et de faciliter les discussions entre elles dans le but de trouver une solution au litige qui convienne à chacune d’elles;

(b) conduct an early neutral evaluation of a

b) s’il procède par une évaluation

proceeding, to evaluate the relative strengths and weaknesses of the positions advanced by the parties and render a non-binding opinion as to the probable outcome of the proceeding; or

(c) conduct a mini-trial, presiding over presentation by counsel for the parties of their best case and rendering a non-binding opinion as to the probable outcome of the proceeding.

objective préliminaire de l'instance, évalue les points forts et les points faibles respectifs des positions formulées par les parties et leur donne son opinion — à caractère non obligatoire — sur le résultat probable de l'instance;

c) s'il procède par mini-procès, préside la présentation des arguments des avocats des parties et leur donne son opinion — à caractère non obligatoire — sur le résultat probable de l'instance.

Confidentiality

**388.** Discussions in a dispute resolution conference and documents prepared for the purposes of such a conference are confidential and shall not be disclosed.

**388.** Les discussions tenues au cours d'une conférence de règlement des litiges ainsi que les documents élaborés pour la conférence sont confidentiels et ne peuvent être divulgués.

Confidentialité

Notice of settlement

**389.** (1) Where a settlement of all or part of a proceeding is reached at a dispute resolution conference,

(a) it shall be reduced to writing and signed by the parties or their solicitors; and

(b) a notice of settlement in Form 389 shall be filed within 10 days after the settlement is reached.

**389.** (1) Si l'instance est réglée en tout ou en partie à la conférence de règlement des litiges :

a) le règlement obtenu est consigné et signé par les parties ou leurs avocats;

b) un avis de règlement, établi selon la formule 389, est déposé dans les 10 jours suivant la date du règlement.

Avis de règlement

Report of partial settlement

(2) Where a settlement of only part of a proceeding is reached at a dispute resolution conference, the case management judge shall make an order setting out the issues that have not been resolved and giving such directions as he or she considers necessary for their adjudication.

(2) Si l'instance n'est réglée qu'en partie à la conférence de règlement des litiges, le juge responsable de la gestion de l'instance rend une ordonnance dans laquelle il fait état des questions litigieuses pendantes et donne les directives qu'il estime nécessaires pour leur adjudication.

Règlement partiel

Notice of failure to settle

(3) Where no settlement can be reached at a dispute resolution conference, the case management judge shall record that fact on the Court file.

(3) Si l'instance n'est pas réglée à la conférence de règlement des litiges, le juge responsable de la gestion de l'instance consigne ce fait au dossier de la Cour.

Avis de non-règlement

Stay of proceedings

**390.** On motion, a case management judge or a prothonotary assigned under paragraph 383(c) may, by order, stay a proceeding, including a proceeding that has previously been stayed, for a period of not more than six months, on the ground that the parties have undertaken to refer the subject-matter of the proceeding to an alternative means of dispute resolution, other than a dispute resolution conference referred to in rule 386.

**390.** Un juge responsable de la gestion de l'instance ou le protonotaire visé à l'alinéa 383c) peut, sur requête, ordonner la suspension d'une instance pour une ou plusieurs périodes d'au plus six mois chacune au motif que les parties se sont engagées à renvoyer l'affaire à un mode alternatif de règlement des litiges, autre qu'une conférence visée à la règle 386.

Suspension de l'instance pour favoriser le règlement

Case management judge not to preside at hearing

**391.** A case management judge who conducts a dispute resolution conference in an action, application or appeal shall not preside at the hearing thereof unless all parties consent.

**391.** Le juge responsable de la gestion de l'instance qui tient une conférence de règlement des litiges dans le cadre d'une action, d'une demande ou d'un appel ne peut présider l'audience que si toutes les parties y consentent

Juge d'instruction

PART 10

PARTIE 10

ORDERS

ORDONNANCES

Disposition of hearing

**392.** (1) The Court may dispose of any matter that is the subject-matter of a hearing by signing an order.

**392.** (1) La Cour peut statuer sur toute question qui fait l'objet d'une instruction en signant une ordonnance.

Règlement d'une question

Effective time of order

(2) Unless it provides otherwise, an order is effective from the time that it is endorsed in writing and signed by the presiding judge or prothonotary or, in the case of an order given orally from the bench in circumstances that render it impracticable to endorse a written copy of the order, at the time it is made.

(2) Sauf disposition contraire de l'ordonnance, celle-ci prend effet au moment où elle est consignée et signée par le juge ou le protonotaire qui préside ou, dans le cas d'une ordonnance rendue oralement en audience publique dans des circonstances telles qu'il est en pratique impossible de la consigner, au moment où elle est rendue.

Prise d'effet

Reasons

**393.** The Court may deliver reasons for judgment

**393.** La Cour peut communiquer les motifs du jugement :

Motifs

(a) orally from the bench at the conclusion of the hearing of a proceeding; or

a) soit oralement en audience publique à la fin de l'instruction;

(b) after having reserved judgment at the conclusion of a hearing, by depositing in the Registry written reasons, signed by the judge or prothonotary who delivered them.

b) soit en les remettant au greffe, signés par le juge ou le protonotaire qui les a rendus, dans le cas où l'affaire avait été mise en délibéré à la fin de l'instruction.

Drafting of order

**394.** (1) Where the Court gives reasons, it may direct one of the parties to prepare for endorsement a draft order to implement the Court's conclusion, approved as to form and content by the other parties or, where the parties cannot agree on the form and content of the order, to bring a motion for judgment in accordance with rule 369.

**394.** (1) Lorsque la Cour donne des motifs, elle peut donner des directives à une partie pour qu'elle rédige un projet d'ordonnance donnant effet à la décision de la Cour, dont la forme et le fond ont été approuvés par les autres parties ou, si les parties ne peuvent s'entendre sur la forme et le fond, pour qu'elle présente une requête pour jugement selon la règle 369.

Rédaction d'une ordonnance

Pronouncement of judgment

(2) On the return of a motion under subsection (1), the Court shall settle the terms of and pronounce the judgment, which shall be endorsed in writing and signed by the presiding judge or prothonotary.

(2) Sur réception de la requête pour jugement visée au paragraphe (1), la Cour fixe les termes du jugement et le prononce. Le jugement est consigné et signé par le juge ou le protonotaire présidant.

Prononcé du jugement

Copies to be sent	<p><b>395.</b> Subject to subsection 36(3), a copy of every order made and of any reasons given other than in open court shall be sent by the Administrator forthwith by registered mail to all parties.</p>	<p><b>395.</b> Sauf dans le cas prévu au paragraphe 36(3), l'administrateur envoie sans délai aux parties, par courrier recommandé, une copie de chaque ordonnance rendue — et des motifs donnés, le cas échéant — autrement qu'en audience publique.</p>	Envoi de copies
Recording of orders	<p><b>396.</b> Every order shall be recorded by the Administrator forthwith after it is made.</p>	<p><b>396.</b> L'administrateur enregistre les ordonnances dès qu'elles ont été rendues.</p>	Enregistrement
Motion to reconsider	<p><b>397.</b> (1) Within 10 days after the making of an order, or within such other time as the Court may allow, a party may serve and file a notice of motion to request that the Court, as constituted at the time the order was made, reconsider its terms on the ground that</p>	<p><b>397.</b> (1) Dans les 10 jours après qu'une ordonnance a été rendue ou dans tout autre délai accordé par la Cour, une partie peut signifier et déposer un avis de requête demandant à la Cour qui a rendu l'ordonnance, telle qu'elle était constituée à ce moment, d'en examiner de nouveau les termes, mais seulement pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :</p>	Réexamen
	<p>(a) the order does not accord with any reasons given for it; or</p>	<p>a) l'ordonnance ne concorde pas avec les motifs qui, le cas échéant, ont été donnés pour la justifier;</p>	
	<p>(b) a matter that should have been dealt with has been overlooked or accidentally omitted.</p>	<p>b) une question qui aurait dû être traitée a été oubliée ou omise involontairement.</p>	
Mistakes	<p>(2) Clerical mistakes, errors or omissions in an order may at any time be corrected by the Court.</p>	<p>(2) Les fautes de transcription, les erreurs et les omissions contenues dans les ordonnances peuvent être corrigées à tout moment par la Cour.</p>	Erreurs
Stay of order	<p><b>398.</b> (1) On the motion of a person against whom an order has been made,</p>	<p><b>398.</b> (1) Sur requête d'une personne contre laquelle une ordonnance a été rendue :</p>	Sursis d'exécution
	<p>(a) where the order has not been appealed, the court that made the order may order that it be stayed; or</p>	<p>a) dans le cas où l'ordonnance n'a pas été portée en appel, la cour qui a rendu l'ordonnance peut surseoir à l'ordonnance;</p>	
	<p>(b) where a notice of appeal of the order has been issued, a judge of the court that is to hear the appeal may order that it be stayed.</p>	<p>b) dans le cas où un avis d'appel a été délivré, seul un juge de la cour saisie de l'appel peut surseoir à l'ordonnance.</p>	
Conditions	<p>(2) As a condition to granting a stay under subsection (1), a judge may require that the appellant</p>	<p>(2) Le juge qui sursoit à l'exécution d'une ordonnance aux termes du paragraphe (1) peut exiger que l'appellant :</p>	Conditions
	<p>(a) provide security for costs; and</p>	<p>a) fournisse un cautionnement pour les dépens;</p>	
	<p>(b) do anything required to ensure that the</p>	<p>b) accomplisse tout acte exigé pour</p>	

order will be complied with when the stay is lifted.

garantir, en cas de confirmation de tout ou partie de l'ordonnance, le respect de l'ordonnance.

Setting aside of stay

(3) A judge of the court that is to hear an appeal of an order that has been stayed pending appeal may set aside the stay if the judge is satisfied that the party who sought the stay is not expeditiously proceeding with the appeal or that for any other reason the order should no longer be stayed. SOR/2004-283, s. 40.

(3) Un juge de la cour saisie de l'appel d'une ordonnance qui fait l'objet d'un sursis peut annuler le sursis, s'il est convaincu qu'il n'y a pas lieu de le maintenir, notamment en raison de la lenteur à agir de la partie qui a demandé le sursis. DORS/2004-283, art. 40.

Annulation du sursis

Setting aside or variance

**399.** (1) On motion, the Court may set aside or vary an order that was made

**399.** (1) La Cour peut, sur requête, annuler ou modifier l'une des ordonnances suivantes, si la partie contre laquelle elle a été rendue présente une preuve *prima facie* démontrant pourquoi elle n'aurait pas dû être rendue :

Annulation sur preuve *prima facie*

(a) *ex parte*; or

a) toute ordonnance rendue sur requête *ex parte*;

(b) in the absence of a party who failed to appear by accident or mistake or by reason of insufficient notice of the proceeding,

b) toute ordonnance rendue en l'absence d'une partie qui n'a pas comparu par suite d'un événement fortuit ou d'une erreur ou à cause d'un avis insuffisant de l'instance.

if the party against whom the order is made discloses a *prima facie* case why the order should not have been made.

Setting aside or variance

(2) On motion, the Court may set aside or vary an order

(2) La Cour peut, sur requête, annuler ou modifier une ordonnance dans l'un ou l'autre des cas suivants :

Annulation

(a) by reason of a matter that arose or was discovered subsequent to the making of the order; or

a) des faits nouveaux sont survenus ou ont été découverts après que l'ordonnance a été rendue;

(b) where the order was obtained by fraud.

b) l'ordonnance a été obtenue par fraude.

Effect of order

(3) Unless the Court orders otherwise, the setting aside or variance of an order under subsection (1) or (2) does not affect the validity or character of anything done or not done before the order was set aside or varied.

(3) Sauf ordonnance contraire de la Cour, l'annulation ou la modification d'une ordonnance en vertu des paragraphes (1) ou (2) ne porte pas atteinte à la validité ou à la nature des actes ou omissions antérieurs à cette annulation ou modification.

Effet de l'ordonnance

PART 11

PARTIE 11

COSTS

DÉPENS

AWARDING OF COSTS BETWEEN PARTIES

ADJUDICATION DES DÉPENS ENTRE PARTIES

Discretionary powers of Court	<b>400.</b> (1) The Court shall have full discretionary power over the amount and allocation of costs and the determination of by whom they are to be paid.	<b>400.</b> (1) La Cour a le pouvoir discrétionnaire de déterminer le montant des dépens, de les répartir et de désigner les personnes qui doivent les payer.	Pouvoir discrétionnaire de la Cour
Crown	(2) Costs may be awarded to or against the Crown.	(2) Les dépens peuvent être adjugés à la Couronne ou contre elle.	La Couronne
Factors in awarding costs	(3) In exercising its discretion under subsection (1), the Court may consider	(3) Dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en application du paragraphe (1), la Cour peut tenir compte de l'un ou l'autre des facteurs suivants :	Facteurs à prendre en compte
	(a) the result of the proceeding;	a) le résultat de l'instance;	
	(b) the amounts claimed and the amounts recovered;	b) les sommes réclamées et les sommes recouvrées;	
	(c) the importance and complexity of the issues;	c) l'importance et la complexité des questions en litige;	
	(d) the apportionment of liability;	d) le partage de la responsabilité;	
	(e) any written offer to settle;	e) toute offre écrite de règlement;	
	(f) any offer to contribute made under rule 421;	f) toute offre de contribution faite en vertu de la règle 421;	
	(g) the amount of work;	g) la charge de travail;	
	(h) whether the public interest in having the proceeding litigated justifies a particular award of costs;	h) le fait que l'intérêt public dans la résolution judiciaire de l'instance justifie une adjudication particulière des dépens;	
	(i) any conduct of a party that tended to shorten or unnecessarily lengthen the duration of the proceeding;	i) la conduite d'une partie qui a eu pour effet d'abrèger ou de prolonger inutilement la durée de l'instance;	
	(j) the failure by a party to admit anything that should have been admitted or to serve a request to admit;	j) le défaut de la part d'une partie de signifier une demande visée à la règle 255 ou de reconnaître ce qui aurait dû être admis;	
	(k) whether any step in the proceeding was	k) la question de savoir si une mesure prise au cours de l'instance, selon le cas :	
	(i) improper, vexatious or unnecessary, or	(i) était inappropriée, vexatoire ou inutile,	
	(ii) taken through negligence, mistake or excessive caution;	(ii) a été entreprise de manière négligente, par erreur ou avec trop de circonspection;	

(l) whether more than one set of costs should be allowed, where two or more parties were represented by different solicitors or were represented by the same solicitor but separated their defence unnecessarily;

l) la question de savoir si plus d'un mémoire de dépens devrait être accordé lorsque deux ou plusieurs parties sont représentées par différents avocats ou lorsque, étant représentées par le même avocat, elles ont scindé inutilement leur défense;

(m) whether two or more parties, represented by the same solicitor, initiated separate proceedings unnecessarily;

m) la question de savoir si deux ou plusieurs parties représentées par le même avocat ont engagé inutilement des instances distinctes;

(n) whether a party who was successful in an action exaggerated a claim, including a counterclaim or third party claim, to avoid the operation of rules 292 to 299; and

n) la question de savoir si la partie qui a eu gain de cause dans une action a exagéré le montant de sa réclamation, notamment celle indiquée dans la demande reconventionnelle ou la mise en cause, pour éviter l'application des règles 292 à 299;

(o) any other matter that it considers relevant.

o) toute autre question qu'elle juge pertinente.

Tariff B

(4) The Court may fix all or part of any costs by reference to Tariff B and may award a lump sum in lieu of, or in addition to, any assessed costs.

(4) La Cour peut fixer tout ou partie des dépens en se reportant au tarif B et adjuger une somme globale au lieu ou en sus des dépens taxés.

Tarif B

Directions re assessment

(5) Where the Court orders that costs be assessed in accordance with Tariff B, the Court may direct that the assessment be performed under a specific column or combination of columns of the table to that Tariff.

(5) Dans le cas où la Cour ordonne que les dépens soient taxés conformément au tarif B, elle peut donner des directives prescrivant que la taxation soit faite selon une colonne déterminée ou une combinaison de colonnes du tableau de ce tarif.

Directives de la Cour

Further discretion of Court

(6) Notwithstanding any other provision of these Rules, the Court may

(6) Malgré toute autre disposition des présentes règles, la Cour peut :

Autres pouvoirs discrétionnaires de la Cour

(a) award or refuse costs in respect of a particular issue or step in a proceeding;

a) adjuger ou refuser d'adjuger les dépens à l'égard d'une question litigieuse ou d'une procédure particulière;

(b) award assessed costs or a percentage of assessed costs up to and including a specified step in a proceeding;

b) adjuger l'ensemble ou un pourcentage des dépens taxés, jusqu'à une étape précise de l'instance;

(c) award all or part of costs on a solicitor-and-client basis; or

c) adjuger tout ou partie des dépens sur une base avocat-client;

(d) award costs against a successful party.

d) condamner aux dépens la partie qui obtient gain de cause.

Award and payment of costs	(7) Costs shall be awarded to the party who is entitled to receive the costs and not to the party's solicitor, but they may be paid to the party's solicitor in trust. SOR/2002-417, s. 25(F).	(7) Les dépens sont adjugés à la partie qui y a droit et non à son avocat, mais ils peuvent être payés en fiducie à celui-ci. DORS/2002-417, art. 25(F).	Adjudication et paiement des dépens
Costs of motion	<b>401.</b> (1) The Court may award costs of a motion in an amount fixed by the Court.	<b>401.</b> (1) La Cour peut adjuger les dépens afférents à une requête selon le montant qu'elle fixe.	Dépens de la requête
Costs payable forthwith	(2) Where the Court is satisfied that a motion should not have been brought or opposed, the Court shall order that the costs of the motion be payable forthwith.	(2) Si la Cour est convaincue qu'une requête n'aurait pas dû être présentée ou contestée, elle ordonne que les dépens afférents à la requête soient payés sans délai.	Paiement sans délai
Costs of discontinuance or abandonment	<b>402.</b> Unless otherwise ordered by the Court or agreed by the parties, a party against whom an action, application or appeal has been discontinued or against whom a motion has been abandoned is entitled to costs forthwith, which may be assessed and the payment of which may be enforced as if judgment for the amount of the costs had been given in favour of that party.	<b>402.</b> Sauf ordonnance contraire de la Cour ou entente entre les parties, lorsqu'une action, une demande ou un appel fait l'objet d'un désistement ou qu'une requête est abandonnée, la partie contre laquelle l'action, la demande ou l'appel a été engagé ou la requête présentée a droit aux dépens sans délai. Les dépens peuvent être taxés et le paiement peut en être poursuivi par exécution forcée comme s'ils avaient été adjugés par jugement rendu en faveur de la partie.	Dépens lors d'un désistement ou abandon
Motion for directions	<b>403.</b> (1) A party may request that directions be given to the assessment officer respecting any matter referred to in rule 400,  (a) by serving and filing a notice of motion within 30 days after judgment has been pronounced; or  (b) in a motion for judgment under subsection 394(2).	<b>403.</b> (1) Une partie peut demander que des directives soient données à l'officier taxateur au sujet des questions visées à la règle 400 :  a) soit en signifiant et en déposant un avis de requête dans les 30 jours suivant le prononcé du jugement;  b) soit par voie de requête au moment de la présentation de la requête pour jugement selon le paragraphe 394(2).	Requête pour directives
Motion after judgment	(2) A motion may be brought under paragraph (1)(a) whether or not the judgment included an order concerning costs.	(2) La requête visée à l'alinéa (1)a) peut être présentée que le jugement comporte ou non une ordonnance sur les dépens.	Précisions
Same judge or prothonotary	(3) A motion under paragraph (1)(a) shall be brought before the judge or prothonotary who signed the judgment.	(3) La requête visée à l'alinéa (1)a) est présentée au juge ou au protonotaire qui a signé le jugement.	Présentation de la requête
Liability of solicitor for costs	<b>404.</b> (1) Where costs in a proceeding are incurred improperly or without reasonable cause or are wasted by undue delay or other	<b>404.</b> (1) Lorsque, dans une instance, des frais ont été engagés abusivement ou sans raison valable ou que des frais ont été	Responsabilité de l'avocat

misconduct or default, the Court may make an order against any solicitor whom it considers to be responsible, whether personally or through a servant or agent,

occasionnés du fait d'un retard injustifié ou de quelque autre inconduite ou manquement, la Cour peut rendre l'une des ordonnances suivantes contre l'avocat qu'elle considère comme responsable, qu'il s'agisse de responsabilité personnelle ou de responsabilité du fait de ses préposés ou mandataires :

(a) directing the solicitor personally pay the costs of a party to the proceeding; or

a) une ordonnance enjoignant à l'avocat de payer lui-même les dépens de toute partie à l'instance;

(b) disallowing the costs between the solicitor and the solicitor's client.

b) une ordonnance refusant d'accorder les dépens entre l'avocat et son client.

Show cause by solicitor

(2) No order under subsection (1) shall be made against a solicitor unless the solicitor has been given an opportunity to be heard.

(2) La Cour ne rend une ordonnance contre un avocat en vertu du paragraphe (1) que si elle lui a donné la possibilité de se faire entendre.

Justification par l'avocat

Notice to client

(3) The Court may order that notice of an order against a solicitor made under subsection (1) be given to the solicitor's client in a manner specified by the Court.

(3) La Cour peut ordonner que le client de l'avocat contre qui une ordonnance est rendue en vertu du paragraphe (1) en soit avisé de la manière qu'elle précise.

Avis au client

ASSESSMENT OF COSTS

TAXATION DES DÉPENS

Assessment by assessment officer

**405.** Costs shall be assessed by an assessment officer.

**405.** Les dépens sont taxés par l'officier taxateur.

Taxation par l'officier taxateur

Obtaining appointment

**406.** (1) A party who is entitled to costs may obtain a notice of appointment for assessment by filing a bill of costs, a copy of the order or other document giving rise to the party's entitlement to costs and any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that order.

**406.** (1) La partie qui a droit aux dépens peut obtenir un avis de convocation pour la taxation en déposant un mémoire de dépens et une copie de l'ordonnance — ainsi que les motifs, le cas échéant, y compris toute dissidence — ou autre document lui donnant droit aux dépens.

Convocation

Notice of appointment

(2) A notice of appointment for assessment and the bill of costs to be assessed shall be served on every other interested party at least 10 days before the date fixed for the assessment. SOR/2006-219, s. 15.

(2) L'avis de convocation et le mémoire de dépens sont signifiés à toute autre partie intéressée au moins 10 jours avant la date prévue pour la taxation. DORS/2006-219, art. 15.

Avis de convocation

Assessment according to Tariff B

**407.** Unless the Court orders otherwise, party-and-party costs shall be assessed in accordance with column III of the table to Tariff B.

**407.** Sauf ordonnance contraire de la Cour, les dépens partie-partie sont taxés en conformité avec la colonne III du tableau du tarif B.

Tarif B

Directions

**408.** (1) An assessment officer may direct the production of books and documents and give directions for the conduct of an assessment.

**408.** (1) L'officier taxateur peut ordonner la production de registres et documents et donner des directives sur le déroulement de

Directives

		la taxation.	
Set-off of costs	(2) Where parties are liable to pay costs to each other, an assessment officer may adjust those costs by way of set-off.	(2) Lorsque des parties sont tenues de payer des dépens les unes aux autres, l'officier taxateur peut en faire le rajustement par compensation.	Compensation
Costs of assessment	(3) An assessment officer may assess and allow, or refuse to allow, the costs of an assessment to either party.	(3) L'officier taxateur peut taxer et accorder ou refuser d'accorder les dépens de la taxation à l'une ou l'autre partie.	Taxation des dépens
Factors in assessing costs	<b>409.</b> In assessing costs, an assessment officer may consider the factors referred to in subsection 400(3).	<b>409.</b> L'officier taxateur peut tenir compte des facteurs visés au paragraphe 400(3) lors de la taxation des dépens.	Facteurs à prendre en compte
Costs of amendment	<b>410.</b> (1) Unless the Court orders otherwise, the costs occasioned by an amendment to a pleading made without leave shall be borne by the party making the amendment.	<b>410.</b> (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, les dépens afférents à la modification d'un acte de procédure faite par une partie sans autorisation sont à la charge de la partie.	Dépens afférents aux modifications
Costs of motion to extend time	(2) Unless the Court orders otherwise, the costs of a motion for an extension of time shall be borne by the party bringing the motion.	(2) Sauf ordonnance contraire de la Cour, les dépens afférents à une requête visant la prolongation d'un délai sont à la charge du requérant.	Dépens afférents à une requête en prolongation
Costs of abandoned motion	<b>411.</b> The costs of a motion that is abandoned or deemed to be abandoned may be assessed on the filing of  (a) the notice of motion, together with an affidavit stating that the notice was not filed within the prescribed time or that the moving party did not appear at the hearing of the motion; or  (b) where a notice of abandonment was served, the notice of abandonment.	<b>411.</b> Les dépens afférents à une requête qui fait l'objet d'un désistement ou dont le désistement est présumé peuvent être taxés lors du dépôt :  a) de l'avis de requête accompagné d'un affidavit précisant que l'avis n'a pas été déposé dans le délai prévu ou que le requérant n'a pas comparu à l'audition de la requête;  b) de l'avis de désistement, dans le cas où cet avis a été signifié.	Dépens en cas de désistement — requête
Costs of discontinued proceeding	<b>412.</b> The costs of a proceeding that is discontinued may be assessed on the filing of the notice of discontinuance.	<b>412.</b> Les dépens afférents à une instance qui fait l'objet d'un désistement peuvent être taxés lors du dépôt de l'avis de désistement	Dépens en cas de désistement
Accounts of solicitor for Crown	<b>413.</b> (1) Where requested by the Attorney General of Canada, a prothonotary shall assess any costs payable by the Crown to a solicitor acting for the Crown in a proceeding.	<b>413.</b> (1) À la demande du procureur général du Canada, le protonotaire taxe les dépens que la Couronne doit payer à tout avocat agissant pour le compte de celle-ci dans une instance.	Taxation des dépens adjugés contre la Couronne
Existing rights	(2) Subsection (1) shall not be construed so as to prejudice any rights between a solicitor	(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de porter atteinte aux droits existants entre	Droits existants

and a client in respect of the recovery of the solicitor's costs in any competent court.

un avocat et son client quant au recouvrement des dépens de l'avocat devant tout tribunal compétent.

Review of assessment

**414.** A party who is dissatisfied with an assessment of an assessment officer who is not a judge may, within 10 days after the assessment, serve and file a notice of motion to request that a judge of the Federal Court review the award of costs. SOR/2004-283, s. 33.

**414.** La partie qui n'est pas d'accord avec la taxation d'un officier taxateur, autre qu'un juge, peut demander à un juge de la Cour fédérale de la réviser en signifiant et déposant une requête à cet effet dans les 10 jours suivant la taxation. DORS/2004-283, art. 33.

Révision de la taxation

SECURITY FOR COSTS

CAUTIONNEMENT POUR DÉPENS

Application

**415.** Rules 416 to 418 apply, with such modifications as are necessary, to parties bringing and defending counterclaims and third party claims, to applicants and respondents in an application and to appellants and respondents in an appeal.

**415.** Les règles 416 à 418 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au demandeur et au défendeur dans une demande, à l'appelant et à l'intimé dans un appel, ainsi qu'aux parties dans une demande reconventionnelle et une mise en cause.

Applicabilité

Where security available

**416.** (1) Where, on the motion of a defendant, it appears to the Court that

**416.** (1) Lorsque, par suite d'une requête du défendeur, il paraît évident à la Cour que l'une des situations visées aux alinéas *a*) à *h*) existe, elle peut ordonner au demandeur de fournir le cautionnement pour les dépens qui pourraient être adjugés au défendeur :

Cautionnement

*(a)* the plaintiff is ordinarily resident outside Canada,

*a)* le demandeur réside habituellement hors du Canada;

*(b)* the plaintiff is a corporation, an unincorporated association or a nominal plaintiff and there is reason to believe that the plaintiff would have insufficient assets in Canada available to pay the costs of the defendant if ordered to do so,

*b)* le demandeur est une personne morale ou une association sans personnalité morale ou n'est demandeur que de nom et il y a lieu de croire qu'il ne détient pas au Canada des actifs suffisants pour payer les dépens advenant qu'il lui soit ordonné de le faire;

*(c)* the plaintiff has not provided an address in the statement of claim, or has provided an incorrect address therein, and has not satisfied the Court that the omission or misstatement was made innocently and without intention to deceive,

*c)* le demandeur n'a pas indiqué d'adresse dans la déclaration, ou y a inscrit une adresse erronée, et il n'a pas convaincu la Cour que l'omission ou l'erreur a été faite involontairement et sans intention de tromper;

*(d)* the plaintiff has changed address during the course of the proceeding with a view to evading the consequences of the litigation,

*d)* le demandeur a changé d'adresse au cours de l'instance en vue de se soustraire aux conséquences du litige;

*(e)* the plaintiff has another proceeding for the same relief pending elsewhere,

*e)* le demandeur est partie à une autre instance en cours ailleurs qui vise la

		même réparation;	
	(f) the defendant has an order against the plaintiff for costs in the same or another proceeding that remain unpaid in whole or in part,	f) le défendeur a obtenu une ordonnance contre le demandeur pour les dépens afférents à la même instance ou à une autre instance et ces dépens demeurent impayés en totalité ou en partie;	
	(g) there is reason to believe that the action is frivolous and vexatious and the plaintiff would have insufficient assets in Canada available to pay the costs of the defendant, if ordered to do so, or	g) il y a lieu de croire que l'action est frivole ou vexatoire et que le demandeur ne détient pas au Canada des actifs suffisants pour payer les dépens s'il lui est ordonné de le faire;	
	(h) an Act of Parliament entitles the defendant to security for costs,	h) une loi fédérale autorise le défendeur à obtenir un cautionnement pour les dépens.	
	the Court may order the plaintiff to give security for the defendant's costs.		
Staging	(2) The Court may order that security for the costs of a defendant be given in stages, as costs are incurred.	(2) La Cour peut ordonner que le cautionnement pour les dépens soit fourni en tranches représentant les dépens engagés.	Cautionnement en tranches
Further steps	(3) Unless the Court orders otherwise, until the security required by an order under subsection (1) or (2) has been given, the plaintiff may not take any further step in the action, other than an appeal from that order.	(3) Sauf ordonnance contraire de la Cour, le demandeur qui ne fournit pas le cautionnement ordonné aux termes des paragraphes (1) ou (2) ne peut prendre de nouvelles mesures dans l'instance, autres que celle de porter en appel l'ordonnance de cautionnement.	Défaut du demandeur
Party temporarily resident in Canada	(4) A party ordinarily resident outside Canada may be ordered to give security for costs, notwithstanding that the party may be temporarily resident in Canada.	(4) La partie qui réside habituellement hors du Canada peut être contrainte par ordonnance à fournir un cautionnement pour les dépens, même si elle réside temporairement au Canada.	Résident temporaire
Voluntary payment into court	(5) In the absence of an order under subsection (1), a plaintiff may, at any time after filing a statement of claim, pay an amount into court as security for the defendant's costs and give notice of the payment to the defendant.	(5) En l'absence de l'ordonnance visée au paragraphe (1), le demandeur peut, après avoir déposé sa déclaration, consigner une somme d'argent à la Cour à titre de cautionnement pour les dépens qui pourraient être adjugés au défendeur et en aviser celui-ci.	Paiement volontaire
Increase in security	(6) The Court may, on the motion of a defendant, order a plaintiff who has paid an amount into court under subsection (5) to pay in an additional amount as security for the defendant's costs.	(6) La Cour peut, sur requête du défendeur, ordonner au demandeur qui a consigné une somme d'argent à la Cour en application du paragraphe (5) de consigner un montant additionnel.	Cautionnement plus élevé

Grounds for refusing security

**417.** The Court may refuse to order that security for costs be given under any of paragraphs 416(1)(a) to (g) if a plaintiff demonstrates impecuniosity and the Court is of the opinion that the case has merit.

**417.** La Cour peut refuser d'ordonner la fourniture d'un cautionnement pour les dépens dans les situations visées aux alinéas 416(1)a) à g) si le demandeur fait la preuve de son indigence et si elle est convaincue du bien-fondé de la cause.

Motifs de refus de cautionnement

How security to be given

**418.** Where a person is required under these Rules or an Act of Parliament to give security for costs or for any other purpose, unless otherwise ordered by the Court or required by that Act, the person may do so

**418.** Sauf ordonnance contraire de la Cour ou disposition contraire d'une loi fédérale, la personne tenue par les présentes règles ou cette loi de fournir un cautionnement pour les dépens ou à toute autre fin peut le faire :

Fourniture du cautionnement

(a) by paying the required amount into court; or

a) soit par consignation à la Cour de la somme requise;

(b) by filing a bond for the required amount that has been approved by an order of the Court.

b) soit par dépôt d'un cautionnement, approuvé par ordonnance de la Cour, représentant la somme requise.

OFFER TO SETTLE

OFFRES DE RÈGLEMENT

Application to other proceedings

**419.** Rules 420 and 421 apply, with such modifications as are necessary, to parties bringing and defending counterclaims and third party claims, to applicants and respondents in an application and to appellants and respondents in an appeal.

**419.** Les règles 420 et 421 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au demandeur et au défendeur dans une demande, à l'appelant et à l'intimé dans un appel, ainsi qu'aux parties dans une demande reconventionnelle et une mise en cause.

Applicabilité

Consequences of failure to accept plaintiff's offer

**420.** (1) Unless otherwise ordered by the Court and subject to subsection (3), where a plaintiff makes a written offer to settle and obtains a judgment as favourable or more favourable than the terms of the offer to settle, the plaintiff is entitled to party-and-party costs to the date of service of the offer and costs calculated at double that rate, but not double disbursements after that date.

**420.** (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour et sous réserve du paragraphe (3), si le demandeur fait au défendeur une offre écrite de règlement, et que le jugement qu'il obtient est aussi avantageux ou plus avantageux que les conditions de l'offre, il a droit aux dépens partie-partie jusqu'à la date de signification de l'offre et, par la suite, au double de ces dépens mais non au double des débours.

Conséquences de la non-acceptation de l'offre du demandeur

Consequences of failure to accept defendant's offer

(2) Unless otherwise ordered by the Court and subject to subsection (3), where a defendant makes a written offer to settle,

(2) Sauf ordonnance contraire de la Cour et sous réserve du paragraphe (3), si le défendeur fait au demandeur une offre écrite de règlement, les dépens sont alloués de la façon suivante :

Conséquences de la non-acceptation de l'offre du défendeur

(a) if the plaintiff obtains a judgment less favourable than the terms of the offer to settle, the plaintiff is entitled to party-and-party costs to the date of service of the offer and the defendant shall be entitled to costs

a) si le demandeur obtient un jugement moins avantageux que les conditions de l'offre, il a droit aux dépens partie-partie jusqu'à la date de signification de l'offre et le défendeur a droit, par la suite et

calculated at double that rate, but not double disbursements, from that date to the date of judgment; or

(b) if the plaintiff fails to obtain judgment, the defendant is entitled to party-and-party costs to the date of the service of the offer and to costs calculated at double that rate, but not double disbursements, from that date to the date of judgment.

jusqu'à la date du jugement au double de ces dépens mais non au double des débours;

b) si le demandeur n'a pas gain de cause lors du jugement, le défendeur a droit aux dépens partie-partie jusqu'à la date de signification de l'offre et, par la suite et jusqu'à la date du jugement, au double de ces dépens mais non au double des débours.

Conditions

(3) Subsections (1) and (2) do not apply unless the offer to settle

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent qu'à l'offre de règlement qui répond aux conditions suivantes :

Conditions

(a) is made at least 14 days before the commencement of the hearing or trial; and

a) elle est faite au moins 14 jours avant le début de l'audience ou de l'instruction;

(b) is not withdrawn and does not expire before the commencement of the hearing or trial. SOR/2005-340, s. 1.

b) elle n'est pas révoquée et n'expire pas avant le début de l'audience ou de l'instruction. DOR/2005-340, art. 1.

Offers without costs

**420.1** (1) In circumstances where a written offer to settle does not provide for the settlement of the issue of costs, if a party requests the Court to consider rule 420, the Court, in ascertaining whether the judgment granted is more or less favourable than the offer to settle, shall not have regard to costs awarded in the judgment or that would otherwise be awarded.

**420.1** (1) Dans le cas d'une offre écrite de règlement qui ne résout pas la question des dépens, la Cour ne tient pas compte des dépens adjugés au moment du jugement ni des dépens qui auraient été adjugés, si une partie lui demande d'évaluer, en application de la règle 420, lequel, du jugement ou de l'offre, est le plus avantageux.

Offre qui ne résout pas la question des dépens

Application to court

(2) For greater certainty, if a written offer to settle that does not provide for the settlement of the issue of costs is accepted, a party to the offer may apply to the Court for an order determining costs. SOR/2005-340, s. 1.

(2) Il est entendu que si une offre écrite qui ne résout pas la question des dépens est acceptée, toute partie à l'offre peut demander à la Cour de rendre une ordonnance concernant les dépens. DORS/2005-340, s. 1.

Demande à la Cour

Offer to contribute

**421.** Subsection 420(2) applies to a third party, or to one of two or more defendants who are alleged to be jointly and severally liable to the plaintiff in respect of a claim, who makes a written offer to other defendants or third parties to contribute toward a settlement of the claim.

**421.** Lorsqu'une tierce partie ou l'un des codéfendeurs qui sont solidairement responsables à l'égard d'une réclamation du demandeur offre, par écrit, aux autres codéfendeurs ou tierces parties de verser une contribution pour le règlement de la réclamation, le paragraphe 420(2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à cette offre.

Offre de contribution

Disclosure of offer to Court

**422.** No communication respecting an offer

**422.** Aucune communication concernant

Divulgence de l'offre

to settle or offer to contribute shall be made to the Court, other than to a case management judge or prothonotary assigned under rule 383(c) or to a judge or prothonotary at a pre-trial conference, until all questions of liability and the relief to be granted, other than costs, have been determined.

une offre de règlement ou une offre de contribution ne peut être faite à la Cour — sauf au juge chargé de la gestion de l'instance ou au protonotaire visé à l'alinéa 383c) ou sauf au juge ou au protonotaire lors de la conférence préparatoire à l'instruction — tant que les questions relatives à la responsabilité et à la réparation à accorder, sauf les dépens, n'ont pas été tranchées.

PART 12

PARTIE 12

ENFORCEMENT OF ORDERS

EXÉCUTION FORCÉE DES ORDONNANCES

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Where brought

**423.** All matters relating to the enforcement of orders shall be brought before the Federal Court. SOR/2004-283, s. 33.

**423.** Toute question concernant l'exécution forcée d'une ordonnance relève de la Cour fédérale. DORS/2004-283, art. 33.

Compétence exclusive

Enforcement of order of tribunal

**424.** (1) Where under an Act of Parliament the Court is authorized to enforce an order of a tribunal and no other procedure is required by or under that Act, the order may be enforced under this Part.

**424.** (1) Lorsque la Cour est autorisée, en vertu d'une loi fédérale, à poursuivre l'exécution forcée de l'ordonnance d'un office fédéral et qu'aucune autre procédure n'est prévue aux termes de cette loi ou de ses textes d'application, l'exécution forcée de l'ordonnance est assujettie à la présente partie.

Exécution de l'ordonnance d'un office fédéral

Filing of order

(2) An order referred to in subsection (1) shall be filed together with a certificate from the tribunal, or an affidavit of a person authorized to file such an order, attesting to the authenticity of the order.

(2) L'ordonnance visée au paragraphe (1) est déposée avec un certificat de l'office fédéral ou un affidavit de la personne autorisée à la déposer, attestant l'authenticité de l'ordonnance.

Dépôt de l'ordonnance

Enforcement of order for payment of money

**425.** An order for the payment of money may be enforced by

**425.** L'exécution forcée de l'ordonnance exigeant le paiement d'une somme d'argent se fait par l'un des moyens suivants :

Paiement d'une somme d'argent

(a) a writ of seizure and sale in Form 425A;

a) bref de saisie-exécution établi selon la formule 425A;

(b) garnishment proceedings;

b) procédure de saisie-arrêt;

(c) a charging order;

c) ordonnance constituant une charge;

(d) the appointment of a receiver; and

d) nomination d'un séquestre judiciaire;

(e) in respect of a person referred to in rule 429, a writ of sequestration in Form 425B.

e) bref de séquestration établi selon la formule 425B, dans le cas visé à la règle

429.

Examination of judgment debtor	<p><b>426.</b> A person who has obtained an order for the payment of money may conduct an oral examination of the judgment debtor or, if the judgment debtor is a body corporate, of an officer thereof, as to the assets of the judgment debtor.</p>	<p><b>426.</b> Toute personne qui a obtenu une ordonnance exigeant le paiement d'une somme d'argent peut soumettre le débiteur judiciaire à un interrogatoire oral au sujet de ses biens ou, si celui-ci est une personne morale, l'un de ses dirigeants.</p>	Interrogatoire du débiteur judiciaire
Possession of land	<p><b>427.</b> (1) An order for possession of real property or immovables may be enforced by</p> <p>(a) a writ of possession, in Form 427; and</p> <p>(b) in respect of a person referred to in rule 429, an order of committal or a writ of sequestration, or both.</p>	<p><b>427.</b> (1) L'exécution forcée de l'ordonnance de mise en possession d'un immeuble ou d'un bien réel se fait par l'un des moyens suivants :</p> <p>a) bref de mise en possession établi selon la formule 427;</p> <p>b) ordonnance d'incarcération ou bref de séquestration, ou les deux, dans le cas visé à la règle 429.</p>	Mise en possession d'un immeuble
Limitation	<p>(2) A writ of possession shall be issued only if the Court is satisfied that every person in possession of the whole or any part of the real property or immovables has received notice sufficient to enable the person to apply to the Court for any relief to which the person may be entitled.</p>	<p>(2) La Cour ne délivre un bref de mise en possession que si elle est convaincue que chaque personne qui est en possession de tout ou partie de l'immeuble ou du bien réel a reçu un avis suffisant pour pouvoir demander à la Cour la réparation à laquelle elle peut avoir droit.</p>	Restriction
Delivery of personal property and movables	<p><b>428.</b> (1) An order for the delivery of personal property or movables that does not give the person against whom the order is made the alternative of paying an amount equal to the value of the personal property or movables may be enforced by</p> <p>(a) a writ of delivery to recover the personal property or movables, in Form 428; and</p> <p>(b) in respect of a person referred to in rule 429, an order of committal or a writ of sequestration, or both.</p>	<p><b>428.</b> (1) L'exécution forcée de l'ordonnance exigeant la livraison de biens meubles ou de biens personnels sans donner à la personne visée le choix de payer un montant égal à leur valeur se fait par l'un des moyens suivants :</p> <p>a) bref de délivrance pour la prise de possession des biens meubles ou des biens personnels, établi selon la formule 428;</p> <p>b) ordonnance d'incarcération ou bref de séquestration, ou les deux, dans le cas visé à la règle 429.</p>	Livraison de meubles
Delivery of personal property or movables or amount equal to value	<p>(2) An order for the delivery of personal property or movables or the payment of an amount equal to their value may be enforced by</p> <p>(a) a writ of delivery to recover the personal property or movables or an amount equal to</p>	<p>(2) L'exécution forcée de l'ordonnance donnant à la personne visée le choix de livrer des biens meubles ou des biens personnels ou de payer un montant égal à leur valeur se fait par l'un des moyens suivants :</p> <p>a) bref de délivrance pour la prise de</p>	Livraison de biens meubles ou paiement de leur valeur

their value, in Form 428; and

(b) in respect of a person referred to in rule 429, a writ of sequestration.

possession des biens meubles ou des biens personnels ou le recouvrement d'un montant égal à leur valeur, établi selon la formule 428;

b) bref de séquestration, dans le cas visé à la règle 429.

Writ of sequestration and order of committal

**429.** (1) Where a person who is required by an order to perform an act within a specified time refuses or neglects to do so within that time, or where a person disobeys an order to abstain from doing an act, the order may, with the leave of the Court, be enforced by

**429.** (1) Dans le cas où une personne tenue aux termes d'une ordonnance d'accomplir un acte dans un délai précis refuse ou néglige de le faire dans ce délai, ou dans le cas où une personne enfreint une ordonnance lui enjoignant de ne pas accomplir un acte, l'exécution forcée de l'ordonnance se fait par l'un des moyens suivants avec l'autorisation de la Cour :

Séquestration et incarcération

(a) a writ of sequestration against the property of the person;

a) par bref de séquestration visant les biens de cette personne;

(b) where the person is a corporation, a writ of sequestration against the property of any director or officer of the corporation; and

b) s'il s'agit d'une personne morale, par bref de séquestration visant les biens de tout administrateur ou dirigeant de celle-ci;

(c) subject to subsection (2), in respect of an order other than for payment of money, an order of committal against the person or, where the person is a body corporate, against any director or officer of the corporation.

c) sous réserve du paragraphe (2), dans le cas d'une ordonnance autre qu'une ordonnance de paiement d'une somme d'argent, par ordonnance d'incarcération de la personne ou, s'il s'agit d'une personne morale, de tout administrateur ou dirigeant de celle-ci.

Limitation

(2) Where under an order requiring the delivery of personal property or movables a person who is liable to execution has the alternative of paying an amount equal to the value of the personal property or movables, the order shall not be enforced by an order of committal.

(2) L'exécution forcée de l'ordonnance donnant à la personne assujettie à l'exécution le choix de livrer des biens meubles ou des biens personnels ou de payer un montant égal à leur valeur ne peut se faire au moyen d'une ordonnance d'incarcération.

Exception

Personal service required

**430.** Unless the Court orders otherwise, an order shall not be enforced against a person under rule 429 unless the order has been personally served on the person.

**430.** Sauf ordonnance contraire de la Cour, l'exécution forcée d'une ordonnance ne peut se faire en vertu de la règle 429 que si une copie de l'ordonnance a été signifiée à personne à l'intéressé.

Signification de l'ordonnance

Performance by other person

**431.** Where a person does not comply with an order to perform an act, without prejudice to the powers of the Court to punish the person for contempt, on motion, the Court may order that

**431.** Si une personne ne se conforme pas à l'ordonnance exigeant l'accomplissement d'un acte, la Cour peut, sur requête, sans préjudice de son pouvoir de la punir pour outrage au tribunal, ordonner :

Accomplissement de l'acte par une autre personne

(a) the required act be performed by the person by whom the order was obtained or by another person appointed by the Court; and

(b) the non-complying person pay the costs incurred in the performance of the act, ascertained in such a manner as the Court may direct, and that a writ of execution be issued against the non-complying person for those costs.

Non-performance of condition precedent

**432.** Where a person who is entitled to relief under an order subject to the fulfilment of a condition fails to fulfil that condition, the person is deemed to have abandoned the benefit of the order and, unless the Court orders otherwise, any other interested person may take any step that is warranted by the order or that might have been taken if the order had not been made.

a) que l'acte requis soit accompli par la personne qui a obtenu l'ordonnance ou par toute autre personne nommée par la Cour;

b) que le contrevenant assume les frais de l'accomplissement de l'acte, déterminés de la manière ordonnée par la Cour, et qu'un bref d'exécution soit délivré contre lui pour le montant de ces frais et les dépens.

Défaut de remplir une condition préalable

**432.** La personne qui, en vertu d'une ordonnance, a droit à une réparation sous réserve d'une condition à remplir et qui ne remplit pas cette condition est réputée avoir renoncé aux avantages de l'ordonnance et, sauf ordonnance contraire de la Cour, toute autre personne intéressée peut engager soit les procédures que justifie l'ordonnance, soit les procédures qui auraient pu être engagées si l'ordonnance n'avait pas été rendue.

#### WRITS OF EXECUTION

Requisition for writ of execution

**433.** (1) Subject to subsection (2) and rules 434 and 435, a person entitled to execution may obtain a writ of execution by filing a requisition for its issuance.

When writ may be issued

(2) A writ of execution shall be issued only if, at the time a requisition therefor is filed, any period specified in the order for the payment of money or for the doing of an act required under the order has expired.

Endorsement on writ

(3) A writ of execution for the recovery of money shall be endorsed with a direction to the sheriff to levy

(a) the amount of money due and payable that is sought to be recovered;

(b) any interest thereon that is sought to be recovered, from the date of the order; and

(c) any sheriff's fees and costs of execution.

#### BREFS D'EXÉCUTION

Demande écrite

**433.** (1) Sous réserve du paragraphe (2) et des règles 434 et 435, la personne ayant droit à l'exécution peut obtenir un bref d'exécution en déposant une demande écrite pour le faire délivrer.

Moment de la délivrance du bref

(2) Un bref d'exécution ne peut être délivré que si, au moment où il est demandé, le délai fixé dans l'ordonnance pour le paiement d'une somme d'argent ou l'accomplissement d'un acte est expiré.

Directives au shérif

(3) Le bref d'exécution visant le recouvrement d'une somme d'argent porte des directives prescrivant au shérif de prélever :

a) la somme exigible dont le recouvrement est poursuivi en vertu de l'ordonnance;

b) les intérêts y afférents dont le recouvrement est poursuivi, le cas échéant, calculés à partir de la date de l'ordonnance;

c) les honoraires du shérif et les frais

Limitation on issuance	<p><b>434.</b> (1) A writ of execution to enforce an order shall not be issued without the leave of the Court if</p>	<p>d'exécution.</p>	Autorisation de la Cour
	<p>(a) six or more years have elapsed since the date of the order;</p>	<p>a) six ans ou plus se sont écoulés depuis la date de l'ordonnance;</p>	
	<p>(b) a change has taken place, by death or otherwise, in the persons entitled or liable to execution under the order;</p>	<p>b) les personnes ayant droit ou assujetties à l'exécution en vertu de l'ordonnance ne sont plus les mêmes par suite d'un décès ou autrement;</p>	
	<p>(c) under the order a person is entitled to relief subject to the fulfilment of a condition that is alleged to have been fulfilled; or</p>	<p>c) une personne a droit à une réparation aux termes de l'ordonnance, sous réserve d'une condition à remplir qu'elle prétend avoir remplie;</p>	
	<p>(d) any personal property or movables sought to be seized under the writ are in the possession of a receiver appointed by the Court or of a sequestrator.</p>	<p>d) les biens meubles ou les biens personnels dont la saisie par bref d'exécution est envisagée sont en la possession d'un séquestre judiciaire nommé par la Cour ou d'un autre séquestre.</p>	
Period of validity of order	<p>(2) An order granting leave under subsection (1) expires one year after it is made.</p>	<p>(2) L'ordonnance accordant l'autorisation visée au paragraphe (1) cesse d'avoir effet à l'expiration d'un an après qu'elle a été rendue.</p>	Période de validité de l'ordonnance
Leave to issue writ in aid	<p><b>435.</b> A writ of execution in aid of another writ of execution shall not be issued without the leave of the Court.</p>	<p><b>435.</b> Il ne peut être délivré de bref d'exécution complémentaire sans l'autorisation de la Cour.</p>	Bref complémentaire
<i>Ex parte</i> motion for leave to issue writ	<p><b>436.</b> A motion for leave to issue a writ of execution under subsection 434(1) or rule 435 may be made <i>ex parte</i>.</p>	<p><b>436.</b> Une requête <i>ex parte</i> peut être présentée pour obtenir l'autorisation de faire délivrer un bref d'exécution aux termes du paragraphe 434(1) ou de la règle 435.</p>	Requête <i>ex parte</i> pour l'obtention d'un bref
Period of validity of writ	<p><b>437.</b> (1) A writ of execution is valid for six years after its date of issuance.</p>	<p><b>437.</b> (1) Tout bref d'exécution est valide pendant les six ans suivant la date de sa délivrance.</p>	Période de validité d'un bref
Extension of validity of writ	<p>(2) On motion, where a writ has not been wholly executed, the Court may, before the writ would otherwise expire, order that the validity of the writ, including a writ the validity of which has previously been extended, be extended for a further period of six years.</p>	<p>(2) Si un bref n'a été exécuté qu'en partie, la Cour peut, sur requête, rendre, avant l'expiration du bref, une ordonnance renouvelant celui-ci pour une période de six ans à la fois</p>	Prolongation de la validité
Conditions for execution of extended writ	<p>(3) Before execution of a writ the validity of which has been extended by an order under</p>	<p>(3) Un bref dont la période de validité a été prolongée en vertu du paragraphe (2) ne</p>	Exigences de forme

	subsection (2),	peut être exécuté que si l'une des conditions suivantes est respectée :	
	(a) the writ shall be endorsed with a notice setting out the date on which the order was made; or	a) il porte une indication de la date de l'ordonnance de prolongation;	
	(b) the moving party shall serve a certified copy of the order on the sheriff to whom the writ is directed.	b) le requérant a signifié une copie certifiée de l'ordonnance au shérif auquel le bref est adressé.	
Effect of extended writ	(4) A writ the validity of which has been extended under subsection (2) continues without interruption.	(4) Le bref dont la période de validité a été prolongée en vertu du paragraphe (2) produit son effet de façon ininterrompue.	Ordre de priorité
Advance or security required	<b>438.</b> Before executing a writ of execution, a sheriff to whom the writ is directed may require the person at whose instance it was issued to make an advance, or to give security, sufficient to cover the costs of execution.	<b>438.</b> Le shérif à qui est adressé un bref d'exécution peut exiger, avant l'exécution du bref, que la personne qui l'a fait délivrer avance une somme suffisante ou fournisse un cautionnement suffisant pour couvrir les frais d'exécution.	Cautionnement pour frais
Notice to sheriff	<b>439.</b> (1) A person at whose instance a writ of execution is issued may serve a notice on the sheriff to whom the writ is directed requiring the sheriff, within such time as may be specified in the notice, to endorse on the writ a statement of the manner in which the sheriff has executed it and to send a copy of the statement to the person.	<b>439.</b> (1) La personne qui a fait délivrer un bref d'exécution peut signifier au shérif à qui il est adressé un avis l'informant qu'il est tenu, dans le délai précisé, de rédiger sur le bref un procès-verbal indiquant de quelle manière il l'a exécuté et de lui envoyer une copie de ce procès-verbal.	Avis au shérif
Order to sheriff to comply	(2) Where a sheriff fails to comply with a notice served under subsection (1), the person by whom it was served may apply to the Court for an order directing the sheriff to comply with the notice.	(2) Si le shérif ne se conforme pas à l'avis signifié conformément au paragraphe (1), la personne qui le lui a signifié peut demander à la Cour de rendre une ordonnance enjoignant au shérif de se conformer à l'avis.	Ordonnance de la Cour
Directions from Court	(3) A sheriff may seek directions from the Court concerning any issue not addressed by these Rules that arises from the enforcement of an order.	(3) Le shérif peut demander des directives à la Cour au sujet de toute question non prévue par les présentes règles qui découle de l'exécution d'une ordonnance.	Directives de la Cour
Multiple writs for single order	<b>440.</b> Writs of execution of different types may be issued to enforce a single order, where the terms of the order so require.	<b>440.</b> Des brefs d'exécution de différents types peuvent être délivrés pour l'exécution d'une même ordonnance lorsque les termes de celle-ci l'exigent.	Brefs distincts
Leave to issue writ of sequestration	<b>441.</b> (1) No writ of sequestration shall be issued without leave of a judge.	<b>441.</b> (1) Un bref de séquestration ne peut être délivré sans l'autorisation d'un juge.	Bref de séquestration
Personal service of notice	(2) Notice of a motion for leave to issue a writ of sequestration shall be personally served	(2) L'avis de la requête pour l'autorisation de délivrer un bref de séquestration	Signification

on the person against whose property it is sought to issue the writ.

est signifié à personne à l'intéressé dont les biens sont visés par le bref.

Multiple writs of seizure and sale

**442.** (1) A person who is entitled to enforce an order by a writ of seizure and sale may request the issuance of two or more such writs directed to the sheriffs of different geographical areas, either at the same time or at different times, to enforce the order, but no greater total amount shall be levied under all such writs than would be authorized to be levied under a single writ.

**442.** (1) La personne qui a le droit de poursuivre l'exécution d'une ordonnance par bref de saisie-exécution peut demander que soient délivrés à cette fin, simultanément ou non, deux ou plusieurs brefs adressés aux shérifs de régions différentes. Toutefois, il ne peut être perçu en vertu de tous ces brefs pris ensemble plus qu'il ne serait permis de percevoir si un seul bref avait été délivré.

Plusieurs brefs de saisie-exécution

Different geographical areas

(2) Where a person requests the issuance of two or more writs of seizure and sale directed to sheriffs of different geographical areas to enforce the same order, the person shall inform each sheriff of the issuance of the other writ or writs.

(2) La personne qui demande que soient délivrés, pour l'exécution de la même ordonnance, deux ou plusieurs brefs de saisie-exécution adressés aux shérifs de régions différentes est tenue d'informer chacun d'eux de la délivrance des autres brefs.

Shérifs de régions différentes

Second writ where sum unascertained

**443.** Where the payment of an ascertained sum of money and an unascertained sum of money or costs is ordered, if, at the time when the ascertained sum becomes payable, the unascertained sum or costs have not been assessed, the person who is entitled to enforce the order may request the issuance of a writ of seizure and sale to enforce payment of the ascertained sum and, after the unascertained sum or costs have been assessed, may request the issuance of a second writ to enforce payment thereof.

**443.** Lorsqu'une ordonnance exige le paiement d'une somme déterminée et d'une somme ou de dépens à déterminer, la personne qui a le droit de poursuivre l'exécution de l'ordonnance peut, si cette dernière somme ou ces dépens n'ont pas encore été déterminés au moment où la somme déterminée devient exigible, demander que soit délivré un bref de saisie-exécution pour contraindre au paiement de la somme déterminée, suivi d'un second bref — une fois la détermination faite — pour contraindre au paiement de l'autre somme ou des dépens.

Ordonnance exécutée en partie

Order under \$200

**444.** Where an order for payment of less than \$200 does not entitle the plaintiff to costs against the person against whom a writ of seizure and sale to enforce the order is issued, the writ may not authorize the sheriff to whom it is directed to levy any fees or costs of execution.

**444.** Lorsqu'une ordonnance exige le paiement d'une somme inférieure à 200 \$ et ne donne pas au demandeur le droit aux dépens contre la personne assujettie à l'exécution de l'ordonnance par un bref de saisie-exécution, ce bref ne peut autoriser le shérif à qui il est adressé à percevoir des honoraires ou des frais d'exécution.

Ordonnance pour le paiement d'une somme de moins de 200 \$

Sale of interest in property

**445.** Any interest of a judgment debtor in property may be sold under a writ of seizure and sale.

**445.** Les droits qu'un débiteur judiciaire possède sur des biens peuvent être vendus aux termes d'un bref de saisie-exécution.

Vente de droits

Sale of real property or immoveables

**446.** Real property or immoveables shall not be sold under a writ of seizure and sale within a shorter period than that provided for by the

**446.** Un immeuble ou un bien réel ne peut être vendu aux termes d'un bref de saisie-exécution avant l'expiration du délai prévu

Vente d'un immeuble ou d'un bien réel

laws of the province in which the real property or immovables are situated or any longer period ordered by the Court.

par les règles de droit de la province dans laquelle il est situé ou du délai supérieur ordonné par la Cour.

Property bound by writ

**447.** Property is bound for the purpose of execution of an order as of the date of the delivery to the sheriff of a writ of seizure and sale.

**447.** Aux fins de l'exécution d'une ordonnance, les biens sont grevés d'une charge à compter de la date de la remise au shérif du bref de saisie-exécution.

Biens grevés à compter de la date du bref

Laws of province apply

**448.** In seizing, advertising for sale or selling property, a sheriff shall, except as otherwise provided in the writ or in these Rules, follow the laws applicable to the execution of similar writs issued by a superior court of the province in which the property was seized.

**448.** Sauf disposition contraire du bref ou des présentes règles, pour la saisie et la vente de biens ainsi que la publicité en vue de cette vente, le shérif se conforme aux règles de droit applicables à l'exécution de brefs analogues délivrés par une cour supérieure de la province où la saisie a eu lieu.

Application des lois provinciales

#### GARNISHMENT PROCEEDINGS

#### SAISIES-ARRÊTS

Garnishment

**449.** (1) Subject to rules 452 and 456, on the *ex parte* motion of a judgment creditor, the Court may order

**449.** (1) Sous réserve des règles 452 et 456, la Cour peut, sur requête *ex parte* du créancier judiciaire, ordonner :

Saisie-arrêt

(a) that

a) que toutes les créances suivantes du débiteur judiciaire dont un tiers lui est redevable soient saisies-arrêtées pour le paiement de la dette constatée par le jugement :

(i) a debt owing or accruing from a person in Canada to a judgment debtor, or

(i) les créances échues ou à échoir dont est redevable un tiers se trouvant au Canada,

(ii) a debt owing or accruing from a person outside Canada to a judgment debtor, where the debt is one for which the person might be sued in Canada by the judgment debtor,

(ii) les créances échues ou à échoir dont est redevable un tiers ne se trouvant pas au Canada et à l'égard desquelles le débiteur judiciaire pourrait tenter une poursuite au Canada;

be attached to answer the judgment debt; and

(b) that the person attend, at a specified time and place, to show cause why the person should not pay to the judgment creditor the debt or any lesser amount sufficient to satisfy the judgment.

b) que le tiers se présente, aux date, heure et lieu précisés, pour faire valoir les raisons pour lesquelles il ne devrait pas payer au créancier judiciaire la dette dont il est redevable au débiteur judiciaire ou la partie de celle-ci requise pour l'exécution du jugement.

Service of show cause order

(2) An order to show cause made under subsection (1) shall be served, at least seven days before the time appointed for showing

(2) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) est signifiée, au moins sept jours avant la date fixée pour la

Signification

	cause,	comparution du tiers saisi :	
	(a) on the garnishee personally; and	a) au tiers saisi, par signification à personne;	
	(b) unless the Court directs otherwise, on the judgment debtor.	b) au débiteur judiciaire, sauf directives contraires de la Cour.	
Debts bound as of time of service	(3) Subject to rule 452, an order under subsection (1) binds the debts attached as of the time of service of the order.	(3) Sous réserve de la règle 452, l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) grève les créances saisies-arrêtées à compter du moment de sa signification.	Prise d'effet de l'ordonnance
Payment into court by garnishee	<b>450.</b> A garnishee may admit liability and pay into court a debt due to a judgment debtor, or as much thereof as is sufficient to satisfy the judgment, notice of which shall be given to the judgment creditor.	<b>450.</b> Le tiers saisi peut reconnaître sa dette envers le débiteur judiciaire et en consigner à la Cour le montant total ou la partie requise pour l'exécution du jugement; il en donne alors avis au créancier judiciaire.	Consignation
Garnishment order	<b>451.</b> (1) Where a garnishee has not made a payment into court under rule 450 and does not dispute the debt claimed to be due to the judgment debtor, or does not appear pursuant to a show cause order made under subsection 449(1), on motion, the Court may make an order for payment to the judgment creditor or payment into court of the debt.	<b>451.</b> (1) Lorsque le tiers saisi n'a pas fait de consignation à la Cour selon la règle 450 et qu'il ne conteste pas la dette dont on le prétend redevable au débiteur judiciaire, ou lorsqu'il ne se présente pas en application de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe 449(1), la Cour peut, sur requête, rendre une ordonnance exigeant le paiement au créancier judiciaire ou la consignation à la Cour.	Ordonnance de paiement
Order for future payment	(2) Where a debt owed to a judgment debtor is not payable at the time an order is sought under subsection 449(1), an order may be made for payment of the debt to the judgment creditor under subsection (1) as at the time the debt becomes payable.	(2) Si la dette à payer au débiteur judiciaire n'est pas exigible au moment où l'ordonnance visée au paragraphe 449(1) est demandée, une ordonnance peut être rendue en vue du paiement de la dette à son échéance au créancier judiciaire selon les modalités prévues au paragraphe (1).	Dette non exigible
Enforcement of garnishment order	(3) An order under subsection (1) may be enforced in the same manner as any other order for the payment of money.	(3) L'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) peut être exécutée de la même manière qu'une ordonnance exigeant le paiement d'une somme d'argent.	Moyens de contrainte
Exemption from seizure	<b>452.</b> Where a debt due or accruing to a judgment debtor is in respect of wages or salary, no portion thereof that is exempt from seizure or attachment under the law of the province where the debt is payable shall be attached under an order made under rule 449.	<b>452.</b> Lorsque la créance échue ou à échoir du débiteur judiciaire porte sur des traitements ou salaires, aucune partie de ceux-ci qui est insaisissable ou qui ne peut être grevée selon les règles de droit de la province dans laquelle la créance est exigible ne peut être saisie-arrêtée aux termes d'une ordonnance rendue en vertu de	Insaisissabilité

Summary determination of liability	<p><b>453.</b> Where a garnishee disputes liability to pay a debt claimed to be due or accruing to the judgment debtor, the Court may summarily determine any question of liability of the garnishee or order that it be determined in such a manner as the Court may direct.</p>	la règle 449.	<p><b>453.</b> Lorsque le tiers saisi conteste l'obligation de payer au débiteur judiciaire la dette échue ou à échoir, la Cour peut juger par procédure sommaire toute question concernant l'obligation du tiers saisi ou ordonner qu'elle soit instruite de la manière qu'elle précise.</p>	Jugement sommaire quant à l'obligation du tiers
Discharge of liability	<p><b>454.</b> A payment made under rule 450 by a garnishee or in compliance with an order under rule 449, and any execution levied against a garnishee under such an order, constitutes a valid discharge of the garnishee's liability to the judgment debtor to the extent of the amount paid or levied, notwithstanding that the attachment is later set aside or that the order from which it arose is later reversed.</p>	<p><b>454.</b> Tout paiement effectué par un tiers saisi en vertu de la règle 450 ou conformément à une ordonnance rendue en vertu de la règle 449 et tout produit de l'exécution poursuivie contre lui en application d'une telle ordonnance l'acquittent de son obligation envers le débiteur judiciaire, jusqu'à concurrence de la somme payée ou perçue, même si la saisie-arrêt ou l'ordonnance de saisie-arrêt sont annulées par la suite.</p>	Extinction de la dette	
Order for other person to attend	<p><b>455.</b> (1) If, on a motion under rule 449, it is brought to the notice of the Court that a person other than the judgment debtor has or claims to have an interest in the debt sought to be attached, the Court may order the person to attend before the Court and state the nature of his or her interest.</p>	<p><b>455.</b> (1) Si, par suite de la requête visée à la règle 449, il est porté à la connaissance de la Cour qu'une personne autre que le débiteur judiciaire a ou prétend avoir un intérêt à l'égard de la créance à saisir-arrêter, la Cour peut ordonner à cette personne de comparaître devant elle et d'exposer la nature de sa prétention.</p>	Ordonnance de comparution	
Determination of validity of claim	<p>(2) After hearing a person who attends before the Court under an order made under subsection (1), the Court may summarily determine the questions at issue between the claimants or order that it be determined in such a manner as the Court may direct. SOR/2005-340, s. 1.</p>	<p>(2) Après avoir entendu la personne visée au paragraphe (1), la Cour peut juger par procédure sommaire les questions en litige entre les réclamants ou ordonner qu'elle soit instruite de la manière qu'elle précise. DORS/2005-340, art. 1.</p>	Validité de la réclamation	
Payment of money in court	<p><b>456.</b> (1) Where money is standing to the credit of a judgment debtor in court, the judgment creditor shall not bring a motion under rule 449 in respect of the money, but may bring a motion for an order that the money, or a lesser amount sufficient to satisfy the order sought to be enforced and the costs of the motion, be paid to the judgment creditor.</p>	<p><b>456.</b> (1) Lorsqu'une somme a été consignée à la Cour au crédit du débiteur judiciaire, le créancier judiciaire ne peut présenter une requête selon la règle 449 pour cette somme, mais il peut demander à la Cour, par voie de requête, d'ordonner que lui soit payée la somme ou toute partie de celle-ci suffisante pour l'exécution de l'ordonnance et le paiement des dépens afférents à la requête.</p>	Ordonnance de paiement	
Limitation	<p>(2) Money to which a motion under subsection (1) relates shall not be paid out of court until after the determination of the</p>	<p>(2) Lorsqu'une requête est présentée aux termes du paragraphe (1), aucune partie de la somme ne peut être versée tant que la</p>	Restriction	

motion.

Cour n'a pas statué sur cette requête.

Service of notice of motion

(3) Unless the Court directs otherwise, notice of a motion under subsection (1) shall be served on the judgment debtor and filed at least seven days before the day fixed for the hearing of the motion.

(3) Sauf directives contraires de la Cour, l'avis d'une requête présentée aux termes du paragraphe (1) est signifié au débiteur judiciaire et déposé au moins sept jours avant la date prévue pour l'audition de la requête.

Signification de l'avis de requête

Costs of motion

**457.** The costs of a motion under rule 449 or 456 and of any related proceedings shall, unless the Court directs otherwise, be retained by the judgment creditor out of the money recovered under the order and in priority to the judgment debt.

**457.** Sauf directives contraires de la Cour, les dépens afférents à toute requête selon les règles 449 ou 456 et des procédures connexes sont prélevés par le créancier judiciaire sur la somme d'argent qu'il a recouvrée en vertu de l'ordonnance et constituent une créance qui a priorité sur celle résultant du jugement.

Dépens afférents à la requête

**CHARGING ORDERS**

**ORDONNANCE DE CONSTITUTION DE CHARGES**

Order for interim charge and show cause

**458.** (1) On the *ex parte* motion of a judgment creditor, the Court may, for the purpose of enforcing an order for the payment of an ascertained sum of money,

**458.** (1) Aux fins de l'exécution d'une ordonnance exigeant le paiement d'une somme déterminée, la Cour peut, sur requête *ex parte* du créancier judiciaire, rendre une ordonnance :

Ordonnance de charge provisoire et de justification

(a) make an order imposing an interim charge for securing payment of that sum and any interest thereon

a) constituant une charge à titre provisoire en vue de garantir le paiement de la somme et des intérêts y afférents :

(i) on real property or immoveables, or on an interest in real property or immoveables, of a judgment debtor, in Form 458A, or

(i) soit sur un immeuble, un bien réel ou un droit immobilier du débiteur judiciaire, laquelle ordonnance est établie selon la formule 458A,

(ii) on any interest to which the judgment debtor is beneficially entitled in any shares, bonds or other securities specified in the order, in Form 458B; and

(ii) soit sur tout droit que le débiteur judiciaire possède sur des actions, des obligations ou autres valeurs mobilières précisées dans l'ordonnance, laquelle est établie selon la formule 458B;

(b) order the judgment debtor to show cause, at a specified time and place, why the charge should not be made absolute.

b) précisant les date, heure et lieu de l'audience à laquelle le débiteur judiciaire peut faire valoir les raisons pour lesquelles la charge ne devrait pas être maintenue.

Service of show cause order

(2) Unless the Court directs otherwise, an

(2) Sauf directives contraires de la Cour,

Signification de l'ordonnance

	order made under subsection (1) shall be served on the judgment debtor and, where the order relates to property referred to in subparagraph (1)(a)(ii), on the corporation, government or other person or entity by whom the securities were issued, at least seven days before the time appointed for the hearing.	l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) est signifiée au débiteur judiciaire et, si elle porte sur les biens visés au sous-alinéa (1)a(ii), à la personne morale, au gouvernement ou à toute autre personne ou entité qui a émis les valeurs mobilières, au moins sept jours avant la date fixée pour l'audience.	
Show cause hearing	<b>459.</b> (1) At a show cause hearing referred to in paragraph 458(1)(b), the Court shall make the interim charge absolute, in Form 459, or discharge it.	<b>459.</b> (1) À l'audience visée à l'alinéa 458(1)b), la Cour déclare définitive la charge provisoire, selon la formule 459, ou l'annule.	Sort de l'ordonnance provisoire
Enforcement of charging order	(2) A charge made absolute has the same effect, and is enforceable in the same manner, as a charge made by the judgment debtor.	(2) La charge déclarée définitive a le même effet que s'il s'agissait d'une charge constituée par le débiteur judiciaire, et son exécution peut être poursuivie de la même manière que l'exécution de cette dernière.	Exécution de l'ordonnance
Disposition by judgment debtor	<b>460.</b> No disposition by a judgment debtor of an interest in property subject to an interim or absolute charge under rule 458 or 459 is valid against the judgment creditor.	<b>460.</b> L'aliénation, par le débiteur judiciaire, d'un droit sur les biens grevés par une charge provisoire ou définitive n'est pas opposable au créancier judiciaire.	Aliénation par le débiteur judiciaire
Transfer of securities prohibited	<b>461.</b> (1) Unless the Court orders otherwise, no person or entity on whom an order was served under subsection 458(2) shall permit the transfer of any security specified in the order or pay to any person a dividend or any interest payable thereon.	<b>461.</b> (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, la personne ou l'entité qui reçoit signification d'une ordonnance selon le paragraphe 458(2) ne peut autoriser aucun transfert des valeurs mobilières visées par l'ordonnance, ni payer à quiconque des dividendes ou des intérêts sur celles-ci.	Transfert interdit des valeurs mobilières
Liability of transferor	(2) If, after service of an order under rule 458, a person or entity on whom it was served makes a transfer or payment prohibited by subsection (1), the person or entity shall be liable to pay to the judgment creditor an amount equal to the value of the security transferred or the amount of the payment made, as the case may be, or as much of it as is sufficient to satisfy the judgment debt.	(2) Si la personne ou l'entité procède au transfert ou au paiement interdits par le paragraphe (1) après avoir reçu signification de l'ordonnance, elle peut être contrainte à verser au créancier judiciaire une somme égale à la valeur des valeurs mobilières transférées ou au montant du paiement, ou toute partie de celle-ci requise pour acquitter la dette constatée par le jugement.	Obligation de l'auteur du transfert
Discharge or variance of charging order	<b>462.</b> The Court may, on the motion of a judgment debtor or any other person with an interest in property subject to an interim or absolute charge under rule 458 or 459, at any time, discharge or vary the charging order on such terms as to costs as it considers just.	<b>462.</b> La Cour peut, sur requête du débiteur judiciaire ou de toute autre personne ayant un droit sur les biens grevés par une charge provisoire ou définitive, annuler ou modifier l'ordonnance constituant la charge, aux conditions qu'elle estime équitables quant aux dépens.	Annulation ou modification de l'ordonnance
Charge on interest in money paid into court	<b>463.</b> (1) On motion, the Court may, for the purpose of enforcing an order for the payment	<b>463.</b> (1) Aux fins de l'exécution d'une ordonnance exigeant le paiement d'une	Charge grevant un droit sur une somme consignée

of an ascertained sum of money, by order, impose a charge for securing payment of the amount due under the order, and of any interest thereon, on any interest to which the judgment debtor is beneficially entitled in any money paid into court that is identified in the order.

somme déterminée, la Cour peut, par ordonnance rendue à la suite d'une requête, pour garantir le paiement de la somme et des intérêts y afférents, constituer une charge sur tout droit que le débiteur judiciaire possède sur une somme d'argent consignée à la Cour et précisée dans l'ordonnance.

Application of rules re other charging orders

(2) Subsection 458(1) and rules 460 and 462 apply, with such modifications as are necessary, to an order made under this rule.

(2) Le paragraphe 458(1) et les règles 460 et 462 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance rendue en vertu de la présente règle.

Application d'autres règles

Ancillary or incidental injunction

**464.** On motion, a judge may grant an injunction ancillary or incidental to a charging order under rule 458 or appoint a receiver to enforce a charge imposed by such an order.

**464.** Un juge peut, sur requête, accorder une injonction corollaire ou accessoire à une ordonnance de constitution de charge rendue en vertu de la règle 458 ou nommer un séquestre judiciaire chargé de veiller au respect de la charge constituée par l'ordonnance.

Ordonnance accessoire

Order prohibiting dealing with funds

**465.** (1) The Court, on the motion of a person

**465.** (1) La Cour peut, sur requête de l'une des personnes suivantes, rendre une ordonnance interdisant que soit effectué, sans préavis à cette personne, tout transfert, livraison, paiement ou autre opération mettant en cause la totalité ou une partie d'une somme consignée à la Cour ou des revenus y afférents :

Opérations interdites

(a) who has a mortgage or charge on the interest of another person in money paid into court,

a) une personne qui possède une hypothèque ou une charge sur le droit que possède une autre personne sur cette somme;

(b) to whom such an interest has been assigned, or

b) une personne à laquelle un droit sur cette somme a été cédé;

(c) who is a judgment creditor of a person entitled to such an interest,

c) une personne qui est créancière judiciaire de la personne qui possède un droit sur cette somme.

may make an order prohibiting the transfer, delivery, payment or other dealing with all or any part of the money, or any income thereon, without prior notice to the moving party.

Service of notice of motion

(2) Notice of a motion under subsection (1) shall be served on every person whose interest may be affected by the order sought.

(2) L'avis de la requête présentée aux termes du paragraphe (1) est signifié à chaque personne dont le droit sur la somme d'argent peut être touché par l'ordonnance demandée.

Signification de l'avis de requête

Costs

(3) On a motion under subsection (1), the Court may order the moving party to pay the costs of any party or of any other person interested in the money in question.

(3) Par suite de la requête présentée aux termes du paragraphe (1), la Cour peut ordonner au requérant de payer les frais engagés par toute partie ou toute autre personne ayant un intérêt dans la somme d'argent en cause.

Frais

## CONTEMPT ORDERS

## ORDONNANCES POUR OUTRAGE

Contempt

**466.** Subject to rule 467, a person is guilty of contempt of Court who

**466.** Sous réserve de la règle 467, est coupable d'outrage au tribunal quiconque :

Outrage

(a) at a hearing fails to maintain a respectful attitude, remain silent or refrain from showing approval or disapproval of the proceeding;

a) étant présent à une audience de la Cour, ne se comporte pas avec respect, ne garde pas le silence ou manifeste son approbation ou sa désapprobation du déroulement de l'instance;

(b) disobeys a process or order of the Court;

b) désobéit à un moyen de contrainte ou à une ordonnance de la Cour;

(c) acts in such a way as to interfere with the orderly administration of justice, or to impair the authority or dignity of the Court;

c) agit de façon à entraver la bonne administration de la justice ou à porter atteinte à l'autorité ou à la dignité de la Cour;

(d) is an officer of the Court and fails to perform his or her duty; or

d) étant un fonctionnaire de la Cour, n'accomplit pas ses fonctions;

(e) is a sheriff or bailiff and does not execute a writ forthwith or does not make a return thereof or, in executing it, infringes a rule the contravention of which renders the sheriff or bailiff liable to a penalty.

e) étant un shérif ou un huissier, n'exécute pas immédiatement un bref ou ne dresse pas le procès-verbal d'exécution, ou enfreint une règle dont la violation le rend passible d'une peine.

Right to a hearing

**467.** (1) Subject to rule 468, before a person may be found in contempt of Court, the person alleged to be in contempt shall be served with an order, made on the motion of a person who has an interest in the proceeding or at the Court's own initiative, requiring the person alleged to be in contempt

**467.** (1) Sous réserve de la règle 468, avant qu'une personne puisse être reconnue coupable d'outrage au tribunal, une ordonnance, rendue sur requête d'une personne ayant un intérêt dans l'instance ou sur l'initiative de la Cour, doit lui être signifiée. Cette ordonnance lui enjoint :

Droit à une audience

(a) to appear before a judge at a time and place stipulated in the order;

a) de comparaître devant un juge aux date, heure et lieu précisés;

(b) to be prepared to hear proof of the act with which the person is charged, which shall be described in the order with sufficient particularity to enable the person to know the nature of the case against the person; and

b) d'être prête à entendre la preuve de l'acte qui lui est reproché, dont une description suffisamment détaillée est donnée pour lui permettre de connaître la nature des accusations portées contre elle;

	(c) to be prepared to present any defence that the person may have.	c) d’être prête à présenter une défense.	
<i>Ex parte</i> motion	(2) A motion for an order under subsection (1) may be made <i>ex parte</i> .	(2) Une requête peut être présentée <i>ex parte</i> pour obtenir l’ordonnance visée au paragraphe (1).	Requête <i>ex parte</i>
Burden of proof	(3) An order may be made under subsection (1) if the Court is satisfied that there is a <i>prima facie</i> case that contempt has been committed.	(3) La Cour peut rendre l’ordonnance visée au paragraphe (1) si elle est d’avis qu’il existe une preuve <i>prima facie</i> de l’outrage reproché.	Fardeau de preuve
Service of contempt order	(4) An order under subsection (1) shall be personally served, together with any supporting documents, unless otherwise ordered by the Court.	(4) Sauf ordonnance contraire de la Cour, l’ordonnance visée au paragraphe (1) et les documents à l’appui sont signifiés à personne.	Signification de l’ordonnance
Contempt in presence of a judge	<b>468.</b> In a case of urgency, a person may be found in contempt of Court for an act committed in the presence of a judge and condemned at once, if the person has been called on to justify his or her behaviour.	<b>468.</b> En cas d’urgence, une personne peut être reconnue coupable d’outrage au tribunal pour un acte commis en présence d’un juge et condamnée sur-le-champ, pourvu qu’on lui ait demandé de justifier son comportement.	Outrage en présence d’un juge
Burden of proof	<b>469.</b> A finding of contempt shall be based on proof beyond a reasonable doubt.	<b>469.</b> La déclaration de culpabilité dans le cas d’outrage au tribunal est fondée sur une preuve hors de tout doute raisonnable.	Fardeau de preuve
Evidence to be oral	<b>470.</b> (1) Unless the Court directs otherwise, evidence on a motion for a contempt order, other than an order under subsection 467(1), shall be oral.	<b>470.</b> (1) Sauf directives contraires de la Cour, les témoignages dans le cadre d’une requête pour une ordonnance d’outrage au tribunal, sauf celle visée au paragraphe 467(1), sont donnés oralement.	Témoignages oraux
Testimony not compellable	(2) A person alleged to be in contempt may not be compelled to testify.	(2) La personne à qui l’outrage au tribunal est reproché ne peut être contrainte à témoigner.	Témoignage facultatif
Assistance of Attorney General	<b>471.</b> Where the Court considers it necessary, it may request the assistance of the Attorney General of Canada in relation to any proceedings for contempt.	<b>471.</b> La Cour peut, si elle l’estime nécessaire, demander l’assistance du procureur général du Canada dans les instances pour outrage au tribunal.	Assistance du procureur général
Penalty	<b>472.</b> Where a person is found to be in contempt, a judge may order that	<b>472.</b> Lorsqu’une personne est reconnue coupable d’outrage au tribunal, le juge peut ordonner :	Peine
	(a) the person be imprisoned for a period of less than five years or until the person complies with the order;	a) qu’elle soit incarcérée pour une période de moins de cinq ans ou jusqu’à ce qu’elle se conforme à l’ordonnance;	

- |  |  |
|--|--|
| <p>(b) the person be imprisoned for a period of less than five years if the person fails to comply with the order;</p> <p>(c) the person pay a fine;</p> <p>(d) the person do or refrain from doing any act;</p> <p>(e) in respect of a person referred to in rule 429, the person's property be sequestered; and</p> <p>(f) the person pay costs.</p> | <p>b) qu'elle soit incarcérée pour une période de moins de cinq ans si elle ne se conforme pas à l'ordonnance;</p> <p>c) qu'elle paie une amende;</p> <p>d) qu'elle accomplisse un acte ou s'abstienne de l'accomplir;</p> <p>e) que les biens de la personne soient mis sous séquestre, dans le cas visé à la règle 429;</p> <p>f) qu'elle soit condamnée aux dépens.</p> |
|--|--|

## PROCESS OF THE COURT

## MOYENS DE CONTRAINTE

To whom process may be issued

**473.** (1) Where there is no sheriff or a sheriff is unable or unwilling to act, a process, including a warrant for arrest of property under rule 481, may be issued to any person to whom a process of a superior court of the province in which the process is to be executed could be issued.

**473.** (1) En cas d'absence du shérif ou d'empêchement ou de refus d'agir de sa part, tout bref d'exécution ou autre moyen de contrainte, y compris le mandat de saisie de biens délivré en vertu de la règle 481, peut être adressé à une personne à qui pourrait être adressé un acte d'exécution émanant d'une cour supérieure de la province où l'exécution doit s'effectuer.

Personnes autres que le shérif

Execution of process

(2) Where a process is issued to a sheriff, it may, at the sheriff's direction, be executed by a person authorized under provincial law to execute the process of a superior court of the province in which the process is to be executed.

(2) Lorsqu'un bref d'exécution ou autre moyen de contrainte est adressé à un shérif, celui-ci peut, à sa discrétion, en confier l'exécution à toute personne autorisée par les lois provinciales à exécuter les actes d'exécution émanant d'une cour supérieure de la province.

Exécution du bref

Certificate of judgment

**474.** (1) Where an order made against the Crown for the payment of money for costs or otherwise is executory and

**474.** (1) Dans le cas où une ordonnance rendue contre la Couronne lui enjoignant de payer une somme pour les dépens ou à tout autre titre est exécutoire, l'administrateur délivre un certificat de jugement attestant :

Certification du jugement

(a) where no appeal of the order has been instituted, the time allowed by law for an appeal from the order has expired, or

a) que le délai d'appel est expiré, lorsqu'elle n'a fait l'objet d'aucun appel;

(b) where there has been an appeal from the order, the order has been affirmed or varied on appeal,

b) qu'elle n'a pas été infirmée ou qu'elle a été modifiée, lorsqu'elle a fait l'objet d'un appel.

the Administrator shall issue a certificate of judgment accordingly.

Delivery of certificate

(2) A certificate issued under subsection (1) shall be transmitted by the Administrator to the office of the Deputy Attorney General of Canada.

(2) Le certificat visé au paragraphe (1) est transmis par l'administrateur au bureau du sous-procureur général du Canada.

Remise du certificat

PART 13

PARTIE 13

ADMIRALTY ACTIONS

ACTIONS EN MATIÈRE D'AMIRAUTÉ

APPLICATION OF THIS PART

CHAMP D'APPLICATION

Application

**475.** (1) This Part applies to Admiralty actions.

**475.** (1) La présente partie s'applique aux actions en matière d'amirauté.

Application

Application of other rules

(2) Except to the extent that they are inconsistent with this Part, the rules applicable to other actions apply to Admiralty actions.

(2) Sauf dans la mesure où elles sont incompatibles avec une règle de la présente partie, les règles applicables aux autres actions s'appliquent aux actions en matière d'amirauté.

Incompatibilité

DEFINITIONS

DÉFINITION

Definition of "designated officer"

**476.** In this Part, "designated officer" means an officer of the Registry designated by an order of the Court.

**476.** Dans la présente partie, « fonctionnaire désigné » s'entend du fonctionnaire du greffe désigné par ordonnance de la Cour.

Définition

ACTIONS *IN REM* AND *IN PERSONAM*

ACTIONS RÉELLES OU PERSONNELLES

Types of admiralty actions

**477.** (1) Admiralty actions may be *in rem* or *in personam*, or both.

**477.** (1) Les actions en matière d'amirauté peuvent être réelles ou personnelles, ou les deux à la fois.

Types d'action

Style of cause of action *in rem*

(2) The style of cause of an action *in rem* shall be in Form 477.

(2) L'intitulé d'une action réelle est libellé selon la formule 477.

Intitulé — action réelle

Style of cause of action *in personam*

(3) The style of cause of an action *in personam* shall be as provided for in subsection 67(2).

(3) L'intitulé d'une action personnelle est le même que celui prévu au paragraphe 67(2).

Intitulé — action personnelle

Defendants in action *in rem*

(4) In an action *in rem*, a plaintiff shall include as a defendant the owners and all others interested in the subject-matter of the action.

(4) Dans une action réelle, le demandeur est tenu de désigner à titre de défendeurs les propriétaires du bien en cause dans l'action et toutes les autres personnes ayant un intérêt dans celui-ci.

Défendeurs dans une action réelle

Action against more than one ship

**478.** In an action against more than one ship in accordance with subsection 43(8) of the Act, each ship shall be named as a defendant in the statement of claim.

**478.** Lorsqu'une action est intentée contre plus d'un navire conformément au paragraphe 43(8) de la Loi, chacun des navires est cité comme défendeur dans la

Action intentée contre plusieurs navires

Service of  
statement of claim

**479.** (1) Subject to subsection (2), the statement of claim in an action *in rem* shall be served

(a) in respect of a ship or cargo or other property on board a ship, by attaching a certified copy of the statement of claim to some conspicuous part of the ship;

(b) in respect of cargo or other property that is not on board a ship, by attaching a certified copy of the statement of claim to the cargo or property;

(c) in respect of freight,

(i) if the cargo in respect of which the freight is owing is on board a ship, by attaching a certified copy of the statement of claim to a conspicuous part of the ship,

(ii) if the cargo in respect of which the freight is owing is not on board a ship, by attaching a certified copy of the statement of claim to the cargo, or

(iii) if monies payable for the freight are in the possession of a person, by personal service of the statement of claim on that person; and

(d) in respect of any proceeds paid into court in another proceeding, by filing a certified copy of the statement of claim in that proceeding.

Alternate service  
of statement of  
claim

(2) If access cannot be obtained to property in respect of which a statement of claim is to be served under subsection (1), the statement of claim may be served personally on a person who appears to be in charge of the property.

déclaration.

**479.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), dans une action réelle, la déclaration est signifiée :

a) si l'action vise un navire, une cargaison ou d'autres biens qui se trouvent à bord d'un navire, par apposition d'une copie certifiée conforme de la déclaration sur toute partie bien en évidence du navire;

b) si l'action vise une cargaison ou d'autres biens qui ne sont pas à bord d'un navire, par apposition d'une copie certifiée conforme de la déclaration sur la cargaison ou les biens;

c) si l'action vise le fret :

(i) dans le cas où la cargaison à l'égard de laquelle le fret est dû se trouve à bord d'un navire, par apposition d'une copie certifiée conforme de la déclaration sur toute partie bien en évidence du navire,

(ii) dans le cas où la cargaison à l'égard de laquelle le fret est dû n'est pas à bord d'un navire, par apposition d'une copie certifiée conforme de la déclaration sur la cargaison,

(iii) dans le cas où l'argent exigible à titre de fret est en la possession d'une personne, par signification à personne à celle-ci;

d) si l'action vise le produit d'une vente consigné à la Cour dans une autre instance, par dépôt d'une copie certifiée conforme de la déclaration relative à celle-ci.

Signification de la  
déclaration

Signification au  
responsable

(2) S'il est impossible d'avoir accès aux biens à l'égard desquels la déclaration doit être signifiée selon le paragraphe (1), celle-ci peut être signifiée à personne à celui qui semble être le responsable des biens.

Defence of action  
*in rem*

**480.** (1) An action *in rem* against a ship or other thing named as a defendant in the action may be defended only by a person who claims to be the owner of the ship or thing or to be otherwise interested therein.

**480.** (1) Dans une action réelle, la défense pour le compte du navire ou d’une autre chose cités comme le défendeur ne peut être déposée que par la personne qui prétend en être le propriétaire ou détenir tout autre droit sur ceux-ci.

Défense dans une  
action réelle

Interest to be  
pleaded

(2) A defence filed by a person referred to in subsection (1) shall disclose the interest that the person claims in the ship or thing.

(2) La défense déposée par la personne visée au paragraphe (1) divulgue le droit que celle-ci prétend avoir sur le navire ou la chose.

Droit plaidé

ARREST OF PROPERTY

SAISIE

Warrant for the  
arrest of property

**481.** (1) A designated officer may issue a warrant for the arrest of property in an action *in rem*, in Form 481, at any time after the filing of a statement of claim.

**481.** (1) Dans une action réelle, le fonctionnaire désigné peut délivrer un mandat de saisie de biens, établi selon la formule 481, à tout moment après le dépôt de la déclaration.

Mandat de saisie  
de biens

Affidavit

(2) A party seeking a warrant under subsection (1) shall file an affidavit, entitled “Affidavit to Lead Warrant”, stating

(2) La partie qui veut obtenir un mandat de saisie de biens dépose un affidavit, intitulé « Affidavit portant demande de mandat », qui contient les renseignements suivants :

Affidavit

(a) the name, address and occupation of the party;

a) ses nom, adresse et occupation;

(b) the nature of the claim and the basis for invoking the *in rem* jurisdiction of the Court;

b) la nature de sa réclamation et le fondement juridique allégué pour justifier la compétence de la Cour d’entendre l’action réelle;

(c) that the claim has not been satisfied;

c) la mention qu’on n’a pas fait droit à sa réclamation;

(d) the nature of the property to be arrested and, where the property is a ship, the name and nationality of the ship and the port to which it belongs; and

d) la nature des biens à saisir et, s’il s’agit d’un navire, le nom et la nationalité du navire ainsi que son port d’attache;

(e) where, pursuant to subsection 43(8) of the Act, the warrant is sought against a ship that is not the subject of the action, that the deponent has reasonable grounds to believe that the ship against which the warrant is sought is beneficially owned by the person who is the owner of the ship that is the subject of the action.

e) si le mandat est demandé en vertu du paragraphe 43(8) de la Loi à l’égard d’un navire autre que celui contre lequel l’action est intentée, la mention que l’auteur de l’affidavit a des motifs raisonnables de croire que le navire faisant l’objet de la demande de mandat appartient au véritable propriétaire du navire en cause dans l’action.

Service	<b>482.</b> (1) A warrant issued under subsection 481(1), the Affidavit to Lead Warrant and the statement of claim in the action shall be served together by a sheriff in the manner set out in rule 479, whereupon the property subject to the warrant is deemed to be arrested.	<b>482.</b> (1) Le mandat de saisie de biens, l’Affidavit portant demande de mandat et la déclaration sont signifiés ensemble par le shérif de la manière prévue à la règle 479 et, dès la signification, les biens sont réputés saisis.	Signification
Proof of service	(2) Proof of service of the documents referred to in subsection (1) shall be filed forthwith after the documents are served.	(2) La preuve de la signification des documents visés au paragraphe (1) est déposée immédiatement après leur signification.	Preuve de signification
Possession and responsibility	<b>483.</b> (1) Subject to subsection (2), possession of, and responsibility for, property arrested under subsection 482(1) does not vest in the sheriff but continues in the person in possession of the property immediately before the arrest.	<b>483.</b> (1) Sous réserve du paragraphe (2), la possession et la responsabilité des biens saisis aux termes du paragraphe 482(1) ne reviennent pas au shérif mais à la personne qui était en possession des biens immédiatement avant la saisie.	Possession et responsabilité des biens
Order for possession of arrested property	(2) The Court may order a sheriff to take possession of arrested property on condition that a party assume responsibility for any costs or fees incurred or payable in carrying out the order and give security satisfactory to the Court for the payment thereof.	(2) La Cour peut ordonner au shérif de prendre possession des biens saisis à la condition qu’une partie assume les frais ou honoraires afférents à l’exécution de l’ordonnance et fournisse le cautionnement qu’elle juge suffisant pour en assurer le paiement.	Ordonnance de prise de possession
Prohibition against moving arrested property	<b>484.</b> No property arrested under a warrant shall be moved without leave of the Court or the consent of all parties and caveators.	<b>484.</b> Aucun des biens saisis aux termes d’un mandat ne peut être déplacé sans l’autorisation de la Cour ou le consentement des parties et des personnes qui ont déposé un <i>caveat</i> .	Déplacement interdit

## BAIL

## GARANTIE D’EXÉCUTION

Release of arrested property	<b>485.</b> On motion, the Court may fix the amount of bail to be given for the release of arrested property.	<b>485.</b> La Cour peut, sur requête, fixer le montant de la garantie d’exécution à fournir pour obtenir la mainlevée de la saisie de biens.	Mainlevée
Form of bail	<b>486.</b> (1) Unless the parties agree otherwise, bail shall consist of  (a) the guaranty of a bank;	<b>486.</b> (1) À moins que les parties n’en conviennent autrement, la garantie d’exécution est sous l’une des formes suivantes :  a) un cautionnement d’une banque;	Forme de la garantie

(b) the bond of a surety company licensed to do business in Canada or to furnish security bonds in the part of Canada where the bond is executed, in Form 486A; or

b) un cautionnement d'une société de cautionnement autorisée par licence à exercer son activité au Canada ou à fournir des cautionnements de garantie à l'endroit au Canada où l'acte de cautionnement est signé, établi selon la formule 486A;

(c) a bail bond in Form 486A.

c) un cautionnement établi selon la formule 486A.

Notice of bail

(2) A party who intends to give bail in the form of a bond referred to in paragraph (1)(b) or (c) shall serve and file a notice of bail, in Form 486B, at least 24 hours before filing the bond.

(2) La partie qui a l'intention de fournir un cautionnement visé aux alinéas (1)b) ou c) signifie et dépose un préavis de cautionnement maritime, établi selon la formule 486B, au moins 24 heures avant de déposer le cautionnement.

Préavis de cautionnement maritime

Notice of objection to bail

(3) An adverse party or caveator who is not satisfied with the sufficiency of a bond set out in a notice of bail shall serve and file a notice of objection in Form 486C.

(3) Une partie adverse ou la personne qui a déposé un caveat qui n'estime pas suffisant le cautionnement indiqué dans le préavis de cautionnement maritime signifie et dépose un avis d'opposition, établi selon la formule 486C.

Avis d'opposition

Sufficiency of bail bond

(4) Any question as to the form of bail or the sufficiency of a surety may be determined by a designated officer or referred by that officer to the Court.

(4) Toute question concernant la nature de la garantie d'exécution ou la suffisance du cautionnement peut être tranchée par le fonctionnaire désigné ou être renvoyée par celui-ci à la Cour.

Questions concernant le cautionnement

RELEASE FROM ARREST

MAINLEVÉE DE LA SAISIE

Release of arrested property

**487.** (1) Unless a caveat has been filed under subsection 493(2), a designated officer may issue a release of arrested property in Form 487

**487.** (1) Sauf si un *caveat* a été déposé aux termes du paragraphe 493(2), le fonctionnaire désigné peut délivrer la mainlevée de la saisie de biens, établie selon la formule 487 :

Mainlevée par le fonctionnaire désigné

(a) on payment into court of

a) sur consignation à la Cour de l'un des montants suivants :

(i) the amount claimed,

(i) le montant réclamé,

(ii) the appraised value of the property arrested, or

(ii) le montant correspondant à la valeur estimée des biens saisis,

(iii) where cargo is arrested for freight only, the amount of the freight, verified by affidavit;

(iii) lorsque la cargaison est saisie pour le fret seulement, le montant du fret attesté par affidavit;

	(b) if bail has been given in an amount fixed under rule 485 and in accordance with subsections 486(1) and (2) and no objection under subsection 486(3) is outstanding;	b) si une garantie d'exécution a été donnée conformément à la règle 485 et aux paragraphes 486(1) et (2) et qu'aucun avis d'opposition fait aux termes du paragraphe 486(3) n'est pendant;	
	(c) on the consent in writing of the party at whose instance the property was arrested; or	c) sur consentement écrit de la partie qui a fait procéder à la saisie des biens;	
	(d) on the discontinuance or dismissal of the action in respect of which the property was arrested.	d) sur désistement ou rejet de l'action dans laquelle les biens ont été saisis.	
Referral to judge or prothonotary	(2) Where a release is sought under subsection (1), a designated officer may refer the matter to a judge or prothonotary.	(2) Le fonctionnaire désigné peut déférer toute demande de mainlevée de la saisie visée au paragraphe (1) à un juge ou un protonotaire.	Renvoi
Release at any time	<b>488.</b> (1) On motion, the Court may, at any time, order the release of arrested property.	<b>488.</b> (1) La Cour peut, sur requête, ordonner la mainlevée de la saisie de biens à tout moment.	Ordonnance de mainlevée
Release of ship	(2) Where, pursuant to subsection 43(8) of the Act, a ship that is not the subject of an action has been arrested, any owner or other person interested in the ship may bring a motion to the Court for the release of the ship, and if it is found that the ship is not beneficially owned by the person who is the owner of the ship that is the subject of the action, the Court shall order its release without the taking of bail.	(2) Lorsqu'un navire autre que celui contre lequel l'action est intentée a été saisi en vertu du paragraphe 43(8) de la Loi, le propriétaire ou toute autre personne qui a un droit sur le navire peut présenter une requête à la Cour en vue d'obtenir la mainlevée de la saisie du navire. Si la Cour constate que ce navire n'appartient pas au véritable propriétaire du navire en cause dans l'action, elle ordonne la mainlevée de la saisie du navire sans exiger le dépôt d'un cautionnement.	Saisie en vertu du par. 43(8) de la Loi
Release of ship without bail	(3) Where on a motion under subsection (2) the Court is satisfied that the action in which the ship has been arrested is for a claim referred to in any of paragraphs 22(2)(a) to (c) of the Act, the Court may order the release of the ship without the taking of bail.	(3) À la suite d'une requête présentée aux termes du paragraphe (2), la Cour peut ordonner la mainlevée de la saisie du navire sans exiger le dépôt d'un cautionnement si elle est convaincue que l'action dans le cadre de laquelle le navire a été saisi est d'un type visé à l'un des alinéas 22(2)a) à c) de la Loi.	Navire visé aux al. 22(2)a) à c) de la Loi
Release from arrest	<b>489.</b> Property shall be released from arrest on service of a release on the sheriff and payment of all fees and costs of the sheriff in respect of the arrest or custody of the property.	<b>489.</b> La saisie des biens est levée dès signification de la mainlevée au shérif et paiement à celui-ci des honoraires et frais afférents à la saisie ou à la garde des biens.	Prise d'effet de la mainlevée

SALE OF ARRESTED PROPERTY

VENTE DES BIENS SAISIS

Disposition of  
arrested property

**490.** (1) On motion, the Court may order, in respect of property under arrest, that

(a) the property be appraised and sold, or sold without appraisal, by public auction or private contract;

(b) the property be advertised for sale in accordance with such directions as may be set out in the order, which may include a direction that

(i) offers to purchase be under seal and addressed to the sheriff,

(ii) offers to purchase all be opened at the same time in open court, that the parties be notified of that time and that the sale be made pursuant to an order of the Court made at that time or after the parties have had an opportunity to be heard,

(iii) the sale not necessarily be to the highest or any other bidder, or

(iv) after the opening of the offers and after hearing from the parties, if it is doubtful that a fair price has been offered, the amount of the highest offer be communicated to the other persons who made offers or to some other class of persons or that other steps be taken to obtain a higher offer;

(c) the property be sold without advertisement;

(d) an agent be employed to sell the property, subject to such conditions as are stipulated in the order or subject to subsequent approval by the Court, on such terms as to compensation of the agent as may be stipulated in the order;

(e) any steps be taken for the safety and preservation of the property;

Sort des biens  
saisis

**490.** (1) La Cour peut, sur requête, ordonner que les biens saisis, selon le cas :

a) soient évalués et vendus, ou soient vendus sans avoir été évalués, soit aux enchères publiques, soit par contrat privé;

b) soient mis en vente par des avis publics conformes aux directives données dans l'ordonnance, laquelle peut prescrire notamment :

(i) que les offres d'achat doivent être scellées et adressées au shérif,

(ii) que les offres d'achat doivent être toutes décachetées au même moment à une audience publique, que les parties doivent être avisées de ce moment et que la vente doit être faite en vertu d'une ordonnance de la Cour rendue à cette occasion ou après que les parties ont eu l'occasion de se faire entendre,

(iii) qu'il n'est pas obligatoire de vendre les biens au plus haut enchérisseur ou autre enchérisseur,

(iv) que, après l'ouverture des offres d'achat et audition des parties, s'il y a un doute sur la justesse du prix offert, le montant de l'offre la plus élevée doit être communiqué aux autres personnes qui ont fait des offres ou à une autre classe de personnes, ou d'autres dispositions doivent être prises pour qu'on obtienne une offre plus élevée;

c) soient vendus sans préavis de vente;

d) soient vendus, sous réserve des conditions précisées dans l'ordonnance ou de l'approbation subséquente de la Cour, par l'entremise d'un agent ou courtier rémunéré au taux fixé dans l'ordonnance;

e) fassent l'objet de mesures assurant leur sécurité et leur conservation;

	(f) where the property is deteriorating in value, it be sold forthwith;	f) s'ils perdent de leur valeur, soient vendus immédiatement;	
	(g) where the property is on board a ship, it be removed or discharged;	g) s'ils sont à bord d'un navire, en soient enlevés ou déchargés;	
	(h) where the property is perishable, it be disposed of on such terms as the Court may order; or	h) s'ils sont de nature périssable, soient aliénés de la manière qu'elle ordonne;	
	(i) the property be inspected in accordance with rule 249.	i) soient examinés aux termes de la règle 249.	
Commission	(2) The appraisal or sale of property under arrest shall be effected under the authority of a commission addressed to the sheriff in Form 490.	(2) L'évaluation et la vente de biens s'effectuent en vertu d'une commission adressée au shérif selon la formule 490.	Commission
Sale free from liens	(3) Property sold under subsection (1) is free of any liens under Canadian maritime law.	(3) Les biens vendus aux termes du paragraphe (1) sont libres de toute charge imposée selon le droit maritime canadien.	Produit de la vente
Execution of commission	(4) As soon as possible after the execution of a commission referred to in subsection (2), the sheriff shall	(4) Dès que possible après l'exécution d'une commission visée au paragraphe (2), le shérif :	Exécution de la commission
	(a) file the commission with a return setting out the manner in which it was executed;	a) dépose celle-ci avec un procès-verbal expliquant la façon dont elle a été exécutée;	
	(b) pay into court the proceeds of the sale; and	b) consigne à la Cour le produit de la vente;	
	(c) file the sheriff's accounts and vouchers in support thereof.	c) dépose ses comptes et justificatifs à l'appui.	
Sheriff's accounts	(5) An assessment officer shall assess the sheriff's accounts and report the amount that the assessment officer considers should be allowed.	(5) Un officier taxateur taxe les comptes du shérif et fait rapport du montant qui, selon lui, devrait être accordé.	Taxation des comptes du shérif
Assessment	(6) Any party or caveator who is interested in the proceeds of sale referred to in subsection (4) may be heard on an assessment under subsection (5).	(6) Toute partie ou toute personne ayant déposé un caveat qui a un droit sur le produit de la vente visé au paragraphe (4) peut se faire entendre lors de la taxation des comptes du shérif.	Audience
Review of assessment	(7) On motion, the Court may review an assessment done under subsection (5).	(7) La Cour peut, sur requête, réviser la taxation des comptes du shérif.	Révision
Payment out of money paid into court	<b>491.</b> On a motion for payment out of any money paid into court under subsection 490(4),	<b>491.</b> Lorsqu'une requête est présentée en vue du versement de la somme consignée à	Distribution du produit de la vente

the Court may	la Cour aux termes du paragraphe 490(4), la Cour peut :
(a) determine the rights of all claimants thereto;	a) déterminer les droits de toutes les personnes qui réclament un droit sur cette somme;
(b) order payment of all or part of the money to any claimant; and	b) ordonner le versement de tout ou partie de la somme aux réclamants;
(c) order immediate payment of any fees or costs of the sheriff in connection with the arrest, custody, appraisal or sale of property, including expenses incurred in maintaining the property between the time of arrest and the sale of the property.	c) ordonner le paiement immédiat des frais d'exécution et des honoraires du shérif se rapportant à la saisie, à la garde, à l'évaluation ou à la vente des biens, y compris les frais engagés pour la conservation des biens entre la saisie et la vente.

Directions	<p><b>492.</b> (1) The Court may, in making an order under rule 490 or 491 or at any time thereafter, give directions as to</p> <p>(a) notice to be given to possible claimants to the proceeds of sale;</p> <p>(b) advertising for other such claimants;</p> <p>(c) the time within which claimants must file their claims; and</p> <p>(d) the procedure to be followed in determining the rights of the parties.</p>	<p><b>492.</b> (1) La Cour peut, au moment où elle rend l'ordonnance de vente des biens, au moment où elle statue sur la requête visée à la règle 491 ou à tout moment ultérieur, donner des directives au sujet :</p> <p>a) des avis à donner aux personnes qui pourraient réclamer un droit sur le produit de la vente;</p> <p>b) de la publicité à faire à leur intention;</p> <p>c) du délai dans lequel ces personnes doivent déposer leur réclamation;</p> <p>d) de la procédure à suivre pour déterminer les droits des parties.</p>	Directives
------------	--	---	------------

Claims barred	<p>(2) A claim that is not made within the time limited and in the manner prescribed by an order of the Court under subsection (1) is barred, and the Court may proceed to determine other claims and distribute the money among the parties entitled thereto without reference to any claim so barred.</p>	<p>(2) Une fin de non-recevoir est opposée à toute réclamation qui n'est pas déposée dans le délai et de la manière prévus dans l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), et la Cour peut statuer sur les autres réclamations et répartir le produit de la vente entre les parties qui y ont droit sans tenir compte de la réclamation à laquelle une fin de non-recevoir a été opposée.</p>	Fin de non-recevoir
---------------	---	--	---------------------

CAVEATS

CAVEATS

Caveat warrant	<p><b>493.</b> (1) A person who desires to prevent the arrest of property shall serve and file a caveat warrant in Form 493A undertaking to give, within three days after being required to do so, bail in respect of any action that has been, or may be, brought against the property.</p>	<p><b>493.</b> (1) Quiconque désire empêcher la saisie de biens signifie et dépose un <i>caveat-mandat</i> selon la formule 493A par lequel il s'engage à fournir, dans les trois jours après en avoir reçu l'ordre, une garantie d'exécution pour toute action visant les</p>	Caveat-mandat
----------------	--	--	---------------

		biens qui a été introduite ou peut l'être.	
Caveat release	(2) A person who desires to prevent the release of any property under arrest shall serve and file a caveat release in Form 493B.	(2) Quiconque désire empêcher la mainlevée de la saisie de biens signifie et dépose un <i>caveat</i> -mainlevée selon la formule 493B.	<i>Caveat</i> -mainlevée
Caveat payment	(3) A person who desires to prevent the payment of money out of court shall serve and file a caveat payment in Form 493C.	(3) Quiconque désire empêcher le versement d'une somme consignée à la Cour signifie et dépose un <i>caveat</i> -paiement selon la formule 493C.	<i>Caveat</i> -paiement
Service of caveat	(4) A caveat under subsection (1), (2) or (3) shall be served on all parties and caveators.	(4) Le <i>caveat</i> visé aux paragraphes (1), (2) ou (3) est signifié aux parties et aux personnes qui ont déposé un <i>caveat</i> à l'égard des biens en cause.	Signification
Caveat by non-party	(5) Where a person filing a caveat under this rule is not a party to the action, the caveat shall state the person's name and provide an address for service.	(5) Le <i>caveat</i> déposé aux termes de la présente règle par une personne qui n'est pas partie à l'action précise le nom de la personne et son adresse aux fins de signification.	Avis d'une personne autre qu'une partie
Liability of person requesting warrant	<b>494.</b> (1) A person at whose instance a warrant is issued for the arrest of property in respect of which there is a caveat warrant outstanding is liable to payment of all resulting costs and damages, unless the person can satisfy the Court that the person should not be liable therefor.	<b>494.</b> (1) La personne qui fait délivrer un mandat pour une saisie de biens à laquelle il est fait opposition par <i>caveat</i> -mandat est condamnée à tous les dépens et dommages-intérêts en résultant, à moins qu'elle ne convainque la Cour qu'elle ne devrait pas l'être.	Dépens
Liability of party requesting caveat	(2) A person who files a caveat release or caveat payment is liable to payment of all resulting costs and damages, unless the person can satisfy the Court that the person should not be liable therefor.	(2) La personne qui dépose un <i>caveat</i> -mainlevée ou un <i>caveat</i> -paiement est condamnée à tous les dépens et dommages-intérêts en résultant, à moins qu'elle ne convainque la Cour qu'elle ne devrait pas l'être.	Dépens
Expiration of caveat	<b>495.</b> (1) A caveat expires one year after the day on which it was filed.	<b>495.</b> (1) Un <i>caveat</i> expire à la fin du douzième mois qui suit la date de son dépôt.	Expiration du <i>caveat</i>
Filing of new caveat	(2) A new caveat may be served and filed before or after the expiration of an existing caveat.	(2) Un nouveau <i>caveat</i> peut être signifié et déposé avant ou après l'expiration d'un <i>caveat</i> .	Nouveau <i>caveat</i>
Withdrawal of caveat	(3) A person who has filed a caveat may withdraw it at any time by filing a notice in Form 495.	(3) La personne qui a déposé un <i>caveat</i> peut le retirer à tout moment en déposant un avis selon la formule 495.	Retrait d'un <i>caveat</i>
Setting aside of caveat	(4) On motion, the Court may order that a caveat be set aside.	(4) La Cour peut, sur requête, ordonner l'annulation d'un <i>caveat</i> .	Annulation d'un <i>caveat</i>

LIMITATION OF LIABILITY

RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Application under s. 33(1) of *Marine Liability Act*

**496.** (1) A party bringing an application under subsection 33(1) of the *Marine Liability Act* shall bring it as an action against those claimants whose identity is known to the party.

**496.** (1) Toute requête présentée par une partie en vertu du paragraphe 33(1) de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime* est introduite par voie d'action contre les réclamants dont elle connaît l'identité.

Réclamants

Motion for directions re service

(2) A party referred to in subsection (1) may bring an *ex parte* motion for directions respecting service on possible claimants where the number of possible claimants is large or the identity of all possible claimants is unknown to the party. SOR/2004-283, s. 37.

(2) La partie visée au paragraphe (1) peut présenter à la Cour une requête *ex parte* pour obtenir des directives sur la signification aux réclamants éventuels lorsque leur nombre est élevé ou qu'elle ne connaît pas l'identité de chacun d'eux. DORS/2004-283, art. 37

Directives

Motion to vary or add

**497.** A claimant who did not have notice of an action under subsection 496(1) may, within 10 days after obtaining notice of an order made under subsection 496(2), serve and file a notice of motion requesting to be added as a party to the action.

**497.** Le réclamant qui n'a pas été avisé de l'action visée au paragraphe 496(1) peut, dans les 10 jours après avoir reçu avis de l'ordonnance rendue à la suite de la requête visée au paragraphe 496(2), signifier et déposer une requête pour être constituée partie à l'action.

Requête du réclamant

ACTIONS FOR COLLISION

ACTION POUR COLLISION

Action for collision between ships

**498.** (1) Unless otherwise ordered by the Court, in an action in respect of a collision between ships,

**498.** (1) Sauf ordonnance contraire de la Cour, dans le cas d'une action pour collision entre navires :

Action pour collision

(a) the statement of claim need not contain any more particulars concerning the collision than are necessary to identify it to the other parties;

a) la déclaration peut ne contenir que les renseignements sur la collision qui permettent aux autres parties de l'identifier;

(b) the statement of defence need not contain any particulars concerning the collision;

b) la défense n'a pas à contenir de renseignements sur la collision;

(c) a preliminary act shall accompany a statement of claim and a statement of defence or be filed within 10 days after the filing of the statement of claim or the statement of defence, as the case may be; and

c) un acte préliminaire accompagne la déclaration et la défense ou est déposé dans les 10 jours suivant le dépôt de la déclaration ou de la défense, selon le cas;

(d) a preliminary act shall be contained in a sealed envelope bearing the style of cause.

d) l'acte préliminaire est mis dans une enveloppe scellée qui porte l'intitulé de l'action.

Preliminary act

(2) A preliminary act shall state

(a) the date of the collision;

(b) the time of the collision at the location of the collision;

(c) the location of the collision;

(d) the names of the ships that collided;

(e) in respect of the ship of the party filing the preliminary act,

(i) the name of the ship,

(ii) the port of registry of the ship,

(iii) the name of the master of the ship at time of the collision,

(iv) the name and address of the person who was in command at the time of the collision and during the period immediately before the collision,

(v) the names and addresses of any persons keeping lookout at the time of the collision and during the period immediately before the collision,

(vi) the course of the ship or, if the ship was stationary, its heading, at the time when the other ship was first seen or immediately before any measures were taken with reference to the other ship's presence, whichever was the earlier,

(vii) the speed of the ship through the water at the time when the other ship was first seen or immediately before any measures were taken with reference to the other ship's presence, whichever was the earlier,

(viii) any alteration made to course after the time referred to in subparagraph (vi) or

(2) L'acte préliminaire contient les renseignements suivants :

a) la date de la collision;

b) l'heure de la collision à l'endroit où elle s'est produite;

c) l'endroit où s'est produite la collision;

d) les noms des navires qui sont en cause dans la collision;

e) les précisions suivantes au sujet du navire de la partie qui dépose l'acte préliminaire :

(i) son nom,

(ii) son port d'immatriculation,

(iii) le nom du capitaine en service au moment de la collision,

(iv) les nom et adresse de la personne qui avait le commandement du navire au moment de la collision et immédiatement avant celle-ci,

(v) les nom et adresse des personnes qui étaient en vigie au moment de la collision et immédiatement avant celle-ci,

(vi) son itinéraire ou, si le navire était stationnaire, son cap, au moment où l'autre navire a été vu pour la première fois ou immédiatement avant que des mesures aient été prises à cause de la présence de l'autre navire, selon celui de ces moments qui est antérieur à l'autre,

(vii) sa vitesse sur l'eau au moment où l'autre navire a été vu pour la première fois ou immédiatement avant que des mesures aient été prises à cause de la présence de l'autre navire, selon celui de ces moments qui est antérieur à l'autre,

(viii) toute modification apportée à son

Contenu de l'acte préliminaire

during the period immediately before the collision, and the time at which the alteration was made,

(ix) any alteration made to the speed of the ship after the time referred to in subparagraph (vii) or during the period immediately before the collision, and the time at which the alteration was made,

(x) any measure taken to avoid the collision, and the time at which the measure was taken,

(xi) any sound or visual signals given, and the time at which the signals were given, and

(xii) the lights carried by the ship and the lights it was showing at the time of the collision and during the period immediately before the collision;

(f) in respect of every other ship involved in the collision,

(i) the name of the ship,

(ii) the ship's distance and bearing at the time when its echo was first observed by radar by a person on the ship of the party filing the preliminary act,

(iii) the ship's distance, bearing and approximate heading when it was first seen by a person on the ship of the party filing the preliminary act,

(iv) the lights the ship was showing when it was first seen by a person on the ship of the party filing the preliminary act,

(v) the lights the ship was showing from the time referred to in subparagraph (iv) to the time of the collision,

(vi) any alteration made to the ship's course after it was first seen by a person on the ship of the party filing the

itinéraire après le moment visé au sous-alinéa (vi) ou immédiatement avant la collision, et le moment où elle a été apportée,

(ix) tout changement de vitesse apporté après le moment visé au sous-alinéa

(x) les mesures prises pour éviter la collision et le moment où elles ont été prises,

(xi) les signaux sonores ou visuels qui ont été donnés et le moment où ils ont été donnés,

(xii) les feux disponibles à bord du navire et ceux qui étaient allumés au moment de la collision et immédiatement avant celle-ci;

f) les précisions suivantes au sujet de chaque autre navire en cause dans la collision :

(i) son nom,

(ii) sa distance et son relèvement au moment où son écho radar a été perçu pour la première fois par une personne à bord du navire de la partie qui dépose l'acte préliminaire,

(iii) sa distance, son relèvement et son cap approximatif au moment où il a été vu pour la première fois par une personne à bord du navire de cette partie,

(iv) ceux de ses feux qui étaient allumés au moment où il a été vu pour la première fois par une personne à bord du navire de cette partie,

(v) ceux de ses feux qui étaient allumés après ce moment jusqu'au moment de la collision,

(vi) toute modification apportée à son itinéraire après qu'il a été vu pour la

preliminary act, and the time at which the alteration was made,

(vii) any alteration made to the ship's speed after it was first seen by a person on the ship of the party filing the preliminary act, and the time at which the alteration was made,

(viii) any measure that the ship took to avoid the collision, and the time at which the measure was taken,

(ix) any sound or visual signals given, and the time at which the signals were given, and

(x) any fault or default attributed to the ship;

(g) the state of the weather at the time of the collision and during the period immediately before the collision;

(h) the extent of visibility at the time of the collision and during the period immediately before the collision;

(i) the state, direction and force of the tide, or of the current if the collision occurred in non-tidal waters, at the time of the collision and during the period immediately before the collision;

(j) the direction and force of the wind at the time of the collision and during the period immediately before the collision;

(k) the parts of each ship that first came into contact; and

(l) the approximate angle, as illustrated by an appropriate sketch annexed to the preliminary act, between the ships at the moment of contact.

(3) The contents of a preliminary act shall be set out in parallel columns and, wherever possible, stated in numerical values.

première fois par une personne à bord du navire de cette partie, et le moment où elle a été apportée,

(vii) tout changement de vitesse apporté après qu'il a été vu pour la première fois par une personne à bord du navire de cette partie, et le moment où il a été apporté,

(viii) les mesures prises pour éviter la collision et le moment où elles ont été prises,

(ix) les signaux sonores ou visuels qui ont été donnés et le moment où ils ont été donnés,

(x) la faute ou le manquement, le cas échéant, reproché au navire;

g) les conditions météorologiques au moment de la collision et immédiatement avant celle-ci;

h) l'étendue de la visibilité au moment de la collision et immédiatement avant celle-ci;

i) l'état, la direction et la force de la marée, ou du courant si la collision est survenue dans des eaux sans marée, au moment de la collision et immédiatement avant celle-ci;

j) la direction et la vélocité du vent au moment de la collision et immédiatement avant celle-ci;

k) les parties de chaque navire qui sont d'abord entrées en contact;

l) l'angle approximatif entre les navires au moment de la collision, illustré par un croquis approprié annexé à l'acte préliminaire.

(3) Les renseignements que contient l'acte préliminaire sont disposés en colonnes parallèles et, dans la mesure du possible, exprimés en valeurs numériques.

Opening of envelopes containing preliminary acts

(4) The Administrator shall open the envelopes containing the preliminary acts after the pleadings have been closed and all preliminary acts have been filed or, with the consent of all parties, at any other time.

(4) L'administrateur ouvre les enveloppes contenant les actes préliminaires après que les actes de procédure sont clos et que tous les actes préliminaires ont été déposés ou, avec le consentement des parties, à tout autre moment.

Ouverture des enveloppes

Order to open envelopes containing preliminary acts

(5) The Court may, on motion brought after all preliminary acts have been filed but before pleadings have been closed, order that the Administrator open the envelopes containing the preliminary acts.

(5) La Cour peut, sur requête présentée après le dépôt des actes préliminaires et avant la clôture des actes de procédure, ordonner à l'administrateur d'ouvrir les enveloppes contenant les actes préliminaires.

Requête pour ouverture des enveloppes

Endorsement of preliminary act

(6) On the opening of an envelope containing a preliminary act, the Administrator shall endorse the preliminary act with the date on which it was filed, the date on which the envelope was opened and the date on which any order was made, or consent filed, pursuant to which the envelope was opened.

(6) À l'ouverture d'une enveloppe contenant un acte préliminaire, l'administrateur inscrit sur l'acte les dates de son dépôt et de son ouverture ainsi que la date de l'ordonnance ou du dépôt du consentement autorisant son ouverture.

Inscriptions sur l'acte

Deemed part of statement of claim or defence

(7) A preliminary act shall be read with and form a part of the statement of claim or statement of defence, as the case may be, as though it were a schedule thereto.

(7) L'acte préliminaire est lu avec la déclaration ou la défense, selon le cas, et en fait partie comme s'il s'agissait d'une annexe.

Lecture de l'acte préliminaire

Security not required

**499.** Notwithstanding rule 416, a seaman suing for wages or for the loss of clothing and effects in a collision shall not be ordered to give security for costs.

**499.** Malgré la règle 416, un marin qui poursuit en paiement de son salaire ou pour la perte de ses vêtements et effets personnels dans une collision ne peut être contraint à fournir un cautionnement pour les dépens.

Cautionnement non requis

Examination for discovery of plaintiff

**500.** Notwithstanding subsection 236(2), in an action in respect of a collision between ships, a defendant may examine the plaintiff for discovery only after filing a statement of defence and preliminary act.

**500.** Malgré le paragraphe 236(2), dans une action pour collision entre navires, le défendeur ne peut soumettre le demandeur à un interrogatoire préalable qu'après avoir déposé sa défense et l'acte préliminaire.

Interrogatoire préalable

PART 14

PARTIE 14

TRANSITIONAL, REPEAL AND COMING INTO FORCE

DISPOSITIONS TRANSITOIRES, ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

TRANSITIONAL

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Ongoing proceedings

**501.** (1) Subject to subsection (2), these Rules apply to all proceedings, including further steps taken in proceedings that were commenced before the coming into force of

**501.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), les présentes règles s'appliquent à toutes les instances, y compris les procédures engagées après leur entrée en vigueur dans

Instances en cours

these Rules.

le cadre d'instances introduites avant ce moment.

Order for exceptions

(2) The Chief Justice of the Federal Court of Appeal or the Federal Court, as the case may be, may, by order, direct that rule 380 shall not apply to certain proceedings or classes of proceedings before their court that are pending on the coming into force of these Rules until a date or dates set out in the order. SOR/2004-283, s. 24.

(2) Le juge en chef de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale, selon le cas, peut, par ordonnance, soustraire à l'application de la règle 380 certaines instances ou catégories d'instances relevant de sa juridiction et qui sont en cours au moment de l'entrée en vigueur des présentes règles, jusqu'à la date ou aux dates prévues dans l'ordonnance. DORS/2004-283, art. 24.

Exceptions

Officers of the Court continued

**502.** (1) Every officer of the Court appointed under the *Federal Court Rules* prior to the coming into force of these Rules shall continue to act as if appointed under these Rules, until the appointment is revoked or another person is appointed in that officer's place.

**502.** (1) Les fonctionnaires de la Cour nommés sous le régime des *Règles de la Cour fédérale* avant l'entrée en vigueur des présentes règles continuent d'exercer leurs fonctions comme s'ils avaient été nommés sous le régime des présentes règles, jusqu'à ce que leur nomination soit révoquée ou que leurs successeurs soient nommés.

Fonctionnaires de la Cour

Taxing officers continued as assessment officers

(2) For the purposes of subsection (1), a reference in these Rules to an assessment officer shall be construed as a reference to a taxing officer appointed under the *Federal Court Rules* prior to the coming into force of these Rules.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), dans la version anglaise des présentes règles, « assessment officer » s'entend du « taxing officer » nommé sous le régime des *Règles de la Cour fédérale* avant l'entrée en vigueur des présentes règles.

Version anglaise

**503.** [Repealed, SOR/2004-283, s. 25.]

**503.** [ Abrogé, DORS/2004-283, art. 25.]

#### COMING INTO FORCE

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

**504.** These Rules come into force on April 25, 1998.

**504.** Les présentes règles entrent en vigueur le 25 avril 1998.

Entrée en vigueur

**FORM 18**

Rule 18

**REQUISITION — GENERAL**

*(General Heading — Use Form 66)*

REQUISITION

TO THE ADMINISTRATOR

I REQUIRE *(Choose appropriate option(s) and include all particulars necessary for the Administrator to act. Where what is sought is authorized by an order, refer to the order and attach a copy. Where an affidavit or other document must be filed with the requisition, refer to it and attach it.)*

- A certified copy of \_\_\_\_\_  
*(identify document by nature and date)*
- A subpoena on behalf of \_\_\_\_\_  
*(identify party on whose behalf subpoena is sought)*
- Other *(describe)* \_\_\_\_\_

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number of solicitor of party)*

**FORMULE 18**

Règle 18

**DEMANDE DE DOCUMENT OU DE SERVICE**

*(titre — formule 66)*

DEMANDE DE DOCUMENT OU DE SERVICE

À L'ADMINISTRATEUR :

JE DEMANDE *(faire le(s) choix approprié(s) et donner toutes les précisions qui permettront à l'administrateur d'agir. Si ce qui est demandé est autorisé par une ordonnance, mentionner l'ordonnance et en annexer une copie. Si un affidavit ou un autre document doit être déposé avec la demande, le mentionner et l'annexer.)* :

- Une copie certifiée de \_\_\_\_\_  
*(désigner le document en en donnant la nature et la date)*
- Un subpoena pour le compte de \_\_\_\_\_  
*(nommer la partie pour le compte de laquelle le subpoena est demandé)*
- Autre *(préciser)* \_\_\_\_\_

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de la partie)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

**FORM 41**

Rule 41

***SUBPOENA****(General Heading — Use Form 66)**(Court Seal)***SUBPOENA**TO: *(Name and address of witness)*

YOU ARE REQUIRED TO ATTEND TO GIVE EVIDENCE IN COURT at the hearing of this proceeding on *(day)*, *(date)* at *(time)*, at *(place)*, and to remain until your attendance is no longer required.

YOU ARE REQUIRED TO BRING WITH YOU and produce at the hearing the following documents and things: *(Set out the nature and date of each document and the nature of thing and give particulars sufficient to identify each one.)*

ATTENDANCE MONEY for *(number of days)* day(s) of attendance is served with this subpoena, calculated in accordance with Tariff A of the *Federal Courts Rules*, as follows:

Attendance allowance of \$ _____ daily	\$ _____
Transportation allowance	\$ _____
Overnight accommodations and meal allowance	\$ _____
TOTAL	\$ _____

If further attendance is required, you will be entitled to additional money.

IF YOU FAIL TO ATTEND OR REMAIN IN ATTENDANCE AS REQUIRED BY THIS SUBPOENA, A WARRANT MAY BE ISSUED FOR YOUR ARREST.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

This subpoena was issued at the request of, and inquiries may be directed to:

*(Name, address, telephone and fax  
number of solicitor or party)*

SOR/2004-283, s. 35.

**FORMULE 41**

Règle 41

**SUBPOENA**

(titre — formule 66)

(Sceau de la Cour)

**SUBPOENA**

À : (nom et adresse du témoin)

VOUS ÊTES TENU(E) DE VOUS PRÉSENTER DEVANT LA COUR afin de témoigner à l’instruction de la présente instance le (*jour et date*), à (*heure*), à (*au*) (*adresse*), et d’y demeurer jusqu’à ce que votre présence ne soit plus requise.

VOUS ÊTES TENU(E) D’APPORTER AVEC VOUS et de produire, à l’instruction, les documents et les éléments matériels suivants : (*indiquer la nature et la date de chacun des documents et éléments matériels et donner suffisamment de précisions pour permettre de les identifier*).

L’INDEMNITÉ DE PRÉSENCE pour (*nombre*) jour(s) est signifiée avec le présent subpoena et calculée conformément au tarif A des *Règles des Cours fédérales* comme suit :

Indemnité de présence de _____ \$ par jour	_____ \$
Indemnité de transport	_____ \$
Indemnité quotidienne de logement et de repas	_____ \$
<b>TOTAL</b>	_____ \$

Si votre présence est requise pour une plus longue période, vous aurez droit à une indemnité supplémentaire.

SI VOUS NE VOUS PRÉSENTEZ PAS OU NE DEMEUREZ PAS PRÉSENT(E) COMME L’EXIGE LE PRÉSENT *SUBPOENA*, UN MANDAT D’ARRÊT PEUT ÊTRE DÉCERNÉ CONTRE VOUS.

(Date)

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

Le présent *subpoena* a été délivré à la demande de la personne suivante et toute demande de renseignements peut lui adressée :

(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l’avocat ou de la partie)

**FORM 45**

Rule 45

**ORDER FOR ATTENDANCE OF PERSON IN CUSTODY***(Court File No.)**(General Heading — Use Form 66)***ORDER FOR ATTENDANCE OF PERSON IN CUSTODY**TO THE OFFICERS OF *(name of penitentiary, correctional institution, etc.)*

AND TO ALL POLICE OFFICERS:

WHEREAS it appears that the attendance of *(name)*, who is detained in custody, is necessary to this proceeding,THIS COURT ORDERS that *(name)* be brought before this court on *(day)*, *(date)*, at *(time)*, at *(place)*, and that the said *(name)* be returned and readmitted immediately thereafter to the correctional institution or other facility from which the said *(name)* was brought.\_\_\_\_\_  
*(Signature of Judge or Prothonotary)***FORMULE 45**

Règle 45

**ORDONNANCE DE COMPARUTION D'UNE PERSONNE DÉTENUE***(No du dossier de la Cour)**(titre — formule 66)***ORDONNANCE DE COMPARUTION D'UNE PERSONNE DÉTENUE**AUX DIRECTEURS DE *(nom de l'établissement correctionnel, pénitencier, etc.)*

ET À TOUS LES OFFICIERS DE POLICE :

ATTENDU que la présence de *(nom)*, qui est détenu(e), semble nécessaire à la présente instance,1. LA COUR ORDONNE que *(nom)* soit amené(e) devant elle le *(jour et date)*, à *(heure)*, à *(au)* *(adresse)* et que *(nom)* soit ensuite retourné(e) et réadmis(e) immédiatement à l'établissement correctionnel ou autre établissement d'où il(elle) provient.\_\_\_\_\_  
*(Signature du juge ou du protonotaire)*

**WARRANT FOR ARREST (DEFAULTING WITNESS)**

*(General Heading — Use Form 66)*

WARRANT FOR ARREST

TO ALL POLICE OFFICERS

AND TO OFFICERS OF ALL CORRECTIONAL INSTITUTIONS IN CANADA:

WHEREAS the witness (*name*), of (*address*), was served with a subpoena to give evidence at the hearing of this proceeding, and the proper attendance money was paid or tendered,

AND WHEREAS the witness failed to obey the summons, and I am satisfied that the evidence of the witness is material to this proceeding.

YOU ARE ORDERED TO ARREST and bring the witness (*name*) before this Court to give evidence in this proceeding, and if the Court is not then sitting or if the witness cannot be brought before the Court, to deliver him or her to a correctional institution or other secure facility to be admitted and detained there until the witness can be brought before the Court.

\_\_\_\_\_  
*(Signature of Judge)*

---

---

**FORMULE 46**

Règle 46

**MANDAT D'ARRÊT (TÉMOIN DÉFAILLANT)**

*(titre — formule 66)*

MANDAT D'ARRÊT

À TOUS LES OFFICIERS DE POLICE

ET AUX directeurs de tous les établissements correctionnels au Canada :

ATTENDU QUE le témoin (*nom*), de(du) (*adresse*), a reçu signification d'un *subpoena* le(la) contraignant à témoigner à l'instruction de la présente instance et que l'indemnité de présence applicable lui a été versée ou offerte;

ATTENDU que le témoin ne s'est pas conformé au *subpoena* et que je suis convaincu(e) que son témoignage est important dans la présente instance,

IL VOUS EST ORDONNÉ D'ARRÊTER et d'amener le témoin (*nom*) devant la Cour afin qu'il(elle) témoigne dans la présente instance et, si la Cour ne siège pas ou si le témoin ne peut être amené devant la Cour, de livrer le témoin à un établissement correctionnel ou à un autre établissement sûr, afin qu'il(elle) y soit admis(e) et détenu(e) jusqu'à ce qu'il(elle) soit amené(e) devant la Cour.

\_\_\_\_\_  
*(Signature du juge)*

---

---

**FORM 66**

Rule 66

**GENERAL HEADING**

**ACTION**

*(Court File No.)*

FEDERAL COURT

*(where a simplified action under rule 292:)*

**SIMPLIFIED ACTION)**

BETWEEN:

*(Name)*

Plaintiff

And

(Name)

Defendant

(Title of Document)

(Text of Document)

**APPLICATION**

(Court File No.)

FEDERAL COURT (or FEDERAL COURT OF APPEAL)

BETWEEN:

(Name)

Applicant

and

(Name)

Respondent

APPLICATION UNDER (statutory provision or rule under which application is made)

(Title of Document)

(Text of Document)

**APPEAL**

(Court File No.)

FEDERAL COURT OF APPEAL (or FEDERAL COURT)

BETWEEN:

(Name)

Appellant

and

(Name)

Respondent

(Title of Document)

(Text of Document)

**ORDER**

FEDERAL COURT (or FEDERAL COURT OF APPEAL)

*(Name of judge  
or prothonotary)*

*(Date)*

*(Court seal)*

*(Style of cause)*

*(Title of Order)*

*(Text of Order)*

---

**FORMULE 66**

Règle 66

**TITRE**

**ACTION**

*(No du dossier de la Cour)*

COUR FÉDÉRALE

*(s'il s'agit d'une action simplifiée, ajouter :*

**ACTION SIMPLIFIÉE)**

ENTRE :

*(nom)*

demandeur

et

*(nom)*

défendeur

DEMANDE PRÉSENTÉE EN VERTU DE *(disposition législative ou règle applicable)*

*(titre du document)*

*(texte du document)*

---

**DEMANDE**

*(No du dossier de la Cour)*

COUR FÉDÉRAL *(ou COUR D'APPEL FÉDÉRALE)*

ENTRE :

*(nom)*

demandeur

et

*(nom)*

défendeur

DEMANDE PRÉSENTÉE EN VERTU DE *(disposition législative ou règle applicable)*

*(titre du document)*

*(texte du document)*

**APPEL**

*(No du dossier de la Cour)*

COUR D'APPEL FÉDÉRALE *(ou COUR FÉDÉRALE)*

ENTRE :

*(nom)*

appellant

et

*(nom)*

intimé

*(titre du document)*

*(texte du document)*

---

**ORDONNANCE**

COUR FÉDÉRALE *(ou COUR D'APPEL FÉDÉRALE)*

*(Nom du juge  
ou du protonotaire)*

*(date)*

*(Sceau de la Cour)*

*(intitulé de la cause)*

*(intitulé de l'ordonnance)*

*(texte de l'ordonnance)*

---

---

**FORM 69**

Rule 69

**NOTICE OF CONSTITUTIONAL QUESTION**

*(General Heading — Use Form 66)*

**NOTICE OF CONSTITUTIONAL QUESTION**

The *(identify party)* intends to question the constitutional validity, applicability or effect *(state which)* of *(identify the particular legislative provision)*.

The question is to be argued on *(day)*, *(date)* at *(time)*, at *(place)*.

The following are the material facts giving rise to the constitutional question: *(Set out concisely the material facts that relate to the constitutional question. Where appropriate, attach pleadings or reasons for decision.)*

The following is the legal basis for the constitutional question: *(Set out concisely the legal basis for each constitutional question and identify the nature of the constitutional principles to be argued.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor of party)*

TO: The Attorney General of Canada  
The Attorney General of *(each province)*

---

**FORMULE 69**

Règle 69

**AVIS DE QUESTION CONSTITUTIONNELLE**

*(titre — formule 66)*

**AVIS DE QUESTION CONSTITUTIONNELLE**

Le(la) *(désigner la partie)* a l'intention de contester la validité *(ou l'applicabilité ou l'effet)* constitutionnel(le) de *(préciser la disposition législative en cause)*.

La question sera débattue le *(jour et date)*, à *(heure)*, à *(au)* *(adresse)*.

Voici les faits pertinents donnant naissance à la question constitutionnelle : *(Exposer brièvement les faits pertinents qui se rapportent à la question constitutionnelle. S'il y a lieu, annexer les actes de procédure ou les motifs de la décision.)*

Voici le fondement juridique de la question constitutionnelle : *(Exposer brièvement le fondement juridique de chaque question constitutionnelle et préciser la nature des principes constitutionnels devant être débattus.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de la partie)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de  
télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

DESTINATAIRES :

Le procureur général du Canada  
Le procureur général de *(chaque province)*

---

---

**FORM 71**  
**FAX COVER PAGE**

Rule 71

## FAX COVER PAGE

1. Name, address and telephone number of sender:
2. Date and time of transmission:
3. Total number of pages transmitted, including cover page:
4. Number of a fax machine at which documents may be received:
5. Name and telephone number of person to contact if problems occur in transmission:

**FORMULE 71**

Règle 71

**PAGE COUVERTURE — TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR**

## PAGE COUVERTURE — TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR

1. Nom, adresse et numéro de téléphone de l'expéditeur :
2. Date et heure de la transmission :
3. Nombre total de pages transmises, y compris la page couverture :
4. Numéro du télécopieur où des documents peuvent être reçus :
5. Nom et numéro de téléphone de la personne à contacter dans l'éventualité d'un problème de transmission :

**FORM 80A**

Rule 80

**AFFIDAVIT**

*(General Heading — Use Form 66)*

AFFIDAVIT OF *(Name)*

I, *(full name and occupation of deponent)*, of the *(City, Town, etc.)* of *(name)* in the *(County, Regional Municipality, etc.)* of *(name)*, SWEAR *(or AFFIRM)* THAT:

1. *(Set out the statements of fact in consecutively numbered paragraphs, with each paragraph being confined as far as possible to a particular statement of fact.)*

Sworn *(or Affirmed)* before me at  
the *(City, Town, etc.)* of *(name)*  
in the *(County, Regional Municipality,*  
*etc.)* of *(name)* on *(date)*.

\_\_\_\_\_  
Commissioner for Taking Affidavits  
*(or as the case may be)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of Deponent)*

SOR/2002-417, s. 26.

**FORM 80B**

Rule 80

**FORM OF OATH – INTERPRETER**

You swear (*or affirm*) that you understand the (*language of deponent*) and the language in which the affidavit is written and that you will faithfully translate orally the affidavit and the oath (*or affirmation*) for the deponent to the best of your skill and understanding. (*In an oath, conclude: So help you God.*)

SOR/2002-417, s. 27.

**FORM 80C**

Rule 80

**FORM OF JURAT WHERE DEPONENT IS SWORN BY INTERPRETATION**

Sworn (*or Affirmed*) before me  
at the (*City, Town, etc.*) of  
(*name*) in the (*Regional  
Municipality, etc.*) of (*name*)  
by the interpretation of (*name of interpreter*), who had  
previously sworn (*affirmed*)  
that (*he or she*) was well  
acquainted with the (*name of  
deponent's language*) and (*name  
of official language in which  
affidavit is written*) and that  
(*he or she*) would faithfully  
interpret the said affidavit,  
on (*date*).

\_\_\_\_\_  
Commissioner for Taking Affidavits  
(*or as the case may be*)

\_\_\_\_\_  
(*Signature of Deponent*)

SOR/2002-417, s. 27.

**FORMULE 80A**

Règle 80

**AFFIDAVIT**

(*titre — formule 66*)

AFFIDAVIT DE (*nom*)

Je soussigné(e), (*nom, prénoms et occupation du déclarant*), de la (*ville, municipalité, etc.*) de (*nom*), dans le(la) (*comté, municipalité régionale, etc.*) de (*nom*), DÉCLARE SOUS SERMENT (*ou AFFIRME SOLENNELLEMENT*) QUE :

1. (*Énoncer les faits sous forme de paragraphes numérotés consécutivement, chacun étant, dans la mesure du possible, limité à un seul fait.*)

Déclaré sous serment (*ou  
affirmé solennellement*) devant moi  
dans la (*ville, municipalité, etc.*)  
de (*nom*), dans le(la) (*comté,  
municipalité régionale, etc.*) de (*nom*),  
le (*date*).

\_\_\_\_\_  
Commissaire aux affidavits  
(*ou la mention appropriée*)  
DORS/2002-417, art. 26.

\_\_\_\_\_  
(*Signature du déclarant*)

**FORMULE 80B**

Règle 80

**FORMULE DE SERMENT OU D’AFFIRMATION SOLENNELLE —INTERPRÈTE**

Vous jurez (*ou affirmez solennellement*) que vous connaissez bien la langue (*langue du déclarant*) et la langue dans laquelle l’affidavit est rédigé et que vous ferez au déclarant, le mieux possible, la traduction orale fidèle de l’affidavit de même que de la formule du serment (*ou de l’affirmation solennelle*). (*Dans le cas d’un serment, terminer par la formule suivante : Que Dieu vous soit en aide.*)

DORS/2002-417, art. 27.

---

**FORMULE 80C**

Règle 80

**FORMULE D’ASSERMENTATION PAR LE TRUCHEMENT D’UN INTERPRÈTE**

Déclaré sous serment (*ou affirmé solennellement*) devant moi dans la (*ville, municipalité, etc.*) de (*nom*), dans le (*la*) (*comté, municipalité régionale, etc.*) de (*nom*), par le truchement de (*nom*), interprète, qui avait préalablement juré (*ou affirmé solennellement*) qu’il connaissait bien la langue (*langue du déclarant*) et la langue (*langue de l’affidavit*) et qu’il traduirait fidèlement l’affidavit, le (*date*).

---

Commissaire aux affidavits  
(*ou la mention appropriée*)

---

(*Signature du déclarant*)

DORS/2002-417, art. 27.

---

## FORM 91

Rule 91

## DIRECTION TO ATTEND

*(General Heading — Use Form 66)*

## DIRECTION TO ATTEND

TO: *(name of person to be examined)*

YOU ARE REQUIRED TO ATTEND AN EXAMINATION *(for discovery, in aid of execution, etc.)* on behalf of *(identify party)* on *(day)*, *(date)* at *(time)* at the office of *(name, address and telephone number of examiner)*.

YOU ARE ALSO REQUIRED TO BRING WITH YOU and produce at the examination the following documents and things: *(Set out the nature of each document and thing and give particulars sufficient to identify each one.)*

TRAVEL EXPENSES for *(number of days)* day(s) of attendance is served with this direction, calculated in accordance with Tariff A of the *Federal Courts Rules*, as follows:

Transportation allowance	\$ _____
Overnight accommodations and meal allowance	\$ _____
TOTAL	\$ _____

If further attendance is required, you will be entitled to additional money.

THE EXAMINATION WILL BE CONDUCTED IN *(IDENTIFY OFFICIAL LANGUAGE)*. If you prefer to be examined in the other official language, an interpreter may be required and you must immediately advise the solicitor for the party conducting the examination.

IF YOU FAIL TO ATTEND OR REMAIN UNTIL THE END OF THIS EXAMINATION, YOU MAY BE COMPELLED TO ATTEND AT YOUR OWN EXPENSE AND YOU MAY BE FOUND IN CONTEMPT OF COURT.

INQUIRIES CONCERNING THIS DIRECTION may be directed to *(name and telephone number of contact person)*.

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)**(Name, address, telephone and fax number of solicitor or examining party)*

SOR/2004-283, s. 35.

## FORMULE 91

Règle 91

## ASSIGNATION À COMPARAÎTRE

*(titre — formule 66)*

## ASSIGNATION À COMPARAÎTRE

À : *(Nom de la personne à interroger)*

VOUS ÊTES TENU(E) DE VOUS PRÉSENTER POUR ÊTRE INTERROGÉ(E) *(au préalable, à l'appui d'une exécution forcée, etc.)* pour le compte de *(désigner la partie)* le *(jour et date)*, à *(heure)*, au bureau de *(nom, adresse et numéro de téléphone de l'interrogateur)*.

VOUS ÊTES ÉGALEMENT TENU(E) D'APPORTER AVEC VOUS et de produire lors de l'interrogatoire les documents et éléments matériels suivants : *(indiquer la nature et la date de chacun des documents et éléments matériels et donner suffisamment de précisions pour permettre de les identifier)*.

UNE INDEMNITÉ AU TITRE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT pour *(nombre)* jour(s) de présence est signifiée avec la présente assignation et calculée conformément au tarif A des *Règles des Cours fédérales* comme suit :

Indemnité de transport	_____ \$
Indemnité quotidienne de logement et de repas	_____ \$
TOTAL	_____ \$

**FORMULE 91 (suite)**

Si votre présence est requise pour une plus longue période, vous aurez droit à une indemnité supplémentaire.

L'INTERROGATOIRE AURA LIEU EN (*indiquer la langue officielle*). Si vous préférez être interrogé dans l'autre langue officielle, les services d'un interprète peuvent être nécessaires et vous devez en aviser immédiatement l'avocat de la partie qui tient l'interrogatoire.

SI VOUS NE VOUS PRÉSENTEZ PAS À CET INTERROGATOIRE OU N'Y DEMEUREZ PAS JUSQU'À LA FIN, VOUS POURREZ ÊTRE CONTRAINT(E) D'Y ASSISTER À VOS FRAIS ET ÊTRE RECONNU(E) COUPABLE D'OUTRAGE AU TRIBUNAL.

LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA PRÉSENTE ASSIGNATION peuvent être adressées à (*nom et numéro de téléphone de la personne-ressource*).

(Date)

\_\_\_\_\_  
(Avocat ou partie qui interroge)

(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie qui interroge)

DORS/2004-283, art. 35.

**FORM 93**

Rule 93

**FORM OF OATH OR AFFIRMATION — INTERPRETER**

You swear (*or affirm*) that you understand the (*language of witness*) language and the language in which the examination is to be conducted and that you will truly interpret the oath (*or affirmation*) to the witness, all questions put to the witness and the answers of the witness, to the best of your skill and understanding. (*In an oath, conclude: So help you God.*)

**FORMULE 93**

Règle 93

**FORMULE DE SERMENT OU D’AFFIRMATION SOLENNELLE — INTERPRÈTE**

Vous jurez (*ou affirmez solennellement*) que vous comprenez la langue (*langue du témoin*) et la langue dans laquelle doit se dérouler l'interrogatoire et que vous ferez au témoin la traduction fidèle de la formule du serment (*ou de l'affirmation solennelle*) de même que de chacune des questions qui lui seront posées et de ses réponses, au mieux de vos aptitudes et de votre entendement. (*Dans le cas d'un serment, terminer par la formule suivante : Que Dieu vous soit en aide.*)

**FORM 99A**

Rule 99

**WRITTEN EXAMINATION**

*(General Heading — Use Form 66)*

**WRITTEN EXAMINATION**

TO: *(name of person required to answer the written examination)*

The *(identify examining party)* has chosen to examine the *(identify person to be examined)* for discovery *(or in aid of execution, etc.)*.

You are required to answer the questions in the schedule by affidavit in Form 99B prescribed by the *Federal Courts Rules*.

The affidavit containing the answers is to be served on all other parties within 30 days from the date on which these questions are served on you.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or examining party)*

**SCHEDULE**

*(Set out the questions concisely, each in a separate paragraph and numbered consecutively.)*

SOR/2004-283, s. 35.

---

**FORM 99B**

Rule 99

**ANSWERS TO WRITTEN EXAMINATION**

*(General Heading — Use Form 66)*

**AFFIDAVIT OF *(Name)***

I, *(full name and occupation of deponent)*, of the *(City, Town, etc.)* of *(name)* in the *(County, Regional Municipality, etc.)* of *(name)* SWEAR *(or AFFIRM)* THAT the answers set out in Exhibit A to this affidavit to the questions dated *(date)* submitted by the *(identify examining party)* are true, to the best of my information, knowledge and belief:

Sworn *(or Affirmed)* before me at  
the *(City, Town, etc.)* of *(name)*  
in the *(County, Regional Municipality,  
etc.)* of *(name)* on *(date)*.

\_\_\_\_\_  
Commissioner for Taking Affidavits  
*(or as the case may be)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of Deponent)*

**EXHIBIT A**

*(Set out the answers to the questions concisely, each in a separate paragraph and numbered consecutively.)*

---

**FORMULE 99A**

Règle 99

**INTERROGATOIRE ÉCRIT***(titre — formule 66)***INTERROGATOIRE ÉCRIT**À : *(nom de la personne tenue de répondre à l'interrogatoire écrit)*

Le(la) *(designer la partie qui interroge)* a choisi de faire subir un interrogatoire préalable à *(designer la personne qui doit subir l'interrogatoire)* (ou à l'appui d'une exécution forcée, etc.).

Vous êtes tenu(e) de répondre aux questions énoncées à l'annexe par affidavit établi selon la formule 99B des *Règles des Cours fédérales*.

L'affidavit qui contient les réponses doit être signifié aux autres parties dans les 30 jours suivant la date à laquelle ces questions vous sont signifiées.

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Avocat ou partie qui interroge)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie qui interroge)*

## ANNEXE

*(Énoncer les questions de façon concise dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)*

DORS/2004-283, art. 35.

**FORMULE 99B**

Règle 99

**RÉPONSES À L'INTERROGATOIRE ÉCRIT — AFFIDAVIT***(titre — formule 66)***RÉPONSES À L'INTERROGATOIRE ÉCRIT — AFFIDAVIT**

Je soussigné(e), *(nom, prénoms et occupation du déclarant)*, de la *(ville, municipalité, etc.)* de *(nom)*, dans le(la) *(comté, municipalité régionale, etc.)* de *(nom)*, DÉCLARE SOUS SERMENT (ou AFFIRME SOLENNELLEMENT) que les réponses au questionnaire du *(date)* produit par *(designer la partie qui interroge)* qui figurent à la pièce A sont vraies au mieux de ma connaissance et de ma croyance :

Déclaré sous serment (ou affirmé solennellement) devant moi dans la *(ville, municipalité, etc.)* de *(nom)*, dans le(la) *(comté, municipalité régionale, etc.)* de *(nom)*, le *(date)*.

\_\_\_\_\_  
Commissaire aux affidavits  
*(ou la mention appropriée)*\_\_\_\_\_  
*(Signature du déclarant)*

## PIÈCE A

*(Énoncer les réponses de façon concise dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)*

**FORM 124A**

Rule 124

**NOTICE OF CHANGE OF SOLICITOR**

*(General Heading — Use Form 66)*

**NOTICE OF CHANGE OF SOLICITOR**

The plaintiff *(or as the case may be)*, formerly represented by *(name of former solicitor)*, has appointed *(name of new solicitor)* as solicitor of record.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of new solicitor)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of new solicitor)*

TO: *(Name and address of former solicitor)*

AND TO: *(Names and addresses of other solicitors  
or parties)*

---

**FORM 124B**

Rule 124

**NOTICE OF APPOINTMENT OF SOLICITOR**

*(General Heading — Use Form 66)*

**NOTICE OF APPOINTMENT OF SOLICITOR**

The plaintiff *(or as the case may be)*, formerly acting in person, has appointed *(name)* as solicitor of record.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor of record)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor of record)*

TO: *(Names and addresses of other solicitors  
or parties)*

---

**FORM 124C**

Rule 124

**NOTICE OF INTENTION TO ACT IN PERSON**

*(General Heading — Use Form 66)*

**NOTICE OF INTENTION TO ACT IN PERSON**

The plaintiff *(or as the case may be)*, formerly represented by *(name)* as solicitor of record, intends to act in person.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of party acting in person)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of party acting in person)*

TO: *(Name and address of former  
solicitor of record)*

AND TO: *(Names and addresses of other solicitors  
or parties)*

---

**FORMULE 124A**

Règle 124

**AVIS DE CHANGEMENT D'AVOCAT***(titre — formule 66)***AVIS DE CHANGEMENT D'AVOCAT**

Le demandeur (*ou la mention appropriée*), jusqu'ici représenté par (*nom de l'ancien avocat*), a nommé (*nom du nouvel avocat*) à titre d'avocat inscrit au dossier.

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature du nouvel avocat)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur du nouvel avocat)*DESTINATAIRES : *(Nom et adresse de l'ancien avocat)**(Noms et adresses des autres avocats ou parties)***FORMULE 124B**

Règle 124

**AVIS DE NOMINATION D'UN AVOCAT***(titre — formule 66)***AVIS DE NOMINATION D'UN AVOCAT**

Le demandeur (*ou la mention appropriée*), qui agissait jusqu'ici en son propre nom, a nommé (*nom*) à titre d'avocat inscrit au dossier.

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat inscrit au dossier)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat inscrit au dossier)*DESTINATAIRES : *(Noms et adresses des autres avocats ou parties)***FORMULE 124C**

Règle 124

**AVIS D'INTENTION D'AGIR EN SON PROPRE NOM***(titre — formule 66)***AVIS D'INTENTION D'AGIR EN SON PROPRE NOM**

Le demandeur (*ou la mention appropriée*), jusqu'ici représenté par (*nom*) à titre d'avocat inscrit au dossier, a l'intention d'agir en son propre nom.

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature de la partie agissant en son propre nom)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de la partie)*DESTINATAIRES : *(Nom et adresse de l'ancien avocat inscrit au dossier)**(Noms et adresses des autres avocats ou parties)*

**ACKNOWLEDGMENT OF RECEIPT**

*(General Heading — Use Form 66)*

**ACKNOWLEDGEMENT OF RECEIPT**

TO: *(full name)*

You are served by mail with the documents enclosed with this card in accordance with the *Federal Courts Rules*.

You are required to sign the acknowledgment below and mail this card immediately after you receive it. If you fail to do so, the documents may be served on you in another manner and you may have to pay the costs of service.

**ACKNOWLEDGMENT OF RECEIPT**

I ACKNOWLEDGE that I have received a copy of the following documents: *(To be completed in advance by the sender of the documents. Include sufficient particulars to identify each document.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of person served)*

*(The reverse side of this card must bear the name and address of the sender and the required postage.)*

SOR/2004-283, s. 35.

---

**FORMULE 128**

Règle 128

**CARTE D'ACCUSÉ DE RÉCEPTION**

*(titre — formule 66)*

**CARTE D'ACCUSÉ DE RÉCEPTION**

DESTINATAIRE : *(Nom et prénoms)*

Les documents accompagnant la présente carte vous sont signifiés par la poste conformément aux *Règles des Cours fédérales*.

Vous êtes prié(e) de signer l'accusé de réception ci-dessous et d'envoyer cette carte par la poste immédiatement après l'avoir reçue. Sinon, les documents peuvent vous être signifiés d'une autre façon et les frais de signification peuvent vous être imputés.

**ACCUSÉ DE RÉCEPTION**

J'ACCUSE RÉCEPTION d'une copie des documents suivants : *(À remplir à l'avance par l'expéditeur des documents. Donner suffisamment de précisions pour permettre d'identifier chaque document.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de la personne qui reçoit la signification)*

*(Le verso de cette carte doit indiquer le nom et l'adresse de l'expéditeur et porter l'affranchissement nécessaire.)*

DORS/2004-283, art. 35.

---

**FORM 140**

Rule 140

**FAX COVER PAGE**

## FAX COVER PAGE

1. Name, address and telephone number of sender:
  2. Name of person on whom document served:
  3. Date and time of transmission:
  4. Total number of pages transmitted, including cover page:
  5. Number of a fax machine at which documents may be received:
  6. Name and telephone number of person to contact if problems occur in transmission:
- 

**FORMULE 140**

Règle 140

**PAGE COUVERTURE — TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR**

## PAGE COUVERTURE — TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR

1. Nom, adresse et numéro de téléphone de l'expéditeur :
  2. Nom de la personne à qui le document est signifié :
  3. Date et heure de la transmission :
  4. Nombre total de pages transmises, y compris la page couverture :
  5. Numéro du télécopieur où des documents peuvent être reçus :
  6. Nom et numéro de téléphone de la personne à contacter dans l'éventualité d'un problème de transmission :
-

---

**FORM 146A**

Rule 146

**AFFIDAVIT OF SERVICE**

*(General Heading — Use Form 66)*

I, *(full name and occupation of deponent)*, of the *(City, Town, etc.)* of *(name)* in the *(County, Regional Municipality, etc.)* of *(name)*, SWEAR *(or AFFIRM)* THAT:

*(for personal service on an individual, corporation, etc.)*

1. On *(date)*, at *(time)*, I served *(identify person served)* with *(identify the document served)* leaving a copy with that person at *(address where service was made)*.

*(Where the Federal Courts Rules provide for personal service on a corporation, etc., by leaving a copy of the document with another person, substitute:)*

by leaving a copy with *(identify and give the position or function of the person served)* at *(address where service was made)*.

2. I was able to identify the person by means of *(state the means by which the person's identity was ascertained)*.

*(for personal service by leaving a copy with an adult person in the same household)*

1. I served *(identify person served)* with *(identify the document served)* leaving a copy on *(date)*, at *(time)* with a person *(insert name if known)* who appeared to be an adult member of the same household in which *(identify person served)* is residing at *(address where service was made)*, and by sending a copy by regular mail *(or registered mail)* on *(date)* to *(identify person served)* at the same address.

2. I ascertained that the person was an adult member of the household by means of *(State how it was ascertained that the person was an adult member of the household.)*.

*(for personal service by mail)*

1. On *(date)*, at *(time)*, I sent to *(identify person served)* by registered/ordinary mail a copy of *(identify the document served)*.

2. On *(date)*, I received the attached acknowledgement of receipt card/post office receipt bearing a signature that purports to be the signature of *(identify person)*.

*(for service by mail on solicitor)*

I served *(identify party served)* with *(identify document served)* by sending a copy by registered/ordinary mail on *(date)* to *(name of solicitor)*, solicitor for the *(identify party)*.

*(for non-personal service by fax on a solicitor)*

I served *(identify party served)* with *(identify document served)* by sending a copy by fax on *(date)* to *(name of solicitor)*, solicitor for the *(identify party)*, at *(fax number)*.

*(for non-personal service by courier)*

1. I served *(identify party served)* with *(identify document served)* by sending a copy by *(name of courier)*, a courier to *(name of solicitor)*, solicitor for the *(identify party)*, at *(full address of place for delivery)*.

2. The copy was given to the courier on *(date)*.

*(for non-personal service on party acting in person)*

1. I served *(identify party served)* with *(identify document served)* by sending a copy by registered/ordinary mail/fax/courier on *(date)* to *(full mailing address/fax number)*, the last address for service provided by *(identify party)* *(or, where no such address has been provided:)* the last known address of *(identify party)*.

**FORM 146 A—Continued**

2. The copy was given to the courier on *(date)*.

Sworn *(or Affirmed)* before me at  
the *(City, Town, etc.)* of *(name)*  
in the *(County, Regional Municipality,  
etc.)* of *(name)* on *(date)*.

\_\_\_\_\_  
Commissioner for Taking Affidavits  
*(or as the case may be)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of Deponent)*

SOR/2004-283, s. 35.

**FORM 146B**

Rule 146

**SOLICITOR'S CERTIFICATE OF SERVICE**

*(If certificate is not endorsed directly on copy of document to be filed,  
insert General Heading — Use Form 66)*

**SOLICITOR'S CERTIFICATE OF SERVICE**

I, *(name of solicitor)*, Solicitor, certify that I caused the plaintiff *(or as the case may be)*, *(name of party served)* to be duly served with *(if enclosure "this document"; otherwise identify document served)* by *(method of service, including name of any person on behalf of whom the party was served)* on *(date of service)*.

\_\_\_\_\_  
*(Signature of Solicitor)*

**FORMULE 146A**

Règle 146

**AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION**

*(titre — formule 66)*

**AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION**

Je soussigné(e), (*nom, prénoms et occupation du déclarant*), de la (*ville, municipalité, etc.*) de (*nom*), dans le(la) (*comté, municipalité régionale, etc.*) de (*nom*), DÉCLARE SOUS SERMENT (*ou AFFIRME SOLENNELLEMENT*) QUE :

[ *Signification à personne faite à un particulier, une personne morale, etc.* ]

1. Le (*date*), à (*heure*), j'ai signifié à (*nom du destinataire*) les (*préciser les documents signifiés*) en lui en remettant une copie à(au) (*adresse où la signification a été effectuée*).

*(Lorsque les Règles des Cours fédérales prévoient que la signification à personne d'un document à une personne morale, etc., peut être effectuée par la remise d'une copie du document à une autre personne, inscrire plutôt :) en remettant une copie à ( désigner la personne par son nom et son poste ou ses fonctions ) à(au) (adresse où la signification a été effectuée).*

2. J'ai pu identifier la personne au moyen de (*indiquer le moyen par lequel la personne a été identifiée.*)

[ *Signification à personne effectuée par la remise d'une copie à un adulte habitant sous le même toit.* ]

1. J'ai signifié à (*nom du destinataire*) les (*préciser les documents signifiés*) en en remettant une copie le (*date*), à (*heure*), à une personne (*indiquer son nom s'il est connu*) qui m'a paru être un adulte habitant sous le même toit que (*nom du destinataire*) à(au) (*adresse où la signification a été effectuée*) et en envoyant une copie le (*date*) à (*nom du destinataire*) à la même adresse par courrier ordinaire (*ou courrier recommandé*).

2. J'ai vérifié que la personne était un adulte habitant sous le même toit au moyen de (*indiquer le moyen de vérification utilisé*).

[ *Signification à personne par la poste* ]

1. Le (*date*), à (*heure*), j'ai envoyé à (*nom du destinataire*) par courrier recommandé/ordinaire une copie des (*préciser les documents signifiés*).

2. Le (*date*), j'ai reçu la carte d'accusé de réception/le récépissé du bureau de poste ci-joint(e) portant une signature qui paraît être celle de (*désigner la personne*).

[ *Signification par la poste à un avocat* ]

J'ai signifié à (*nom de la partie*) les (*préciser les documents signifiés*) en en envoyant une copie par courrier recommandé/ordinaire le (*date*) à (*nom de l'avocat*), qui représente (*désigner la partie*).

[ *Signification par télécopieur à un avocat* ]

J'ai signifié à (*nom de la partie*) les (*préciser les documents signifiés*) en en envoyant une copie par télécopieur le (*date*) à (*nom de l'avocat*), qui représente (*désigner la partie*), au (*numéro de télécopieur*).

[ *Signification par service de messagerie* ]

1. J'ai signifié à (*nom de la partie*) les (*préciser les documents signifiés*) en en envoyant une copie par le service de messagerie (*nom du service de messagerie*), à (*nom de l'avocat*), qui représente (*désigner la partie*), à (*adresse complète du lieu de livraison*).

---

**FORMULE 146A** (suite)

2. La copie a été remise au service de messagerie le (date).

[ Signification à une partie qui agit en son propre nom ]

1. J'ai signifié à (nom de la partie) les (préciser les documents signifiés) en envoyant une copie par courrier recommandé/ ordinaire/ télécopieur/ service de messagerie le (date) à(au) (adresse postale complète/numéro de télécopieur), la dernière adresse aux fins de signification de (désigner la partie) (ou, en l'absence d'une telle adresse : la dernière adresse connue de (désigner la partie)).

2. La copie a été remise au service de messagerie le (date).

Déclaré sous serment (ou affirmé solennellement) devant moi dans la (ville, municipalité, etc.) de (nom), dans le(la) (comté, municipalité régionale, etc.) de (nom), le (date).

\_\_\_\_\_  
Commissaire aux affidavits  
(ou la mention appropriée)

\_\_\_\_\_  
(Signature du déclarant)

DORS/2004-283, art. 35.

**FORMULE 146B**

Règle 146

**ATTESTATION DE SIGNIFICATION DE L'AVOCAT**

(Si l'attestation est un document distinct de celui à signifier, insérer titre — formule 66)

**ATTESTATION DE SIGNIFICATION DE L'AVOCAT**

Je soussigné(e), (nom de l'avocat), avocat(e), atteste que j'ai fait signifier au demandeur (ou la mention appropriée), (nom de la partie), le (préciser le document signifié s'il est distinct ou insérer « présent document » si l'attestation y figure), le (date), par (préciser le mode de signification), pour le compte de (désigner la partie pour le compte de laquelle le document est signifié).

\_\_\_\_\_  
(Signature de l'avocat)

---

**FORM 149**

Rule 149

**TENDER OF PAYMENT INTO COURT**

*(General Heading — Use Form 66)*

**TENDER OF PAYMENT INTO COURT**

*(To be presented to Registry in triplicate with certified cheque or other bill of exchange for money being paid in.)*

Pursuant to *(here insert reference to Court order, statutory provision or rule authorizing or requiring payment into court)*, the undersigned hereby tenders the attached certified cheque *(or other bill of exchange)* in the sum of *(amount)* Canadian currency, payable to the Receiver General for Canada as a payment into court for *(here insert purpose or object of payment into court)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party)*

Receipt of the above certified cheque *(or other bill of exchange)* is acknowledged.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of Registry Officer)*

---

**FORMULE 149**

Règle 149

**OFFRE DE CONSIGNATION À LA COUR**

*(titre — formule 66)*

**OFFRE DE CONSIGNATION À LA COUR**

*(À présenter au greffe en trois exemplaires, avec un chèque certifié ou autre lettre de change pour le montant à consigner.)*

En application de *(mentionner ici l'ordonnance de la Cour, la disposition législative ou la règle autorisant ou exigeant la consignation)*, le(la) soussigné(e) offre par les présentes le chèque certifié *(ou autre lettre de change)* ci-joint, au montant de *(montant)*, en monnaie canadienne, payable au receveur général du Canada à titre de consignation à la Cour pour *(indiquer ici le but ou l'objet de la consignation)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de la partie)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de  
télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

Nous accusons réception du chèque certifié *(ou autre lettre de change)* mentionné ci-dessus.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature du fonctionnaire du greffe)*

---

**FORM 166**

Rule 166

**NOTICE OF DISCONTINUANCE***(General Heading — Use Form 66)***NOTICE OF DISCONTINUANCE**

The plaintiff *(or as the case may be)* wholly discontinues this action *(or as the case may be)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party filing notice)*

*(Name, address, telephone and fax number of solicitor or party filing notice)*

TO: *(Names and addresses of other solicitors or parties)*

**FORMULE 166**

Règle 166

**AVIS DE DÉSISTEMENT***(titre — formule 66)***AVIS DE DÉSISTEMENT**

Le demandeur *(ou la mention appropriée)* se désiste entièrement de la présente action *(ou la mention appropriée)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de la partie qui dépose l'avis)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie qui dépose l'avis)*

DESTINATAIRES : *(Noms et adresses des autres avocats ou parties)*

**FORM 171A**

Rule 171

**STATEMENT OF CLAIM**

*(General Heading — Use Form 66)*

*(Court seal)*

STATEMENT OF CLAIM

TO THE DEFENDANT:

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the Plaintiff. The claim made against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS PROCEEDING, you or a solicitor acting for you are required to prepare a statement of defence in Form 171B prescribed by the *Federal Courts Rules*, serve it on the plaintiff's solicitor or, where the plaintiff does not have a solicitor, serve it on the plaintiff, and file it, with proof of service, at a local office of this Court, WITHIN 30 DAYS after this statement of claim is served on you, if you are served within Canada.

If you are served in the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is forty days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is sixty days.

Copies of the *Federal Courts Rules*, information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO DEFEND THIS PROCEEDING, judgment may be given against you in your absence and without further notice to you.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

TO: *(Name and address of each defendant)*

*(Separate page)*

CLAIM

1. The plaintiff claims: *(State here the precise relief claimed.)*

*(In consecutively numbered paragraphs, set out each allegation of material fact relied on to substantiate the claim.)*

The plaintiff proposes that this action be tried at *(place)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or plaintiff)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or plaintiff)*

**FORM 171B**

Rule 171

**STATEMENT OF DEFENCE***(General Heading — Use Form 66)***STATEMENT OF DEFENCE**

1. The defendant admits the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the statement of claim.
2. The defendant denies the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the statement of claim.
3. The defendant has no knowledge of the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the statement of claim.
4. *(Set out in separate, consecutively numbered paragraphs, each allegation of material fact relied on by way of defence.)*

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or defendant)**(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or defendant)*TO: *(Name and address of plaintiff's  
solicitor or plaintiff)***FORM 171C**

Rule 171

**REPLY***(General Heading — Use Form 66)***REPLY**

1. The plaintiff admits the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the statement of defence.
2. The plaintiff denies the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the statement of defence.
3. The plaintiff has no knowledge of the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the statement of defence.
4. *(Set out in separate, consecutively numbered paragraphs, each allegation of material fact relied on by way of reply to the statement of defence.)*

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or plaintiff)**(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or plaintiff)*TO: *(Name and address of defendant's  
solicitor or defendant)***FORM 171D**

Rule 171

**COUNTERCLAIM  
AGAINST PARTIES TO MAIN ACTION ONLY**

*(Include the counterclaim in the same document as the statement of defence and entitle the document STATEMENT OF DEFENCE AND COUNTERCLAIM. The counterclaim follows the last paragraph of the statement of defence.)*

**COUNTERCLAIM**

The defendant *(name if more than one defendant)* claims: *(State here the precise relief claimed.)*

*(Then set out, in separate, consecutively numbered paragraphs, each allegation of material fact relied on to substantiate the counterclaim. Continue the numbering sequence initiated in the statement of defence.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or defendant)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or defendant)*

TO: *(Names and addresses of other solicitors  
or parties)*

**FORM 171E**

Rule 171

**COUNTERCLAIM  
AGAINST PLAINTIFF AND PERSON NOT ALREADY PARTY  
TO THE MAIN ACTION**

*(General Heading — Use Form 66)*

*(Add a second title of proceeding, as follows:)*

*(Court seal)*

AND BETWEEN:

*(Name)*

Plaintiff by counterclaim

and

*(Name)*

Defendants to the counterclaim

**STATEMENT OF DEFENCE AND COUNTERCLAIM**

TO THE DEFENDANTS TO THE COUNTERCLAIM:

A LEGAL PROCEEDING has been commenced against you by way of a counterclaim in an action in this Court. The claim made against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS COUNTERCLAIM, you or a solicitor acting for you must prepare a defence to counterclaim in Form 171F prescribed by the *Federal Courts Rules*, serve it on the plaintiff by counterclaim's solicitor, or where the plaintiff by counterclaim is self-represented, serve it on the plaintiff by counterclaim, and file it, with proof of service, WITHIN 30 DAYS after this statement of defence and counterclaim is served on you.

**FORM 171E—Continued**

If you are not already a party to the main action and you are served in the United States of America, the period for

serving and filing your statement of defence is 40 days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is 60 days.

Copies of the *Federal Courts Rules*, information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO DEFEND THIS COUNTERCLAIM, JUDGMENT MAY BE GIVEN AGAINST YOU IN YOUR ABSENCE AND WITHOUT FURTHER NOTICE TO YOU.

(Date)

Issued by: \_\_\_\_\_  
(Registry Officer)

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

TO: (Name and address of solicitor or  
of defendant to counterclaim who is not already  
a party to the main action)

AND TO: (Names and addresses of other  
solicitors or parties)

(Separate page)

#### STATEMENT OF DEFENCE

(Set out statement of defence, in separate, consecutively numbered paragraphs.)

#### COUNTERCLAIM

(Set out counterclaim, continuing consecutive numbering of paragraphs.)

\_\_\_\_\_  
(Signature of solicitor or defendant)

SOR/2004-283, s. 35.

**DEFENCE TO COUNTERCLAIM**

*(General Heading — Use Form 66, including second style of cause per Form 171E, if required)*

*(A plaintiff who files a reply in the main action must include the defence to counterclaim in the same document as the reply, entitled REPLY AND DEFENCE TO COUNTERCLAIM, in which the defence to counterclaim follows immediately after the last paragraph of the reply — see Form 171C, continuing the numbering sequence initiated in the reply.)*

**DEFENCE TO COUNTERCLAIM**

The defendant to the counterclaim admits the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the counterclaim.  
The defendant to the counterclaim denies the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the counterclaim.  
The defendant to the counterclaim has no knowledge of the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the counterclaim.

*(Set out in separate, consecutively numbered paragraphs, each allegation of material fact relied on by way of defence to the counterclaim.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or defendant to counterclaim)*

*(Name, address, telephone and fax number of solicitor or defendant to counterclaim)*

TO: *(Name and address of other solicitors or parties)*

---

**FORM 171G**

Rule 171

**REPLY TO DEFENCE TO COUNTERCLAIM**

*(General Heading — Use Form 66, including second style of cause per Form 171E, if required)*

**REPLY TO DEFENCE TO COUNTERCLAIM**

1. The plaintiff by counterclaim admits the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the defence to counterclaim.
2. The plaintiff by counterclaim denies the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the defence to counterclaim.
3. The plaintiff by counterclaim has no knowledge of the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the defence to counterclaim.

*4. (Set out in separate, consecutively numbered paragraphs, each allegation of material fact relied on by way of reply to the defence to the counterclaim.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or plaintiff by counterclaim)*

*(Name, address, telephone and fax number of solicitor or plaintiff by counterclaim)*

TO: *(Name and address of other solicitors or parties)*

---

**FORM 171H**

Rule 171

**THIRD PARTY CLAIM****AGAINST PERSON ALREADY PARTY TO THE ACTION***(General Heading — Use Form 66)**(Refer to the requirements of Rules 193 and 194 to determine whether third party claim may be served without first obtaining leave of the Court.)***THIRD PARTY CLAIM**1. The defendant claims against the third party: *(State here precise relief claimed.)**(Set out in consecutively numbered paragraphs each allegation of material fact relied on to substantiate the third party claim.)**(Date)*

---

*(Signature of solicitor or defendant)**(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or defendant)*TO: *(Name and address of third party)*

---

FORM 171I

Rule 171

THIRD PARTY CLAIM
AGAINST PERSON NOT ALREADY PARTY TO THE ACTION

(Court File No.)

BETWEEN:

FEDERAL COURT

(Name)

Plaintiff

and

(Court seal)

(Name)

Defendant

and

(Name)

Third Party

(Refer to the requirements of Rules 193 and 194 of the Federal Courts Rules, to determine whether third party claim may be issued without first obtaining leave of the Court.)

THIRD PARTY CLAIM

TO THE THIRD PARTY:

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by way of a third party claim in an action in this Court.

The action was commenced by the plaintiff against the defendant for the relief claimed in the statement of claim served with this third party claim. The defendant has defended the action on the grounds set out in the statement of defence served with this third party claim. The defendant's claim against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS THIRD PARTY CLAIM, you or a solicitor acting for you are required to prepare a statement of defence in Form 171J prescribed by the Federal Courts Rules, serve it on the solicitors for the other parties, or, where a party does not have a solicitor, serve it on the party, and file it, with proof of service, at a local office of this Court, WITHIN THIRTY DAYS after this third party claim is served on you, if you are served within Canada.

If you are served in the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is forty days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is sixty days.

YOU MAY ALSO DEFEND the action by the plaintiff against the defendant by serving and filing a statement of defence in Form 171B prescribed by the Federal Courts Rules within the time for serving and filing your third party defence.

Copies of the Federal Courts Rules, information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO DEFEND THIS PROCEEDING, judgment may be given against you in your absence and without further notice to you.

(Date)

Issued by: (Registry Officer)

Address of local office:

TO: (Name and address of third party)

(Separate page)

CLAIM

1. The defendant claims against the third party: (State here precise relief claimed.) (Then set out in consecutively numbered paragraphs each allegation of material fact relied on to substantiate the third party claim.)

(Date)

(Signature of solicitor or defendant)

(Name, address, telephone and fax number of solicitor or defendant)

**FORM 171J**

Rule 171

**THIRD PARTY DEFENCE***(General Heading — Use Form 66, with style of cause in accordance with Form 171H)***THIRD PARTY DEFENCE**

1. The third party admits the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the third party claim.
2. The third party denies the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the third party claim.
3. The third party has no knowledge of the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the third party claim.
4. *(Set out in separate, consecutively numbered paragraphs, each allegation of material fact relied on by way of defence to the third party claim.)*

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or third party)**(Name, address, telephone and fax  
number of solicitor or third party)*TO: *(Names and addresses of other solicitors or parties)***FORM 171K**

Rule 171

**REPLY TO THIRD PARTY DEFENCE***(General Heading — Use Form 66, with style of cause in accordance with Form 171I)***REPLY TO THIRD PARTY DEFENCE**

1. The defendant admits the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the third party defence.
2. The defendant denies the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the third party defence.
3. The defendant has no knowledge of the allegations contained in paragraphs \_\_\_\_ of the third party defence.
4. *(Set out in separate, consecutively numbered paragraphs, each allegation of material fact relied on by way of reply to the third party defence.)*

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or third party)**(Name, address, telephone and fax  
number of solicitor or third party)*TO: *(Names and addresses of other solicitors or parties)*

**FORMULE 171A**

Règle 171

**DÉCLARATION**

*(titre — formule 66)*

*(Sceau de la Cour)*

**DÉCLARATION**

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La cause d'action est exposée dans les pages suivantes.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'INSTANCE, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer une défense selon la formule 171B des *Règles des Cours fédérales*, la signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, et la déposer, accompagnée de la preuve de sa signification, à un bureau local de la Cour, DANS LES TRENTE JOURS suivant la date à laquelle la présente déclaration vous est signifiée, si la signification est faite au Canada.

Si la signification est faite aux États-Unis d'Amérique, vous avez quarante jours pour signifier et déposer votre défense. Si la signification est faite en dehors du Canada et des États-Unis d'Amérique, le délai est de soixante jours.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'INSTANCE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU CONTRE VOUS EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

*(Date)*

Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire du greffe)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

DESTINATAIRES : *(Nom et adresse de chaque défendeur)*

*(page suivante)*

**CAUSE D'ACTION**

1. La cause d'action du demandeur est la suivante : *(Indiquer la réparation précise demandée.)*

*(Énoncer ensuite les allégations de fait pertinentes à l'appui de la cause d'action dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)*

Le demandeur propose que l'action soit instruite à(au) *(lieu)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du demandeur)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du demandeur)*

**FORMULE 171B**

Règle 171

**DÉFENSE***(titre — formule 66)***DÉFENSE**

1. Le défendeur admet les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_ de la déclaration.
2. Le défendeur nie les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_ de la déclaration.
3. Le défendeur n'a pas connaissance des faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_ de la déclaration.
4. *(Énoncer les allégations de fait pertinentes dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)*

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du défendeur)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du défendeur)*DESTINATAIRE : *(Nom et adresse du demandeur ou de son avocat)***FORMULE 171C**

Règle 171

**RÉPONSE***(titre — formule 66)***RÉPONSE**

1. Le demandeur admet les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_ de la défense.
2. Le demandeur nie les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_ de la défense.
3. Le demandeur n'a pas connaissance des faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_ de la défense.
4. *(Énoncer les allégations de fait pertinentes à l'appui de la réponse dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)*

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du demandeur)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du demandeur)*DESTINATAIRE : *(Nom et adresse du défendeur ou de son avocat)*

**FORMULE 171D**

Règle 171

**DEMANDE RECONVENTIONNELLE**

**(CONTRE LES PARTIES À L'ACTION PRINCIPALE SEULEMENT)**

*(Inclure la demande reconventionnelle dans le même document que la défense. Intituler le document DÉFENSE ET DEMANDE RECONVENTIONNELLE. La demande reconventionnelle doit suivre immédiatement le dernier paragraphe de la défense.)*

**DEMANDE RECONVENTIONNELLE**

Le défendeur *(indiquer son nom s'il y a plus d'un défendeur)* demande : *(indiquer la réparation précise demandée)*

*(Énoncer ensuite les allégations de fait pertinentes à l'appui de la demande reconventionnelle dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement de façon que la séquence numérique de la défense se poursuive.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du défendeur)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du défendeur)*

DESTINATAIRES : *(Noms et adresses des autres avocats ou parties)*

---

**FORMULE 171E**

Règle 171

**DEMANDE RECONVENTIONNELLE**

**(CONTRE LE DEMANDEUR ET UNE PERSONNE QUI N'EST PAS**

**DÉJÀ PARTIE À L'ACTION PRINCIPALE)**

*(titre — formule 66)*

*(Ajouter un second intitulé à l'instance, comme suit :)*

ET ENTRE :

*(nom)*

demandeur reconventionnel

*(Sceau de la Cour)*

et

*(nom)*

défendeurs reconventionnels

**DÉFENSE ET DEMANDE RECONVENTIONNELLE**

**AUX DÉFENDEURS RECONVENTIONNELS :**

UNE INSTANCE a été introduite contre vous par voie de demande reconventionnelle dans une action devant la Cour. La demande contre vous est exposée dans les pages suivantes.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE RECONVENTIONNELLE, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer une défense à la demande reconventionnelle selon la formule 171F des *Règles des Cours fédérales*, la signifier à l'avocat du demandeur reconventionnel ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur reconventionnel lui-même, et la déposer, accompagnée de la preuve de sa signification, DANS LES TRENTE JOURS suivant la date à laquelle vous est signifiée la défense et demande reconventionnelle.

Si vous n'êtes pas déjà parties à l'action principale et si la signification est faite aux États-Unis d'Amérique, vous avez quarante jours pour signifier et déposer votre défense. Si la signification est faite en dehors du Canada et des États-Unis d'Amérique, le délai est de soixante jours.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

**FORMULE 171E** (suite)

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE RECONVENTIONNELLE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU CONTRE VOUS EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

(Date)

 Délivré par : \_\_\_\_\_  
 (Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

DESTINATAIRES : (Nom et adresse de l'avocat ou du défendeur reconventionnel qui n'est pas déjà partie à l'action principale)

(Noms et adresses des autres avocats ou parties)

(page suivante)

**DÉFENSE**

(Énoncer les allégations de fait pertinentes dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)

**DEMANDE RECONVENTIONNELLE**

(Énoncer les allégations de fait pertinentes à l'appui de la demande reconventionnelle dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement de façon que la séquence numérique de la défense se poursuive.)

 \_\_\_\_\_  
 (Signature de l'avocat)

DORS/2004-283, art. 35.

**FORMULE 171F**

Règle 171

**DÉFENSE RECONVENTIONNELLE**

(titre — formule 66, avec second intitulé selon formule 171E, si nécessaire)

(Le demandeur qui dépose une réponse dans l'action principale doit y joindre la défense reconventionnelle en un seul et même document intitulé RÉPONSE ET DÉFENSE RECONVENTIONNELLE. La défense reconventionnelle doit suivre immédiatement le dernier paragraphe de la réponse (formule 171C) et être numérotée de façon que la séquence numérique de la réponse se poursuive.)

**DÉFENSE RECONVENTIONNELLE**

Le défendeur reconventionnel admet les faits allégués aux paragraphes pointpoint de la demande reconventionnelle.  
 Le défendeur reconventionnel nie les faits allégués aux paragraphes pointpoint... de la demande reconventionnelle.  
 Le défendeur reconventionnel n'a pas connaissance des faits allégués aux paragraphes pointpoint de la demande reconventionnelle.

(Énoncer les allégations de fait pertinentes dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)

(Date)

 \_\_\_\_\_  
 (Signature de l'avocat ou du défendeur reconventionnel)

(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du défendeur reconventionnel)

DESTINATAIRES : (Noms et adresses des autres avocats ou parties)

---

**FORMULE 171G**

Règle 171

**RÉPONSE RECONVENTIONNELLE**

*(titre — formule 66, avec second intitulé selon formule 171E, si nécessaire)*

**RÉPONSE RECONVENTIONNELLE**

1. Le demandeur reconventionnel admet les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_\_ de la défense reconventionnelle.
2. Le demandeur reconventionnel nie les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_\_ de la défense reconventionnelle.
3. Le demandeur reconventionnel n'a pas connaissance des faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_\_ de la défense reconventionnelle.
4. *(Énoncer les allégations de fait pertinentes dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du défendeur reconventionnel)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du défendeur reconventionnel)*

DESTINATAIRES : *(Noms et adresses des autres avocats ou parties)*

---

**FORMULE 171H**

Règle 171

**MISE EN CAUSE**

**(CONTRE UNE PARTIE À L'ACTION)**

*(titre — formule 66)*

*(Voir les exigences des règles 193 et 194 pour déterminer si la mise en cause peut être signifiée sans l'autorisation préalable de la Cour.)*

**MISE EN CAUSE**

1. Les prétentions du défendeur contre la tierce partie sont les suivantes :

*(Indiquer la réparation précise demandée.)*

*(Énoncer ensuite les allégations de fait pertinentes à l'appui de la mise en cause dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du défendeur)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du défendeur)*

DESTINATAIRE : *(Nom et adresse de la tierce partie)*

---

**FORMULE 171I**

Règle 171

**MISE EN CAUSE  
(CONTRE UNE PERSONNE QUI N'EST PAS DÉJÀ PARTIE À L'ACTION)***(No du dossier de la Cour)***COUR FÉDÉRALE**

ENTRE :

*(nom)*

demandeur

*(Sceau de la Cour)*

et

*(nom)*

défendeur

et

*(nom)*

tierce partie

*(Voir les exigences des règles 193 et 194 pour déterminer si la mise en cause peut être délivrée sans l'autorisation préalable de la Cour.)***MISE EN CAUSE**

À LA TIERCE PARTIE :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par voie de mise en cause dans une action devant la Cour.

L'action a été introduite par le demandeur contre le défendeur relativement à la réparation demandée dans la déclaration signifiée avec la présente mise en cause. Le défendeur a contesté l'action pour les motifs énoncés dans la défense signifiée avec cette mise en cause. Les prétentions du défendeur contre vous sont exposées dans les pages suivantes.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA MISE EN CAUSE, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer une défense à la mise en cause selon la formule 171I des *Règles des Cours fédérales*, la signifier aux avocats des autres parties ou, si une partie n'a pas retenu les services d'un avocat, à la partie elle-même, et la déposer, accompagnée de la preuve de sa signification, à un bureau local de la Cour, DANS LES TRENTE JOURS suivant la date à laquelle la mise en cause vous a été signifiée, si cette signification est faite au Canada.

Si la signification est faite aux États-Unis d'Amérique, vous avez quarante jours pour signifier et déposer votre défense à la mise en cause. Si la signification est faite en dehors du Canada et des États-Unis d'Amérique, le délai est de soixante jours.

VOUS POUVEZ AUSSI CONTESTER l'action du demandeur contre le défendeur en signifiant et en déposant une défense selon la formule 171B des *Règles des Cours fédérales*, dans le délai prévu pour la signification et le dépôt de la défense de la tierce partie.Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'INSTANCE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU CONTRE VOUS EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

*(Date)*Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire du greffe)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

DESTINATAIRE : *(Nom et adresse de la tierce partie)*  
*(page suivante)***PRÉTENTIONS DU DÉFENDEUR**1. Les prétentions du défendeur contre la tierce partie sont les suivantes : *(Indiquer ici la réparation précise demandée.)**(Énoncer ensuite les allégations de fait pertinentes à l'appui de la mise en cause dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)**(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du défendeur)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du défendeur)*

**FORMULE 171J**

Règle 171

**DÉFENSE DE LA TIERCE PARTIE**

*(titre — formule 66, avec intitulé selon formule 171H)*

**DÉFENSE DE LA TIERCE PARTIE**

1. La tierce partie admet les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_\_ de la mise en cause.
2. La tierce partie nie les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_\_ de la mise en cause.
3. La tierce partie n'a pas connaissance des faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_\_ de la mise en cause.
4. *(Énoncer les allégations de fait pertinentes à l'appui de la défense dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du défendeur)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la tierce partie)*

DESTINATAIRES : *(Noms et adresses des autres avocats ou parties)*

---

**FORMULE 171K**

Règle 171

**RÉPONSE À LA DÉFENSE DE LA TIERCE PARTIE**

*(titre — formule 66, avec intitulé selon formule 171I)*

**RÉPONSE À LA DÉFENSE DE LA TIERCE PARTIE**

1. Le défendeur admet les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_\_ de la défense de la tierce partie.
2. Le défendeur nie les faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_\_ de la défense de la tierce partie.
3. Le défendeur n'a pas connaissance des faits allégués aux paragraphes \_\_\_\_\_ de la défense de la tierce partie.
4. *(Énoncer les allégations de fait pertinentes à l'appui de la réponse dans des paragraphes distincts numérotés consécutivement.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du défendeur)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la tierce partie)*

DESTINATAIRES : *(Noms et adresses des autres avocats ou parties)*

---

**FORM 223**

Rule 223

**AFFIDAVIT OF DOCUMENTS***(General Heading — Use Form 66)***AFFIDAVIT OF DOCUMENTS**

I, *(full name and occupation of deponent)*, of the *(City, Town, etc.)* of *(name)* in the *(County, Regional Municipality, etc.)* of *(name)*, SWEAR *(or AFFIRM)* THAT:

1. I am the plaintiff *(or as the case may be)* in this action.

*(or)*

I have been authorized by the plaintiff *(or as the case may be)*, to make this affidavit.

2. I have conducted a diligent search of my/*(name of party's)* records and have made appropriate inquiries of others to inform myself in order to make this affidavit.

3. This affidavit discloses, to the full extent of my knowledge, information and belief, all of the documents relevant to any matter in issue in the action that are in my/*(name of party's)* possession, power or control, that were but are no longer in my/*(name of party's)* possession, power or control or that I believe are in the possession, power or control of a person who is not a party to the action.

4. I have listed and described in Schedule 1 all of the relevant documents, or bundles of relevant documents, that are in my/*(name of party's)* possession, power or control and for which no privilege is claimed.

5. I have listed and described in Schedule 2 all of the relevant documents, or bundles of relevant documents, that are or were in my/*(name of party's)* possession, power or control and for which privilege is claimed and have stated in that Schedule the grounds for each claim of privilege in respect of a document or bundle of documents.

6. I have listed and described in Schedule 3 all of the relevant documents, or bundles of relevant documents, that were but are no longer in my/*(name of party's)* possession, power or control and for which no privilege is claimed and have described in that Schedule how possession, power or control of any document or bundle of documents was lost and their current location, so far as I can determine.

7. I have listed and described in Schedule 4 all of the relevant documents, or bundles of relevant documents, that I believe are in the possession, power or control of a person who is not a party to the action and have described in that Schedule the identity of each such person, including the person's name and address, if known.

8. I am not aware of any other relevant document other than those that are listed in this affidavit or that are or were only in the possession, power or control of another party in the action.

Sworn *(or Affirmed)* before me at  
the *(City, Town, etc.)* of *(name)*  
in the *(County, Regional Municipality,*  
*etc.)* of *(name)* on *(date)*.

\_\_\_\_\_  
Commissioner for Taking Affidavits  
*(or as the case may be)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of Deponent)*

**FORM 223—Continued**

CERTIFICATE OF SOLICITOR

I, *(full name of solicitor)*, certify that I have explained to the deponent of this affidavit of documents the necessity of making full disclosure under Rule 223 of the *Federal Courts Rules* and the possible consequences of failing to do so.

The documents listed in Schedule 1 to this affidavit may be inspected at *(address)* on *(dates)* at *(times)* or a place, date and time to be agreed upon.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor)*

---

SCHEDULE 1

The following are all of the relevant documents, or bundles of relevant documents, that are in my/*(name of party's)* possession, power or control and for which no privilege is claimed:

*(Number each document or bundle consecutively. Set out the nature and date of the document or bundle and other particulars sufficient to identify it.)*

SCHEDULE 2

The following are all of the relevant documents, or bundles of relevant documents, that are or were in my/*(name of party's)* possession, power or control and for which privilege is claimed:

*(Include the grounds for claiming privilege for each document.)*

SCHEDULE 3

The following are all of the relevant documents, or bundles of relevant documents, that were but are no longer in my/*(name of party's)* possession, power or control and for which no privilege is claimed:

*(Describe how possession, power or control over each document or bundle was lost, and give the current location of each of them.)*

SCHEDULE 4

The following are all of the relevant documents, or bundles of relevant documents, that I believe are in the possession, power or control of a person who is not a party to the action:

*(Include the identity of each person, including the person's name and address, if known.)*

SOR/2002-417, s. 28 (E); SOR/2004-283, s. 5.

---

**FORMULE 223**

Règle 223

**AFFIDAVIT DE DOCUMENTS***(titre — formule 66)***AFFIDAVIT DE DOCUMENTS**

Je soussigné(e), (*nom, prénoms et occupation du déclarant*), de la (*ville, municipalité, etc.*) de (*nom*), dans le(la) (*comté, municipalité régionale, etc.*) de (*nom*), DÉCLARE SOUS SERMENT (*ou AFFIRME SOLENNELLEMENT*) QUE :

1. Je suis le demandeur/la demanderesse (*ou la mention appropriée*) dans la présente action.

*(ou)*

J'ai été autorisé(e) par le demandeur (*ou la mention appropriée*) à faire le présent affidavit.

2. J'ai étudié attentivement mes dossiers (*ou les dossiers de la partie*) et j'ai consulté d'autres personnes pour me renseigner avant de faire le présent affidavit.

3. Cet affidavit divulgue, au mieux de ma connaissance et de ma croyance, tous les documents qui ont trait à une question en litige dans l'action et qui sont ou étaient en ma possession, sous mon autorité ou sous ma garde ou en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de (*nom de la partie*), ou que je crois être en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de personnes qui ne sont pas parties à l'action.

4. J'ai énuméré et décrit à l'annexe 1 tous les documents pertinents, ou liasses de documents pertinents, qui sont en ma possession, sous mon autorité ou sous ma garde [ ou en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de (*nom de la partie*) ], et à l'égard desquels aucun privilège de non-divulgaration n'est revendiqué.

5. J'ai énuméré et décrit à l'annexe 2 tous les documents pertinents, ou liasses de documents pertinents, qui sont ou étaient en ma possession, sous mon autorité ou sous ma garde [ ou en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de (*nom de la partie*) ] et à l'égard desquels un privilège de non-divulgaration est revendiqué, et j'ai exposé dans cette annexe les motifs de chaque demande de privilège de non-divulgaration à l'égard d'un document ou d'une liasse.

6. J'ai énuméré et décrit à l'annexe 3 tous les documents pertinents, ou liasses de documents pertinents, qui étaient mais ne sont plus en ma possession, sous mon autorité ou sous ma garde [ ou en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de (*nom de la partie*) ], et à l'égard desquels aucun privilège de non-divulgaration n'est revendiqué. J'ai expliqué dans cette annexe comment ces documents ont cessé d'être en ma possession, sous mon autorité ou sous ma garde [ ou en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de (*nom de la partie*) ], et j'ai indiqué l'endroit où ils se trouvent actuellement, dans la mesure où il m'est possible de le déterminer.

7. J'ai énuméré et décrit à l'annexe 4 tous les documents pertinents, ou liasses de documents pertinents, que je crois être en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de personnes qui ne sont pas parties à l'action, et j'ai donné dans cette annexe l'identité de chacune de ces personnes, y compris ses nom et adresse s'ils sont connus.

8. Je n'ai pas connaissance de l'existence de documents pertinents autres que ceux énumérés dans le présent affidavit et ceux qui sont ou étaient en la possession, sous l'autorité ou sous la garde d'une autre partie à l'action.

Déclaré sous serment (*ou affirmé solennellement*) devant moi dans la (*ville, municipalité, etc.*) de (*nom*), dans le(la) (*comté, municipalité régionale, etc.*) de (*nom*), le (*date*).

\_\_\_\_\_  
Commissaire aux affidavits  
(*ou la mention appropriée*)

\_\_\_\_\_  
(*Signature du déclarant*)

**FORMULE 223 (suite)**

**CERTIFICAT DE L'AVOCAT**

Je soussigné(e), (*nom et prénoms de l'avocat*), certifie que j'ai expliqué à l'auteur du présent affidavit de documents l'obligation de divulguer la totalité des documents pertinents conformément à la règle 223 des *Règles des Cours fédérales*, et des conséquences possibles du défaut de le faire.

Les documents énumérés à l'annexe 1 du présent affidavit peuvent être examinés à(au) (*adresse*) les (*dates*) à (*heures*), ou aux endroit, date et heure dont on pourra convenir.

(*Date*)

\_\_\_\_\_  
(*Signature de l'avocat*)

---

**ANNEXE 1**

Liste de tous les documents pertinents, ou liasses de documents pertinents, qui sont en ma possession, sous mon autorité ou sous ma garde [ ou en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de (*nom de la partie*) ] et à l'égard desquels aucun privilège de non-divulgence n'est revendiqué :

*(Numéroter chaque document ou liasse de documents consécutivement. Indiquer la nature et la date du document ou de la liasse et donner suffisamment de précisions pour permettre de l'identifier.)*

**ANNEXE 2**

Liste de tous les documents pertinents, ou liasses de documents pertinents qui sont ou étaient en ma possession, sous mon autorité ou sous ma garde [ ou en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de (*nom de la partie*) ] et à l'égard desquels un privilège de non-divulgence est revendiqué :

*(Donner les motifs de la demande de privilège de non-divulgence à l'égard de chaque document.)*

**ANNEXE 3**

Liste de tous les documents pertinents, ou liasses de documents pertinents, qui étaient mais ne sont plus en ma possession, sous mon autorité ou sous ma garde [ ou en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de (*nom de la partie*) ] et à l'égard desquels aucun privilège de non-divulgence n'est revendiqué :

*(Expliquer comment chaque document ou liasse a cessé d'être en la possession, sous l'autorité ou sous la garde du déclarant ou de la partie et indiquer l'endroit où chacun d'eux se trouve actuellement.)*

**ANNEXE 4**

Liste de tous les documents pertinents, ou liasses de documents pertinents, que je crois être en la possession, sous l'autorité ou sous la garde de personnes qui ne sont pas parties à l'action :

*(Donner l'identité de chaque personne, y compris ses nom et adresse s'ils sont connus.)*

DORS/2002-417, art. 28(A); DORS/2004-283, art. 35.

---

---

**FORM 255**

Rule 255

**REQUEST TO ADMIT***(General Heading — Use Form 66)***REQUEST TO ADMIT**

YOU ARE REQUESTED TO ADMIT, for the purposes of this proceeding only, the truth of the following facts: *(Set out facts in consecutively numbered paragraphs.)*

YOU ARE REQUESTED TO ADMIT, for the purposes of this proceeding only, the authenticity of the following documents: *(Number each document and give particulars sufficient to identify each. Specify whether the document is an original or a copy.)*

Attached to this request is a copy of each of the documents referred to above. *(Where it is not practicable to attach a copy or where the party already has a copy, state which document is not attached and the reason for not attaching it.)*

YOU MUST RESPOND TO THIS REQUEST by serving a response to request to admit in Form 256 prescribed by the *Federal Courts Rules* WITHIN 20 DAYS after this request is served on you. If you fail to do so, you will be deemed to admit, for the purposes of this proceeding only, the truth of the facts and the authenticity of the documents set out above.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number of  
solicitor or party serving response to request)*

TO: *(Name and address of solicitor or  
party on whom request is served)*

SOR/2004-283, s. 35.

---

---

**FORMULE 255**

Règle 255

**DEMANDE D'AVEUX**

*(titre — formule 66)*

**DEMANDE D'AVEUX**

VOUS ÊTES PRIÉ(E), aux fins seules de l'instance, DE RECONNAÎTRE la véracité des faits suivants : *(Énoncer les faits sous forme de paragraphes numérotés consécutivement.)*

VOUS ÊTES PRIÉ(E), aux fins seules de l'instance, DE RECONNAÎTRE l'authenticité des documents suivants : *(Numéroter chaque document et donner suffisamment de précisions pour permettre de l'identifier. Préciser si le document constitue l'original ou une copie.)*

Une copie de chacun des documents susmentionnés est annexée à la présente demande. *(S'il n'est pas pratique d'annexer une copie ou si la partie en a déjà une en sa possession, préciser les documents qui ne sont pas annexés et donner les motifs à l'appui.)*

VOUS DEVEZ RÉPONDRE À LA PRÉSENTE DEMANDE en signifiant une réponse rédigée selon la formule 256 des *Règles des Cours fédérales*, DANS LES VINGT JOURS suivant la date à laquelle cette demande vous est signifiée. Sinon, vous serez réputé(e), aux fins de l'instance, reconnaître la véracité des faits et l'authenticité des documents susmentionnés.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de la partie)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie qui signifie la demande)*

DESTINATAIRE : *(Nom et adresse de l'avocat ou de la partie qui reçoit la signification)*

DORS/2004-283, art. 35.

---

**FORM 256**

Rule 256

**RESPONSE TO REQUEST TO ADMIT***(General Heading — Use Form 66)***RESPONSE TO REQUEST TO ADMIT**

In response to the request to admit dated *(date)*, the *(party responding to the request)*:

1. Admits the truth of facts numbered: *(specify)*
2. Admits the authenticity of documents numbered: *(specify)*
3. Denies the truth of facts numbered: *(specify)*  
for the following reasons: *(Set out reasons for denying each fact.)*

4. Denies the authenticity of documents numbered: *(specify)*  
for the following reasons: *(Set out reasons for denying authenticity of each document.)*

*(Date)*


---

*(Signature of solicitor or party)*
*(Name, address, telephone and fax  
number of solicitor or party serving  
request)*

TO: *(Name and address of solicitor or  
party on whom request is served)*

**FORMULE 256**

Règle 256

**RÉPONSE À LA DEMANDE D'AVEUX***(titre — formule 66)***RÉPONSE À LA DEMANDE D'AVEUX**

En réponse à votre demande d'aveux du *(date)*, le(la) *(designer la partie qui répond à la demande)* :

1. reconnaît la véracité des faits portant les numéros : *(préciser)*
2. reconnaît l'authenticité des documents portant les numéros : *(préciser)*
3. nie la véracité des faits portant les numéros *(préciser)* pour les motifs suivants : *(énoncer les motifs du refus pour chacun des faits)*
4. nie l'authenticité des documents portant les numéros *(préciser)* pour les motifs suivants : *(énoncer les motifs du refus pour chacun des documents)*

*(Date)*


---

*(Signature de l'avocat ou de la partie)*
*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de  
télécopieur de l'avocat ou de la partie qui  
répond à la demande d'aveux)*

DESTINATAIRE : *(Nom et adresse de l'avocat ou de la partie qui reçoit la signification)*

---

**FORM 258**

Rule 258

**REQUISITION FOR PRE-TRIAL CONFERENCE**

*(General Heading — Use Form 66)*

**REQUISITION FOR PRE-TRIAL CONFERENCE**

THE PLAINTIFF *(or DEFENDANT (if more than one (name), or as the case may be)* REQUESTS that a date be set for a pre-trial conference in this action.

THE PLAINTIFF *(or DEFENDANT or as the case may be)* CERTIFIES:

1. All examinations for discovery which the plaintiff *(or defendant or as the case may be)* intends to conduct are complete.
2. A settlement discussion under Rule 257 of the *Federal Courts Rules* was held on *(date)*.
3. The pre-trial conference should be held at *(place, or by teleconference, etc.)*.
4. The parties are available at any time except: *(List all dates within the next 60 days on which the parties are not available for a pre-trial conference.)*
5. The pre-trial conference will be in *(English or French, or partly in English and partly in French)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party)*

TO: *(Name and address of each solicitor or party served with requisition)*

SOR/2004-283, s. 35.

---

**FORMULE 258**

Règle 258

**DEMANDE DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE***(titre — formule 66)*

## DEMANDE DE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE

LE DEMANDEUR [ ou LE DÉFENDEUR (*s'il y en a plus d'un, indiquer les noms*), ou la mention appropriée ]  
DEMANDE qu'une date soit fixée pour la tenue d'une conférence préparatoire dans la présente action.

LE DEMANDEUR (ou LE DÉFENDEUR ou la mention appropriée) ATTESTE que :

1. Tous les interrogatoires préalables qu'entend tenir le demandeur (ou le défendeur ou la mention appropriée) sont terminés.
2. Une discussion de conciliation a été tenue conformément à la règle 257 des *Règles des Cours fédérales* le (date).
3. La conférence préparatoire devrait être tenue à (*lieu, ou par téléconférence, etc.*).
4. Les parties sont disponibles en tout temps, sauf : (*indiquer toutes les dates, au cours des 60 jours suivant la date de la présente demande, où les parties ne sont pas disponibles pour la conférence préparatoire*).
5. La conférence préparatoire se déroulera en (*français ou en anglais, ou en partie en français et en partie en anglais*).

(Date)

\_\_\_\_\_  
(Signature de l'avocat ou de la partie)

(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie)

DESTINATAIRE : (*Nom et adresse de l'avocat ou de la partie qui reçoit signification de la demande de conférence préparatoire*)

DORS/2004-283, art. 35.

---

**FORM 261**

Rule 261

**NOTICE OF PRE-TRIAL CONFERENCE**

*(General Heading — Use Form 66)*

*(Court seal)*

NOTICE OF PRE-TRIAL CONFERENCE

TO THE PARTIES AND THEIR SOLICITORS:

PURSUANT TO the requisition filed by *(identify party)* on *(date)*, a pre-trial conference will be held on *(day)*, *(date)* at *(time)* at *(location)*.

ALL PARTIES OR THEIR AUTHORIZED REPRESENTATIVES must participate together with all solicitors of record, unless the Court directs otherwise.

A PRE-TRIAL CONFERENCE MEMORANDUM in accordance with subsection 258(3) of *the Federal Courts Rules* must be served and filed by each party no later than *(date)*.

PARTICIPANTS MUST BE PREPARED TO ADDRESS

*(a)* the possibility of settlement of any or all of the issues in the action and of referring any unsettled issues to a dispute resolution conference;

*(b)* simplification of the issues in the action;

*(c)* definition of any issues requiring the evidence of expert witnesses;

*(d)* the possibility of obtaining admissions that may facilitate the trial;

*(e)* the issue of liability;

*(f)* the amount of damages, where damages are claimed;

*(g)* the estimated duration of the trial;

*(h)* the advisability of having the Court appoint an expert to give testimony at the trial;

*(i)* the advisability of a reference;

*(j)* suitable dates for trial;

*(k)* the necessity for interpreters or simultaneous interpretation at the trial;

*(l)* whether a notice of constitutional question needs to be served under section 57 of the *Federal Courts Act*;

*(m)* the content of the trial record; and

*(n)* any other matter that may promote the timely and just disposition of the action.

YOU ARE REQUIRED TO CONFIRM YOUR ATTENDANCE, either in person or by teleconference, by telephoning: *(Name and telephone number)*

*(Date)*

Issue by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

---

**FORMULE 261**

Règle 261

**AVIS DE LA CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE***(titre — formule 66)**(Sceau de la Cour)***AVIS DE LA CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE****AUX PARTIES ET À LEURS AVOCATS :**

CONFORMÉMENT à la demande de conférence préparatoire déposée par *(nom de la partie)* le *(date)*, une conférence préparatoire sera tenue le *(jour et date)*, à *(heure)*, à *(lieu)*.

TOUTES LES PARTIES OU LEURS REPRÉSENTANTS AUTORISÉS doivent y participer avec tous les avocats inscrits au dossier, sauf directives contraires de la Cour.

UN MÉMOIRE RELATIF À LA CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE, conforme au paragraphe 258(3) des *Règles des Cours fédérales*, doit être signifié et déposé par chaque partie au plus tard le *(date)*.

**LES PARTICIPANTS DOIVENT ÊTRE DISPOSÉS À TRAITER DE CE QUI SUIT :**

- a)* la possibilité de régler tout ou partie des questions en litige dans l'action et de soumettre les questions non réglées à une conférence de règlement des litiges;
- b)* la simplification des questions en litige;
- c)* la détermination des questions en litige qui requièrent la déposition d'un témoin expert;
- d)* la possibilité d'obtenir des aveux susceptibles de faciliter l'instruction;
- e)* la question de la responsabilité;
- f)* le montant des dommages-intérêts, s'il y a lieu;
- g)* la durée prévue de l'instruction;
- h)* l'opportunité de la nomination d'un expert par la Cour pour témoigner à l'instruction;
- i)* l'opportunité d'un renvoi;
- j)* les dates convenables pour l'instruction;
- k)* la nécessité de l'interprétation simultanée ou de la présence d'interprètes à l'instruction;
- l)* la nécessité de signifier l'avis d'une question constitutionnelle visé à l'article 57 de la *Loi sur les Cours fédérales*;
- m)* le contenu du dossier de l'instance;
- n)* toute autre question qui puisse favoriser un règlement juste et opportun de l'action.

VEUILLEZ CONFIRMER SI VOUS PARTICIPEREZ À LA CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE en personne ou par téléconférence en appelant : *(nom et numéro de téléphone)*

*(Date)*

Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire du greffe)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

**FORM 272A**

Rule 272

**ORDER FOR COMMISSION AND LETTER OF REQUEST**

*(General Heading — Use Form 66)*

**ORDER**

1. THIS COURT ORDERS that the Administrator prepare and issue a commission naming *(name)*, of *(address)* as commissioner to take the evidence of the witness *(name of witness)*, in *(name of state or country)* for use at trial.
2. THIS COURT ORDERS that the Administrator prepare and issue a letter of request addressed to the judicial authorities of *(name of state or country)*, requesting the issuing of such process as is necessary to compel the witness to attend and be examined before the commissioner.
3. THIS COURT ORDERS that *(particulars of any directions given by the Court, including as to costs incidental to the commission)*.

\_\_\_\_\_  
*(Signature of judge or prothonotary)*

**FORM 272B**

Rule 272

**COMMISSION**

*(General Heading — Use Form 66)*

*(Court seal)*

**COMMISSION**

TO: *(Name and address of commissioner)*

YOU HAVE BEEN APPOINTED A COMMISSIONER for the purpose of taking evidence in a proceeding now pending in this Court by order of the Court made on *(date)*, a copy of which is attached.

YOU ARE GIVEN FULL AUTHORITY to do all things necessary for taking the evidence mentioned in the order authorizing this commission.

You are to send to this Court a transcript of the evidence taken, together with this commission, forthwith after the transcript is completed.

In carrying out this commission, you are to follow the terms of the attached order and the instructions contained in this commission.

THIS COMMISSION is signed and sealed by order of the Court.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*( Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

**INSTRUCTIONS TO COMMISSIONER**

1. Before acting on this commission, you must take the oath *(or affirmation)* set out below. You may do so before any person authorized pursuant to subsection 54(2) of the *Federal Courts Act* to take affidavits or administer oaths outside of Canada.

**FORM 272B—Continued**

I, (*name*) swear (*or affirm*) that I will, according to the best of my skill and knowledge, truly and faithfully and without partiality to any of the parties to this proceeding, take the evidence of every witness examined under this commission, and cause the evidence to be transcribed and forwarded to the Court. (*In an oath, conclude: So help me God.*)

Sworn (*or Affirmed*) before me at the (*City, Town, etc.*) of (*name*) in the (*State, Country, etc.*) of (*name*) on (*date*).

---

(*Signature and office of person before whom oath or affirmation is taken*)

---

(*Signature of Commissioner*)

2. The examining party is required to give the person to be examined at least 10 days notice of the examination and, where the order so provides, to pay attendance money to the person to be examined.

3. You must arrange to have the evidence before you recorded and transcribed. You are to administer the following oath (*or affirmation*) to the person who records and transcribes the evidence:

You swear (*or affirm*) that you will truly and faithfully record and transcribe all questions put to all witnesses and their answers in accordance with the directions of the commissioner. (*In an oath, conclude: So help you God.*)

On consent of the parties, or where the order for this commission provides for it, the examination may be recorded on videotape or other similar medium.

4. You are to administer the following oath (*or affirmation*) to each witness whose evidence is to be taken:

You swear (*or affirm*) that the evidence to be given by you touching the matters in question between the parties to this proceeding shall be the truth, the whole truth, and nothing but the truth. (*In an oath, conclude: So help you God.*)

5. Where a witness does not understand the language or is deaf or mute, the evidence of the witness must be given through an interpreter. You are to administer the following oath (*or affirmation*) to the interpreter:

You swear (*or affirm*) that you understand the (*language of witness*) language and the language in which the examination is to be conducted and that you will truly interpret the oath (*or affirmation*) to the witness, all questions put to the witness and the answers of the witness, to the best of your skill and understanding. (*In an oath, conclude: So help you God.*)

6. You are to attach to this commission the transcript of the evidence and the exhibits, and any videotape or other recording of the examination. You are to complete the certificate set out below, and mail this commission, the transcript, the exhibits and any videotape or other recording of the examination to the office of the Court where the commission was issued. You are to keep a copy of the transcript and, where practicable, a copy of the exhibits until the Court disposes of this proceeding. Forthwith after you mail this commission and the accompanying material to the Court, you are to notify the parties who appeared at the examination that you have done so.

CERTIFICATE OF COMMISSIONER

I, (*name*), certify that:

1. I administered the proper oath (*or affirmation*) to the person who recorded and transcribed the evidence, to the witness the transcript of whose evidence is attached and to any interpreter through whom the evidence was given.

2. The evidence of the witness was properly taken.

3. The evidence of the witness was properly transcribed.

(*Date*)

---

(*Signature of Commissioner*)

**FORM 272C**

Rule 272

**LETTER OF REQUEST**

*(General Heading — Use Form 66)*

*(Court seal)*

LETTER OF REQUEST

TO THE JUDICIAL AUTHORITIES OF *(name of state or country)*

A PROCEEDING IS PENDING IN THIS COURT between *(name)*, plaintiff *(or as the case may be)* and *(name)* defendant *(or as the case may be)*.

IT HAS BEEN SHOWN TO THIS COURT that it appears necessary for the purpose of justice that a witness residing in your jurisdiction be examined there.

THIS COURT HAS ISSUED A COMMISSION to *(name of commissioner)* of *(address of commissioner)*, providing for the examination of the witness *(name of witness)* of *(address of witness)*.

YOU ARE REQUESTED, in furtherance of justice, to cause *(name of witness)* to appear before the commissioner by the means ordinarily used in your jurisdiction, if necessary to secure attendance, and to answer questions under oath or affirmation *(where desired add:)* and to bring to and produce at the examination the following documents and things: *(Set out the nature and date of each document and thing and give particulars sufficient to identify each document and thing.)*

YOU ARE ALSO REQUESTED to permit the commissioner to conduct the examination of the witness in accordance with the *Federal Courts Rules* and the commission issued by this Court.

AND WHEN YOU REQUEST IT, the Federal Court *(or Federal Court of Appeal)* is ready and willing to do the same for you in a similar case.

THIS LETTER OF REQUEST is signed and sealed by order of the Court made on *(date)*.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

SOR/2004-283, ss. 26 and 35.

**FORMULE 272A**

Règle 272

**ORDONNANCE DE COMMISSION ROGATOIRE ET DE LETTRE DE DEMANDE**

*(titre — formule 66)*

ORDONNANCE

1. LA COUR ORDONNE à l'administrateur de rédiger et de délivrer une commission rogatoire afin de nommer *(nom)*, de/du *(adresse)*, commissaire chargé de recueillir les témoignages du(des) témoin(s) [ *nom(s) du(des) témoin(s)* ] de/du *(nom de l'État ou du pays)*, pour qu'ils soient utilisés à l'instruction.
2. LA COUR ORDONNE à l'administrateur de rédiger et de délivrer une lettre de demande à l'intention de l'autorité judiciaire de *(nom de l'État ou du pays)*, demandant la délivrance de l'acte de procédure permettant de contraindre le(s) témoin(s) à comparaître et à subir un interrogatoire devant le commissaire.
3. LA COUR ORDONNE *(donner des précisions sur les directives de la Cour, y compris celles concernant les frais accessoires à la commission)*.

\_\_\_\_\_  
*(Signature du juge ou du protonotaire)*

**FORMULE 272B**

Règle 272

**COMMISSION ROGATOIRE***(titre — formule 66)**(Sceau de la Cour)***COMMISSION ROGATOIRE**À : *(Nom et adresse du commissaire)*

VOUS ÊTES NOMMÉ(E) COMMISSAIRE chargé de recueillir des témoignages relativement à une instance devant la Cour, en vertu d'une ordonnance rendue par celle-ci le *(date)*, dont copie est jointe.

VOUS AVEZ PLEINS POUVOIRS de prendre les mesures nécessaires pour recueillir les témoignages dont il est fait mention dans l'ordonnance.

Vous devez faire parvenir à la Cour la transcription des témoignages dès qu'elle est prête, accompagnée de la présente commission.

Pour l'exécution de la commission rogatoire, vous devez suivre les directives énoncées dans l'ordonnance de même que les instructions qui suivent.

LA PRÉSENTE COMMISSION ROGATOIRE porte les seing et sceau de la Cour en vertu d'une ordonnance.

*(Date)*
 Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire du greffe)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

**INSTRUCTIONS AU COMMISSAIRE**

1. Avant d'exécuter la commission, vous devez prêter le serment (*ou faire l'affirmation solennelle*) qui figure ci-dessous. Vous pouvez le faire devant la personne autorisée, aux termes du paragraphe 54(2) de la *Loi sur les Cours fédérales*, à faire prêter serment ou à recevoir des affidavits à l'étranger.

Je soussigné(e), *(nom)*, jure (*ou affirme solennellement*) que je recueillerai, de façon honnête et loyale, selon mes aptitudes et mes connaissances et sans parti pris, le témoignage de chacun des témoins interrogés aux termes de la présente commission rogatoire, que je ferai transcrire les témoignages et que j'en enverrai la transcription à la Cour. (*Dans le cas d'un serment, terminer par la formule suivante : Que Dieu me soit en aide.*)

Déclaré sous serment (*ou affirmé solennellement*) devant moi dans la/le *(ville, etc.)* de *(nom)*, dans *(l'État, le pays, etc.)* de/du *(nom)*, le *(date)*.

 \_\_\_\_\_  
*(Signature et titre de la personne qui reçoit le serment ou l'affirmation solennelle)*

 \_\_\_\_\_  
*(Signature du commissaire)*

2. La partie qui interroge est tenue de donner à la personne interrogée un préavis d'au moins 10 jours et de lui verser une indemnité de présence si l'ordonnance le prescrit.

3. Vous devez prendre les mesures nécessaires à l'enregistrement et à la transcription des témoignages. Vous devez faire prêter le serment suivant à la personne qui effectue l'enregistrement et la transcription des témoignages (*ou recevoir de celle-ci l'affirmation solennelle suivante*) :

**FORMULE 272 B (suite)**

Vous jurez (*ou affirmez solennellement*) que vous effectuerez de façon honnête et loyale l'enregistrement et la

transcription de toutes les questions posées à chacun des témoins et de toutes leurs réponses, conformément aux directives du commissaire. (*Dans le cas d'un serment, terminer par la formule suivante : Que Dieu vous soit en aide.*)

L'interrogatoire peut être enregistré sur cassette vidéo ou par tout autre moyen semblable, si les parties y consentent ou si l'ordonnance autorisant la commission le prévoit.

4. Vous devez faire prêter le serment suivant à chacun des témoins dont le témoignage doit être recueilli (*ou recevoir de chacun d'eux l'affirmation solennelle suivante*) :

Vous jurez (*ou affirmez solennellement*) lors de votre témoignage concernant les questions en litige entre les parties à la présente instance de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. (*Dans le cas d'un serment, terminer par la formule suivante : Que Dieu vous soit en aide.*)

5. Si le témoin ne comprend pas la langue ou est sourd ou muet, son témoignage doit être rendu par l'intermédiaire d'un interprète. Vous devez faire prêter à l'interprète le serment suivant (*ou recevoir de celui-ci l'affirmation solennelle suivante*) :

Vous jurez (*ou affirmez solennellement*) que vous comprenez la langue (*langue du témoin*) et la langue dans laquelle doit se dérouler l'interrogatoire et que vous ferez au témoin la traduction fidèle de la formule du serment (*ou de l'affirmation solennelle*) de même que de chacune des questions qui lui seront posées et de ses réponses, au mieux de vos aptitudes et de votre entendement. (*Dans le cas d'un serment, terminer par la formule suivante : Que Dieu vous soit en aide.*)

6. Vous devez annexer à la présente commission la transcription des témoignages, les pièces, de même que tout enregistrement de l'interrogatoire sur cassette vidéo ou autre support. Vous devez remplir l'attestation qui figure ci-dessous et envoyer par la poste la présente commission, la transcription, les pièces de même que l'enregistrement de l'interrogatoire sur cassette vidéo ou autre support, au bureau de la Cour qui a délivré la commission. Vous devez conserver une copie de la transcription et, s'il y a lieu, une copie des pièces, jusqu'à ce que la Cour ait statué sur l'instance. Vous devez, dès la mise à la poste de la présente commission et des documents qui l'accompagnent, aviser de ce fait les parties qui ont comparu à l'interrogatoire.

#### ATTESTATION DU COMMISSAIRE

Je soussigné(e), (*nom*), atteste ce qui suit :

1. J'ai fait prêter le serment (*ou l'affirmation solennelle*), selon la formule prévue, à la personne qui a enregistré et transcrit les témoignages, au témoin dont le témoignage transcrit est annexé à la présente de même qu'à l'interprète par l'intermédiaire duquel le témoignage a été rendu.

2. Le témoignage du témoin a été dûment recueilli.

3. Le témoignage a été transcrit fidèlement.

(*Date*)

\_\_\_\_\_  
(*Signature du commissaire*)

---

**FORMULE 272C**

Règle 272

**LETTRE DE DEMANDE***(titre — formule 66)**(Sceau de la Cour)***LETTRE DE DEMANDE**À L'AUTORITÉ JUDICIAIRE COMPÉTENTE DE *(nom de l'État ou du pays)* :UNE INSTANCE EST EN COURS DEVANT LA COUR entre *(nom)*, demandeur *(ou la mention appropriée)*, et *(nom)*, défendeur *(ou la mention appropriée)*.

LA COUR EST D'AVIS qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la justice, qu'un témoin, qui réside dans votre juridiction, y subisse son interrogatoire.

LA COUR A DÉLIVRÉ UNE COMMISSION ROGATOIRE à *(nom du commissaire)*, de/du *(adresse du commissaire)*, afin de permettre l'interrogatoire du témoin *(nom du témoin)*, de/du *(adresse du témoin)*.VOUS ÊTES PRIÉE, dans l'intérêt de la justice, selon le mode en usage dans votre juridiction, d'amener à comparaître devant le commissaire *(nom du témoin)* et, en cas de besoin, d'assurer sa présence, pour qu'il réponde sous serment ou sous affirmation solennelle aux questions posées *(s'il y a lieu, ajouter :)* et pour qu'il apporte avec lui et produise lors de l'interrogatoire les documents et éléments matériels suivants : *(indiquer la nature et la date de chacun des documents et éléments matériels et donner suffisamment de précisions pour permettre de les identifier)*.VOUS ÊTES ÉGALEMENT PRIÉE de permettre au commissaire de mener l'interrogatoire du témoin conformément aux *Règles des Cours fédérales* et à la commission rogatoire délivrée par la Cour.À VOTRE DEMANDE, la Cour fédérale *(ou la Cour d'appel fédérale)* est disposée à agir de même à votre endroit, en pareil cas.LA PRÉSENTE LETTRE DE DEMANDE porte les seing et sceau de la Cour en vertu d'une ordonnance rendue le *(date)*.*(Date)*Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire du greffe)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

DORS/2004-283, art. 26 et 35.

**FORM 301**

Rule 301

**NOTICE OF APPLICATION**

*(General Heading — Use Form 66)*

*(Court seal)*

NOTICE OF APPLICATION

TO THE RESPONDENT:

A PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED by the applicant. The relief claimed by the applicant appears on the following page.

THIS APPLICATION will be heard by the Court at a time and place to be fixed by the Judicial Administrator. Unless the Court orders otherwise, the place of hearing will be as requested by the applicant. The applicant requests that this application be heard at *(place where Federal Court of Appeal (or Federal Court) ordinarily sits)*.

IF YOU WISH TO OPPOSE THIS APPLICATION, to receive notice of any step in the application or to be served with any documents in the application, you or a solicitor acting for you must prepare a notice of appearance in Form 305 prescribed by the *Federal Courts Rules* and serve it on the applicant's solicitor, or where the applicant is self-represented, on the applicant, WITHIN 10 DAYS after being served with this notice of application.

Copies of the *Federal Courts Rules*, information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO OPPOSE THIS APPLICATION, JUDGMENT MAY BE GIVEN IN YOUR ABSENCE AND WITHOUT FURTHER NOTICE TO YOU.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

TO: *(Name and address of each respondent)*

*(Name and address of every other person  
required to be served)*

*(Separate page)*

APPLICATION

*(Where the application is an application for judicial review)*

This is an application for judicial review in respect of

*(Identify the tribunal.)*

*(Set out the date and details of the decision, order or other matter in respect of which judicial review is sought.)*

The applicant makes application for: *(State the precise relief sought.)*

The grounds for the application are: *(State the grounds to be argued, including any statutory provision or rule relied on.)*

This application will be supported by the following material: *(List the supporting affidavits, including documentary exhibits, and the portions of transcripts to be used.)*

*(If the applicant wishes a tribunal to forward material to the Registry, add the following paragraph:)*

The applicant requests *(name of the tribunal)* to send a certified copy of the following material that is not in the possession of the applicant but is in the possession of the *(tribunal)* to the applicant and to the Registry: *(Specify the particular material.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or applicant)*

*(Name, address, telephone and fax  
number of solicitor or applicant)*

**FORMULE 301****AVIS DE DEMANDE***(titre — formule 66)**(Sceau de la Cour)***AVIS DE DEMANDE**

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La réparation demandée par celui-ci est exposée à la page suivante.

LA PRÉSENTE DEMANDE sera entendue par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par le demandeur. Celui-ci demande que l'audience soit tenue à *(endroit où la Cour d'appel fédérale (ou la Cour fédérale) siège habituellement)*.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA DEMANDE, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de la demande ou recevoir signification de tout document visé dans la demande, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer un avis de comparution selon la formule 305 des *Règles des Cours fédérales* et le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, DANS LES 10 JOURS suivant la date à laquelle le présent avis de demande vous est signifié.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA DEMANDE, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

*(Date)*
 Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire du greffe)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

 DESTINATAIRES : *(Nom et adresse de chaque défendeur)*
*(Nom et adresse de toute autre personne qui reçoit la signification)*
*(page suivante)***DEMANDE***(Lorsqu'il s'agit d'une demande de contrôle judiciaire)*

La présente est une demande de contrôle judiciaire concernant :

*(Indiquer le nom de l'office fédéral.)*
*(Préciser la date et les particularités de la décision, de l'ordonnance ou autre question qui fait l'objet de la demande de contrôle judiciaire.)*

 L'objet de la demande est le suivant : *(Indiquer la réparation précise demandée.)*

 Les motifs de la demande sont les suivants : *(Indiquer les motifs invoqués, avec mention de toute disposition législative ou règle applicable.)*

 Les documents suivants sont présentés à l'appui de la demande : *(Indiquer les affidavits à l'appui accompagnés des pièces documentaires et des extraits de toute transcription.)*
*(Si le demandeur désire que l'office fédéral transmette des documents au greffe, ajouter le paragraphe suivant :)*

Le demandeur demande à (*nom de l'office fédéral*) de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents suivants qui ne sont pas en sa possession, mais qui sont en la possession de l'office fédéral : (*Indiquer les documents.*)

(*Date*)

\_\_\_\_\_  
(*Signature de l'avocat ou du demandeur*)

(*Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du demandeur*)

DORS/2004-283, art. 35 et 38.

---

**FORM 305**

Rule 305

**NOTICE OF APPEARANCE — APPLICATION**

(*General Heading — Use Form 66*)

**NOTICE OF APPEARANCE**

The respondent intends to oppose this application.

(*Date*)

\_\_\_\_\_  
(*Signature of solicitor or respondent*)

(*Name, address, telephone and fax number of solicitor or respondent*)

TO: (*Names and addresses of other solicitors or parties*)

---

**FORMULE 305**

Règle 305

**AVIS DE COMPARUTION**

(*titre — formule 66*)

**AVIS DE COMPARUTION**

Le défendeur a l'intention de s'opposer à la présente demande.

(*Date*)

\_\_\_\_\_  
(*Signature de l'avocat ou du défendeur*)

(*Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du défendeur*)

DESTINATAIRES : (*Noms et adresses des autres avocats ou parties*)

---

**FORM 314**

Rule 314

**REQUISITION FOR HEARING — APPLICATION***(General Heading — Use Form 66)***REQUISITION FOR HEARING**

THE APPLICANT REQUESTS that a date be set for the hearing of this application.

THE APPLICANT CONFIRMS:

1. The requirements of subsection 309(1) of the *Federal Courts Rules* have been complied with.
2. A notice of constitutional question has been served in accordance with section 57 of the *Federal Courts Act*.

*(or)*

There is no requirement to serve a notice of constitutional question under section 57 of the *Federal Courts Act* in this application.

3. The hearing should be held at *(place)*.
4. The hearing should last no longer than *(number)* hours *(or days)*.
5. The representatives of all parties to the application are as follows:

*(a)* on behalf of the applicant: *(name of solicitor or party if self-represented)*  
who can be reached at: *(address, telephone and fax numbers)*

*(b)* on behalf of the respondent: *(name of solicitor or party if self-represented)*  
who can be reached at: *(address, telephone and fax numbers)*

*(c)* on behalf of the intervener: *(name of solicitor or party if self-represented)*  
who can be reached at: *(address, telephone and fax numbers)*

*(If more than one applicant, respondent or intervener represented by different solicitors, list all.)*

6. The parties are available at any time except: *(List all dates within the next 90 days on which the parties are not available for a hearing.)*
7. The hearing will be in *(English or French, or partly in English and partly in French)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or applicant)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or applicant)*

TO: *(Name and address of each solicitor  
or party served with requisition)*

**FORMULE 314**

Règle 314

**DEMANDE D'AUDIENCE — DEMANDE**

*(titre — formule 66)*

**DEMANDE D'AUDIENCE**

LE DEMANDEUR DEMANDE qu'une date soit fixée pour l'audition de la demande.

LE DEMANDEUR CONFIRME que :

1. Les exigences du paragraphe 309(1) des *Règles des Cours fédérales* ont été remplies.
2. Un avis de question constitutionnelle a été signifié conformément à l'article 57 de la *Loi sur les Cours fédérales*.

*(ou)*

Il n'est pas nécessaire dans la demande de signifier un avis de question constitutionnelle aux termes de l'article 57 de la *Loi sur les Cours fédérales*.

3. L'audition devrait avoir lieu à *(lieu)*.
4. L'audition ne devrait pas durer plus de *(nombre)* heures *(ou jours)*.
5. Les représentants des parties à la demande sont les suivants :

*a)* pour le compte du demandeur : *(nom de l'avocat ou de la partie si elle se représente elle-même)* que l'on peut joindre au : *(adresse et numéros de téléphone et de télécopieur)*

*b)* pour le compte du défendeur : *(nom de l'avocat ou de la partie si elle se représente elle-même)* que l'on peut joindre au : *(adresse et numéros de téléphone et de télécopieur)*

*c)* pour le compte de l'intervenant : *(nom de l'avocat ou de la partie si elle se représente elle-même)* que l'on peut joindre au : *(adresse et numéros de téléphone et de télécopieur)*

*(Donner la liste de tous les avocats, dans le cas où plus d'un demandeur, défendeur ou intervenant est représenté par différents avocats.)*

6. Les parties sont disponibles en tout temps, sauf : *(indiquer toutes les dates, au cours des 90 jours suivant la date de la présente demande, où les parties ne sont pas disponibles pour l'audition)*.
7. L'audition se déroulera en *(français ou en anglais, ou en partie en français et en partie en anglais)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou du demandeur)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du demandeur)*

DESTINATAIRES : *(Nom et adresse de chaque avocat ou partie qui reçoit signification de la demande d'audience)*

DORS/2004-283, art. 35.

---

**NOTICE OF INTENTION TO PARTICIPATE***(General Heading — Use Form 66)***NOTICE OF INTENTION TO PARTICIPATE**

*(The Attorney General of (Canada or as may be) or name of person who participated before tribunal) intends to participate in this reference.*

*(Date)*


---

*(Signature of solicitor or respondent)*
*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or respondent)*

TO: *(Names and addresses of other solicitors  
or parties)*

**FORMULE 323**

Règle 323

**AVIS D'INTENTION DE DEVENIR PARTIE AU RENVOI***(titre — formule 66)***AVIS D'INTENTION DE DEVENIR PARTIE AU RENVOI**

*[ Le procureur général (du Canada ou la mention appropriée) ou le nom de la personne qui a participé à l'instance devant l'office fédéral ] a l'intention de devenir partie au présent renvoi.*

*(Date)*


---

*(Signature de l'avocat ou de la partie)*
*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de  
télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

DESTINATAIRES : *(Noms et adresses des autres avocats ou parties)*

**FORM 327**

Rule 327

**NOTICE OF APPLICATION FOR REGISTRATION OF FOREIGN JUDGMENT**

(General Heading — Use Form 66)

NOTICE OF APPLICATION FOR REGISTRATION OF FOREIGN JUDGMENT

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED by the applicant for registration and enforcement in Canada of a foreign judgment granted against (*name of respondent*) by (*name of court or tribunal*) in (*name of country or state*) on (*date*). The claim made by the applicant appears on the following pages.

THIS APPLICATION is made *ex parte* pursuant to Rule 328 of the *Federal Courts Rules* and, unless the Court orders otherwise, will be disposed of in writing and without notice to the respondent.

(Date)

Issued by: \_\_\_\_\_  
(Registry Officer)

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

APPLICATION

1. The applicant applies under: (*indicate which of the following statutory provisions applies*)

- (a) sections 687 to 695 of the *Marine Liability Act*;
- (b) the *Canada-United Kingdom Civil and Commercial Judgments Convention Act*;
- (c) the *United Nations Foreign Arbitral Awards Convention Act*; or
- (d) Articles 35 and 36 of the Commercial Arbitration Code, set out in the schedule to the *Commercial Arbitration Act*

for registration of a foreign judgment granted against (*name of respondent*) by (*name of court or tribunal*) in (*name of country or state*) on (*date*).

2. The grounds for the application are:

- (a) The judgment is one to which (*specify statutory provision selected above*) applies.
- (b) (*specify statutory provision selected above*) do(es) not preclude registration of the judgment.
- (c) The respondent appeared (*or did not appear*) before the (*name of court or tribunal*) that granted the judgment. (*If the respondent did not appear, explain why registration is nevertheless permitted.*)

3. The following documentary evidence is relied on in support of this application:

- (a) an exemplified or certified copy of the foreign judgment and any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that judgment;
- (b) a copy (*of any arbitration agreement pursuant to which the judgment was made*); and
- (c) the affidavit of (*name*) (*see requirements of Rule 329 of the Federal Courts Rules*).

4. The respondent in this application resides at (*address*).

(Date)

\_\_\_\_\_  
(Signature of solicitor or applicant)  
(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or applicant)

SOR/2004-283, ss. 35 and 39; SOR/2006-219, s. 16.

**FORMULE 327**

Règle 327

**AVIS DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT D'UN JUGEMENT ÉTRANGER**

(titre — formule 66)

## AVIS DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT D'UN JUGEMENT ÉTRANGER

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE par le demandeur en vue de faire enregistrer et exécuter au Canada un jugement étranger rendu contre (*nom du défendeur*) par (*nom de la cour ou du tribunal*) au(en) (*nom du pays ou de l'État*) le (*date*). Les prétentions du demandeur sont exposées dans les pages suivantes.

LA PRÉSENTE DEMANDE est présentée *ex parte* aux termes de la règle 328 des *Règles des Cours fédérales* et, à moins que la Cour n'en ordonne autrement, sera réglée par écrit et sans avis au défendeur.

(Date)

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

## DEMANDE

1. Le demandeur demande l'enregistrement du jugement étranger rendu contre (*nom du défendeur*) par (*nom de la cour ou du tribunal*) au(en) (*nom du pays ou de l'État*) le (*date*), conformément : (*indiquer la disposition suivante qui s'applique*)

- a) aux articles 63 à 71 de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*;
- b) à la *Loi sur la Convention Canada—Royaume-Uni relative aux règlements en matière civile et commerciale*;
- c) à la *Loi sur la Convention des Nations Unies concernant les sentences arbitrales étrangères*;
- d) aux articles 35 et 36 du Code d'arbitrage commercial figurant à l'annexe de la *Loi sur l'arbitrage commercial*.

2. Les motifs de la demande sont les suivants :

- a) (*préciser la disposition législative mentionnée précédemment*) s'applique au jugement;
- b) (*préciser la disposition législative mentionnée précédemment*) n'empêche pas l'enregistrement du jugement;
- c) le défendeur a comparu (*ou n'a pas comparu*) devant la(le) (*nom de la cour ou du tribunal*) qui a rendu le jugement. (*Si le défendeur n'a pas comparu, expliquer pour quelle raison l'enregistrement est néanmoins permis.*)

3. La preuve documentaire suivante est présentée à l'appui de la demande :

- a) une copie authentifiée ou certifiée conforme du jugement étranger ainsi que, le cas échéant, des motifs, y compris toute dissidence;
- b) une copie (*de toute convention d'arbitrage à l'égard de laquelle le jugement a été rendu*);
- c) l'affidavit de (*nom*) [*voir les exigences de la règle 329 des Règles des Cours fédérales*].

4. Le défendeur dans la présente demande réside au (*adresse*).

(Date)

\_\_\_\_\_  
(Signature de l'avocat ou du demandeur)

(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du demandeur)

DORS/2004-283, art. 35 et 39; DORS/2006-219, art. 16.

FORM 337

Rule 337

## NOTICE OF APPEAL

(General Heading — Use Form 66)

(Court seal)

NOTICE OF APPEAL

TO THE RESPONDENT:

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the appellant. The relief claimed by the appellant appears on the following page.

THIS APPEAL will be heard by the Court at a time and place to be fixed by the Judicial Administrator. Unless the Court directs otherwise, the place of hearing will be as requested by the appellant. The appellant requests that this appeal be heard at *(place where Federal Court of Appeal (or Federal Court) ordinarily sits)*.

IF YOU WISH TO OPPOSE THIS APPEAL, to receive notice of any step in the appeal or to be served with any documents in the appeal, you or a solicitor acting for you must prepare a notice of appearance in Form 341 prescribed by the *Federal Courts Rules* and serve it on the appellant's solicitor, or where the appellant is self-represented, on the appellant, WITHIN 10 DAYS of being served with this notice of appeal.

IF YOU INTEND TO SEEK A DIFFERENT DISPOSITION of the order appealed from, you must serve and file a notice of cross-appeal in Form 341 prescribed by the *Federal Courts Rules* instead of serving and filing a notice of appearance.

Copies of the *Federal Courts Rules*, information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO OPPOSE THIS APPEAL, JUDGMENT MAY BE GIVEN IN YOUR ABSENCE AND WITHOUT FURTHER NOTICE TO YOU.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

TO: *(Name and address of each respondent)*

*(Name and address of every other person  
required to be served)*

*(Separate page)*

APPEAL

THE APPELLANT APPEALS to the Federal Court of Appeal *(or Federal Court)* from the order of *(name of judge, officer or tribunal)* dated *(date)* by which *(details of order under appeal)*.

THE APPELLANT ASKS that *(the relief sought)*.

THE GROUNDS OF APPEAL are as follows: *(Set out the grounds of appeal, including a reference to any statutory provision or rule to be relied on.)*

*(If the appellant wishes a tribunal to forward material to the Registry, add the following paragraph:)*

The appellant requests *(name of the tribunal)* to send a certified copy of the following material that is not in the possession of the appellant but is in the possession of the *(board, commission or tribunal, as the case may be)* to the appellant and to the Registry: *(Specify the particular material.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or appellant)*

*(Name, address, telephone and fax number of  
solicitor or appellant)*

SOR/2004-283, ss. 35 and 38.

FORM 337.1

Rule 337.1

NOTICE OF APPEAL

*(Court File No.)*

FEDERAL COURT OF APPEAL

BETWEEN:

*(Name)*

Appellant

and

*(Name)*

Respondent

*(Court seal)*

## NOTICE OF APPEAL

*(pursuant to subsection 27(1.2) of the Federal Courts Act)*

## TO THE RESPONDENT:

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the appellant. The relief claimed by the appellant appears on the following page.

THIS APPEAL will be heard by the Federal Court of Appeal at a time and place to be fixed by the Judicial Administrator. Unless the court directs otherwise, the place of hearing will be as requested by the appellant. The appellant requests that this appeal be heard at *(place where Federal Court of Appeal ordinarily sits)*.

IF YOU WISH TO OPPOSE THIS APPEAL, to receive notice of any step in the appeal or to be served with any documents in the appeal, you or a solicitor acting for you must prepare a notice of appearance in Form 341A prescribed by the *Federal Courts Rules* and serve it on the appellant's solicitor, or where the appellant is self-represented, on the appellant, WITHIN 10 DAYS of being served with this notice of appeal.

IF YOU INTEND TO SEEK A DIFFERENT DISPOSITION of the judgment appealed from, you must serve and file a notice of cross-appeal in Form 341B prescribed by the *Federal Courts Rules* instead of serving and filing a notice of appearance.

Copies of the *Federal Courts Rules*, information concerning the local offices of the court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this court at Ottawa (telephone 613-996-6795) or at any local office.

IF YOU FAIL TO OPPOSE THIS APPEAL, JUDGMENT MAY BE GIVEN IN YOUR ABSENCE AND WITHOUT FURTHER NOTICE TO YOU.

*(Date)*
 Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

 Address of  
 local office: \_\_\_\_\_
TO: *(Name and address of each respondent)**(Name and address of every other person required to be served)**(Separate page)*

**FORM 337.1—Continued**

APPEAL

THE APPELLANT APPEALS to the Federal Court of Appeal from the judgment of the Tax Court of Canada dated *(date)* by which *(details of judgment under appeal)*.

THE APPELLANT ASKS that *(the relief sought)*.

THE GROUNDS OF APPEAL are as follows: *(Set out the grounds of appeal, including those grounds set out in subsection 27(1.3) of the Federal Courts Act, reproduced below, which apply to the appeal. Also include a reference to any other statutory provision or rule to be relied on.)*

*(Subsection 27(1.3) provides as follows 27(1.3)*

The only grounds for an appeal under subsection *(1.2)* are that the Tax Court of Canada

- (a) acted without jurisdiction, acted beyond its jurisdiction or refused to exercise its jurisdiction;*
- (b) failed to observe a principle of natural justice, procedural fairness or other procedure that it was required by law to observe;*
- (c) erred in law in making a decision or an order, whether or not the error appears on the face of the record;*
- (d) based its decision or order on an erroneous finding of fact that it made in a perverse or capricious manner or without regard for the material before it;*
- (e) acted, or failed to act, by reason of fraud or perjured evidence; or*
- (f) acted in any other way that was contrary to law.)*

*(If the appellant wishes the Tax Court of Canada to forward material to the Registry, add the following paragraph:)*

The appellant requests that the Tax Court of Canada send a certified copy of the following material that is not in the possession of the appellant but is in the possession of that court to the appellant and to the Registry: *(Specify the particular material.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or appellant)*

**FORMULE 337**

Règle 337

**AVIS D'APPEL***(titre — formule 66)**(Sceau de la Cour)***AVIS D'APPEL**

À L'INTIMÉ :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par l'appelant. La réparation demandée par celui-ci est exposée à la page suivante.

LE PRÉSENT APPEL sera entendu par la Cour aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la Cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par l'appelant. Celui-ci demande que l'appel soit entendu à *(endroit où la Cour d'appel fédérale (ou la Cour fédérale) siège habituellement)*.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'APPEL, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de l'appel ou recevoir signification de tout document visé dans l'appel, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer un avis de comparution selon la formule 341 des *Règles des Cours fédérales* et le signifier à l'avocat de l'appelant ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, à l'appelant lui-même, DANS LES 10 JOURS suivant la date à laquelle le présent avis d'appel vous est signifié.

Si vous voulez obtenir la réformation, en votre faveur, de l'ordonnance faisant l'objet de l'appel, vous devez signifier et déposer un avis d'appel incident, selon la formule 341 des *Règles des Cours fédérales*, au lieu de signifier et de déposer un avis de comparution.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'APPEL, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

*(Date)*

Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire du greffe)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

DESTINATAIRES : *(Nom et adresse de chaque intimé)*

*(Nom et adresse de toute autre personne qui reçoit la signification)*

*(page suivante)***APPEL**

L'APPELANT INTERJETTE APPEL à la Cour d'appel fédérale *(ou la Cour fédérale)* à l'égard de l'ordonnance rendue par *(nom du juge, fonctionnaire ou tribunal)* le *(date)* selon laquelle *(donner les détails de l'ordonnance en cause)*.

L'APPELANT DEMANDE la réparation suivante : *(énoncer la réparation recherchée)*.

Les motifs de l'appel sont les suivants : *(énoncer les motifs de l'appel, avec mention de toute disposition législative ou règle applicable)*.

*(Si l'appelant désire que l'office fédéral transmette des documents au greffe, ajouter le paragraphe suivant :)*

L'appelant demande à *(nom de l'office fédéral)* de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents suivants qui ne sont pas en sa possession mais qui sont en la possession de l'office fédéral : *(Indiquer les documents)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de l'appelant)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de l'appelant)*

**FORMULE 337.1**

Règle 337.1

**AVIS D'APPEL**

*(No du dossier de la Cour)*

COUR D'APPEL FÉDÉRALE

ENTRE :

*(nom)*

appellant

*(Sceau de la Cour)*

et

*(nom)*

intimé

AVIS D'APPEL

*(en vertu du paragraphe 27(1.2) de la Loi sur les Cours fédérales)*

À L'INTIMÉ :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODuite CONTRE VOUS par l'appellant. La réparation demandée par celui-ci est exposée à la page suivante.

LE PRÉSENT APPEL sera entendu par la Cour d'appel fédérale aux date, heure et lieu fixés par l'administrateur judiciaire. À moins que la cour n'en ordonne autrement, le lieu de l'audience sera celui choisi par l'appellant. Celui-ci demande que l'appel soit entendu à *(endroit où la Cour d'appel fédérale siège habituellement)*.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'APPEL, être avisé de toute procédure engagée dans le cadre de l'appel ou recevoir signification de tout document visé dans l'appel, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer un avis de comparution selon la formule 341A des *Règles des Cours fédérales* et le signifier à l'avocat de l'appellant ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, à l'appellant lui-même, DANS LES 10 JOURS suivant la date à laquelle le présent avis d'appel vous est signifié.

SI VOUS VOULEZ OBTENIR LA RÉFORMATION, en votre faveur, du jugement faisant l'objet de l'appel, vous devez signifier et déposer un avis d'appel incident, selon la formule 341B des *Règles des Cours fédérales*, au lieu de signifier et de déposer un avis de comparution.

Des exemplaires des *Règles des Cours fédérales* ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la cour, à Ottawa (no de téléphone 613-996-6795), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'APPEL, UN JUGEMENT PEUT ÊTRE RENDU EN VOTRE ABSENCE SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

*(Date)*

Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire du greffe)*

Adresse du  
bureau local : \_\_\_\_\_

DESTINATAIRES : *(Nom et adresse de chaque intimé)*  
*(Nom et adresse de toute autre personne qui reçoit la signification)*  
*(page suivante)*

## APPEL

L'APPELANT INTERJETTE APPEL à la Cour d'appel fédérale à l'égard du jugement rendu par la Cour canadienne de l'impôt le (*date*) selon lequel (*donner les détails du jugement en cause*).

L'APPELANT DEMANDE la réparation suivante : (*énoncer la réparation recherchée*).

LES MOTIFS DE L'APPEL sont les suivants : (*énoncer les motifs de l'appel, et notamment les motifs applicables du paragraphe 27(1.3) de la Loi sur les Cours fédérales, reproduit ci-dessous. Énoncer également tout autre motif de l'appel, avec mention de toute disposition législative ou règle de droit applicable.*)

(*Voici le texte du paragraphe 27(1.3) :*

27 (1.3) *L'appel ne peut être interjeté aux termes du paragraphe (1.2) que pour l'un des motifs suivants :*

- a) la Cour canadienne de l'impôt a agi sans compétence, outrepassé celle-ci ou refusé de l'exercer;*
- b) elle n'a pas observé un principe de justice naturelle ou d'équité procédurale ou toute autre procédure qu'elle était légalement tenue de respecter;*
- c) elle a rendu une décision ou une ordonnance entachée d'une erreur de droit, que celle-ci soit manifeste ou non au vu du dossier;*
- d) elle a rendu une décision ou une ordonnance fondée sur une conclusion de fait erronée, tirée de façon abusive ou arbitraire ou sans tenir compte des éléments dont elle dispose;*
- e) elle a agi ou omis d'agir en raison d'une fraude ou de faux témoignages;*
- f) elle a agi de toute autre façon contraire à la loi.)*

(*Si l'appelant désire que la Cour canadienne de l'impôt transmette des documents au greffe, ajouter le paragraphe suivant :*)

L'appelant demande à la Cour canadienne de l'impôt de lui faire parvenir et d'envoyer au greffe une copie certifiée des documents suivants qui ne sont pas en sa possession mais qui sont en la possession de la Cour canadienne de l'impôt (*indiquer les documents*).

(*Date*)

\_\_\_\_\_  
(*Signature de l'avocat ou de l'appelant*)

(*Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de l'appelant*)

---

**FORM 341A**

Rule 341

**NOTICE OF APPEARANCE — APPEAL**

*(General Heading — Use Form 66)*

**NOTICE OF APPEARANCE**

The respondent intends to participate in this appeal.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or respondent)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or respondent)*

TO: *(Names and addresses of other solicitors or parties)*

---

**FORM 341B**

Rule 341

**NOTICE OF CROSS-APPEAL**

*(General Heading — Use Form 66)*

**NOTICE OF CROSS-APPEAL**

THE RESPONDENT CROSS-APPEALS in this appeal and asks that the order be set aside and judgment granted as follows *(or "that the order be varied as follows", or as the case may be): (Set out the relief sought.)*

THE GROUNDS FOR THIS CROSS-APPEAL are as follows: *(Set out the grounds of appeal, including a reference to any statutory provision or rule to be relied on.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or respondent)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or respondent)*

TO: *(Name and address of appellant's solicitor or appellant)*

---

**FORMULE 341A**

Règle 341

**AVIS DE COMPARUTION — APPEL**

*(titre — formule 66)*

**AVIS DE COMPARUTION**

L'intimé a l'intention de participer au présent appel.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de l'intimé)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de  
télécopieur de l'avocat ou de l'intimé)*

DESTINATAIRES : *(Noms et adresses des autres avocats ou parties)*

**FORMULE 341B**

Règle 341

**AVIS D'APPEL INCIDENT***(titre — formule 66)***AVIS D'APPEL INCIDENT**

L'INTIMÉ INTERJETTE UN APPEL INCIDENT et demande que l'ordonnance soit annulée et que l'ordonnance suivante soit rendue : *(ou que l'ordonnance)* soit modifiée de la façon suivante, *(ou la mention appropriée)* : *(indiquer la réparation demandée)*.

LES MOTIFS DE L'APPEL INCIDENT sont les suivants : *(énoncer les motifs de l'appel incident, avec renvoi à toute disposition législative ou règle applicable)*.

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de l'intimé)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de l'intimé)*DESTINATAIRE : *(Nom et adresse de l'appelant ou de son avocat)***FORM 344**

Rule 344

**CERTIFICATE OF COMPLETENESS OF APPEAL BOOK***(General Heading — Use Form 66)***CERTIFICATE OF COMPLETENESS OF APPEAL BOOK**

I, *(name)*, solicitor for the appellant *(or appellant)*, certify that the contents of the appeal book in this appeal are complete and legible.

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or appellant)**(Name, address, telephone and fax number of solicitor or appellant)***FORMULE 344**

Règle 344

**CERTIFICAT RELATIF AU DOSSIER D'APPEL***(titre — formule 66)***CERTIFICAT RELATIF AU DOSSIER D'APPEL**

Je soussigné(e), *(nom)*, avocat de l'appelant *(ou appellant)*, atteste que le contenu du dossier d'appel dans le présent appel est complet et lisible.

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de l'appelant)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de l'appelant)***FORM 347**

Rule 347

**REQUISITION FOR HEARING — APPEAL**

*(General Heading — Use Form 66)*

**REQUISITION FOR HEARING**

THE APPELLANT *(or* RESPONDENT, *as the case may be)* REQUESTS that a date be set for the hearing of this appeal.

THE APPELLANT *(or* RESPONDENT, *as the case may be)* CONFIRMS THAT:

1. The requirements of subsections 346(1) and (5) of the *Federal Courts Rules* have been complied with.
2. A notice of constitutional question has been served in accordance with section 57 of the *Federal Courts Act*

*(or)*

There is no requirement to serve a notice of constitutional question under section 57 of the *Federal Courts Act* in this appeal.

3. The hearing should be held at *(place)*.
4. The hearing should last no longer than *(number)* hours *(or days)*.
5. The representatives of all parties to the appeal are as follows:

*(a)* on behalf of the appellant: *(name of solicitor or party if self-represented)*  
who can be reached at: *(address, telephone and fax numbers)*

*(b)* on behalf of the respondent: *(name of solicitor or party if self-represented)*  
who can be reached at: *(address, telephone and fax numbers)*

*(c)* on behalf of the intervener: *(name of solicitor or party if self-represented)*  
who can be reached at: *(address, telephone and fax numbers)*

*(If more than one appellant, respondent or intervener represented by different solicitors, list all.)*

6. The parties are available at any time except: *(List all dates within the next 90 days on which the parties are not available for a hearing.)*

7. The hearing will be in *(English or French, or partly in English and partly in French)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or respondent)*

*(Name, address, telephone and fax numbers  
of solicitor or party)*

TO: *(Names and addresses of other solicitors or parties)*

**FORMULE 347**

Règle 347

**DEMANDE D'AUDIENCE — APPEL***(titre — formule 66)***DEMANDE D'AUDIENCE**

L'APPELANT (OU L'INTIMÉ) DEMANDE qu'une date soit fixée pour l'audition du présent appel.

L'APPELANT (OU L'INTIMÉ) CONFIRME que :

1. Les exigences des paragraphes 346(1) et (5) des *Règles des Cours fédérales* ont été remplies.
2. Un avis de question constitutionnelle a été signifié conformément à l'article 57 de la *Loi sur les Cours fédérales*.

*(ou)*

Il n'est pas nécessaire dans le présent appel de signifier un avis de question constitutionnelle aux termes de l'article 57 de la *Loi sur les Cours fédérales*.

3. L'audition devrait avoir lieu à *(lieu)*.
4. L'audition ne devrait pas durer plus de *(nombre)* heures *(ou jours)*.
5. Les représentants des parties à l'appel sont les suivants :
  - a) pour le compte de l'appelant : *(nom de l'avocat ou de la partie si elle se représente elle-même)* que l'on peut joindre au : *(adresse et numéros de téléphone et de télécopieur)*;
  - b) pour le compte de l'intimé : *(nom de l'avocat ou de la partie si elle se représente elle-même)* que l'on peut joindre au : *(adresse et numéros de téléphone et de télécopieur)*;
  - c) pour le compte de l'intervenant : *(nom de l'avocat ou de la partie si elle se représente elle-même)* que l'on peut joindre au : *(adresse et numéros de téléphone et de télécopieur)*.

*(Donner la liste de tous les avocats, dans le cas où plus d'un appelant, intimé ou intervenant est représenté par différents avocats.)*
6. Les parties sont disponibles en tout temps, sauf : *(indiquer toutes les dates, au cours des 90 jours suivant la date de la présente demande, où les parties ne sont pas disponibles pour l'audition)*.
7. L'audition se déroulera en *(français ou en anglais, ou en partie en français et en partie en anglais)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de la partie)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

DESTINATAIRES : *(Noms et adresses des autres avocats ou parties)*

DORS/2004-283, art. 35.

---

---

**FORM 359**

Rule 359

**NOTICE OF MOTION**

*(General Heading — Use Form 66)*

**NOTICE OF MOTION**

*(Motion to be heard orally)*

TAKE NOTICE THAT *(name of party)* will make a motion to the Court on *(day)*, *(date)*, at *(time)* or as soon thereafter as the motion can be heard, at *(place)*.

*(Motion in writing)*

TAKE NOTICE THAT *(name of party)* will make a motion to the Court in writing under Rule 369 of the *Federal Courts Rules*.

THE MOTION IS FOR *(the precise relief sought)*.

THE GROUNDS FOR THE MOTION ARE *(the grounds intended to be argued, including a reference to any statutory provision or rule to be relied on)*.

THE FOLLOWING DOCUMENTARY EVIDENCE will be used at the hearing of the motion *(affidavits or other documentary evidence to be relied on)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party)*

TO: *(Name and address of responding party's solicitor or responding party)*

SOR/2004-283, s. 35.

---

**FORMULE 359**

Règle 359

**AVIS DE REQUÊTE***(titre — formule 66)***AVIS DE REQUÊTE***[ Requête présentée oralement ]*

SACHEZ QUE (*nom de la partie*) présentera une requête à la Cour le (*jour et date*), à (*heure*), ou dès que la requête pourra être entendue par la suite, à (*au*) (*adresse*).

*[ Requête présentée par écrit ]*

SACHEZ QUE (*nom de la partie*) présentera à la Cour une requête écrite en vertu de la règle 369 des *Règles des Cours fédérales*.

LA REQUÊTE VISE (*indiquer la réparation précise demandée*).

LES MOTIFS DE LA REQUÊTE SONT LES SUIVANTS : (*préciser les motifs susceptibles d'être invoqués, y compris toute disposition législative ou règle applicable*).

LA PREUVE DOCUMENTAIRE SUIVANTE sera utilisée à l'audition de la requête : (*énumérer les affidavits ou autre preuve documentaire qui seront utilisés*).

*(Date)*

---

*(Signature de l'avocat ou de la partie)**(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

DESTINATAIRES : (*Nom et adresse de l'intimé ou de son avocat*)

DORS/2004-283, art. 35

---

---

**FORM 370**

Rule 370

**NOTICE OF ABANDONMENT**

*(General Heading — Use Form 66)*

**NOTICE OF ABANDONMENT**

*(Motion to be heard orally)*

The plaintiff *(or as the case may be)* wholly abandons the motion returnable *(date)*.

*(Motion in writing)*

The plaintiff *(or as the case may be)* wholly abandons the motion in writing served and filed *(date)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party)*

TO: *(Name and address of each solicitor or party served with the notice of motion)*

---

**FORMULE 370**

Règle 370

**AVIS DE DÉSISTEMENT**

*(titre — formule 66)*

**AVIS DE DÉSISTEMENT**

*[ Requête présentée oralement ]*

Le demandeur *(ou la mention appropriée)* se désiste entièrement de la requête devant être présentée le *(date)*.

*[ Requête présentée par écrit ]*

Le demandeur *(ou la mention appropriée)* se désiste entièrement de la requête écrite signifiée et déposée le *(date)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de la partie)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de  
télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

DESTINATAIRES : *(Nom et adresse de chaque avocat ou partie qui a reçu signification de l'avis de requête)*

---



**FORMULE 381**

Règle 381

**AVIS D'EXAMEN DE L'ÉTAT DE L'INSTANCE**

[ *s'il s'agit d'une action* ]

(*titre — formule 66*)

**AVIS D'EXAMEN DE L'ÉTAT DE L'INSTANCE**

AUX PARTIES ET À LEURS AVOCATS :

PLUS DE 180 JOURS SE SONT ÉCOULÉS depuis le dépôt de la déclaration dans la présente action et, selon les dossiers de la Cour, les actes de procédure ne sont pas clos.

(*ou*)

PLUS DE 360 JOURS SE SONT ÉCOULÉS depuis le dépôt de la déclaration dans la présente action et, selon les dossiers de la Cour, aucune demande de conférence préparatoire n'a été déposée.

LE DEMANDEUR (*OU LE DÉFENDEUR*) EST TENU DE JUSTIFIER, au moyen de prétentions écrites qui seront signifiées et déposées au plus tard le (*jour et date*), les raisons pour lesquelles cette action ne doit pas être rejetée pour cause de retard (*dans le cas du défendeur, les raisons pour lesquelles il n'y a pas lieu d'enregistrer un jugement par défaut*).

(*ou*)

LE DEMANDEUR, (*OU LE DÉFENDEUR*) EST TENU DE COMPARAÎTRE devant la Cour à (*lieu*) le (*jour et date*), à (*heure*), pour justifier les raisons pour lesquelles cette action ne doit pas être rejetée pour cause de retard (*dans le cas du défendeur, les raisons pour lesquelles il n'y a pas lieu d'enregistrer un jugement par défaut*).

\_\_\_\_\_  
(*Signature du juge ou du protonotaire*)

[ *s'il s'agit d'une demande ou d'un appel* ]

(*titre — formule 66*)

**AVIS D'EXAMEN DE L'ÉTAT DE L'INSTANCE**

AUX PARTIES ET À LEURS AVOCATS :

PLUS DE 180 JOURS SE SONT ÉCOULÉS depuis le dépôt de l'avis de demande (*ou d'appel*) dans la présente demande (*ou le présent appel*) et, selon les dossiers de la Cour, aucune demande d'audience n'a été déposée.

LE DEMANDEUR (*OU L'APPELANT*) EST TENU DE JUSTIFIER, au moyen de prétentions écrites qui seront signifiées et déposées au plus tard le (*jour et date*), les raisons pour lesquelles cette demande (*ou cet appel*) ne doit pas être rejetée (*rejeté*) pour cause de retard.

(*ou*)

LE DÉFENDEUR (*OU L'INTIMÉ*) EST TENU DE JUSTIFIER, au moyen de prétentions écrites qui seront signifiées et déposées au plus tard le (*jour et date*), les raisons pour lesquelles il n'y a pas lieu d'enregistrer un jugement par défaut.

(*ou*)

LE DEMANDEUR (*OU L'APPELANT*) EST TENU DE COMPARAÎTRE devant la Cour à (*lieu*) le (*jour et date*), à (*heure*), pour justifier les raisons pour lesquelles cette demande (*ou cet appel*) ne doit pas être rejetée (*rejeté*) pour cause de retard.

(*ou*)

LE DÉFENDEUR (*OU L'INTIMÉ*) EST TENU DE COMPARAÎTRE devant la Cour à (*lieu*) le (*jour et date*), à (*heure*), pour justifier les raisons pour lesquelles il n'y a pas lieu d'enregistrer un jugement par défaut.

\_\_\_\_\_  
(*Signature du juge ou du protonotaire*)

---

**FORM 389**

Rule 389

**NOTICE OF SETTLEMENT***(General Heading — Use Form 66)***NOTICE OF SETTLEMENT**

TO THE ADMINISTRATOR:

TAKE NOTICE THAT the parties have settled this proceeding *(or the following issues in this proceeding:)*.*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or plaintiff (or appellant))**(Name, address, telephone and fax number of solicitor or plaintiff (or appellant))**(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or defendant (or respondent))**(Name, address, telephone and fax number of solicitor or defendant (or respondent))***FORMULE 389**

Règle 389

**AVIS DE RÈGLEMENT***(titre — formule 66)***AVIS DE RÈGLEMENT**

À L'ADMINISTRATEUR :

SACHEZ QUE les parties ont réglé la présente instance. *(Ou les questions suivantes dans la présente instance :)**(Date)*\_\_\_\_\_  
*[ Signature de l'avocat ou du demandeur (ou de l'appelant) ]**[ Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du demandeur (ou de l'appelant) ]**(Date)*\_\_\_\_\_  
*[ Signature de l'avocat ou du défendeur (ou de l'intimé) ]**[ Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou du défendeur (ou de l'intimé) ]*

**WRIT OF SEIZURE AND SALE**

*(General Heading — Use Form 66)*

*(Court seal)*

**WRIT OF SEIZURE AND SALE**

To the Sheriff of the *(County, Regional Municipality, etc. of (name), or as the case may be:)*

Under an order of this Court made on *(date)*, in favour of *(identify party)*

YOU ARE DIRECTED to seize and sell the real property or immoveables and the personal property or movables within your jurisdiction of *(full name of individual or corporation, etc.)* and to realize from the seizure the following sums:

- (a)* \$ \_\_\_\_\_ and interest at \_\_\_\_\_ per cent per year commencing on *(date)*;
- (b)* \$ \_\_\_\_\_ for costs together with interest at \_\_\_\_\_ per cent per year commencing on *(date)*; and
- (c)* your fees and expenses in enforcing this writ.

YOU ARE DIRECTED to pay out the proceeds according to law and to report on the execution of this writ if required by the party or solicitor who filed it.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

This writ was issued at the request of, and inquiries may be directed to:

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party filing writ)*

**FORM 425B**

Rule 425

**WRIT OF SEQUESTRATION**

*(General Heading — Use Form 66)*

*(Court seal)*

**WRIT OF SEQUESTRATION**

To the Sheriff of the *(County, Regional Municipality, etc. of (name), or as the case may be:)*

Under an order of this Court made on *(date)*, on the motion of *(name of party who obtained order)*, YOU ARE DIRECTED to take possession of and hold the following property in your jurisdiction of *(name of person against whom order was made): (Set out a description of the property.)*

AND YOU ARE DIRECTED to collect and hold any income from the property until further order of this Court.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

This writ was issued at the request of, and inquiries may be directed to:

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party filing writ)*

**FORMULE 425A**

Règle 425

**BREF DE SAISIE-EXÉCUTION**

(titre — formule 66)

(Sceau de la Cour)

**BREF DE SAISIE-EXÉCUTION**Au shérif du(de la) (*comté, municipalité régionale, etc. de (nom), ou la mention appropriée*) :En vertu de l'ordonnance qu'elle a rendue le (*date*) en faveur de (*désigner la partie*),LA COUR VOUS ENJOINT de saisir les biens meubles ou personnels et les biens immeubles ou réels qui se trouvent dans votre ressort et qui appartiennent à (*nom de la personne ou de la société, etc.*) et de procéder à leur vente afin de réaliser les sommes suivantes :

- a) \_\_\_\_\_ \$ et les intérêts calculés à un taux annuel de \_\_\_\_ pour cent à partir du (*date*);
- b) \_\_\_\_\_ \$ à titre de dépens ainsi que les intérêts calculés au taux annuel de \_\_\_\_ pour cent à partir du (*date*);
- c) les honoraires et frais qui vous sont dus pour l'exécution forcée du présent bref.

LA COUR VOUS ENJOINT de verser le produit de la vente conformément à la loi et de faire rapport de l'exécution forcée du présent bref si la partie ou l'avocat qui l'a déposé le demande.

(Date)

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

Le présent bref a été délivré à la demande de la personne suivante et toute demande de renseignements peut lui être adressée :

(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur  
de l'avocat ou de la partie qui a déposé le bref)**FORMULE 425B**

Règle 425

**BREF DE SÉQUESTRATION**

(titre — formule 66)

(Sceau de la Cour)

**BREF DE SÉQUESTRATION**Au shérif du(de la) (*comté, municipalité régionale, etc. de (nom), ou la mention appropriée*) :En vertu de l'ordonnance qu'elle a rendue le (*date*) à la suite de la requête de (*nom de la partie qui a obtenu l'ordonnance*), LA COUR VOUS ENJOINT de prendre possession des biens suivants qui se trouvent dans votre ressort et qui appartiennent à (*nom de la personne contre qui l'ordonnance a été rendue*) et de les détenir. (*Donner la description des biens à saisir et à détenir.*)

LA COUR VOUS ENJOINT de percevoir et de détenir tout revenu provenant de ces biens jusqu'à ce qu'elle rende une autre ordonnance.

(Date)

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

Le présent bref a été délivré à la demande de la personne suivante et toute demande de renseignements peut lui être adressée .

(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de  
l'avocat ou de la partie qui a déposé le bref)**FORM 427**

Rule 427

**WRIT OF POSSESSION**

(General Heading — Use Form 66)

*(Court seal)*

WRIT OF POSSESSION

To the Sheriff of the *(County, Regional Municipality, etc. of (name), or as the case may be)*:

Under an order of this Court made on *(date)*, in favour of *(name of party who obtained order)*, YOU ARE DIRECTED to enter and take possession of the following immoveables or real property and premises in your jurisdiction: *(Set out a description of the immoveables or real property and premises.)*

AND YOU ARE DIRECTED to give possession of the above immoveables or real property and premises without delay to *(name of party who obtained order)*.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Registry Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

This writ was issued at the request of, and inquiries may be directed to:

*(Name, address, telephone and fax number of  
solicitor or party filing writ)*

---

**FORMULE 427**

Règle 427

**BREF DE MISE EN POSSESSION**

*(titre — formule 66)*

*(Sceau de la Cour)*

**BREF DE MISE EN POSSESSION**

Au shérif du(de la) *(comté, municipalité régionale, etc. de (nom), ou la mention appropriée)* :

En vertu de l'ordonnance qu'elle a rendue le *(date)*, en faveur de *(indiquer le nom de la partie qui a obtenu l'ordonnance)*, LA COUR VOUS ENJOINT de pénétrer dans l'immeuble ou le bien réel et dans les locaux suivants qui se trouvent dans votre ressort afin d'en prendre possession : *(donner la description de l'immeuble ou du bien réel et des locaux.)*

LA COUR VOUS ENJOINT de remettre sans délai la possession de cet immeuble ou de ce bien réel et de ces locaux à *(nom de la partie qui a obtenu l'ordonnance)*.

*(Date)*

Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire du greffe)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

Le présent bref a été délivré à la demande de la personne suivante et toute demande de renseignements peut lui être adressée :

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de  
télécopieur de l'avocat ou de la partie qui a  
déposé le bref)*

---

**FORM 428**

Rule 428

**WRIT OF DELIVERY**

*(General Heading — Use Form 66)*

*(Court seal)*

## WRIT OF DELIVERY

To the Sheriff of the (*County, Regional Municipality, etc. of (name), or as the case may be*):

Under an order of this Court made on (*date*), YOU ARE DIRECTED to seize from (*name of party*) and to deliver without delay to (*name of party who obtained order*) the following personal property or movables: (*Set out a description of the property to be delivered.*).

(*Date*)

Issued by: \_\_\_\_\_  
(*Registry Officer*)

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

This writ was issued at the request of, and inquiries may be directed to:

(*Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party filing writ*)

## FORMULE 428

Règle 428

## BREF DE DÉLIVRANCE

(*titre — formule 66*)

(*Sceau de la Cour*)

## BREF DE DÉLIVRANCE

Au shérif du(de la) (*comté, municipalité régionale, etc. de (nom), ou la mention appropriée*):

En vertu de l'ordonnance qu'elle a rendue le (*date*), LA COUR VOUS ENJOINT de saisir chez (*nom de la partie*) et de livrer sans délai à (*nom de la partie qui a obtenu l'ordonnance*) les biens meubles ou les biens personnels suivants : (*donner la description des biens qui doivent être livrés*).

(*Date*)

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(*Fonctionnaire du greffe*)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

Le présent bref a été délivré à la demande de la personne suivante et toute demande de renseignements peut lui être adressée :

(*Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie qui a déposé le bref*)

## FORM 458A

Rule 458

## INTERIM CHARGING ORDER — REAL PROPERTY

(*General Heading — Use Form 66*)

## ORDER

WHEREAS by a judgment (*or order*) made on (*date*) the defendant (*or as the case may be*) was ordered to pay to the

plaintiff (*or as the case may be*) the sum of \$(*amount*) and \$(*amount*) in costs;

WHEREAS the sum of \$(*amount*) remains due and unpaid;

AND WHEREAS the defendant (*or as the case may be*) has real property or immoveables, or an interest in the real property or immoveables more particularly described in the Schedule to this order:

IT IS ORDERED that unless sufficient reasons to the contrary are shown before the (*date*) at (*time*), when this matter will be further considered by the Court at (*place*), the defendant's (*or as the case may be*) real property or immovable, or interest in the real property or immoveables shall, and it is ordered that in the meantime it does, stand charged with the payment of \$(*amount*) including any interest due on the judgment (*or order*) together with the costs of this motion.

\_\_\_\_\_  
(*Signature of judge or prothonotary*)

SCHEDULE

(*Describe with full particulars the relevant real property or immovable, or interest therein.*)

---

**FORM 458B**

Rule 458

INTERIM CHARGING ORDER — SECURITIES

(*General Heading - Use Form 66*)

ORDER

WHEREAS by a judgment (*or order*) made on (*date*) the defendant (*or as the case may be*) was ordered to pay to the plaintiff (*or as the case may be*) the sum of \$(*amount*) and \$(*amount*) in costs;

WHEREAS that the sum of \$(*amount*) remains due and unpaid;

AND WHEREAS the defendant (*or as the case may be*) has an interest in the securities more particularly described in the Schedule to this order;

IT IS ORDERED that unless sufficient reasons to the contrary are shown before the (*date*) at (*time*), when this matter will be further considered by the Court at (*place*), the defendant's (*or as the case may be*) interest in the securities shall, and it is ordered that in the meantime it does, stand charged with the payment of \$(*amount*) including any interest due on the judgment (*or order*) together with the costs of this motion.

\_\_\_\_\_  
(*Signature of judge or prothonotary*)

SCHEDULE

(*Describe, with full particulars, the relevant shares, bonds or other securities, stating their full title, their value and the name in which they stand and whether the beneficial interest charged is in the securities only or in the dividends or interest as well.*)

---

**FORMULE 458A**

Règle 458

**ORDONNANCE PROVISOIRE DE CONSTITUTION DE CHARGES —  
IMMEUBLE OU BIEN RÉEL***(titre — formule 66)***ORDONNANCE**

Attendu que le jugement (*ou l'ordonnance*) rendu(e) le (*date*) a ordonné au défendeur (*ou la mention appropriée*) de payer au demandeur (*ou la mention appropriée*) la somme de (*montant*)\$ et de (*montant*)\$ pour les dépens;

Attendu que la somme de (*montant*)\$ reste due et impayée;

Attendu que le défendeur (*ou la mention appropriée*) possède un immeuble, un bien réel ou un droit immobilier décrit de façon précise à l'annexe de la présente ordonnance,

IL EST ORDONNÉ qu'à moins que des raisons suffisantes pour justifier une décision contraire ne soient présentées avant le (*jour et date*), à (*heure*), lorsque la Cour examinera en détail la présente question à (*lieu*), l'immeuble, le bien réel ou le droit immobilier du défendeur (*ou la mention appropriée*) soit grevé d'une charge pour le paiement de la somme de (*montant*)\$ exigible en conséquence du jugement (*ou de l'ordonnance*) avec les intérêts, ainsi que pour le paiement des dépens afférents à la présente requête. Il est en outre ordonné que cette charge subsiste jusqu'à l'audition des raisons susmentionnées.

---

*(Signature du juge ou du protonotaire)*
**ANNEXE**

*(Décrire en détail l'immeuble, le bien réel ou le droit immobilier visé.)*

---

**FORMULE 458B**

Règle 458

**ORDONNANCE PROVISOIRE DE CONSTITUTION DE CHARGE — VALEURS MOBILIÈRES***(titre — formule 66)***ORDONNANCE**

Attendu que le jugement (*ou l'ordonnance*) rendu(e) le (*date*) a ordonné au défendeur (*ou la mention appropriée*) de payer au demandeur (*ou la mention appropriée*) la somme de (*montant*)\$ et de (*montant*)\$ pour les dépens;

Attendu que la somme de (*montant*)\$ reste due et impayée;

Attendu que le défendeur (*ou la mention appropriée*) possède un droit sur les valeurs mobilières décrites de façon précise à l'annexe de la présente ordonnance,

IL EST ORDONNÉ qu'à moins que des raisons suffisantes pour justifier une décision contraire ne soient présentées avant le (*jour et date*), à (*heure*), lorsque la Cour examinera en détail la présente question à (*lieu*), le droit du défendeur (*ou la mention appropriée*) sur les valeurs mobilières soit grevé d'une charge pour le paiement de (*montant*)\$ exigible en conséquence du jugement (*ou de l'ordonnance*) avec les intérêts, ainsi que pour le paiement des dépens afférents à la présente requête. Il est en outre ordonné que cette charge subsiste jusqu'à l'audition des raisons susmentionnées.

---

*(Signature du juge ou du protonotaire)*
**ANNEXE**

*(Décrire en détail les actions, obligations ou autres valeurs mobilières visées, indiquant leur désignation complète, leur valeur et le nom de leur détenteur, et préciser si le droit de propriété s'applique seulement aux valeurs mobilières ou également aux dividendes ou aux intérêts qui en découlent.)*

---



---

**FORM 459**

Rule 459

**CHARGING ORDER ABSOLUTE**

*(General Heading — Use Form 66)*

ORDER

IT IS ORDERED that the interest of the defendant *(or as the case may be) (name)* in the asset specified in the Schedule to this order stands charged with the payment of \$(*amount*), the amount due from the defendant *(or as the case may be)* to the plaintiff *(or as the case may be)* pursuant to a judgment *(or order)* of this Court dated (*date*), together with any interest due on the judgment *(or order)* together with the costs of this motion *(in the amount of \$(amount), or to be assessed)* which costs are to be added to the judgment debt.

\_\_\_\_\_  
*(Signature of judge or prothonotary)*

SCHEDULE

*(As in Form 458A or 458B)*

---

**FORMULE 459**

Règle 459

**ORDONNANCE DÉFINITIVE DE CONSTITUTION DE CHARGE**

*(titre — formule 66)*

ORDONNANCE

IL EST ORDONNÉ que le droit du défendeur *(ou la mention appropriée), (nom)*, sur le bien décrit à l'annexe de la présente ordonnance soit affecté au paiement de la somme de (*montant*)\$, due par le défendeur *(ou la mention appropriée)* au demandeur *(ou la mention appropriée)* conformément au jugement *(ou à l'ordonnance)* de la Cour en date du (*date*), de même qu'au paiement des intérêts applicables et des dépens afférents à la présente requête *(au montant de (montant)\$, ou à déterminer)*, lesquels dépens s'ajoutent à la somme accordée par le jugement.

\_\_\_\_\_  
*(Signature du juge ou du protonotaire)*

ANNEXE

*(Comme dans les formules 458A ou 458B)*

---

**FORM 477**

Rule 477

**STYLE OF CAUSE — ACTION *IN REM***

*(Court File No.)*

FEDERAL COURT

ADMIRALTY ACTION *IN REM*

BETWEEN:

*(Name)*

Plaintiff

and

The owners and all others interested in  
The Ship *(name)*

*(or)*

The owners and all others interested in  
The Ship *(name)* and freight

*(or)*

The owners and all others interested in  
The Ship *(name)* and her cargo and freight

*(or if the action is against cargo only)*

The cargo *ex* The Ship *(name)*

*(or if the action is against the proceeds realized by the sale of the ship or cargo)*

The proceeds of the sale of The Ship *(name)*

*(or)*

The proceeds of the sale of the cargo of The Ship *(name)*,  
*(or as the case may be)*

Defendants

---

**FORMULE 477**

Règle 477

**INTITULÉ DE L'ACTION — ACTION RÉELLE**

*(No du dossier de la Cour)*

COUR FÉDÉRALE

ACTION RÉELLE EN MATIÈRE D'AMIRAUTÉ

ENTRE :

*(nom)*

demandeur

et

Les propriétaires et toutes les autres personnes ayant un droit sur  
le navire *(nom)*

*(ou)*

Les propriétaires et toutes les autres personnes ayant un droit sur  
le navire *(nom)* et le fret,

*(ou)*

Les propriétaires et toutes les autres personnes ayant un droit sur  
le navire *(nom)* et sa cargaison et le fret,

*(ou si l'action est intentée contre la cargaison seulement)*

La cargaison du navire *(nom)*,

*(ou si l'action est intentée contre le produit de la vente du navire ou de la cargaison)*

Le produit de la vente du navire *(nom)*,

*(ou)*

Le produit de la vente de la cargaison du navire *(nom)*,

*(ou la mention appropriée),*

défendeurs

---

**FORM 481**

Rule 481

**WARRANT***(General Heading — Use Form 477)**(Court seal)***WARRANT**TO the Sheriff of the *(County, Regional Municipality, etc. of (name), or as the case may be)*:YOU ARE DIRECTED to arrest the ship *(name), (or her cargo, or as the case may be)* and to keep the same under arrest until further order of this Court.*(Date)*Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Designated Officer)*Address of  
local office: \_\_\_\_\_

This writ was issued at the request of, and inquiries may be directed to:

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party)***FORMULE 481**

Règle 481

**MANDAT DE SAISIE DE BIENS***(titre — formule 477)**(Sceau de la Cour)***MANDAT DE SAISIE DE BIENS**Au shérif du (de la) *(comté, municipalité régionale, etc. de (nom), ou la mention appropriée)* :IL VOUS EST ORDONNÉ de saisir le navire *(nom), (sa cargaison, etc. ou la mention appropriée)* et de le(s) garder sous saisie jusqu'à nouvel ordre de la Cour.*(Date)*Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire désigné)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

Le présent bref a été délivré à la demande de la personne suivante et toute demande de renseignements peut lui être adressée :

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de  
télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

**FORM 486A**

Rule 486

**BAIL BOND**

*(General Heading — Use Form 477)*

**BAIL BOND**

I, *(full name and occupation of deponent)*, of the *(City, Town, etc.)* of *(name)* in the *(County, Regional Municipality, etc.)* of *(name)*, SWEAR *(or AFFIRM)* THAT:

1. I submit myself to the jurisdiction of this Court and consent that if *(insert name of party for whom bail is to be given, and state whether plaintiff or defendant, or as the case may be)* do(es) not pay what may be adjudged against them *(or as the case may be)* in this action, with costs, or do(es) not pay any sum due to be paid under any agreement by which the action is settled before judgment and which is filed in this Court, execution may issue against me, my executors or administrators, or my personal property or movables, for the amount unpaid or an amount of *\$(amount)*, whichever is the lesser.

*(Add where bond given by an individual:)*

2. I have a net worth of more than the sum of *\$(state amount in which bail is to be given)* after payment of all my debts, as shown by the financial statement attached as Appendix A hereto.

Sworn *(or Affirmed)* before me at the *(City, Town, etc)* of *(name)* in the *(County, Regional Municipality, etc.)* of *(name)* on *(date)*.

\_\_\_\_\_  
Commissioner for Taking Affidavits  
*(or as the case may be)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of Surety)*

**FORM 486B**

Rule 486

**NOTICE OF BAIL**

*(General Heading — Use Form 477)*

**NOTICE OF BAIL**

TAKE NOTICE that bail has been offered in the sum of *\$(amount)* on behalf of the *(insert name of party on whose behalf bail is to be given, and state whether plaintiff or defendant, or as the case may be)* to answer judgment in this action by *(name of surety)*, as shown on the guaranty or bail bond attached hereto.

AND TAKE NOTICE that unless a notice of objection to bail in Form 486C of the *Federal Courts Rules* is served and filed within 24 hours, bail will be given as provided in the attached document, and a request will be made to release the arrested property in accordance with rule 487 of those Rules.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number of solicitor or party)*

TO: *(Name, address, telephone and fax number of solicitor or party on whom notice is served)*

**FORM 486C**

Rule 486

**NOTICE OF OBJECTION TO BAIL***(General Heading — Use Form 477)***NOTICE OF OBJECTION TO BAIL**

TAKE NOTICE that the plaintiff *(or as the case may be) (name)* objects to the bail given by *(name of surety)* on behalf of the defendant *(or as the case may be) (name)* in this action.

The grounds for this objection are: *(Set out grounds.)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature of solicitor or party)*

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party)*

TO: *(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party on whom notice is served)*

**FORMULE 486A**

Règle 486

**CAUTIONNEMENT MARITIME***(titre — formule 477)***CAUTIONNEMENT MARITIME**

Je soussigné(e), *(nom, prénoms et occupation du déclarant)*, de la *(ville, municipalité, etc.)* de *(nom)*, dans le(la) *(comté, municipalité régionale, etc.)* de *(nom)*, DÉCLARE SOUS SERMENT *(ou AFFIRME SOLENNELLEMENT)* QUE :

1. Je me soumetts à la juridiction de la Cour et consens à ce que, si *(inscrire le nom de la partie pour laquelle doit être fournie la garantie d'exécution et indiquer s'il s'agit du demandeur ou du défendeur, ou la mention appropriée)* ne paie(nt) pas la somme qui peut être adjugée contre lui *(ou la mention appropriée)* dans la présente action, avec dépens, ou ne paie(nt) pas toute somme due en vertu d'une convention par laquelle l'action est réglée avant jugement et qui est déposée auprès de la Cour, l'exécution se fasse contre moi, mes exécuteurs testamentaires ou administrateurs, sur mes biens meubles ou personnels, pour une somme ne dépassant pas le moindre du montant impayé ou *(montant)\$*.

*(Lorsque la caution est fournie par un particulier, ajouter :)*

2. Mon actif est supérieur à la somme de *(inscrire le montant pour lequel doit être fournie la garantie d'exécution)* après paiement de toutes mes dettes, tel qu'en font foi mes états financiers ci-annexés.

Déclaré sous serment *(ou affirmé solennellement)* devant moi dans la *(ville, municipalité, etc.)* de *(nom)*, dans le(la) *(comté, municipalité régionale, etc.)* de *(nom)*, le *(date)*.

\_\_\_\_\_  
Commissaire aux affidavits  
*(ou la mention appropriée)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de la caution)*

---

**FORMULE 486B**

Règle 486

**PRÉAVIS DE CAUTIONNEMENT MARITIME**

*(titre — formule 477)*

**PRÉAVIS DE CAUTIONNEMENT MARITIME**

SACHEZ que (*nom de la caution*) a offert un cautionnement maritime au montant de (*montant*)\$ pour le compte de (*inscrire le nom de la partie pour laquelle est offerte la garantie d'exécution et indiquer s'il s'agit du demandeur ou du défendeur, ou la mention appropriée*) pour le jugement dans la présente action, selon lui est indiqué dans le cautionnement ci-joint.

SACHEZ QUE, à moins qu'un avis d'opposition à un cautionnement établi selon la formule 486C des *Règles des Cours fédérales* ne soit signifié et déposé dans les 24 heures, le cautionnement sera donné conformément au cautionnement ci-joint et une demande de mainlevée de la saisie de biens sera présentée aux termes de la règle 487 de ces Règles.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de la partie)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

DESTINATAIRE : *(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie à qui le préavis est signifié)*

DORS/2004-283, art. 28.

---

**FORMULE 486C**

Règle 486

**AVIS D'OPPOSITION À UN CAUTIONNEMENT**

*(titre — formule 477)*

**AVIS D'OPPOSITION À UN CAUTIONNEMENT**

SACHEZ que le demandeur (*ou la mention appropriée*), (*nom*), s'oppose au cautionnement fourni par (*nom de la caution*) pour le compte du défendeur (*ou la mention appropriée*), (*nom*), dans la présente action.

Les motifs de l'opposition sont les suivants : *(énoncer les motifs)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature de l'avocat ou de la partie)*

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

DESTINATAIRE : *(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie à qui l'avis est signifié)*

---

**FORM 487**

Rule 487

**RELEASE***(General Heading — Use Form 477)***RELEASE**

TO the Sheriff of the *(County, Regional Municipality, etc. of (name), or as the case may be)*:

WHEREAS by warrant issued *(date)* you were directed to arrest the ship *(name)* *(or her cargo, etc. or as the case may be)* and to keep the same under arrest until further order of this Court,

YOU ARE NOW DIRECTED to release the said ship *(name)*, *(or her cargo, or as the case may be)* from the arrest effected by virtue of that warrant.

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Designated Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

This release was issued at the request of, and inquiries may be directed to:

*(Name, address, telephone and fax number  
of solicitor or party)*

**FORMULE 487**

Règle 487

**MAINLEVÉE DE SAISIE***(titre — formule 477)***MAINLEVÉE DE SAISIE**

Au shérif du (de la) *(comté, municipalité régionale, etc. de (nom), ou la mention appropriée)* :

ATTENDU QUE, par mandat délivré le *(date)*, il vous a été enjoint de saisir le navire *(nom)* et *(sa cargaison ou la mention appropriée)* et de le(s) garder sous saisie jusqu'à nouvel ordre de la Cour,

IL VOUS EST ORDONNÉ de libérer le navire *(nom)* et *(sa cargaison ou la mention appropriée)* de la saisie ainsi effectuée.

*(Date)*

Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire désigné)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

La présente mainlevée de saisie a été délivrée à la demande de la personne suivante et toute demande de renseignements peut lui être adressée :

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de  
télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

**FORM 490**

Rule 490

**COMMISSION OF APPRAISAL OR SALE**

*(General Heading — Use Form 477)*

*(Court seal)*

**COMMISSION OF APPRAISAL**

*(or SALE, or APPRAISAL AND SALE, as the case may be)*

TO the Sheriff of the *(County, Regional Municipality, etc. of (name), or as the case may be)*:

WHEREAS this Court has ordered that the ship *(name), (or her cargo or as the case may be)* be appraised *(and/or sold)*,

*(where appraisal only:)*

**YOU ARE DIRECTED**

*(a)* to make a written inventory of the *(ship or cargo, etc., as the case may be)* and to choose one or more qualified persons and to swear that person or persons to appraise the *(ship or cargo, etc., as the case may be)* according to its true value; and

*(b)* upon a certificate of that value having been reduced into writing, and signed by you and by the appraiser(s), to file the certificate in the Registry of this Court together with this commission.

*(where sale only:)*

**YOU ARE DIRECTED** to cause the ship *(name), (or her cargo or as the case may be)* to be sold at public auction for the highest price that can be obtained for it.

*(where appraisal and sale:)*

**YOU ARE DIRECTED**

*(a)* to make a written inventory of the *(ship or cargo, etc., as the case may be)* and to choose one or more qualified persons and to swear that person or persons to appraise the said ship *(name), (or her cargo or as the case may be)* according to the true value thereof; and

*(b)* upon a certificate of such value having been reduced into writing, and signed by yourself and by the appraiser(s), to cause the ship *(her cargo or as the case may be)* to be sold by *(public auction or private sale)* for the highest price that can be obtained for it, but no less than the appraised value unless the Court orders otherwise.

**YOU ARE FURTHER DIRECTED**, as soon as the sale has been completed, to pay the proceeds thereof into Court and to file the certificate of appraisement and an account of the sale signed by you, together with this commission.

*(Add any other conditions ordered by the Court.)*

*(Date)*

Issued by: \_\_\_\_\_  
*(Designated Officer)*

Address of  
local office: \_\_\_\_\_

This commission was issued at the request of, and inquiries may be directed to:

*(Name, address, telephone and fax  
number of solicitor or party)*

**COMMISSION D'ÉVALUATION OU DE VENTE***(titre — formule 477)**(Sceau de la Cour)***COMMISSION D'ÉVALUATION**Au shérif du (de la) *(comté, municipalité régionale, etc. de (nom), ou la mention appropriée)* :ATTENDU QUE la Cour a ordonné que le navire *(nom)* (ou sa cargaison ou la mention appropriée) soit(soient) évalué(s),*[ S'il s'agit d'une commission d'évaluation seulement ]*

IL VOUS EST ORDONNÉ :

a) de dresser un inventaire du navire *(nom)* (ou de sa cargaison, ou la mention appropriée) et de choisir une ou plusieurs personnes qualifiées pour estimer la valeur du navire (ou de sa cargaison ou la mention appropriée) et de leur faire prêter serment;

b) sur établissement d'un certificat attestant cette valeur, signé par vous-même et par le(s) évaluateur(s), de déposer ce certificat, avec la présente commission, au greffe de la Cour.

*[ S'il s'agit d'une commission de vente seulement ]*IL VOUS EST ORDONNÉ de faire vendre ce navire *(nom)* (ou sa cargaison ou la mention appropriée) aux enchères publiques au plus haut prix qui peut en être obtenu.

IL VOUS EST EN OUTRE ORDONNÉ de consigner à la Cour, dès la clôture de la vente, le produit de la vente et de déposer, avec la présente commission, un rapport de la vente signé par vous.

*[ S'il s'agit d'une commission d'évaluation et de vente ]*

IL VOUS EST ORDONNÉ :

a) de dresser un inventaire du navire *(nom)* (ou de sa cargaison, ou la mention appropriée) et de choisir une ou plusieurs personnes qualifiées pour estimer la valeur du navire (ou de sa cargaison ou la mention appropriée) et de leur faire prêter serment;

b) sur établissement d'un certificat attestant cette valeur, signé par vous-même et par le(s) évaluateur(s), de faire vendre le navire *(nom)* (ou sa cargaison ou la mention appropriée) aux enchères publiques (ou par vente privée) au plus haut prix qui peut en être obtenu, lequel ne peut, sauf ordonnance contraire de la Cour, être inférieur à la valeur estimée.

IL VOUS EST EN OUTRE ORDONNÉ de consigner à la Cour, dès la clôture de la vente, le produit de la vente et de déposer, avec la présente commission, le certificat d'évaluation et un rapport de la vente signé par vous.

*[ Ajouter toute autre conditions ordonnée par la Cour ]**(Date)*Délivré par : \_\_\_\_\_  
*(Fonctionnaire désigné)*

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

La présente commission a été délivrée à la demande de la personne suivante et toute demande de renseignements peut lui être adressée :

*(Nom, adresse et numéros de téléphone et de télécopieur de l'avocat ou de la partie)*

**CAVEAT WARRANT**

*(General Heading — Use Form 477)*

**CAVEAT WARRANT**

TAKE NOTICE THAT I, *(full name and address)* apply for a caveat against the issue of any warrant for the arrest of the ship *(name)* *(or description of other property)* without notice first being given to me.

AND I UNDERTAKE, within three days after being required to do so, to give bail in this or any other action or counterclaim against that ship *(or other property)* in this Court in the sum of  $\$(amount)$ , or to pay that sum into Court.

MY ADDRESS FOR SERVICE AND TELEPHONE NUMBER are: *(address and telephone number)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature)*

---

**FORM 493B**

Rule 493

**CAVEAT RELEASE**

*(General Heading — Use Form 477)*

**CAVEAT RELEASE**

TAKE NOTICE THAT I, *(full name and address)*, apply for a caveat against the release of the ship *(name)* *(or description of other property)*, now under arrest pursuant to a warrant issued *(date)* without notice first being given to me.

*(If person applying for caveat is not a party to the action, add:)*

MY ADDRESS FOR SERVICE is: *(address)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature)*

---

**FORM 493C**

Rule 493

**CAVEAT PAYMENT**

*(General Heading — Use Form 477)*

**CAVEAT PAYMENT**

TAKE NOTICE THAT I, *(full name and address)*, apply for a caveat against the payment of any money out of the proceeds of the sale of the ship *(name)* *(or description of other property)*, now remaining in Court, without notice first being given to me.

*(If person applying for caveat is not a party to the action, add:)*

MY ADDRESS FOR SERVICE is: *(address)*

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature)*

---

**FORMULE 493A**

Règle 493

**CAVEAT-MANDAT**

*(titre — formule 477)***CAVEAT-MANDAT**

SACHEZ QUE je soussigné(e), (*nom, prénoms et adresse*), demande un *caveat* à l'encontre de la délivrance de tout mandat pour la saisie du navire (*nom*) (*ou description d'autres biens*) sans que j'en sois d'abord avisé(e);

JE M'ENGAGE à fournir, dans les trois jours suivant la réception de l'ordre de le faire, une garantie d'exécution pour la présente action ou pour toute autre action ou demande reconventionnelle engagée devant la Cour contre ce navire (*ou ces biens*), pour un montant de (*montant*)\$, ou à consigner cette somme à la Cour.

MON ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION ET MON NUMÉRO DE TÉLÉPHONE sont les suivants : (*adresse et numéro de téléphone*)

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature)***FORMULE 493B**

Règle 493

**CAVEAT-MAINLEVÉE***(titre — formule 477)***CAVEAT-MAINLEVÉE**

SACHEZ QUE je soussigné(e), (*nom, prénoms et adresse*), demande un *caveat* à l'encontre de la mainlevée de la saisie du navire (*nom*) (*ou description d'autres biens*), effectuée en vertu d'un mandat délivré le (*date*), sans que j'en sois d'abord avisé(e).

*(Si l'auteur de la demande de caveat n'est pas partie à l'action, ajouter :)*

MON ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION est la suivante : (*adresse*)

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature)***FORMULE 493C**

Règle 493

**CAVEAT-PAIEMENT***(titre — formule 477)***CAVEAT-PAIEMENT**

SACHEZ QUE je soussigné(e), (*nom, prénoms et adresse*), demande un *caveat* à l'encontre du versement de toute somme sur le produit de la vente du navire (*nom*) (*ou description d'autres biens*), présentement consigné à la Cour, sans que j'en sois d'abord avisé(e).

*(Si l'auteur de la demande de caveat n'est pas partie à l'action, ajouter :)*

MON ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION est la suivante : (*adresse*)

*(Date)*\_\_\_\_\_  
*(Signature)***FORM 495**

Rule 495

**NOTICE OF WITHDRAWAL OF CAVEAT***(General Heading — Use Form 477)*

NOTICE OF WITHDRAWAL OF CAVEAT

TAKE NOTICE THAT I, *(full name and address)*, withdraw the caveat *(warrant or release or payment)* filed by me in this action *(or as the case may be)* on *(date)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature)*

---

**FORMULE 495**

Règle 495

**AVIS DE RETRAIT D'UN CAVEAT**

*(titre — formule 477)*

**AVIS DE RETRAIT D'UN CAVEAT**

SACHEZ QUE je soussigné(e), *(nom, prénoms et adresse)*, retire le *caveat (mandat, mainlevée ou paiement)* que j'ai déposé dans la présente action *(ou la mention appropriée)* le *(date)*.

*(Date)*

\_\_\_\_\_  
*(Signature)*

---

**TARIFF A**

(Rules 19, 20, 42, 43, 71 and 89)

**COURT FEES****REGISTRY FEES**Fees payable  
on issuance

1. (1) A party shall pay the following fees for the issuance of
- (a) a statement of claim
    - (i) under section 48 of the *Federal Courts Act* ..... \$2
    - (ii) in a simplified action or in an appeal that proceeds by way of action..... \$50
    - (iii) in any other action..... \$150
  - (b) a statement of defence and counterclaim adding a party
    - (i) in a simplified action.....\$50
    - (ii) in any other action..... \$150
  - (c) a third or subsequent party claim
    - (i) in a simplified action ..... \$50
    - (ii) in any other action.....\$150
  - (d) a notice of application ..... \$50
  - (e) a notice of appeal, other than appeals of prothonotaries' and referees' orders.. \$50
  - (f) a subpoena
    - (i) in a simplified action ..... \$15
    - (ii) in any other proceeding ..... \$30
  - (g) a writ of execution
    - (i) in respect of a judgment in a simplified action ..... \$15
    - (ii) in respect of a judgment in any other proceeding..... \$30

Fees payable  
on filing

- (2) A party shall pay the following fees for the filing of
- (a) a notice of motion for an extension of time to commence a proceeding..... \$20
  - (b) a notice of motion for leave to commence a proceeding ..... \$30
  - (c) a notice of motion for summary judgment
    - (i) in an appeal that proceeds by way of action .....\$100
    - (ii) in any other action..... \$300
  - (d) a requisition for a pre-trial conference
    - (i) in a simplified action or an appeal that proceeds by way of action .....\$100
    - (ii) in any other action..... \$300
  - (e) a notice of motion under rule 155 to fix the time and place for the hearing of a reference

**TARIF A**

(règles 19, 20, 42, 43, 71 et 89)

**FRAIS JUDICIAIRES****DROITS PAYABLES AU GREFFE**Droits  
payables au  
moment de la  
délivrance

1. (1) La partie qui demande la délivrance de documents est tenue de payer les droits suivants :
- a) pour une déclaration :
    - (i) aux termes de l'article 48 de la *Loi sur les Cours fédérales* ..... 2\$
    - (ii) dans une action simplifiée ou dans un appel poursuivi par voie d'action ..... 50\$
    - (iii) dans toute autre action..... 150\$
  - b) pour une défense et demande reconventionnelle par laquelle une partie est ajoutée à :
    - (i) une action simplifiée..... 50\$
    - (ii) toute autre action ..... 150\$
  - c) pour une mise en cause :
    - (i) dans une action simplifiée..... 50\$
    - (ii) dans toute autre action ..... 150\$
  - d) pour un avis de demande..... 50\$
  - e) pour un avis d'appel, sauf s'il s'agit d'un appel d'une ordonnance rendue par un protonotaire ou un arbitre ..... 50\$
  - f) pour un *subpoena* :
    - (i) dans une action simplifiée..... 15\$
    - (ii) dans toute autre instance..... 30\$
  - g) pour un bref d'exécution visant :
    - (i) un jugement rendu dans une action simplifiée ..... 15\$
    - (ii) un jugement rendu dans toute autre instance ..... 30\$

- (2) La partie qui dépose des documents est tenue de payer les droits suivants :

Droits  
payables au  
moment du  
dépôt

- a) pour un avis de requête visant la prorogation du délai fixé pour l'introduction d'une instance..... 20\$
- b) pour un avis de requête visant l'autorisation d'introduire une instance ..... 30\$
- c) pour un avis de requête pour obtenir un jugement sommaire
  - (i) dans un appel poursuivi par voie d'action .....100\$
  - (ii) dans toute autre action .....300\$
- d) pour une demande de conférence préparatoire :
  - (i) dans une action simplifiée ou dans un appel poursuivi par voie d'action ....100\$

- |   |  |
|---|--|
| <p>(i) in a simplified action or in an appeal that proceeds by way of action ..... \$50</p> <p>(ii) in any other action..... \$150</p> <p>(f) a requisition for a hearing date in an application or appeal in the Federal Court ..... \$50</p> <p>(g) a caveat warrant, caveat release or <i>caveat</i> payment ..... \$20</p> <p>(h) an order of a tribunal under rule 424 in the case of a party other than the Crown .... \$20</p> <p>(i) the first document, in each separate claim, after the Court has ordered, pursuant to paragraph 106(a), that claims against one or more parties be pursued separately (<i>plaintiff only</i>).....\$150</p> | <p>(ii) dans toute autre action .....300\$</p> <p>e) pour un avis de requête en vertu de la règle 155 pour fixer la date, l'heure et le lieu de l'audition du renvoi :</p> <p>(i) dans une action simplifiée ou dans un appel poursuivi par voie d'action ..... 50\$</p> <p>(ii) dans toute autre action .....150\$</p> <p>f) pour une demande d'audience dans une demande ou un appel devant la Cour fédérale ..... 50\$</p> <p>g) pour un <i>caveat</i>-mandat, un <i>caveat</i>-mainlevée ou un <i>caveat</i>-paiement.....20\$</p> <p>h) pour une ordonnance d'un tribunal aux termes de la règle 424 dans le cas d'une partie autre que la Couronne ..... 20\$</p> <p>i) pour le dépôt du premier document dans une cause d'action poursuivie en tant qu'instance distincte contre une ou plusieurs parties, par suite d'une ordonnance de la Cour aux termes de l'alinéa 106a) (<i>demandeur seulement</i>) .....150\$</p> |
|---|--|

Fees payable for copies

(3) A party requesting photocopies of documents from the Registry shall pay \$0.40 per page. SOR/2002-417, s. 29(E).

(3) Toute partie qui demande au greffe des photocopies d'un document est tenue de payer 0,40\$ la page. DORS/2002-417, art. 29(A).

Droits payables pour photocopies

Fees payable for trial or hearing

2. Where a trial or hearing in the Federal Court lasts more than three days, each party who participated at the trial or hearing shall pay a fee determined by applying the formula

2. Lorsqu'une instruction ou une audience devant la Cour fédérale dure plus de trois jours, chaque partie qui a participé à l'instruction ou à l'audience est tenue de payer les droits déterminés au moyen de la formule suivante :

Droits payables pour une instruction ou une audience

$$[(A \times B) + C] / D$$

$$[(A \times B) + C] / D$$

where  
A is

où :  
A représente :

(a) in respect of the hearing of a reference ordered under rule 153, \$75, and

a) 75\$, dans le cas de l'audition d'un renvoi ordonné en vertu de la règle 153,

(b) in respect of any other trial or hearing, \$150;

b) 150\$, dans tout autre cas;

B is the number of days of trial or hearing in excess of three;

B le nombre de jours en sus de trois durant lesquels l'instruction ou l'audience s'est poursuivie;

C is one-half the amount payable by the Administrator to a court reporter in respect of the portion of the trial or hearing conducted after the first three days; and

C la moitié du montant payable par l'administrateur au sténographe judiciaire à l'égard de la partie de l'instruction ou de l'audience qui s'est poursuivie au-delà de trois jours;

D is the number of parties who participated at

D le nombre de parties qui ont participé à

the trial or hearing

l'instruction ou à l'audience.

### WITNESSES

### TÉMOINS

Witness fees

3. (1) Subject to subsection (2), a witness is entitled to be paid by the party who arranged for or subpoenaed his or her attendance \$20 per day plus reasonable travel expenses, or the amount permitted in similar circumstances in the superior court of the province where the witness appears, whichever is the greater.

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), un témoin a le droit de recevoir de la partie qui le fait comparaître, notamment par *subpoena*, la somme de 20\$ par jour plus les frais de déplacement raisonnables, ou l'indemnité accordée dans des circonstances similaires pour une comparution devant la cour supérieure de la province où il comparaît si cette indemnité est plus élevée.

Indemnité de base

Expert witness

(2) Where a witness, other than a party, is an expert witness, the daily rate referred to in subsection (1) shall be \$100.

(2) Lorsqu'un témoin expert qui n'est pas une partie est appelé à témoigner par suite de la prestation de services professionnels ou techniques, il a le droit de recevoir au lieu des 20\$ prescrits au paragraphe (1) la somme de 100\$ par jour.

Témoin expert

Additional costs to witness

(3) A party may pay a witness, in lieu of the amount to which the witness is entitled under subsection (1) or (2), a greater amount equal to the expense or any loss incurred by the witness in attending a proceeding.

(3) Au lieu du montant prévu par les paragraphes (1) ou (2), un montant peut être versé au témoin en compensation des dépenses et du manque à gagner qui résultent, pour lui, de sa comparution.

Indemnité pour le manque à gagner

Amount established by contract

(4) In lieu of the amounts to which an expert witness is entitled under subsections (1) and (2), a party may pay the expert witness a greater amount established by contract for his or her services in preparing to give evidence and giving evidence.

(4) Au lieu du montant prévu par les paragraphes (1) ou (2), une partie peut verser au témoin expert un montant supérieur fixé par contrat en compensation de ce qu'il a dû faire pour se préparer à déposer et pour déposer.

Montant établi par contrat

### COURT OFFICERS

### FONCTIONNAIRES DE LA COUR

Services of court officers

4. Subject to section 5, the amount payable for the services of a sheriff or of a person referred to in subsection 89(2) shall be the amount permitted for similar services by the tariff of the superior court of the province in which the services were rendered.

4. Sous réserve de l'article 5, le montant payable pour les services d'un shérif ou d'une personne visée au paragraphe 89(2), est celui autorisé pour un service analogue par le tarif de la cour supérieure de la province où les services ont été rendus.

Tarif de la cour supérieure

Sheriff's services where no tariff provided

5. Where the practice of the superior court of the province in which a writ was executed does not provide for sheriff's fees realizable on execution, the following fees and disbursements are payable to a sheriff on execution:

5. Dans le cas où un bref est exécuté dans une province où aucun honoraire ou frais d'exécution sur la somme recouvrée n'est prévu selon la pratique de la cour supérieure provinciale, les montants suivants sont payables au shérif :

Honoraires d'exécution payables au shérif

(a) on the amount recovered up to and including \$1,000, five per cent of that amount;

a) sur la tranche de la somme recouvrée qui n'excède pas 1000\$, un montant correspondant à cinq pour cent de cette tranche;

(b) on the amount recovered in excess of \$1,000 and up to and including \$4,000, two and one-half per cent of that amount;

(c) on the amount recovered in excess of \$4,000, one and one-half per cent of that amount; and

(d) mileage in respect of seizure and sale and all reasonable and necessary disbursements incurred in the care and removal of property. SOR/2004-283, ss. 29 and 33.

b) sur la tranche de la somme recouvrée qui excède 1 000\$ mais n'excède pas 4 000\$, un montant correspondant à deux et demi pour cent de cette tranche;

c) sur la tranche de la somme recouvrée qui excède 4 000\$, un montant correspondant à un et demi pour cent de cette tranche;

d) les frais de route engagés pour effectuer la saisie et la vente et les débours raisonnables et nécessaires qui ont été engagés pour la garde, le soin et l'enlèvement des biens. DORS/2004-283, art. 29 et 33.

**TARIFF B**

*(Rules 400 and 407)*

**COUNSEL FEES AND DISBURSEMENTS ALLOWABLE ON ASSESSMENT**

**TARIF B**

*(règles 400 et 407)*

**HONORAIRES DES AVOCATS ET DÉBOURS QUI PEUVENT ÊTRE ACCEPTÉS AUX FINS DE LA TAXATION DES FRAIS**

Bill of costs

1. (1) A party seeking an assessment of costs in accordance with this Tariff shall prepare and file a bill of costs.

1. (1) La partie qui demande la taxation des frais selon le présent tarif prépare et dépose un mémoire de frais.

Mémoire de frais

Content of bill of costs

(2) A bill of costs shall indicate the assessable service, the column and the number of units sought in accordance with the table to this Tariff and, where the service is based on a number of hours, shall indicate the number of hours claimed and be supported by evidence thereof.

(2) Le mémoire de frais indique, pour chaque service à taxer, la colonne applicable et le nombre d'unités demandé selon le tableau ainsi que, lorsque le service est taxable selon un nombre d'heures, le nombre d'heures réclamé, avec preuve à l'appui.

Contenu

Disbursements

(3) A bill of costs shall include disbursements, including

(3) Le mémoire de frais comprend les débours, notamment :

Débours

(a) payments to witnesses under Tariff A; and

a) les sommes versées aux témoins selon le tarif A;

(b) any service, sales, use or consumption taxes paid or payable on counsel fees or disbursements allowed under this Tariff.

b) les taxes sur les services, les taxes de vente, les taxes d'utilisation ou de consommation payées ou à payer sur les honoraires d'avocat et sur les débours acceptés selon le présent tarif.

Evidence of disbursements

(4) No disbursement, other than fees paid to the Registry, shall be assessed or allowed under this Tariff unless it is reasonable and it is established by affidavit or by the solicitor appearing on the assessment that the

(4) À l'exception des droits payés au greffe, aucun débours n'est taxé ou accepté aux termes du présent tarif à moins qu'il ne soit raisonnable et que la preuve qu'il a été engagé par la partie ou est payable par elle n'est fournie par affidavit ou

Preuve

disbursement was made or is payable by the party. par l'avocat qui comparaît à la taxation.

Calculation

2. (1) On an assessment, the assessment officer shall determine assessable costs by applying the formula 2. (1) Lors de la taxation, l'officier taxateur détermine les dépens taxables au moyen de la formule suivante :

$$A \times B + C$$

where  
A is

(a) the number of units allocated to each assessable service, or

(b) where the service is based on a number of hours, the number of units allocated to that service multiplied by the number of hours;

B is the unit value as established in section 3 and adjusted in accordance with section 4; and

C is the amount of assessable disbursements.

$$A \times B + C$$

où :  
A représente :

a) soit le nombre d'unités attribué à chaque service à taxer,

b) soit si le service est taxable selon un nombre d'heures, le nombre d'unités attribué à ce service multiplié par le nombre d'heures;

B la valeur unitaire établie à l'article 3 et rajustée selon l'article 4;

C les débours taxables.

Taxation

Fractional amounts

(2) On an assessment, an assessment officer shall not allocate to a service a number of units that includes a fraction. (2) Aux fins de la taxation, l'officier taxateur ne peut attribuer à un service un nombre d'unités comportant une fraction.

Nombre fractionnaire

Unit value

3. The unit value as at January 1, 1998 is \$100. 3. Au 1er janvier 1998, la valeur unitaire est de 100\$.

Valeur unitaire

Adjustment of unit value

4. (1) On April 1 in each year, the Chief Justices of the Court of Appeal and the Federal Court, in consultation with one another, shall adjust the unit value by multiplying it by the amount determined by the formula 4. (1) Le 1er avril de chaque année, les juges en chef de la Cour d'appel fédérale et de la Cour fédérale, après s'être consultés, rajustent la valeur unitaire en la multipliant par le résultat de la formule suivante :

Rajustement

$$A/B \times 100$$

Where

A is the Consumer Price Index for all items for Canada, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, in respect of December of the preceding year; and

B is the Consumer Price Index for all items for Canada, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, in respect of December 1994.

$$A/B \times 100$$

où :

A représente l'indice d'ensemble des prix à la consommation pour le Canada, publié par Statistique Canada en vertu de la *Loi sur la statistique*, pour le mois de décembre de l'année précédente;

B l'indice d'ensemble des prix à la consommation pour le Canada, publié par Statistique Canada en vertu de la *Loi sur la statistique*, pour le mois de décembre 1994.

Rounding of result

(2) Where a calculation under subsection (1) results in an amount that is not evenly divisible by 10, the resulting amount shall be (2) Dans le cas où le résultat de la formule visée au paragraphe (1) n'est pas divisible par 10, il est arrondi de la façon suivante :

Arrondissement

(a) where it is less than 100, rounded to the next higher amount that is evenly divisible by 10; and

(b) where it is greater than 100, rounded to the next lower amount that is evenly divisible by 10.

a) si le résultat est inférieur à 100, il est arrondi au montant supérieur suivant qui est divisible par 10;

b) si le résultat est supérieur à 100, il est arrondi au montant inférieur précédent qui est divisible par 10.

Communication  
of adjusted unit  
value

(3) The Chief Justices shall without delay communicate adjustments to the unit value made under subsection (1) to their respective courts and to their assessment officers.

(3) Lorsque la valeur unitaire est rajustée, les juges en chef communiquent sans délai la nouvelle valeur unitaire à leurs cours respectives et aux officiers taxateurs de celles-ci.

Valeur unitaire  
communiquée

**TABLE**

Item	Assessable Service	Number of Units				
		Column I	Column II	Column III	Column IV	Column V
<i>A. Originating documents and Other Pleadings</i>						
1.	Preparation and filing of originating documents, other than a notice of appeal to the Federal Court of Appeal, and application records.	1 – 3	2 – 5	4 – 7	5 – 9	7 – 13
2.	Preparation and filing of all defences, replies, counterclaims or respondents' records and materials.	1 - 3	2 - 5	4 - 7	5 - 9	7 - 13
3.	Amendment of documents, where the amendment is necessitated by a new or amended originating document, pleading, notice or affidavit of another party.	1 – 2	1 – 4	2 – 6	3 – 7	4 – 8
<i>B. Motions</i>						
4.	Preparation and filing of an uncontested motion, including all materials.	1 - 2	1 - 3	2 - 4	2 - 5	2 - 6
5.	Preparation and filing of a contested motion, including materials and responses thereto.	1 - 3	2 - 5	3 - 7	4 - 9	5 - 11
6.	Appearance on a motion, per hour.	1	1 - 2	1 - 3	1 - 4	1 - 5
<i>C. Discovery and Examinations</i>						
7.	Discovery of documents, including listing, affidavit and inspection.	1 - 2	1 - 3	2 - 5	3 - 9	5 - 11
8.	Preparation for an examination, including examinations for discovery, on affidavits, and in aid of execution.	1 – 2	1 – 3	2 – 5	4 – 8	7 – 11
9.	Attending on examinations, per hour.	0 - 1	0 - 2	0 - 3	0 - 4	0 - 5
<i>D. Pre-Trial and Pre-Hearing Procedures</i>						
10.	Preparation for conference, including memorandum.	1 - 2	2 - 5	3 - 6	4 - 8	7 - 11
11.	Attendance at conference, per hour.	1	1 - 2	1 - 3	1 - 4	1 - 5

TABLE—continued

Item	Assessable Service	Number of Units				
		Column I	Column II	Column III	Column IV	Column V
12.	Notice to admit facts or admission of facts; notice for production at hearing or trial or reply thereto.	1	1 - 2	1 - 3	1 - 4	1 - 5
13.	Counsel fee:					
	(a) preparation for trial or hearing, whether or not the trial or hearing proceeds, including correspondence, preparation of witnesses, issuance of subpoenas and other services not otherwise particularized in this Tariff; and	1	1 - 2	2 - 5	3 - 9	4 - 11
	(b) preparation for trial or hearing, per day in Court after the first day.	1	1	2 - 3	2 - 6	3 - 8
	<i>E. Trial or Hearing</i>					
14.	Counsel fee:					
	(a) to first counsel, per hour in Court; and	1	1 - 2	2 - 3	2 - 4	3 - 5
	(b) to second counsel, where Court directs, 50% of the amount calculated under paragraph (a).					
15.	Preparation and filing of written argument, where requested or permitted by the Court.	1 - 3	2 - 5	3 - 7	4 - 9	5 - 11
	<i>F. Appeals to the Federal Court of Appeal</i>					
16.	Counsel fee:					
	(a) motion for leave to appeal and all services prior to the hearing thereof; and	1 - 3	2 - 5	4 - 7	5 - 9	7 - 13
	(b) on an oral hearing of the motion for leave to appeal, per hour.	1	1	1	1	1 - 2
17.	Preparation, filing and service of notice of appeal.	1	1	1	1	1
18.	Preparation of appeal book.	1	1	1	1 - 2	1 - 3
19.	Memorandum of fact and law.	1 - 3	2 - 5	4 - 7	5 - 9	7 - 13

TABLE—continued

Item	Assessable Service	Number of Units				
		Column I	Column II	Column III	Column IV	Column V
20.	Requisition for hearing.	1	1	1	1	1
21.	Counsel fee:					
	(a) on a motion, including preparation, service and written representations or memorandum of fact and law; and	1	1 – 2	2 – 3	2 – 4	3 – 5
	(b) on the oral hearing of a motion, per hour.	1 - 2	1 - 3	2 - 4	2 - 5	2 - 6
22.	Counsel fee on hearing of appeal:					
	(a) to first counsel, per hour; and	1	1 - 2	2 - 3	2 - 4	3 - 5
	(b) to second counsel, where Court directs, 50% of the amount calculated under paragraph (a).					
<i>G. Miscellaneous</i>						
23.	Attendance on a reference, an accounting or other like procedure not otherwise provided for in this Tariff, per hour.	1	1 - 2	1 – 3	2 – 4	2 – 5
24.	Travel by counsel to attend a trial, hearing, motion, examination or analogous procedure, at the discretion of the Court.	1	1 – 3	1 – 5	1 – 7	1 – 9
25.	Services after judgment not otherwise specified.	1	1	1	1	1
26.	Assessment of costs.	1 - 2	1 - 4	2 - 6	3 - 7	5 - 10
27.	Such other services as may be allowed by the assessment officer or ordered by the Court.	1	1 – 2	1 – 3	1 – 4	1 – 5
28.	Services in a province by students-at-law, law clerks or paralegals that are of a nature that the law society of that province authorizes them to render, 50% of the amount that would be calculated for a solicitor.					

SOR/2004-283, ss. 30, 31 and 32.

## TABLEAU

Article	Service à taxer	Nombre d'unités				
		Colonne I	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
<i>A. Actes introductifs d'instance et autres actes de procédure</i>						
1.	Préparation et dépôt des actes introductifs d'instance, autres que les avis d'appel, et des dossiers de demande.	1 – 3	2 – 5	4 – 7	5 – 9	7 – 13
2.	Préparation et dépôt de toutes les défenses, réponses, demandes reconventionnelles ou dossiers et documents des intimés.	1 – 3	2 – 5	4 – 7	5 – 9	7 – 13
3.	Modification des documents par suite de la présentation par une autre partie d'un acte introductif d'instance, d'un acte de procédure, d'un avis ou d'un affidavit, nouveau ou modifié.	1 – 2	1 – 4	2 – 6	3 – 7	4 – 8
<i>B. Requêtes</i>						
4.	Préparation et dépôt d'une requête non contestée, y compris tous les documents.	1 – 2	1 – 3	2 – 4	2 – 5	2 – 6
5.	Préparation et dépôt d'une requête contestée, y compris les documents et les réponses s'y rapportant.	1 – 3	2 – 5	3 – 7	4 – 9	5 – 11
6.	Comparution lors d'une requête, pour chaque heure.	1	1 – 2	1 – 3	1 – 4	1 – 5
<i>C. Communication de documents et interrogatoires</i>						
7.	Communication de documents, y compris l'établissement de la liste, l'affidavit et leur examen.	1 – 2	1 – 3	2 – 5	3 – 9	5 – 11
8.	Préparation d'un interrogatoire, y compris un interrogatoire préalable ou un interrogatoire relatif à un affidavit ou à l'appui d'une exécution forcée.	1 – 2	1 – 3	2 – 5	4 – 8	7 – 11
9.	Présence aux interrogatoires, pour chaque heure.	0 – 1	0 – 2	0 – 3	0 – 4	0 – 5
<i>D. Procédures préalables à l'instruction ou à l'audience</i>						
10.	Préparation à la conférence préparatoire, y compris le mémoire.	1 – 2	2 – 5	3 – 6	4 – 8	7 – 11

**TABLEAU (suite)**

Article	Service à taxer	Nombre d'unités				
		Colonne I	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
11.	Présence à la conférence préparatoire, pour chaque heure.	1	1 – 2	1 – 3	1 – 4	1 – 5
12.	Avis demandant l'admission de faits ou admission de faits; avis de production à l'instruction ou à l'audience ou réponse à cet avis.	1	1 – 2	1 – 3	1 – 4	1 – 5
13.	Honoraires d'avocat :					
	<i>a)</i> préparation de l'instruction ou de l'audience, qu'elles aient lieu ou non, y compris la correspondance, la préparation des témoins, la délivrance de <i>subpoena</i> et autres services non spécifiés dans le présent tarif;	1	1 – 2	2 – 5	3 – 9	4 – 11
	<i>b)</i> préparation de l'instruction ou de l'audience, pour chaque jour de présence à la Cour après le premier jour.	1	1	2 – 3	2 – 6	3 – 8
	<i>E. Instruction ou audience</i>					
14.	Honoraires d'avocat :					
	<i>a)</i> pour le premier avocat, pour chaque heure de présence à la Cour;	1	1 – 2	2 – 3	2 – 4	3 – 5
	<i>b)</i> pour le second avocat, lorsque la Cour l'ordonne : 50% du montant calculé selon l'alinéa <i>a</i> ).					
15.	Préparation et dépôt d'un plaidoyer écrit, à la demande ou avec la permission de la Cour.	1 - 3	2 - 5	3 - 7	4 - 9	5 - 11
	<i>F. Appels à la Cour d'appel fédérale</i>					
16.	Honoraires d'avocat :					
	<i>a)</i> requête en autorisation d'appeler et tous les services fournis avant l'audition de la requête;	1 - 3	2 - 5	4 - 7	5 - 9	7 - 13
	<i>b)</i> lors de l'audition d'une requête en autorisation d'appeler, pour chaque heure.	1	1	1	1	1 - 2
17.	Préparation, dépôt et signification de l'avis d'appel.	1	1	1	1	1

TABLEAU (suite)

Article	Service à taxer	Nombre d'unités				
		Colonne I	Colonne II	Colonne III	Colonne IV	Colonne V
18.	Préparation du dossier d'appel.	1	1	1	1 - 2	1 - 3
19.	Mémoire des faits et du droit.	1 - 3	2 - 5	4 - 7	5 - 9	7 - 13
20.	Demande d'audience.	1	1	1	1	1
21.	Honoraires d'avocat :					
	a) requête, y compris la préparation, la signification et les prétentions écrites ou le mémoire des faits et du droit;	1	1 - 2	2 - 3	2 - 4	3 - 5
	b) lors de l'audition de la requête, pour chaque heure.	1 - 2	1 - 3	2 - 4	2 - 5	2 - 6
22.	Honoraires d'avocat lors de l'audition de l'appel :					
	a) pour le premier avocat, pour chaque heure;	1	1 - 2	2 - 3	2 - 4	3 - 5
	b) pour le second avocat, lorsque la Cour l'ordonne : 50 % du montant calculé selon l'alinéa a).					
	<i>G. Divers</i>					
23.	Présence lors d'un renvoi, d'une procédure de comptabilité ou d'une procédure du même genre non prévue au présent tarif, pour chaque heure.	1	1 - 2	1 - 3	2 - 4	2 - 5
24.	Déplacement de l'avocat pour assister à l'instruction, une audience, une requête, un interrogatoire ou une procédure analogue, à la discrétion de la Cour.	1	1 - 3	1 - 5	1 - 7	1 - 9
25.	Services rendus après le jugement et non mentionnés ailleurs.	1	1	1	1	1
26.	Taxation des frais.	1 - 2	1 - 4	2 - 6	3 - 7	5 - 10
27.	Autres services acceptés aux fins de la taxation par l'officier taxateur ou ordonnés par la Cour.	1	1 - 2	1 - 3	1 - 4	1 - 5
28.	Services fournis par des étudiants, des parajuristes ou des stagiaires en droit, dans une province, que le Barreau de cette province les autorise à fournir, 50% du montant qui serait calculé pour les services d'un avocat.					

DORS/2004-283, art. 30, 31 et 32.